



HAL
open science

La vision russe du 11 septembre

Clément Césari

► **To cite this version:**

| Clément Césari. La vision russe du 11 septembre. Science politique. 2013. dumas-00817673

HAL Id: dumas-00817673

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00817673v1>

Submitted on 25 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA VISION RUSSE DU 11 SEPTEMBRE



Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Master 2 Recherche Relations Internationales

Image de la page de garde

“La Larme” réalisée et installée par la Russie en l'honneur des victimes du 11 septembre 2001 et pour témoigner de la lutte contre le terrorisme.

Ce monument, haut de 33 mètres et pesant 175 tonnes a été transporté en 6 fardeaux depuis la Russie jusqu'aux États-Unis et monté par des ouvriers russes. Le sculpteur russe Zurab Tsereteli a dirigé l'érection du monument aux États-Unis.

La larme a été inaugurée le 11 septembre 2006 par Bill Clinton. Construite à Moscou elle a été transportée jusqu'aux États-Unis pour y être montée sur place. Cette Larme (The Tear of Grief) est alignée avec la Statue de la Liberté.

Sommaire

Introduction	4
La construction d'une coopération russo-américaine	12
<u>Deux puissances liées par une même menace</u>	12
<u>La période de coopération et de nouvelle détente</u>	17
<u>Le véritable intérêt de la Russie dans la guerre mondiale contre le terrorisme</u>	25
Une lutte antiterroriste conduisant à un retour du Grand Jeu dans l'Étranger Proche	34
<u>Fin 2004, le retour à une rivalité russo-américaine</u>	34
<u>Un dilemme de sécurité russo-américain</u>	44
<u>Une puissance retrouvée en Asie centrale</u>	55
Les politiques sécuritaires comme instrument de pouvoir étatique russe	62
<u>Une légitimation étatique de la lutte contre la terreur</u>	62
<u>La lutte antiterroriste et l'appareil sécuritaire russe, une étude du rôle de la bureaucratie dans la conception du pouvoir</u>	67
<u>Une légitimité charismatique acquise lors d'un processus de révolution sociale</u>	75
Conclusion	89
Bibliographie	92
Annexes	116
Tables des matières	121

Introduction

Dans une déclaration officielle au lendemain des attentats du 11 septembre, le nouveau président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine s'est adressé directement au peuple américain: « *La Russie connaît bien la terreur. Nous comprenons ce que ressentent les citoyens américains aujourd'hui. Au nom de la Russie, je voudrais leur dire: nous sommes solidaires. Je me sens hautement concerné par cette attaque. Moi et mon pays mènerons la lutte contre le terrorisme aux côtés des États-Unis, d'autant que la Russie est elle-même confrontée, depuis de nombreuses années, au même terrorisme islamique avec les Tchétchènes.* »

Au matin du mardi 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes détournent quatre avions de ligne afin de les écraser sur des bâtiments hautement symboliques du nord-est du pays. Deux avions sont projetés sur les tours jumelles du *World Trade Center* (WTC) à Manhattan et le troisième sur le Pentagone, siège du Département de la Défense, à Washington D.C, tuant toutes les personnes à bord et de nombreuses autres travaillant dans ces immeubles. Les deux tours se sont effondrées moins de deux heures plus tard, provoquant l'effondrement de deux autres immeubles. Le quatrième avion, volant en direction de Washington, s'est écrasé en rase campagne à Shanksville en Pennsylvanie, après que des passagers et membres d'équipage ont essayé d'en reprendre le contrôle. Plusieurs milliers de personnes ont été blessées lors de ces attaques qui ont causé la mort de deux mille neuf cent soixante-treize victimes appartenant à quatre-vingt-treize pays. La Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis établit la responsabilité de ces attentats au réseau Al-Qaïda, en affirmant que les dix-neuf terroristes auteurs de ces attentats-suicides en étaient membres et que le commanditaire en était Oussama Ben Laden qui les a revendiqués à plusieurs reprises. Al-Qaïda, signifiant « *la base* » en arabe est né dans un milieu très artificiel, celui des volontaires arabes partis combattre l'occupation soviétique en Afghanistan (1979-1989), mais demeurés pour l'écrasante majorité d'entre eux sur le sol pakistanais, dans « *les zones tribales* », à la frontière entre les deux pays. C'est dans ce huit clos d'expatriés arabes que le Saoudien Oussama Ben Laden installé à Peshawar depuis 1984, a recruté en 1988, les quelques dizaines d'inconditionnels qui constituent le noyau fondateur d'Al Qaïda. Il fut assisté dans cette entreprise par l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, pour qui le renversement révolutionnaire des régimes arabes doit s'accompagner d'une purification violente des sociétés musulmanes. Durant treize années, Ben Laden a construit son ambition globale fondée sur une dialectique inédite entre « *l'ennemi proche* » et « *l'ennemi lointain* ». L'ennemi proche est bel et bien l'adversaire stratégique, les régimes arabes à abattre, voire les sociétés musulmanes à purifier. Comme son organisation est trop faible pour une tâche d'une telle envergure, l'option de l'implication de l'ennemi lointain, soient les États-Unis et leurs alliés. L'objectif est de frapper l'ennemi lointain pour le provoquer à intervenir sur le territoire de l'ennemi proche, permettant à la fois de déstabiliser le deuxième ennemi et de détourner une partie au moins des énergies militantes mobilisées pour combattre le premier ennemi. Al-Qaïda favorise dès lors une dynamique d'internationalisation des crises, dont elle se nourrit après coup au nom d'un prétendu combat contre les « *envahisseurs* » et les « *infidèles* ». Cette manœuvre n'aurait pu cependant être suivie d'effet si Ben Laden et Zawahiri, malgré leur absence de toute légitimité dogmatique n'avaient pas procédé à un formidable détournement du concept même de « *Djihad* ». Le djihad, au cours des quatorze siècles de jurisprudence et de pratique de l'Islam, est toujours lié à une population (à libérer ou à soumettre) et à un territoire (à libérer ou à conquérir). En proclamant, en février 1998, un « *djihad global contre les Juifs et les Croisés* », Ben Laden et Zawahiri rompent ce lien avec une population et un territoire: Al-Qaïda considère que la planète entière est terre de djihad sans distinction aucune entre les cibles civiles ou militaires.

Ce djihad global, d'un type nouveau, va prospérer du fait de la protection accordée par les talibans du mollah Omar à Ben Laden et ses partisans, ainsi que grâce aux services de renseignement du Pakistan (ISI: *Inter Services Intelligence*) qui voient la possibilité de transférer, à Al-Qaida et sur le territoire afghan, la gestion des groupes actifs au Cachemire indien. Des dizaines de camps d'entraînement terroriste se mettent ainsi en place dans le sud et l'est de l'Afghanistan. C'est bel et bien l'âge d'or d'Al-Qaida, où les deux dimensions de la base se développent de concert: la « base » de données d'un réseau international et la « base » géographique des centres d'embrigadement.

Ce matin du 11 septembre 2001, la terreur s'abat sur les États-Unis qui subissent la plus grande attaque qu'ils ont connue depuis Pearl Harbor. Elle provoque la panique et l'effroi, suivis d'un effet de psychose, la crainte d'être visés partout dans le monde et sur leur propre sol. Avec le 11 septembre 2001, il s'agit d'une attaque conçue, organisée, planifiée méthodiquement pour frapper au cœur de la plus grande puissance du monde. Les terroristes islamistes, en détournant de leurs vols les deux avions de ligne, ont voulu atteindre le symbole de la suprématie financière et économique des États-Unis et du gigantisme économique. Un troisième avion-suicide lancé sur la Pentagone à Washington, bâtiment emblématique, visait la puissance militaire américaine. Enfin, un quatrième appareil, détruit en vol sans avoir atteint son objectif, avait pour cible, le Capitole, centre de la vie démocratique du pays. Le but commun de ces attaques simultanées consistait donc à défier en même temps dans toutes ses composantes politiques, économiques, financières et militaires la suprématie mondiale des États-Unis. Il s'agissait aussi d'inspirer la terreur dans le monde entier, car l'attaque des tours de New-York et leur effondrement ont été filmés et diffusés sur les écrans de télévision de toute la planète et la presse en a reproduit les images apocalyptiques. Dans un premier temps, les États-Unis, en état de choc, se coupe presque complètement du monde et interdisent tout trafic aérien au dessus de leur territoire. Par la suite, George W. Bush qualifie les attaques « d'actes de guerre » et les réactions des autres chefs d'État sont similaires.

Pourtant, Poutine a été le premier chef d'État à appeler le président américain George W. Bush après les événements de septembre 2001, lui assurant du soutien de la Russie, pourtant l'éternelle adversaire de l'Amérique, dans cette guerre d'un genre nouveau contre le terrorisme transnationale.

Cette prise de position de la part du président Poutine représente un tournant dans la politique étrangère de la Fédération de Russie, qui a surgi des cendres de l'Union soviétique. Le 9 novembre 1989: le mur de Berlin est tombé, pour l'Europe sous giron soviétique ainsi que le bloc occidental, cet événement marque la fin du communisme et de la guerre froide. En fait, c'est en 1991 que Boris Eltsine, élu président de Russie le 12 juin, signe une bonne fois pour toute la disparition de l'Union Soviétique. Cet événement clôture pour les Russes la période d'élan vers le progrès incarné par le mouvement de *perestroïka* engagé par Mikhaïl Gorbatchev qui a permis de réveiller une société apathique qui est finalement descendue dans les rues, ivre de liberté afin d'en terminer avec la glaciation soviétique. Cette « révolution de couleur » dix ans plus tôt que celles de Géorgie et d'Ukraine a d'ailleurs épouvanté les nostalgiques d'un système vacillant qui tenteront en août 1991 d'endiguer le mouvement par un putsch malheureux.

Au lendemain du putsch, le seul constat qui s'impose est que l'URSS n'existe plus. L'élection d'un président russe, deux mois auparavant, a entraîné la mise en place d'un État russe rival de l'URSS. Les deux drapeaux flottant depuis lors sur le Kremlin: le rouge de l'URSS, le tricolore de la Russie, rendent compte d'une véritable évaporation de l'État soviétique qui n'est plus qu'un fantôme. En effet, à ce moment, presque tous les États de l'Union avaient déjà proclamé leur indépendance, suivant le mouvement syndical polonais de *Solidarnosk* et aussi la voie des Baltes, qui en voulant pulvériser la fiction de leur adhésion volontaire à l'URSS en 1940 font voter l'indépendance par leurs parlements. C'est la raison pour laquelle Boris Eltsine en compagnie des présidents de l'Ukraine et de la Biélorussie signe le 8 décembre 1991, l'acte qui abolit la fin de l'URSS, terminant

ainsi l'aventure communiste de l'Union des républiques soviétiques socialistes, le plus grand État du monde avec 22 millions de km² et 290 millions d'habitants. La deuxième superpuissance disparaît sous la poussée des nations pour laisser la place à la Fédération de Russie et à 14 nouveaux États indépendants. Mais la dissolution de l'ensemble fondée en 1922 est accompagnée d'une démarche positive: la création de la Communauté des États slaves, qui quelques jours plus tard, deviendra Communauté des États indépendants (CEI), regroupant toutes les anciennes républiques de l'URSS à l'exception des États baltes et de la Géorgie qui ont refusé de s'y joindre. Cette extension a été voulue par le président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaïev, conscient de l'impossibilité de séparer brutalement des États unis depuis si longtemps par des structures et des intérêts imbriqués.

En condamnant l'URSS, Eltsine a agi sous l'effet d'une situation de jour en jour plus dégradée et qui menaçait d'emporter la Russie toute entière. Mais il a aussi réfléchi à l'échec de Gorbatchev et compris que ce désastre national et géopolitique pouvait devenir, pour la Russie, une chance de s'inscrire enfin en Europe et dans la modernité. La situation politique en 1991 est effroyablement critique. L'Etat-Parti disparu, le pays ne dispose ni d'un État au sens strict, ni de structures de pouvoir, ni d'une administration: l'armée est démoralisée, sous-équipée. De plus, au Caucase, le général Djokhar Dudaïev, chef de l'aviation soviétique, prend la tête d'une révolution tchéchène, s'empare des édifices publics, des dépôts d'armes russes et se fait élire président d'une république indépendante qu'il rebaptise Itchkérie pour bien marquer la rupture des liens avec la Russie.

Eltsine attend donc un soutien du monde occidental (que ce soit par des conseils sur la marche à suivre ou une aide matérielle) afin de fonder la nouvelle Russie sur l'élan démocratique qui s'est manifesté dans les années Gorbatchev, mais aussi sur les idéaux de l'économie de marché. Le passage à une économie libérale va avoir des conséquences désastreuses car cette « thérapie de choc » va provoquer un appauvrissement de la société, le pillage des ressources du pays par la voie d'une privatisation totalement incontrôlée qui ruine les individus et l'État, engendrant aussi des fortunes privées considérables. Il faut attendre l'année 1993 pour qu'Eltsine arrive à convaincre l'Occident, d'abord effaré par les excès économiques et les débordements politiques, qu'une démocratie russe, de type libérale, quoiqu'hésitante, commence à prendre forme. Le G7 va s'ouvrir pour la Russie, de même que l'OTAN par la voie d'un partenariat pour la paix et finalement le FMI accorde enfin son aide.

La deuxième transition pour Boris Eltsine, c'est la redéfinition de la place de la Russie dans le monde. Pour ce sexagénaire qui n'a connu que l'URSS, pour cet apparatchik élevé selon les idéaux du Parti, s'accomplit un changement remarquable: il fait de la conquête du destin européen de la Russie son projet. Il adopte ainsi une vision adoptée bien avant lui par Pierre le Grand, la Russie est européenne, elle doit donc rejoindre l'Europe, quelles que soient les difficultés. L'exécution de ce projet passe par un rapprochement avec les États-Unis, l'ancien adversaire. De plus, les États-Unis, devenus alors les seuls arbitres de la vie internationale, profitant ainsi de leurs situations hégémoniques, sont naturellement les partenaires les plus recherchés. Eltsine se rend à Washington dès juin 1992 et négocie avec le président Bush (père) le traité de réduction des armes stratégiques START 2 qui sera signé le 3 janvier 1993, mais ratifié seulement sept ans plus tard, ce qui sera source de difficultés entre les deux pays. Ce rapprochement russo-américain est confirmé à Vancouver le 3 avril 1993, lors de la rencontre au sommet avec le président Clinton. Des ombres vont pourtant vite planer sur ces rapports. Tout d'abord le cas de la Serbie, menacée par les États-Unis, qu' Eltsine peut difficilement soutenir face à la puissance américaine, mais qui reste, dans son esprit, l'alliée historique de la Russie de par l'appartenance à une même religion. La question serbe fait émerger la question combien épineuse des rapports de la Russie avec son *étranger proche*, c'est à dire les anciens États de l'Union. En juin 1992, Boris Eltsine avait défini la CEI comme une « formation étatique assurant tout à la fois la séparation et l'union des républiques ». De plus, il n'a pas

hésité à affirmer que la Russie était responsable de la paix et de la stabilité dans ce qui fut l'espace soviétique, alors que dans les États baltes, en Ukraine et même en Géorgie, où Édouard Chevardnaze est confronté à la rébellion abkhaze que soutient Moscou, les responsables nationaux se tournent déjà vers les États-Unis. L'ambition d'Eltsine est alors de voir la Russie acceptée comme un grand État européen et reconnue comme puissance par le seul acteur international qui puisse lui conférer ce statut, à travers un partenariat stratégique russo-américain. A ce moment, la Russie ne conserve qu'un seul attribut de puissance: son siège de membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies. Eltsine s'efforce, à défaut, de doter son pays d'une image de puissance.

Cependant, le climat des relations russo-américaines va rapidement se dégrader, ceci peut s'expliquer avec l'utilisation des théories réalistes sur *l'hégemon*^{*1}. En effet, Kenneth Waltz postule que les contraintes des États proviennent de la structure anarchique des Relations Internationales. A cause de l'absence d'autorité centrale au dessus des États, ces derniers, en bon acteurs rationnels, vont chercher d'abord à survivre, c'est à dire à maintenir leur intégrité territoriale et leur ordre politique interne face à d'autres États dotés de capacités militaires et dont ils ne peuvent jamais connaître les intentions. Avec Hans Morgenthau^{*2}, il est établi l'idée que les États sont guidés par le souci d'acquérir puissance après puissance, et qu'ils cherchent donc à maximiser, plutôt qu'à simplement optimiser, leur puissance, dans l'espoir de dominer autrui: ils se rendent vite compte que la puissance est la clef de leur survie. Mearsheimer^{*3}, reprenant les idées de Waltz et de Morgenthau en déduit que l'objectif ultime des États est d'être *l'hégemon* du système, car seul un État qui domine tous les autres en maximisant sa propre puissance peut espérer vivre en sécurité dans un monde où l'agression est fortement probable. La notion d'hégémonie de Mearsheimer se détache néanmoins de celle du néo-réaliste Robert Gilpin qui considère que l'existence d'un système déséquilibré en faveur d'une puissance prépondérante est la condition indispensable d'une stabilité internationale au moins temporaire^{*4}. Pour Mearsheimer, il ne peut y avoir qu'un *hegemon* régional et non pas global comme chez Gilpin et parce qu'il est désireux d'assurer sa sécurité, est contraint d'empêcher l'émergence de tout rival potentiel, ceci par une politique de maintien d'équilibres entre puissances potentiellement rivales, c'est le passage d'un néo réalisme défensif à un néo réalisme offensif.

Ce modèle réaliste pourrait se retrouver appliqué afin d'expliquer l'élargissement de l'OTAN à l'Europe centrale qui a achevé à miner les relations russo-américaines. Dès la fin des années 1995, il est clair que l'élargissement de l'OTAN en Europe centrale est inéluctable. L'incompréhension entre Moscou et Washington est sur ce point absolue. Tandis que pour les États-Unis, et plus largement pour l'Alliance Atlantique, il s'agit d'abord de donner à l'OTAN, grâce à cet élargissement, une nouvelle raison d'exister après la chute du Mur et le démantèlement de l'alliance rivale, le Pacte de Varsovie, aux yeux de Moscou ce dessein ruine les fondements de la politique suivie depuis 1992. La Russie, qui a abandonné son glacis européen, système de sécurité auquel elle avait été si attachée, était convaincue qu'elle pouvait compter en échange sur l'abandon symétrique par l'Occident, de toute velléité d'influence dans cette zone. Les États-Unis augmentent encore leur influence lorsqu'en octobre 1997, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, la Moldavie et plus tard l'Ouzbékistan forment le GUUAM, dont la raison d'être est de former, aux frontières russes, un pôle pro-occidental et pro-OTAN, ainsi que de se rapprocher de l'Alliance Atlantique. Une telle suite d'évènements peut s'expliquer par une vision purement sécuritaire de la diplomatie américaine à l'égard de la Russie. Pour les dirigeants américains, la Russie est toujours considérée le principal ennemi, malgré la fin de la guerre froide. On peut voir dans la politique étrangère la vision réaliste

1 K. Waltz, *Man, the State and War*, New-York, *Columbia University Press*, 1959, p.188

2 H. Morgenthau, *Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace*, New-York, MacGraw-Hill, 7^e éd. Revue, 2005

3 J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New-York, Norton, 2001, p.21

4 R. Gilpin, *War and Change in World Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1981

de Zbigniew Brzezinski, présentée dans son ouvrage, le *grand échiquier*, où les États-Unis pour maintenir leur leadership, doivent avant tout maîtriser le Grand Échiquier que représente l'Eurasie: l'Europe et l'Asie centrale. Brzezinski prend bien note de la disparition de l'URSS et il reconnaît l'intérêt de soutenir le passage de l'économie russe au libéralisme. Cependant, il conseille que l'OTAN s'élargisse aux anciens États satellites de l'URSS comme l'Ukraine, l'Ouzbékistan ainsi que l'Azerbaïdjan et qu'il faut que la Russie accepte ce fait accompli. Cette mesure sécuritaire est justifiée par l'incertitude du régime en place et de voir la Russie sombrer dans une dictature post-communiste. Cette mise sous pression de la Russie l'obligerait à se tourner vers l'Europe.

Pourtant, cette stratégie laisse penser à Eltsine que le choix pro-occidental de la Russie a été une duperie. Cette prise de conscience va se traduire par le limogeage du ministre russe des Affaires Étrangères Andreï Kozyrev par Evgeni Primakov, grand connaisseur du Moyen-Orient et de l'Asie qui deviendra Premier ministre le 11 septembre 1998 et qui favorisera le rapprochement stratégique de la Russie avec la Chine.

L'hostilité croissante que les Occidentaux et en particulier les Européens ont manifesté à l'égard de la Russie s'est manifestée avec le conflit qui oppose l'armée russe aux séparatistes tchéchènes. La question tchéchène, devenue une véritable épine dans les affaires politiques de la jeune Fédération de Russie, peut être remontée à l'époque où Pierre le Grand s'empara de la ville de Derbent au Daguestan et commence la conquête russe du Caucase. D'échecs en victoires et sous l'influence d'œuvres littéraires comme *Hadji Mourat* de Tolstoï ou bien *Un héros de notre temps* de Lermontov, l'adversaire tchéchène fut redouté, estimé, voire idolâtré. La Russie acheva la conquête du Caucase en 1859 lors de la reddition du soufi naqshbandi, l'immam Chamil. Soixante-huit après l'arrestation du cheikh Mansour, Chamil fut traité par le tsar Alexandre II avec la plus grande dignité, placé en résidence surveillée et quasiment considéré comme un héros. En rupture avec cette attitude, Staline ordonna en 1944, sous le prétexte d'une collaboration avec les Nazis, la déportation massive des Tchétchènes en Asie Centrale. L'histoire violente de la Tchétchénie rebondit lorsque Boris Eltsine invite, en 1990, les républiques d'URSS à prendre autant d'autonomie qu'elles peuvent en exercer. Se comparant aux républiques ukrainienne et géorgienne, la Tchétchénie de Doudaïev déclare son indépendance, mais le président russe refuse de l'entériner. En voulant la tête de Doudaïev, Eltsine déclenche la guerre en 1994, sous l'influence du ministre de la Défense, le général Gratchev et contre l'avis de Primakov, qui était à ce moment là chef du SVR, le service de renseignement extérieur. Boris Eltsine veut alors restaurer le prestige de la Russie en commençant par l'extirpation de l'écharde que constitue la sécession tchéchène. D'abord en soutenant militairement des milices tchéchènes anti-Doudaïev et des paramilitaires russes en août 1994, puis devant leur échec face à la garde nationale tchéchène, en lançant en décembre 1994 une attaque massive avec 20000 hommes. Prévoyant un succès très rapide, et bien qu'occupant Grozny, les Russes vont totalement s'enliser, tandis que les protestations contre la guerre vont se développer dans la société civile russe et jusqu'au sein de l'armée elle-même, qui devient, paradoxalement, la première source d'armement des Tchétchènes. La guerre est extrêmement violente et les massacres de civils sont très nombreux. Elle se radicalise lorsque des volontaires musulmans commencent à affluer d'autres républiques nord-caucasiennes pour soutenir une résistance tchéchène de plus en plus souvent qualifiée de « *Djihad* », à l'image de celle de l'imam Chamil du XIXème siècle. En août 1996, malgré leur supériorité en matériel et en effectifs, les Russes ne contrôlent plus du tout le pays et se retrouvent assiégés dans certains quartiers des villes à Grozny, Argun ou Goudermes.

Le populaire général russe Alexandre Lebed, conseiller stratégique du président Eltsine est chargé de négocier avec les Tchétchènes. Doudaïev ayant été tué par les Russes en avril, c'est avec Aslan Maskhadov, le principal chef militaire tchéchène, qu'il signe un accord de paix en décembre 1996. L'accord ne se prononce pas sur le statut de la Tchétchénie, mais celle-ci va bénéficier d'une

indépendance de fait. Cette première guerre a fait 5000 morts du côté de l'armée russe et près de 100000 morts parmi les habitants du pays.

Aslan Maskhadov, élu président en 1997 contre Chamil Bassaïev va essayer lui aussi de développer des liens avec ses voisins, surtout avec la Géorgie d'Édouard Chavardnadze, avec les pays musulmans, l'Europe et les États-Unis. Il cherche, sans y parvenir, à rétablir l'ordre dans un pays à nouveau chaotique, où certains chefs de milice comme Arbi Barayev ou Salman Raduyev refusent l'autorité de son gouvernement et où les prises d'otages se multiplient. Maskhadov tente bien d'intégrer Bassaïev en le nommant Premier ministre, mais en 1997, celui-ci quitte le gouvernement et devient le leader d'une opposition islamiste prétendant au pouvoir. En clair, l'incapacité d'Aslan Maskhadov à gérer politiquement la république, livrée à une économie de prédation et à la montée des radicaux islamistes, offre l'opportunité d'une revanche pour l'appareil militaire russe.

Cette chance va se présenter lors de la nomination de Vladimir Poutine en août 1999 comme Premier Ministre de la Fédération. Un bref récapitulatif de l'ascension de Poutine est nécessaire car sa personnalité et sa vision du monde va marquer pour plusieurs décennies la politique étrangère et la stratégie de la Russie dans les relations Internationales. Vladimir Poutine (Владимир Владимирович Пётин en russe) est né le 7 octobre 1952 à Léninegrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg). Après un parcours en droit à l'université de Léninegrad, il intègre les rangs du KGB et devient agent du renseignement en RDA. Après la chute de l'Union soviétique, il quitte les services de sécurité pour entrer dans l'équipe municipale du maire de St-Pétersbourg Anatoli Sobtchak où il s'occupe de gérer les relations extérieures de la municipalité. Il parvient à attirer l'attention du président Eltsine qui le nomme directeur du FSB, les nouveaux services de sécurité internes. C'est en août 1999 alors qu'une nouvelle série d'attentats terroristes secouent la Russie et qu'une centaine de combattants islamistes sous le commandement de Chamil Bassaïev et d'Ibn-al-Khattab décident de porter le combat au Daguestan, qu'il est nommé Premier ministre, au détriment de Stepachine qui a été écarté. Cet ancien officier du KGB, réputé terne et sans charisme a une vision politique simple: il s'agit de restaurer la grandeur de la Russie. Celle-ci n'est possible que par son concept de « *verticale du pouvoir* », annonçant la recentralisation prochaine de toutes les composantes décisionnelles de la société russe dans les mains de l'État fédéral. Vladimir Poutine va profiter des événements dans le Nord-Caucase pour ordonner le retour des troupes russes en Tchétchénie pour rétablir « *l'ordre constitutionnel* ». En affirmant qu'il « *ira buter les terroristes jusque dans les chiottes* », Poutine dénonce les accords de paix précédents qui ont mis fin à la guerre précédente, cette fois, c'est une armée de 80 000 hommes qui entre en Tchétchénie en octobre. La deuxième guerre est aussi violente que la première et dure beaucoup plus longtemps. Tandis que la tactique de la terre brûlée et de regroupements forcés des populations provoque immédiatement une vague de réfugiés en Ingouchie voisine, les forces russes ratissent systématiquement le territoire et s'empare de Grozny au prix de combats très violents. Fin 2000, elles ont refoulé les combattants tchétchènes dans les montagnes.

La démission de Boris Eltsine et donc la nomination de Poutine comme président de la Fédération par intérim ne sont que des étapes avant son élection officielle le 26 mars 2000. La politique étrangère sous Poutine marque donc une certaine rupture dans la continuité d'une diplomatie eltsinienne qui tentait d'équilibrer un partenariat renforcé avec l'Occident, quitte à reléguer au second plan les intérêts du pays et de la politique russe. L'arrivée au pouvoir de Poutine est formellement décidée par Boris Eltsine. Elle a lieu à la faveur de la résolution rapide et militaire d'un conflit particulièrement meurtrier dans la république russe de Tchétchénie, elle est favorisée par un discours volontariste revendiquant la restauration de l'État, la lutte contre la corruption et la renaissance, au moins partielle, du prestige aux yeux des Russes d'une superpuissance déchue.

Cette politique extérieure se veut le pendant d'une politique intérieure visant à lutter contre la décomposition du pays consécutif à l'effondrement politique, économique et social de 1991 (de 1991 à 1996 le PNB russe s'effondre de 40%). Après le chaos des années Eltsine, considéré dans l'opinion comme le destructeur de l'ordre ancien et le principal artisan du démantèlement de l'Union soviétique, les succès économiques enregistrés après 1998 et une stabilisation de la vie politique donnent à la politique étrangère russe une nouvelle assurance. L'offensive de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie provoque l'élaboration d'une nouvelle doctrine militaire qui prévoit désormais, à l'instar de la doctrine militaire des États-Unis, l'utilisation d'armes nucléaires à des fins tactiques sur le champ de bataille, et dans laquelle le renforcement de l'appareil militaire russe doit servir les intérêts géostratégiques de l'État sans se préoccuper des «considérations occidentales». Ce repositionnement russe présageait alors qu'une entente entre les États-Unis et la Russie ne serait pas parfaite et difficile à établir.

En qualifiant le terrorisme de « *peste du XXIème siècle* », Vladimir Poutine semble avoir compris le caractère transnationaliste du terrorisme mondial, comprenant, grâce à l'amère expérience tchétchène, que le système bipolaire de la guerre froide est terminée, et que les États doivent faire face à de nouvelles menaces, moins conventionnelles. Pour le chef du Kremlin, le 11 septembre représente une opportunité afin de combler le fossé qui sépare la Russie de l'Occident, malgré la chute du communisme. D'un côté purement sociologique, il s'agit d'étudier le 11 septembre comme l'évènement qui a permis la construction de la nouvelle politique étrangère russe face à une menace qui inscrit définitivement la planète face aux contraintes de la mondialisation. L'élaboration d'un certain type de politique étrangère implique une vision russe spécifique du 11 septembre: elle doit être étudiée du côté des discours officiels des dirigeants russes, mais aussi par une analyse des articles de la presse russe parlant du 11 septembre. Les décisions politiques prises par le gouvernement russe doivent être analysées afin de voir comment l'État russe arrive à mener une nouvelle type de guerre, celle contre le terrorisme et quels en ont été les conséquences majeures, à savoir y-a-t-il eu un rapprochement diplomatique entre la Russie et les États-Unis ainsi que l'Europe ? Comment la Russie a réagi face à la décision de l'Otan d'ouvrir un théâtre d'opération en Afghanistan, proche de l'Asie Centrale qui reste encore une zone d'influence russe? Enfin, quelle a été la part de la Russie dans ce qu'on peut appeler la « *guerre globale contre le terrorisme*»? Cependant, la vision russe du 11 septembre permet aussi de voir la construction de la politique étrangère russe comme l'élaboration d'une politique publique spécifique. En ce sens, il ne faut pas négliger l'évolution de la situation en Tchétchénie avec les discours diplomatiques des dirigeants russes. Avec ce type d'observation, il s'agit de voir si les terroristes tchétchènes peuvent être identifiés comme des terroristes islamistes au même titre que les membres d'Al Qaida ? Si la réponse est négative, est ce que les discours de Vladimir Poutine résultent d'une manœuvre de communication politique afin de diaboliser les indépendantistes tchétchènes en les rattachant au terrorisme mondial et ainsi justifier les opérations au Nord Caucase ? L'étude de cet évènement passé, mais pourtant aux conséquences si réelles encore aujourd'hui, permettrait de mettre en valeur la spécificité russe, qui tel le dieu romain Janus, aurait deux visages, un qui regarde l'Europe et l'autre tourné vers l'Orient. Les attentats du 11 septembre entraînent une évolution significative de la politique étrangère des États-Unis et des relations internationales, et le renouveau de la position de la Russie. Cette dernière se rapproche de l'Occident tout en précisant qu'elle garde un rôle important dans le monde musulman et notamment en Asie centrale. En bref, cette étude démontrerait comment la Russie élabore une politique étrangère spécifique, teintée à la fois d'Occident et d'Orient lors d'un évènement qui a remis à l'ordre du jour la validité du « *choc des civilisations* » de Samuel Huntington. Il s'agit aussi de montrer comment l'État russe, en s'appuyant sur l'évènement du 11 septembre va continuer à justifier sa guerre contre le terrorisme, notamment contre les indépendantistes tchétchènes. Dans la poursuite de cette idée, la question sera d'observer un accroissement des pouvoirs et des moyens des services de sécurité russe, tout particulièrement ceux

du FSB (Федеральная служба безопасности). A travers ces deux objectifs, le but théorique de ce mémoire est de démontrer la validité des théories sécuritaires qui ont été remaniées après la fin de la guerre froide par l'École de Copenhague, dont Barry Buzan fait partie.

- Un premier postulat serait que la question sécuritaire représente un domaine exclusif de l'État, la particularité de l'exemple russe est de montrer que l'omniprésence des services de sécurité justifiée par la menace sécuritaire, permet d'assurer la lutte contre les opposants au régime de Poutine.
- Le Deuxième point fait référence à la coopération russo-américaine qui a émergé suite aux attentats du 11 septembre, chargée de sécuriser une zone de menaces terroristes aux portes de la Russie. Selon les penseurs des théories sécuritaires, le besoin sécuritaire de ces deux pays va les conduire à une volonté de puissance, un retour du Grand Jeu en Asie Centrale mais aussi au Caucase, ce à quoi la Russie ripostera par les nouveaux outils de la puissance. Ce point a pour objectif d'adapter le concept de « dilemme de sécurité »
- Par la suite, l'objectif de ce mémoire est de répondre à la question suivante: est ce que les décisions politiques prises au lendemain du 11 septembre 2001, ont permis l'émergence du système autoritaire russe, tel que nous le connaissons à l'heure actuelle, et qui pour la première fois, subit une contestation dans les rues de Moscou et de Saint-Pétersbourg ? Une telle question ne peut conduire à une réponse sans ambivalence, et une relecture de l'Histoire proche et plus ancienne de la Russie, dotée d'un prisme sociologique permettra de revenir sur l'instrumentalisation d'une menace afin de justifier la transition vers un pouvoir autoritaire. Là encore, dans le cas de la Russie, est ce que la verticale du pouvoir correspond à un événement extérieur comme le 11 septembre ou bien est ce qu'elle n'est pas la conséquence d'un retour à l'ordre caractéristique d'une période post révolutionnaire où la chute de l'URSS correspondrait à l'épisode révolutionnaire ? Est ce que Vladimir Poutine, tel Napoléon Bonaparte lors de la Révolution Française a su profiter de la situation de désordre de la période Eltsine pour instituer le concept de retour de l'ordre comme doctrine politique majeure qui tient en une phrase: « *la démocratie: c'est la dictature de la loi* »

Au cours de ce mémoire, une approche socio-historique sera adoptée dans le cadre de l'analyse. Elle tient pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le fait de s'interroger sur le phénomène du 11 septembre 2001 revient à adopter une posture d'étude historique. La méthode des entretiens paraît peu efficace car les acteurs au courant de la politique étrangère sont plutôt focalisés sur l'instant présent. Dans le cas de la Russie, les manifestations qui ont suivi les élections législatives puis présidentielles de 2011-2012 concentrent dorénavant l'attention des experts de la société russe ainsi que les professionnels du système international. De plus, les articles sociologiques russes, voire ceux des experts français russophones, ont un rapport assez fataliste par rapport à l'Histoire. Le rapport à une tradition historique suffit très souvent comme explication, sans tenir compte toutefois de contextes sociologiques qui ont dominé au cours de ces périodes. Comme l'a démontré Michel Dobry⁵, la marche de l'Histoire n'est pas inéluctable et ne détermine pas par l'expérience du passé, le cours du présent, voire du futur. Ce mémoire entend donc démontrer que l'autoritarisme du pouvoir politique russe n'est pas le fruit d'une simple tradition dans le mythe d'un pouvoir fort ou encore moins dans un quelconque « malheur russe » cher aux figures littéraires russes classiques.

5 M. Dobry, Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue Française de Science politique* , août-octobre 2000, vol.50, n°4-5, p. 585-614

I) La construction d'une coopération russo-américaine

L'objectif de ce premier chapitre est de partir de l'article paru dans la revue *Politique Étrangère*, écrit par Vladimir Baranovsky et Svetlana Lomidzé: « 11 septembre : une vision russe », faisant état des défis qui attendront la Russie et les États-Unis dans un monde post-11 septembre. Cet article, datant de 2002 sera par la suite confronté avec les données rassemblées à l'heure actuelle permettant de dire que l'entente entre les deux puissances a échoué.

A) Deux puissances liées par une même menace

1) Un retour sur les relations russo-américaines

Les événements du 11 septembre permettent de faire le point sur une Histoire des relations russo-américaines que Vladimir Poutine, lors d'une rencontre avec Barack Obama dira lui-même qu'elles sont anciennes et riches de rebondissements. Pour bien comprendre l'enjeu d'une coopération russo-américaine dans la guerre contre le terrorisme, il faut revenir à la fin de l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*:

*« il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but: ce sont les Russes et les Anglo-américains. Tous deux ont grandi dans l'obscurité; et tandis que les regards des hommes étaient occupés ailleurs, ils se sont placés tout à coup au premier rang des nations, et le monde a appris presque en même temps leur naissance et leur grandeur. Pour atteindre son but, l'Américain s'en repose sur l'intérêt personnel, et laisse agir, sans les diriger, la force et la raison des individus. Le Russe concentre en quelque sorte dans un homme toute la puissance de la société. (...) Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses; néanmoins, chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde. »*⁶*

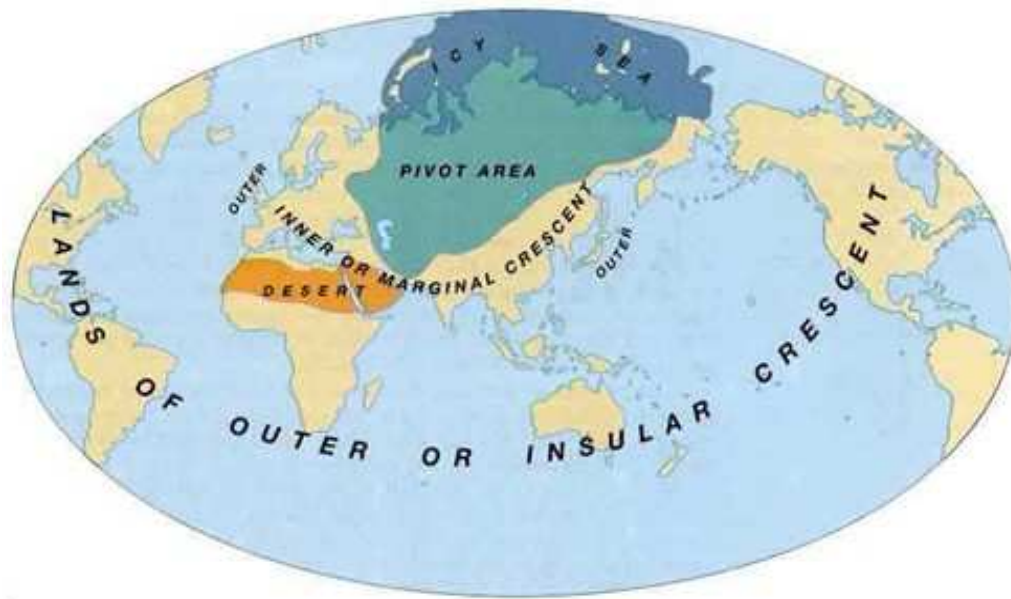
Ce passage de la *Démocratie en Amérique* est l'un des plus connus de par son caractère prophétique, renforcé par le fait qu'Alexis de Tocqueville l'a choisi pour clore de façon assez inattendue son ouvrage. Relativement peu étayé par son auteur en ce qui concerne la Russie, pays qu'il ne connaît pas, sa comparaison entre les deux puissances apparaît comme contestable. Ainsi, l'affirmation selon laquelle les deux nations se sont révélées au monde presque en même temps est sans nul doute abusive. En effet, sans même revenir à la Russie Kiévienne du XI^e siècle où la dynastie des Riourik nouait des relations matrimoniales avec tous les grands monarques d'Europe, la Russie est un acteur géopolitique majeur en Europe depuis la fin du XVII^e siècle grâce à l'action de souverains comme Pierre le Grand et Catherine II. De plus, au moment où Tocqueville écrit ces lignes, la Russie apparaît comme l'un des grands vainqueurs des guerres napoléoniennes et comme l'un des grands piliers du système européen qui va émerger après la conférence de Vienne en 1815. A l'inverse, les États-Unis n'ont alors qu'une cinquantaine d'années d'existence et sont encore largement accaparés par la conquête et la mise en valeur de leur territoire face aux tribus indiennes. Les deux puissances sont donc loin d'être comparables du point de vue de leur ancienneté.

⁶ Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Tome I, deuxième partie, Conclusion

Dans le même temps, il faut souligner la qualité de l'analyse de Tocqueville en ce qui concerne les processus de l'expansion américaine. Dans la deuxième partie de son ouvrage, et surtout dans sa conclusion, il procède à une véritable étude géopolitique avant l'heure. Il montre ainsi que les caractéristiques générales de développement et d'expansion d'une puissance donnée ne dépendent vraiment ni du régime politique, ni de quelques bouleversements politiques, sociaux ou économiques conjoncturels, mais bien de la combinaison entre la position géographique, les données physiques et les caractéristiques socio-culturelles de cette puissance. Cette remarque se vérifie avec le destin expansionniste de la Russie qui a gardé une certaine continuité après le passage de la Russie tsariste à l'URSS, malgré le changement de prisme idéologique avec l'émergence du communisme. Pour ce qui est des États-Unis, Tocqueville a réussi à dégager les grands éléments de la puissance américaine telle qu'elle va se développer au XX^e siècle: une position géographique et un territoire privilégiés, un fort dynamisme démographique et économique, une capacité à se projeter dans l'espace mondial grâce à la maîtrise des océans. Ce dernier point est extrêmement important puisque Alexis de Tocqueville a saisi l'importance de la puissance maritime et voit les États-Unis y jouer les premiers rôles, cinquante ans avant l'amiral américain Alfred Mahan. Ce dernier apparaît comme le véritable théoricien du « *Sea Power* »: il insiste sur la nécessité pour les États-Unis de contrôler tous les points névralgiques nécessaires au contrôle de l'espace maritime mondial.

Avec Tocqueville, nous avons l'idée, des années avant l'expérience de la guerre froide, d'un partage du monde entre les puissances russe et américaine. Mahan fait des États-Unis une puissance maritime à vocation mondiale. En fait, il faut attendre le début du XX^e siècle pour que la Russie trouve la place centrale que vont lui donner par la suite la quasi-totalité des théories géopolitiques anglo-saxonnes. C'est en effet un universitaire et homme politique anglais, Sir Halford J. Mackinder, qui met la puissance continentale au centre de ses théories^{*7}. Il conceptualise l'existence d'un « pivot géographique de l'histoire » qu'il situe au cœur de l'Eurasie. Cet espace qu'il nomme le « *heartland* » serait pour la puissance qui la contrôle un sorte de forteresse imprenable à partir de laquelle cet État peut se lancer à la conquête du monde, divisé en plusieurs cercles concentriques périphériques: l'anneau intérieur ou marginal qui regroupe les contrées allant de l'Europe occidentale à l'Extrême-Orient situés à proximité des côtes de l'Eurasie; elle-même représentant la partie principale de l'île mondiale qu'elle forme avec l'Afrique. Le reste des terres émergées appartient à l'anneau insulaire ou extérieur et a pour particularité de regrouper toutes les puissances de la mer, notamment les puissances anglo-saxonnes et le Japon.

7 Voir l'article célèbre d'Halford J. Mackinder présenté à la **Royal Geographical Society**, titré « *The Geographical Pivot of History* » (le pivot géographique de l'histoire)



Pour Mackinder, l'évolution de la planète résulte du rapport de force entre le *heartland* et les puissances de l'anneau extérieur, autrement dit entre les puissances de la mer et celles de la terre. Sans le dire explicitement, Mackinder théorise de fait la confrontation entre les puissances anglo-saxonnes et la Russie. En faisant de la puissance continentale russe le cœur du système politique international, l'auteur britannique influencé par le Grand Jeu qui venait de mettre son pays aux prises avec l'Empire russe, désigne de fait le principal adversaire du Royaume-Uni pour la domination mondiale. Par la suite, l'histoire du XX^{ème} siècle semble confirmer une première fois les théories de Mackinder notamment avec l'avènement du système bipolaire au cours de la guerre froide. Mackinder continue d'influencer la pensée géopolitique jusqu'à nos jours dans le Grand Echiquier de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président des États-Unis et membre influent de l'establishment américain, y fait directement référence.

2) le 11 septembre comme élément modificateur de la politique étrangère américaine

Comme il a été dit dans l'introduction, c'est Vladimir Poutine qui a été le premier chef d'État à appeler le président Bush afin de l'assurer de son soutien face à la nouvelle menace terroriste provenant de l'organisation Al-Qaïda. Dans leur article, Vladimir Baranovsky et Svetlana Lomidzé commence tout d'abord par analyser les conséquences du 11 septembre sur la politique étrangère américaine. En reconnaissant l'existence de ce qu'ils appellent « un phénomène du 11 septembre »^{*8}, ils cherchent également à montrer que cet événement va influencer la politique étrangère américaine et russe, sur le long terme. En analysant la riposte, les deux chercheurs mettent d'abord l'accent sur l'impact de la chute des deux tours qui apportent deux nouveaux éléments dans la conscience politique américaine^{*9}:

- le territoire américain peut désormais être atteint, et l'invulnérabilité aux attaques extérieures, si réalistes durant les deux guerres mondiales ainsi que pendant la guerre froide, n'était qu'un mythe.

8 Baranovsky, Svetlana Lomidzé, « 11 septembre : une vision russe », *Politique étrangère*, N°1 – 2002 p 10, 1-12

9 Baranovsky, Svetlana Lomidzé, « 11 septembre : une vision russe », *Politique étrangère*, N°1 – 2002, p 11, 1-9, 22

- Il existe dans le monde des forces animés d'une haine sans limites et qui sont prêtes aux crimes les plus sanglants à l'encontre des États-Unis.

A la lumière de ces deux nouvelles thématiques, la réponse américaine aux actes terroristes laissait apparaître deux tendances lors de sa première phase d'élaboration. La première consistait à miser sur des actions énergiques afin de compenser l'effet démoralisant des attaques terroristes par un châtement éclair au moyen de frappes militaires rapides et efficaces de grande envergure. Soit il fallait privilégier une approche plus prudente, mettant l'accent sur une organisation méthodique et planifiée de la lutte contre le terrorisme international, incluant l'utilisation de moyens militaires, mais évitant les engagements hâtifs et irréfléchis dont les résultats étaient incertains et l'effet négatif plus que probable. Il est donc clair que les arguments isolationnistes, toujours présent dans la pensée politique américaine, vont sans doute passer à l'arrière-plan. La société américaine voit clairement que le terrorisme peut atteindre le territoire des États-Unis et qu'il est impossible de se protéger du monde extérieur par la simple distance géographique. Un consensus entre les élites et la société se cristallise autour de l'idée selon laquelle les États-Unis ne peuvent rester à l'écart d u monde et doivent y agir de façon préventive. Pour ces deux chercheurs, la propension à utiliser la force dans la conduite de la politique étrangère américaine sera la plus forte, d'autant plus que l'opinion publique américaine attend des résultats concrets dans la lutte antiterroriste. Une des priorités sur le court terme sera de renverser le régime des Talibans en Afghanistan. L'optique d'un accroissement des décisions de nature militaire peuvent conduire, comme le laissent penser les deux auteurs, à un certain affaiblissement du réflexe de retenue dans l'emploi de la force sur la scène internationale. Dans le climat d'indignation générale contre les actes terroristes et de compréhension vis à vis de la riposte américaine, déjà en œuvre sur le front afghan, on peut voir émerger la tentation des États-Unis de se procurer une légitimité nouvelle, celle de la lutte contre le terrorisme, pour une liberté d'action beaucoup plus large, ne rendant pas de compte au droit international. Ce qui veut dire que les États-Unis, au nom de la lutte contre le terrorisme islamique, s'arrogent le droit d'intervenir et d'imposer leurs visions des événements sans passer au préalable par la négociation au sein des arènes multilatérales comme l'ONU. Cet aspect de la politique étrangère américaine sera vérifié lors de la décision des États-Unis et de ses alliés d'attaquer l'Irak de Saddam Hussein, alors que le conseil de sécurité de l'ONU n'avait pas validé la résolution américaine, de par le veto français.

Cependant, on peut penser que les moyens réalistes traditionnels de la puissance, c'est à dire les capacités militaires sont renforcés par les américains. Concernant les défenses antimissiles, les arguments des partisans du bouclier seront sans doute plus convaincants qu'auparavant. Bien que les attentats du 11 septembre aient démontré qu'une telle défense ne protégeait nullement les États-Unis du terrorisme, ils ont fortement accentué dans la société américaine le sentiment d'une menace provenant de forces extrémistes hostiles. Et puisque les missiles nucléaires peuvent se retrouver entre leurs mains, les États-Unis doivent avoir la capacité de s'en protéger.

L'ombre des théories sécuritaires se retrouvent dans les décisions américaines: face à une menace, l'État américain décide de relancer une course aux armements et proposer des guerres comme décision de politique étrangère, cependant ce parallèle introduit un élément novateur dans le sens que la menace n'est plus caractérisée par une autre organisation de type étatique hostile, on se retrouve face à un réseau terroriste constitué d'individus capables de se fondre dans la société civile, qui ne répondent à aucune forme de hiérarchie bureaucratique et qui sont indépendants de toute décision étatique.

Face à cette menace, le gouvernement américain agit donc de manière conventionnelle, c'est à dire en attaquant les États où des membres d'Al Qaïda sont présents sur le territoire national. Pourtant, il faut noter le virage assez brusque concernant l'unilatéralisme américain sur la scène internationale. Dans les premiers mois du pouvoir républicain, cet unilatéralisme était considéré comme naturel, et l'on aurait pu s'attendre à ce qu'il s'accroisse après le 11 septembre. La tentation fut effectivement

claire dans quelques discours: les États-Unis ne peuvent compter que sur eux-mêmes; ils doivent garder une liberté d'action totale et le pouvoir de décider par eux-mêmes, sans se laisser brider par les restrictions ou commentaires de qui que ce soit. Mais cette ligne n'est pas devenue dominante. La coopération d'un grand nombre d'États a été nécessaire pour mener la guerre en Afghanistan, en premier lieu celle de la Russie. La nécessité de former une large coalition contre le terrorisme a fait contrepoids à la tentation unilatéraliste.

Ainsi, le 11 septembre 2001 apparaît comme un tournant pour la politique étrangère américaine, qui va pouvoir se servir de la menace terroriste comme légitimité à des interventions militaires sur le reste du globe. Pourtant, dans le cadre de l'intervention en Afghanistan, le concours de la Russie a été recherché, ceci pour des raisons stratégiques que nous verrons plus tard et qui modifieront l'optique des Relations Internationales. Il s'agit de voir maintenant comment la Russie s'est trouvé impliqué par les conséquences des événements du 11 septembre.

3) La nécessité d'un rapprochement

A l'annonce d'un tel événement la Fédération de Russie ne peut pas rester indifférente, mais cela ne doit pas l'empêcher non plus d'agir avec prudence dans l'élaboration de sa politique étrangère. En effet, une lutte efficace contre le terrorisme international est essentielle pour la Russie, mais elle doit éviter que celle-ci ne se retourne contre elle, en particulier parce que la Russie est encore plus vulnérable aux attaques terroristes que les États-Unis. Il faut rappeler les sanglants attentats d'août et septembre 1999 contre les populations civiles à Moscou et à Volgograd, qui ont fait plus de 300 morts et que le pouvoir russe a immédiatement attribués aux « *terroristes tchéchènes* ». En plus des opérations militaires en Tchétchénie, les conflits successifs ont touché l'ensemble du Nord Caucase, selon le responsable d'une ONG sur place, l'Ingouchie (320 000 habitants), la guerre dans la république sœur de Tchétchénie a provoqué des ravages, d'abord avec l'afflux des réfugiés, puis avec une tension interne de plus en plus vive. Des groupes djihadistes ont mené des actions contre le pouvoir du président Ziakov. Au Daghestan, la plus complexe des républiques caucasiennes au point de vue ethnique a été aussi fortement destabilisé par les guerres en Tchétchénie voisine, qui se sont parfois étendues sur son territoire avec là aussi l'apparition de leaders comme Bagaouddin Muhammed Kebedov et de quelques communautés islamistes, comme le groupe Charia à Makhatchkala, la capitale du Daghestan. De plus, les guerres en Tchétchénie ont provoqué les migrations de milliers de réfugiés non seulement dans les républiques voisines, mais aussi dans d'autres régions musulmanes comme le Tatarstan, voire directement à Moscou.

Sur le plan international, S'il convient avant tout de relativiser la dimension du tournant intervenu dans la politique russe après le 11 septembre, il faut commencer par souligner que l'obsession du terrorisme international issu du fondamentalisme musulman était, avant cette date, nettement plus présente et plus forte à Moscou qu'à Washington. Elle était motivée d'abord par les déboires rencontrés par l'armée et les forces de sécurité russes en Tchétchénie ainsi que par des attaques armées et les dangers que subissaient ses alliés de l'Asie Centrale post-soviétique. Deux ans avant le 11 septembre 2001, les dirigeants sonnaient déjà l'alarme en faisant valoir qu'un grand arc de subversion et de destabilisation internationale, basé sur l'extrémisme islamique, s'étendait d'Est en Ouest, et allait des Philippines en passant par l'Afghanistan, l'Asie Centrale ex-soviétique, la Tchétchénie, jusqu'au Kosovo ainsi qu'à la Macédoine.

Dans le concept de sécurité nationale de décembre 1997, il apparaissait clairement que les autorités russes posaient en priorité, dans leur politique de sécurité, les menaces d'ordre interne. Selon ce document, « *l'analyse des menaces contre la sécurité nationale de la Fédération russe montre que les principales d'entre elles, actuellement et dans l'avenir proche, revêtent un caractère essentiellement interne, et sont concentrées dans les domaines de la politique intérieure,*

économique, social, écologique, de l'information et spirituel. »*¹⁰ Tout en mentionnant ces phénomènes qui, « de l'intérieur », minent la sécurité de la Russie, la doctrine de sécurité nationale russe relevait du flou artistique et ne prévoyait en aucun cas la naissance d'une possible coopération russo-américaine, pas plus qu'elle ne prévoyait le terrorisme comme menace pour l'espace de la Fédération de Russie.

B) La période de coopération et de nouvelle détente

1) Des signaux de communications politiques

Il ne s'agit plus d'en douter, l'annonce par Vladimir Poutine d'une coopération pleine et entière de la Russie au côté des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme représente un tournant majeur dans la conduite de la politique étrangère russe. Pourtant, des signes de changement se sont formalisés avec l'adoption, le 28 juin 2000, d'une nouvelle doctrine de politique étrangère où le maître mot est le pragmatisme. Voici ce que déclare l'un des concepteurs de cette doctrine : le ministre des affaires étrangères Igor Ivanov : « *Tout en ayant conscience des possibilités limitées de la politique étrangère russe, en raison des facteurs objectifs connus, nous nous appuyons fermement sur les éléments conservés par la Russie afin de lui garantir une place digne d'elle dans le monde. (...) Continuité, prévisibilité et pragmatisme sont les fondements de notre politique. La Russie restera un important facteur de stabilisation des relations internationales.* »*¹¹

Pourtant, l'arrivée au pouvoir de V. Poutine a coïncidé avec une période de fortes tensions avec les États-Unis, à la suite de l'opération de l'Otan au Kosovo. Près de dix ans après la fin de la guerre froide, les relations entre Moscou et Washington sont au plus bas. L'accumulation des contentieux et des frustrations a créé un climat d'amertume.

Les premiers mois de la présidence Poutine sont marqués par une certaine tension sur plusieurs dossiers sensibles comme l'espionnage industriel en Russie et l'adoption d'enfants russes par des familles américaines («affaire Pope», «affaire Hansen»), qui entraîne pour la première fois depuis la fin de la guerre l'expulsion croisée de plusieurs dizaines de diplomates russes et américains, projet américain de défense antimissile, reprise de la coopération militaire entre Moscou et Téhéran, reprise des relations avec des États qualifiés de «voyous» (*Rogue States*) à Washington: visites de V. Poutine en Corée du Nord et à Cuba, venue de Kim Jong Il et de Mohamed Khatami en Russie ainsi que la poursuite du rapprochement avec l'Inde et la Chine. Autant de motifs de contentieux, auxquels il faut ajouter les relations avec l'Otan, les différends commerciaux, et dans une certaine mesure la Tchétchénie.

Certains se demandent alors si la Russie ne devrait pas réviser la hiérarchie de ses priorités, en se concentrant sur les dossiers économiques et sur son environnement immédiat, l'espace post-soviétique, l'Europe en pleine transformation politique, économique et stratégique avec le double élargissement de l'UE et de l'Otan, et l'Asie, autant source d'espoirs que de menaces. La doctrine de politique étrangère, adoptée en juin 2000, reflète ces interrogations sur la relation avec les États-Unis, qui y sont présentés comme une menace et relégués au quatrième rang des priorités régionales, après la CEI, l'UE, les pays d'Europe centrale et orientale.

10 Voir *La politique de sécurité de la Russie: entre continuité et rupture*, d'Yves Boyer et Isabelle Facon, chapitre 3, p33, 1-4

11 Ivanov (I), *Novaia rossijkaia diplomatiia*, Olma-Press, 2002, p.3

Mais cette politique, consistant sinon à ignorer les États-Unis, du moins à les considérer comme un élément secondaire de la politique étrangère russe, n'est guère envisageable. Aucun acteur de la scène internationale ne peut se permettre de négliger sa relation avec l'hyperpuissance. Le problème pour la Russie est que son statut d'ancienne grande puissance déclinante ne fait qu'exacerber son «dilemme américain»^{*12}. Seule la relation avec les États-Unis, combinée à son siège de membre permanent au Conseil de sécurité, continue à lui conférer un certain prestige et à nourrir le discours sur la puissance russe et son aspiration à (re)devenir un pôle d'influence global. Mais dans le même temps, l'asymétrie de puissance entre Moscou et Washington est telle que les rapports bilatéraux ne peuvent que mettre un peu plus en évidence l'affaiblissement de la Russie et son incapacité à traiter sur un pied d'égalité avec son ancien ennemi.

Après un temps d'hésitation au début de son mandat, V. Poutine a finalement choisi de replacer les États-Unis en tête des priorités de sa politique étrangère et d'accepter, sans le dire, le statut de *junior partner*. Si cette tendance s'est cristallisée avec les événements du 11 septembre 2001, certains signes sont apparus avant cette date. L'élection de George W. Bush a été plutôt bien accueillie à Moscou, malgré la volonté affichée de la nouvelle équipe de remettre à plat les relations bilatérales. Il est vrai que, déjà du temps de la guerre froide, le Kremlin a toujours entretenu de meilleures relations avec les administrations républicaines (Eisenhower, Nixon) qu'avec celles présidées par un démocrate (Truman, Kennedy, Johnson, Carter). Après tout, il faut se souvenir que c'est durant les mandats des présidents Reagan et Bush (père) que la hache de la guerre froide a été enterrée. V. Poutine et G.W. Bush partagent, dans une certaine mesure, la même approche de la scène internationale : même attachement à la souveraineté et même hostilité envers l'ingérence humanitaire et la justice internationale, une conception du multilatéralisme strictement subordonnée aux intérêts nationaux, comme en témoignent les récentes déclarations du Président russe à propos de la ratification du protocole de Kyoto(16), priorité accordée aux questions stratégiques et de sécurité, conception de la politique centrée sur les rapports de force, les conflits et la compétition plus que sur la coopération. Par expérience, le Kremlin sait qu'une administration républicaine sera moins regardante sur les problèmes de la démocratie et des droits de l'homme. Autant d'éléments qui pouvaient favoriser le rapprochement à condition que les circonstances s'y prêtent.

Dès son arrivée au Kremlin, V. Poutine a lancé quelques signaux d'apaisement en direction de Washington. Il renoue le dialogue avec l'Otan en recevant en février 2000 à Moscou son secrétaire général, George Robertson. Le 5 mars, à une question d'un journaliste de la télévision britannique sur l'entrée de la Russie dans l'Otan, il répond : «*pourquoi pas ?*». Il donne son accord à la reprise des travaux du Conseil conjoint permanent qui, le 24 mai 2000, se réunit pour la première fois depuis la crise du Kosovo. En février 2001, le bureau d'information de l'Alliance à Moscou est inauguré. Même si cette reprise des relations a avant tout pour objectif de défendre les intérêts de la Russie, alors qu'un nouvel élargissement de l'Otan se profile, il n'en constitue pas moins un signe de bonne volonté en dépit de la persistance des divergences. Tout comme la ratification, sans cesse différée pendant la présidence Eltsine, par le Parlement russe, en avril 2000, du Traité Start II et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Comme souvent dans l'histoire des relations russo-américaines depuis les années 1960, les questions stratégiques et de contrôle des armements vont servir à une reprise de la coopération entre les deux pays. Pour V. Poutine, la priorité accordée à ce dossier est à la fois une nécessité et un atout. Nécessité afin de pouvoir mener à bien la réforme de l'armée russe et parce que la nouvelle administration Bush est bien décidée à lancer le projet de défense antimissiles et à réviser le traité ABM de 1972, qualifié de relique de la guerre froide. Atout parce que c'est le seul domaine qui permette encore à la Russie d'afficher sa puissance et de se placer sur un pied de (presque) égalité avec les États-Unis.

12 Laurent Rucker, « La politique étrangère russe: à l'Ouest du nouveau », p.12

Sur le plan de la théorie, la nouvelle politique étrangère reprend à son compte certains éléments mis en place sous Evgueni Primakov. Ce dernier voulait construire un rapport de force avec l'Occident afin de pouvoir négocier la redistribution des zones d'influence dans le monde de l'après-guerre froide. Pour y parvenir, la Russie se devait de retrouver son influence dans son étranger proche. La nouvelle politique étrangère retient l'idée d'une attention accrue et prioritaire pour la CEI, ainsi que d'un rééquilibrage des relations internationales, favorables au nouvel État russe, sans abandonner néanmoins l'idée d'une coopération étroite avec l'Occident*¹³ (toujours défendue par les libéraux).

Cependant, la nouvelle politique étrangère ne saurait cacher que, quand Moscou entreprend la reconquête de son influence, ça n'est pas tant la CEI qui apparaît comme sa première préoccupation mais plutôt le territoire russe lui-même. La politique de recentralisation menée par la Russie depuis 1999, mais surtout la seconde guerre de Tchétchénie s'inscrivent dans cette optique.

Pour résumer, les années 1990 sont caractérisées par un affaiblissement constant de la Russie que ce soit au niveau économique avec l'effondrement de son PIB, ou bien au niveau politique avec l'instabilité gouvernementale, les dynamiques centrifuges ainsi que la situation au Caucase. Plongé dans ses problèmes internes, Moscou consacre la majeure partie de ses efforts extérieurs à se faire reconnaître comme l'unique héritière de l'URSS grâce une politique étrangère essentiellement pro-occidentale. Quand aux autres puissances, elles restent dans une position d'attente, n'osant sans doute pas s'aventurer trop en avant dans des régions considérées comme faisant partie de la sphère d'influence russe. Bien que les États-Unis ébauchent une politique de coopération avec les nouveaux États indépendants, elle ne prend pas un caractère de contestation ouverte de la mainmise de la Russie dans ces régions. Pourtant, c'est bien à cette époque que l'Occident obtient les points d'appuis les plus solides de son influence dans l'ancien espace soviétique : les républiques nouvellement indépendantes du pourtour de la Caspienne, notamment l'Azerbaïdjan accordent la majeure partie des contrats d'exploitation de leurs réserves en hydrocarbures aux compagnies occidentales, en particulier anglo-saxonnes.

La deuxième période (de 1999 à nos jours) se traduit par un changement de dynamiques. En Russie, le centre réaffirme sa domination politique sur la périphérie dans un contexte de forte croissance économique. Grâce aux retombées financières dues à l'exportation des matières premières, Moscou poursuit la politique initiée par Evgueni Primakov de recentrage de ses priorités sur l'espace ex-soviétique. Dans ce contexte, l'un des enjeux de Moscou est de parvenir à créer de nouvelles formes de coopération dans un contexte d'exacerbation de la concurrence géopolitique entre les grandes puissances. En effet, alors que la Russie connaît un renouveau politico-économique important et tente d'en faire bénéficier ses relations avec les États de la CEI, d'autres puissances, les États-Unis, mais aussi la Chine et l'Union européenne, s'impliquent de plus en plus dans la région, que ce soit en vue d'objectifs propres ou bien pour contrecarrer le retour en force de la Russie dans son étranger proche.

Voici donc la situation qui prédomine dans l'ancienne zone d'influence soviétique, la veille des attentats du 11 septembre 2001. A la lumière des événements qui vont permettre de parler de « coopération russo-américaine », il apparaît que Vladimir Poutine a constaté que l'opposition persistante et frontale avec Washington ainsi qu'avec les principales capitales européennes ne pouvait mener qu'à une impasse. Aussi le choix d'un rapprochement avec l'Occident face à un nouvel ennemi commun semble constituer un pari pragmatique, correspondant à la nouvelle doctrine de politique étrangère prônée par le gouvernement russe.

13 Evgueni Primakov, op.cit., p. 212. L'expert américain Coit Blacker a qualifié cette politique de « coopération conditionnelle » (contingent cooperation) : voir Michael Mandelbaum (ed.), *The New Russian Foreign Policy*, New York, Council on Foreign Relations, 1999, p. 168.

2) Des concessions russes en Asie Centrale

Pour le ministre de la défense russe en poste à ce moment Igor Ivanov, « *le 11 septembre a été plutôt une étape qui a influencé non pas tant la politique extérieure de la Russie que la façon de penser et le comportement des États-Unis et de l'Occident en général* ». ^{*14} . De fait, les ajustements opérés par le président Poutine dans les approches internationales de son pays ont jeté les bases d'un environnement propice à une réaction particulièrement positive des pays occidentaux au soutien affirmé de Moscou aux États-Unis au moment des attentats du 11 septembre. Le dialogue russo-américain s'est nettement intensifié :

- un renforcement des mécanismes de dialogue sur la sécurité avec l'UE a été aménagé dès octobre 2001
- un nouveau conseil Russie-OTAN donnant théoriquement une voix égale à la Russie sur certaines questions d'intérêt commun, a été constitué
- Moscou s'est vue inviter à participer aux efforts internationaux sur la crise coréenne et sur le conflit israélo-palestinien.
- La Russie a été reconnue par l'UE et Washington comme économie de marché et membre à par entière du G8.

En contrepartie, la Russie a joué son rôle de soutien dans la guerre contre le terrorisme transnationale, notamment en favorisant l'intervention de la coalition internationale en Afghanistan, pays reconnu comme soutien de l'organisation terroriste responsable des attentats du 11 septembre 2001, Al Qaïda.

De fait, le soutien apporté par le Kremlin aux États-Unis et à la coalition antiterroriste a été analysé comme confirmant la volonté d'ancrage de Moscou dans la vie internationale. Au cours des jours et des semaines qui suivirent les attentats du 11 septembre, il mit en œuvre une réorientation de grande ampleur de la politique étrangère russe qui s'articule autour de quatre grands axes : intégration de la Russie au monde occidental, non par une adhésion à des valeurs communes, mais par la mise au premier plan d'une menace commune : le terrorisme islamiste impliquant une gestion partagée, principalement avec les États-Unis, de la zone de crise en Asie centrale. Ceci a conduit à l'instauration d'un nouveau cadre stratégique avec la signature du Traité de Moscou ainsi que le développement d'une coopération énergétique avec les États-Unis et l'UE dont l'objectif est de faire de la Russie un fournisseur alternatif et stable au pétrole et au gaz moyen-orientaux. Aucun de ces éléments n'était totalement absent de la politique étrangère russe avant le 11 septembre. La nouveauté réside dans leur combinaison, dans la place qui leur a été accordée dans les discours et dans leur traduction en décisions politiques, militaires et économiques. Plus que d'une révolution, il convient plutôt de parler d'une «étape, décisive, poussée et accélérée par ces événements dramatiques, dans le pénible et difficile processus d'adaptation de la Russie post-soviétique à la *Pax americana*»^{*15}

Deuxième élément : la gestion avec les États-Unis de la zone de crise centrasiatique. Ce fut certainement la conséquence la plus spectaculaire des attentats du 11 septembre pour la Russie. Alors que depuis la chute de l'URSS, l'Asie centrale était une source de tensions entre Moscou et Washington, V. Poutine a décidé, contre l'avis des chefs militaires, d'ouvrir les portes de cette région aux forces américaines. Il a ainsi «rompu une tradition vieille de deux siècles», ce que même

14 *Rossiiskaïa Gazeta*, 31 décembre 2002

15 Jacques Lévesque, « La Russie et les États-Unis après le 11 septembre 2001 et l'énigme Poutine », in Anne-Marie Le Gloannec, Aleksander Smolar, *Entre Kant et Kosovo. Etudes offertes à Pierre Hassner*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003

B. Eltsine n'avait pas osé faire. Comme le souligne Lilia Shevtsova qui es une experte de l'univers du Kremlin et sert actuellement en tant que collaborateur senior au *Carnegie Endowment for International Peace* : «*Pour la première fois de son histoire, il a fait de la Russie un membre d'une coalition occidentale sans aspirer à y jouer le rôle dominant et il a autorisé une puissance occidentale à avoir une présence militaire dans sa sphère d'influence géopolitique*»^{*16}.

En fait, pour certains observateurs, ce changement historique est le signe patent que la menace pour la Russie ne vient plus de l'Ouest, mais du Sud entendu comme la région couvrant le Caucase, l'Asie centrale, le Proche et le Moyen-Orient. L'alliance avec l'Occident s'inscrit donc dans la logique des choses. V. Poutine en a pris acte. Tandis que le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, déclarait le 14 septembre qu'il ne voyait «*aucun fondement même hypothétique à l'éventualité d'un déploiement de l'Otan sur le territoire des États d'Asie centrale*», V. Poutine annonçait pourtant, dix jours plus tard, une série de mesures destinées à soutenir l'opération américaine de représailles en préparation contre le régime des talibans au pouvoir à Kaboul: renforcement de l'aide à l'Alliance du Nord, échanges d'informations entre les services de renseignement russe et américain, ouverture de l'espace aérien russe pour des vols transportant «*l'aide humanitaire*» vers l'Afghanistan, participation à des opérations de «*sauvetage et de recherches internationales*» et enfin, et surtout devrait-on dire, accord de Moscou pour l'utilisation par les forces américaines de l'espace aérien et des aérodromes des trois pays d'Asie centrale frontaliers de l'Afghanistan (Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan).

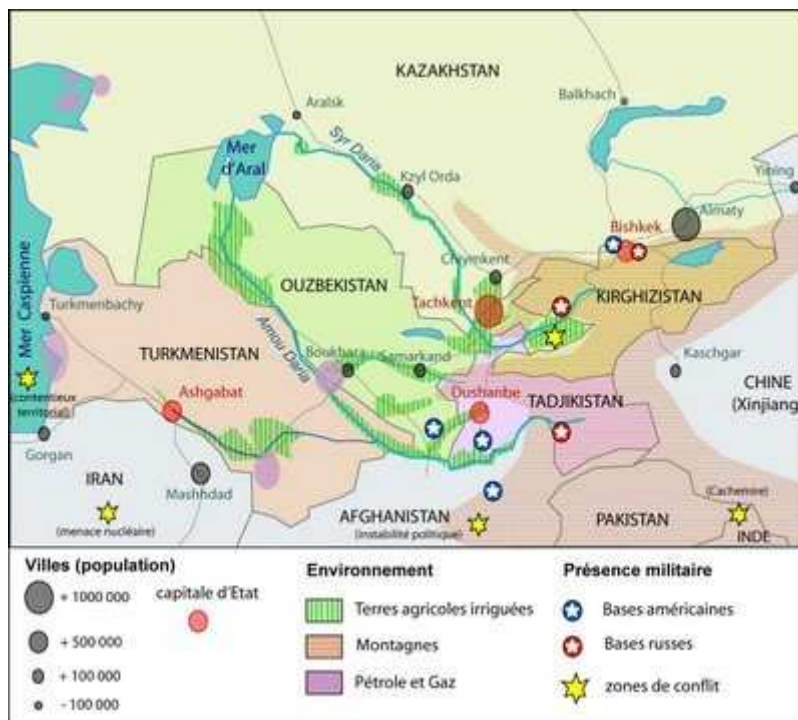
Dans les jours qui suivirent le 11 septembre, le ministre russe de la Défense fit savoir que la Russie soutenait les objectifs des États-Unis en Afghanistan, qu'elle les aiderait de diverses manières, mais qu'il n'était pas question qu'elle ou les États d'Asie centrale prêtent leur espace aérien ou des bases pour des opérations militaires américaines. Pourtant, quelques jours après sa déclaration, le ministre russe de la Défense était démenti par le Président Poutine. Avec l'accord et de toute évidence, à l'instigation de Moscou, les meilleurs alliés de la Russie dans la région, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan offraient des bases et des facilités militaires aux États-Unis . A ce retournement spectaculaire, on peut trouver une explication d'ordre tactique. Dans sa déclaration, le ministre de la Défense avait apparemment oublié que les États d'Asie centrale étaient devenus des États indépendants. Immédiatement après, l'Ouzbékistan annonça publiquement qu'il était prêt à mettre des bases à la disposition de Washington. Ainsi, au lendemain du 11 septembre, le président ouzbèke Karimov et son entourage ont vu s'ouvrir de façon inespérée une fenêtre d'opportunité dans laquelle ils se sont précipités en offrant aux États-Unis, malgré l'avis défavorable formulée à Moscou, les facilités militaires de l'Ouzbékistan. Par la suite, environ mille militaires américains devaient s'y installer dès les semaines qui suivirent.

Dans la déclaration conjointe publiée à l'issue du sommet de Moscou, en mai 2002, V. Poutine et G. W. Bush reconnaissaient «*leur intérêt commun en Asie centrale et dans le Caucase à promouvoir la stabilité, la souveraineté, l'intégrité territoriale des nations de cette région*». Un an après la chute des talibans, Igor Ivanov dressait un bilan très positif de la présence américaine dans la région : «*Nous avons toujours dit que la menace à nos intérêts, une menace réelle, venait du Sud, avant tout du territoire de l'Afghanistan. Il est clair que la Russie ne pouvait à elle seule parvenir à liquider le foyer du terrorisme en Afghanistan. On y a réussi grâce aux efforts de la coalition internationale. Est-ce que, de ce fait, nos frontières sont devenues plus sûres ? Assurément. Bien que les problèmes demeurent : la drogue et l'émigration. Mais du point de vue de la sécurité nationale, ce flanc a été sensiblement renforcé*». La Russie considère que l'intervention des États-Unis en Afghanistan a éliminé une source d'instabilité et de menaces à ses frontières méridionales, tout en ramenant ses alliés au pouvoir à Kaboul.

16 Lilia Shevtsova, *Putin's Russia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003, p. 205

Certes, revers de la médaille, elle a dû accepter une présence militaire américaine en Asie centrale, qui est loin de faire l'objet d'un consensus, notamment au sein de l'armée, comme le montrent les propos de l'ancien ministre de la Défense, le général Igor Rodionov : «*la Russie est maintenant un pays occupé. Notre ennemi géopolitique a réalisé ce qu'Hitler voulait faire*». En outre, la question de la durée de la présence américaine en Asie centrale est de temps à autre soulevée par les responsables russes qui rappellent qu'elle ne peut être que provisoire.

Cependant, les déboires de la coalition en Afghanistan ont fait que cette situation provisoire a duré. Mais cette situation ne s'est pas révélée comme encombrante aux yeux du Kremlin. En effet, depuis 1991, malgré sa volonté de préserver son influence dans cet étranger proche, la Russie n'était plus en mesure d'y produire de l'ordre et de la sécurité, ni même d'empêcher l'expression des ambitions de puissances régionales émergentes, comme l'Ouzbékistan, et encore moins de relever seule le défi du dynamisme chinois. Dès lors, V. Poutine a choisi la voie d'une gestion collective de l'Asie centrale^{*17}, non seulement à travers l'ouverture de la région aux États-Unis, qui disposent désormais de bases militaires en Ouzbékistan et au Kirghizstan mais également en renforçant la présence militaire russe, notamment au Tadjikistan et au Kirghizstan où forces russes à Kant et américaines à Manas se côtoient désormais, ainsi que structures de sécurité régionales, que ce soit le Traité de sécurité collective ou l'Organisation de coopération de Shanghai. Désormais, la Russie, les États-Unis et la Chine ont partie liée en Asie centrale. La question est de savoir si cette reconfiguration sera durable, si elle permettra la création d'un véritable «*complexe de sécurité*» dans lequel chacun des États prendra en compte les soucis de sécurité des autres, ou si, au contraire, les ambitions et les rivalités régionales et globales entraîneront la région dans un nouveau Grand jeu destructeur.



3) La coopération énergétique et le nouveau cadre stratégique

17 Isabelle Facon, « La Russie et l'Asie centrale », *Les cahiers de Mars*, n° 177, 2003, p. 90

Comme nous l'avons vu, les discussions sur la réduction des stocks d'armes nucléaires, ainsi que le projet américain de défense antimissiles avaient été relancés par V. Poutine et G. W. Bush au cours de l'été 2001. Les événements du 11 septembre ont accéléré le règlement de cette question au point de faire aboutir les négociations en quelques mois, à la grande surprise des observateurs. Si V. Poutine attendait de son soutien aux États-Unis un renoncement de leur part à ce projet et le maintien du traité ABM, force est de constater qu'il s'est trompé.

Le 13 décembre 2001, George W. Bush annonçait le retrait unilatéral des États-Unis de ce traité. Pourtant V. Poutine a réagi de manière très modérée en qualifiant cette décision d'«*erronée*», soulignant qu'elle ne constituait, ni une menace pour la sécurité nationale de la Russie, ni une «*tragédie*». Quelques mois plus tard, un nouveau traité de réduction des arsenaux stratégiques était signé en bonne et due forme lors du sommet Bush-Poutine à Moscou le 24 mai 2002. La position américaine l'a emporté, mais la Russie a obtenu quelques concessions : le droit d'installer des têtes multiples sur les 1 700 à 2 200 ogives qui seront conservées d'ici à 2012 et l'instauration d'un nouveau partenariat stratégique qui prévoit la possibilité d'une coopération américano-russe en matière de défense antimissiles. Toutefois, Moscou a dû accepter que les armes mises hors service ne soient pas systématiquement démantelées. Parallèlement à la signature de ce traité, un nouveau cadre de relations entre la Russie et l'Otan a été instauré.

Depuis que l'opération de l'Alliance atlantique au Kosovo avait montré que le Conseil conjoint permanent Otan-Russie ne lui permettait nullement d'être associée aux décisions, Moscou réclamait de nouveaux mécanismes. V. Poutine le rappela avec vigueur dans son discours au Bundestag à Berlin le 25 septembre 2001: «*Les décisions sont souvent prises en principe sans notre participation et c'est seulement par la suite que l'on nous demande instamment de les soutenir. Après cela, on se remet à parler de loyauté à l'égard de l'Otan. On dit même que, sans la Russie, il serait impossible de mettre en œuvre ces décisions. Posons-nous la question : cela est-il normal ? Est-ce là réellement un partenariat authentique ?*». Et le Président russe d'en appeler à proclamer la fin définitive de la guerre froide. Les choses n'ont pas traîné. Quelques semaines plus tard, lors de sa visite aux États-Unis en novembre 2001, V. Poutine évoquait la «*possibilité de créer un mécanisme totalement nouveau, un processus de prise de décision en commun*». Mais surtout, en réponse aux questions des auditeurs d'une radio américaine, il a admis que la Russie n'était pas en mesure d'empêcher un pays de rejoindre l'Otan, tout en soulignant son opposition à un «*élargissement mécanique*» de l'Alliance aux pays Baltes. Autrement dit, la Russie est prête à envisager l'entrée de ces derniers dans l'Otan, si elle est associée pleinement au processus. Quelques semaines plus tard, il ajoutait que «*tout État a le droit de choisir sa propre voie pour garantir sa sécurité. Cela vaut également pour les États baltes*». Autre changement : le Président russe considère désormais que l'Otan est «*un bloc défensif* » (...) qui ne nous est pas hostile». En fait, souligne-t-il, tout dépend de la qualité de la relation entre la Russie et l'Alliance. Moscou ne veut pas en devenir un membre à part entière, ni influencer sa politique dans tous les domaines: «*cela n'a aucun sens pour nous*».

Le Premier ministre britannique, Tony Blair, a immédiatement répondu à l'ouverture de V. Poutine en proposant la création d'une nouvelle structure dans laquelle la Russie aurait un statut égal aux autres membres de l'Alliance. Installé avec faste à Rome le 28 mai 2002, le nouveau Conseil Otan-Russie, le *dvastatka* selon la terminologie russe, offre un cadre plus large et plus régulier à la coopération entre les anciens ennemis de la guerre froide. Les nouvelles procédures mises en place ont modifié le travail du Conseil à vingt ; en particulier la consultation préalable entre les membres de l'Alliance a été supprimée. Désormais, les questions à l'ordre du jour sont directement débattues

entre les vingt. Une quinzaine de groupes de travail a été créée à ce jour*¹⁸. D'une certaine façon, l'Alliance avec le G8, est la seule instance importante, compte tenu du déclin de l'OSCE, où la Russie soit considérée comme un État occidental à part (presque) entière, placée à la table entre le Portugal et l'Espagne.

Enfin, le dernier point susceptible de favoriser une coopération russo-américaine concerne le partenariat énergétique. Celui-ci s'inscrit dans le cadre de *«l'économisation»**¹⁹ de la diplomatie russe, élevée au titre de priorité par V. Poutine dès son arrivée au Kremlin, comme en témoigne la doctrine de politique étrangère adoptée en juin 2000, qui fixe pour objectifs *«l'inclusion large de la Russie dans le système des relations économiques mondiales»*, la *«création des conditions externes favorables à la croissance économique»* et à la *«fondation d'une économie de marché»*. Lors de son adresse au Parlement en 2001, le Président russe déclarait : *«Nous devons apprendre, dans notre politique étrangère, à défendre les intérêts économiques du pays en général, des entreprises et des citoyens russes»*. Toutefois, cette économisation n'est pas une fin en soi, ni un signe de renonciation à la puissance, mais au contraire une tentative de convertir les atouts économiques de la Russie en capital politico-stratégique.

Les hydrocarbures, principale ressource et la plus facilement mobilisable, sont appelés à jouer un rôle central dans la nouvelle diplomatie du Kremlin, que ce soit comme instrument de pression, vis-à-vis des États de la CEI, ou de coopération, tant avec l'UE, que la Chine, le Japon, et bien entendu les États-Unis. Ce projet est soutenu par les entreprises pétrolières russes qui, pour se développer, recherchent à la fois des débouchés commerciaux et des investisseurs étrangers. Alors que, dans les années 1990, les questions énergétiques avaient été une source de tension entre Moscou et Washington, notamment au sujet de l'exploitation et de l'évacuation du pétrole de la Caspienne, après les événements de septembre 2001, elles sont devenues un pilier des relations russo-américaines. Lors du sommet de Moscou, en mai 2002, V. Poutine et G. W. Bush ont lancé officiellement le partenariat énergétique. Le premier sommet s'est tenu à Houston, en octobre 2001, réunissant, sous les auspices de l'ancien secrétaire d'État, James Baker, les ministres des deux pays et les représentants de 70 compagnies pétrolières russes et américaines. Au menu : les projets de coopération et leur cadre législatif, les accords de partage de production. Les dirigeants pétroliers russes, notamment les patrons de Ioukos et de Lukoil, Mikhaïl Khodorkovski et Vaguit Alekperov, veulent porter la part russe dans les importations d'hydrocarbures américaines de moins de 1 % en 2002 (mais qui représentent 40 % des importations américaines en provenance de Russie) à 13 % en 2010. A cette fin, ils proposent la construction d'un port en eaux profondes à Mourmansk, en mer de Barents, qui pourrait accueillir des supertankers d'une capacité de 300 000 tonnes et permettrait de transporter le pétrole russe vers les États-Unis en 9 jours contre 32 pour celui en provenance du Moyen-Orient, entraînant une réduction substantielle du coût du baril. Avec ce projet, évalué à environ 4 milliards de dollars, ce sont 2,4 millions de barils par jour qui seraient acheminés vers les États-Unis. La décision de le mener à bien devrait être prise en 2004, pour une entrée en service en 2007. D'autres coopérations, en cours ou en projet, pour l'exploitation et l'évacuation du pétrole russe et caspien alimentent ce partenariat énergétique. Il a également donné une nouvelle impulsion aux investissements américains dans le secteur pétrolier russe. Des négociations extrêmement délicates ont été ouvertes sur l'entrée dans le capital de la compagnie Ioukos, dont les dirigeants sont par ailleurs dans le collimateur de la justice russe, d'ExxonMobil et de Chevron Texaco.

Lors du deuxième sommet, qui s'est tenu à Saint-Petersbourg les 22 et 23 septembre 2003, il a été beaucoup question de projets d'exportation de gaz liquéfié russe vers les États-Unis. Gazprom a

18 Communication de Philippe Perret, conseiller diplomatique auprès de la mission française à l'Otan, colloque du CERI, « La Russie et le monde depuis le 11 septembre et la guerre en Irak », 10 octobre 2003.

19 Isabelle Facon « La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, difficultés et contraintes », p. 551

évoqué un accord de 10 milliards de dollars avec ConocoPhillips pour la construction des infrastructures nécessaires à l'exploitation du champ de gaz naturel de Chtokman dans la région arctique. Comme l'a souligné V. Poutine devant le secrétaire américain au Commerce, Donald Evans, la veille du sommet de Saint-Petersbourg, et quelques jours plus tard, lors d'une réunion avec des hommes d'affaires à Wall Street, l'objectif de sa diplomatie énergétique est de faire de la Russie la principale source de diversification des approvisionnements américains et européens, en garantissant la stabilité des livraisons et des prix, alors que les événements du 11 septembre 2001 ont mis en lumière la fragilité des fournisseurs moyen-orientaux. En attendant que l'économie russe achève sa modernisation, les exportations d'hydrocarbures sont indispensables à sa croissance avec tous les risques inhérents à cette dépendance. Symbole de l'attachement du Kremlin au partenariat énergétique avec les États-Unis : la visite de V. Poutine, fin septembre 2003, après son discours à l'Onu et le sommet de Camp David avec George W. Bush, en compagnie de Vagit Alekperov, d'une station d'essence Lukoil à New York, fruit du rachat par la compagnie russe du réseau Getty Petroleum. Si le partenariat énergétique constitue le principal dividende obtenu, en matière économique, pour son ralliement à la coalition antiterroriste, la Russie peut aussi se prévaloir d'avoir été admise, en mai 2002, dans le club des «*économies de marché*», tant par les États-Unis que par l'UE et d'avoir été élevée au rang de membre à part entière du G8, dont elle sera le pays hôte en 2006.

C) Le véritable intérêt de la Russie dans la guerre mondiale contre le terrorisme

Cette dernière sous-partie a pour but de faire le point sur un des enjeux clés du rapprochement, à défaut de réelle coopération, russo-américain. Aux lendemains du 11 septembre 2001, l'Administration Poutine a rapidement instrumentalisé et associé la menace terroriste que représente Al Qaida à la guerre que mène les combattants tchéchènes face aux troupes russes. L'association est d'abord d'ordre sémantique et se répercute dans les communiqués officiels ainsi que dans la presse russe. Les combattants tchéchènes, qui au départ, avaient pris les armes afin qu'on reconnaisse le droit d'avoir une destinée différente de celle qu'impose le Kremlin. Après un rapide retour sur le conflit tchéchène sans pour autant revenir en détail sur la conquête russe du Caucase au XIX^e siècle, une analyse des communiqués officiels russes permettra de montrer que le rapprochement entrepris par Poutine n'a pour but que de légitimer les opérations en Tchétchénie, un des projets majeurs et des plus symboliques de son mandat présidentiel, aux yeux de la scène internationale.

1) l'indépendantiste tchéchène ou la nouvelle figure du terroriste

Si Vladimir Poutine fut le premier Président à soutenir son homologue américain après le 11 septembre, c'est peut-être par émotion mais surtout par pragmatisme et par conviction. Le eux et nous, caractéristiques de la bipolarité, avait changé de visage, « eux » revêtant le masque terroriste. Bien qu'une coopération lisse de Vladivostok à Vancouver soit difficile à envisager, malgré les discours officiels, il existe pourtant une entente utile et conjoncturelle à propos de la lutte contre le terrorisme islamiste, à l'égard duquel la force supplante les dialogues stériles. L'opération antiterroriste conduite par les États-Unis en Afghanistan et son action en Irak eurent un impact favorable à Moscou pour le cas tchéchène, assimilé à un foyer terroriste. Ari Fleischer, porte-parole de la Maison Blanche, appela les dirigeants tchéchènes à rompre leurs contacts avec les terroristes. Par la suite, Vladimir Poutine mania habilement le verbe pour priver les indépendantistes du capital

sympathie dont ils avaient pu jouir auparavant. Les prises d'otages et les décapitations en direct pratiquées par les plus extrémistes servirent également les intérêts du Kremlin. En ce sens, le 11 septembre modifia le rapport de force en faveur de Moscou, conforta sa vision sécuritaire de la situation et délivra sa conscience pour durcir les opérations. Les *lobbies* tchéchènes européens et américains, qui permettaient aux leaders politiques et militaires de s'exprimer dans les plus grandes capitales occidentales perdirent une influence qui atteignit son apogée en février 2000, lors de la visite aux États-Unis d'un chef de guerre tchéchène afin d'échanger ses vues avec les Marines américains sur les tactiques de guerre urbaine.

Le conflit tchéchène est également un défi lancé à la Russie en tant que puissance. On se souvient de Thomas Graham qui invitait à imaginer un « monde sans Russie ». La chute démographique, la fébrilité économique dont le nerf repose essentiellement sur les matières premières et la débâcle militaire en Tchétchénie en 1996 auraient pu confirmer cette hypothèse si on avait également écarté la Russie en tant que puissance nucléaire. Vladimir Poutine lui-même endosse cette crise de puissance dans ses discours en peignant le tableau d'une nation qui a perdu son rang sur la scène internationale. En Tchétchénie, le borbier s'éternise et montre une puissance russe voilée, qui ne parvient finalement pas à imposer sa volonté, ni dans le Caucase du Nord, ni dans son « étranger proche ». Le nouveau Président a pourtant fait montre d'un certain activisme diplomatique dans la zone depuis son élection en mars 2000 en ressoudant un à un les liens bilatéraux avec les anciennes républiques d'URSS, comme elles existaient avant la Perestroïka. L'ancien Empire souffre d'une crise d'intégrité démocratique. Sa volonté de conserver la Tchétchénie sous contrôle est assimilée à un comportement impérial, à l'instar de ses mouvements politiques envers les républiques de la CEI.

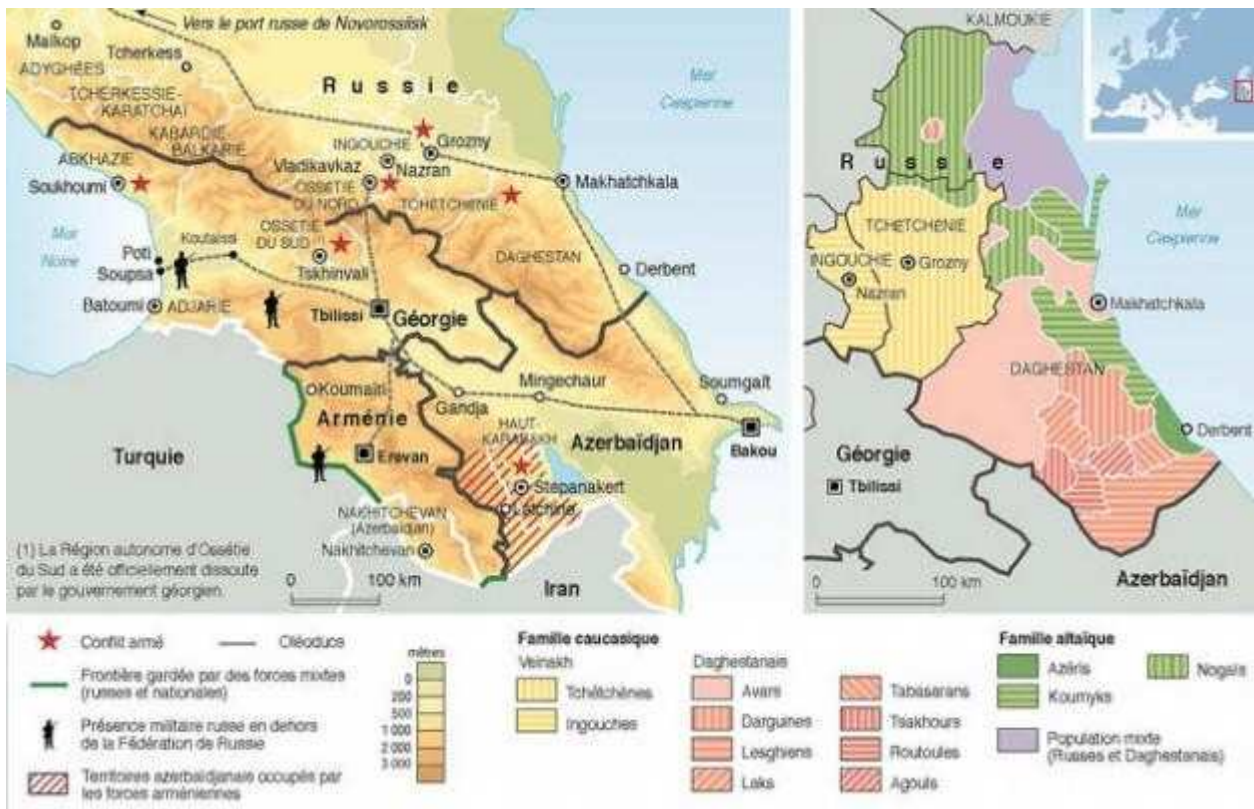
Vu de Moscou, le schéma impérialiste cède la place à une logique de « *l'hégémonie bienveillante* »*²⁰. Elle justifie son maintien d'influence au Caucase et en CEI par deux raisons : répondre à une demande de sécurité, faire évoluer ses anciens satellites vers ce que Arnaud Kalika appelle le *sens russe**²¹ et ceci à un moment où le Kremlin voit son arrière cour stratégique menacée par les États-Unis, mais aussi par les pays de l'Union Européenne. En réalité, la Russie est actuellement en phase de récupération et tente de dépasser son statut de « *puissance pauvre* ». Le discours sécuritaire et le *sens russe*, qui jalonnent la quête d'un nouveau champ idéologique à vocation eurasiatique y contribuent. Alors que l'ensemble des États de la CEI, à l'exception dans une certaine mesure de la Biélorussie d'Alexandre Loukachenka, regardent vers l'Occident ou bien vers la Chine pour les pays de l'Asie Centrale, le Kremlin ne tente pas de les retenir mais préfère insister sur l'incohérence de leur démarche, sorte de déformation du sens historique qui les raccrocha à la puissance moscovite. Le sens russe n'est donc pas monopolistique et ne s'oppose pas au réalisme poutinien.

En Tchétchénie, le sens russe n'est pas seulement suggéré. Il représente l'unique voie proposée à la population et se dilue dans la guérilla, qui présente des aspects de politique interne et étrangère. D'après les écrits de l'historien Klioutchevski qu'intérieur et extérieur sont intimement mêlés en Russie. Le pays doit conduire sa politique étrangère sans totalement l'abandonner à un organisme multinational lorsque sa sécurité est menacée. La maîtrise de l'information est un volet essentiel de la maîtrise du sens. L'objectif de la politique étrangère tel qu'il peut apparaître dans les concepts de sécurité nationale et de politique étrangère est de s'assurer des moyens permettant de réaliser ce but qui ne touche pas moins à la sécurité nationale. Dans la perspective tchéchène, l'objectif du conflit réside dans la survie, l'indépendance, l'auto-préservation, mais aussi le bien-être de la société russe. Il n'est donc pas ici question d'impérialisme et d'agrandissement du territoire, mais d'intégrité territoriale et de morcellement de la souveraineté. Le sens russe en Tchétchénie est donc vertical. Il correspond au renforcement du contrôle du centre sur sa province. En une phrase, il est le point de

20 Arnaud Kalika, La Russie en guerre: mythes et réalités tchéchènes p.117-118

21 Arnaud Kalika, La Russie en guerre: mythes et réalités tchéchènes p.122

vue des autorités russes officielles, c'est à dire la pensée unique moscovite qui contrebalance la propagande séparatiste, nationaliste et islamiste.



La perception de la guerre qui prédomine dans le monde est celle d'une pierre d'achoppement dans les relations entre la Russie et l'Occident. Ainsi, Ilias Akhmadov, « ministre des Affaires Étrangères » tchéchène, a pu donner une conférence au Département d'État américain en 2002, grâce à l'entremise de Ian Brezinski et de plusieurs sénateurs républicains traditionnellement hostiles à la Russie. Ce courant juge la guerre en Tchétchénie cruelle et immorale et la dénonce comme traduisant l'enfoncement irrémédiable de la Russie dans le silence barbare et l'obscurantisme. Cette guerre reflète également selon eux la vraie nature d'un régime totalitaire oligarchique. De plus, le musellement des médias et la réduction de l'action des organisations humanitaires présentes sur le terrain assombrissent le tableau que l'Occident se fait des opérations russes sur cette portion du Caucase. Les dirigeants russes sont plus particulièrement visés vraisemblablement parce que leur État se veut être une démocratie, et qu'une démocratie doit se conformer au droit de la guerre. Or, sur ce point, les deux guerres ont à plusieurs reprises mis en difficulté le pouvoir moscovite. Les soldats russes évoluaient dans les pires conditions psychologiques face à un ennemi aux contours flous, qui se fondait dans le décor^{*22}. En février 2000, alors que les rebelles perdaient du terrain, une série de témoignages accablants qui décrivent la violence des opérations de ratissage ternirent l'image de la Russie au niveau international. Plusieurs journalistes d'investigation occidentaux et russes (Novaya Gazeta, Komsomolskaya Pravda, Kommersant, Izvestia...) confirmèrent les traitements parfois inhumains subis par les prisonniers des camps de filtration. Les chefs de guerre tchéchènes agissent de même avec une

22 A. Blinouchov, A. Gourianov, O. Orlov, Ya. Rachinsky, A. Sokolov, « By all available means..., Memorial Human Right Center Moscow » 1996, p.28-65

gradation dans le traitement des captifs : simple emprisonnement pour les conscrits, élimination systématique à l'arme blanche des engagés contractuels.

L'habileté de l'Administration présidentielle dirigée par Sergueï Iastrjembski fut d'avoir retourné, avant même le 11 septembre et dans le contexte des opérations de l'Alliance Atlantique au Kosovo, la situation à son avantage grâce notamment aux commentaires émotionnels de la presse occidentale. Sans nier les crimes commis par les soldats de l'armée russe, le Kremlin se posa en victime d'un complot des ONG pro-tchéchènes et d'une croisade anti-russe, profitant de la crise tchéchène pour porter sa critique sur l'État russe lui-même ainsi que ses dirigeants. D'un conflit considéré comme une affaire intérieure russe, l'UE sous la pression de Javier Solana et des États-Unis décidèrent en 1999 de se saisir du dossier tchéchène afin de faire la lumière sur un possible génocide. La France adopta l'une des lignes les plus dures contre Moscou en insistant sur le fait que la Russie se devait de rendre des comptes devant les instances internationales. Le Canada, la Hollande, la Malaisie et Bahreïn prônèrent le droit d'ingérence en exigeant un arbitrage du Conseil de Sécurité. On ne peut plus s'étonner que la Russie, à l'heure où le Conseil de Sécurité discute d'une possible intervention en Syrie au nom du droit d'ingérence afin de protéger les populations civiles face à la répression du régime, ait des réticences à donner leur accord. Face au camp occidental traditionnel, la Russie, comme la Chine représente un camp opposé au droit d'ingérence de par leurs intérêts, par précédents historiques, mais aussi parce que ces deux nations ne veulent défendre un concept qui permettrait à d'autres puissances d'intervenir dans leurs affaires internes. Pour en revenir à la Tchétchénie, on s'indigna dans la presse occidentale que la Russie ne soit pas la Serbie ou l'Indonésie, comme pour inciter l'OTAN à dérouler son tapis de bombes. Devant cette salve de protestations, Moscou a finalement géré la situation avant de bénéficier de la conjoncture favorable du 11 septembre. Grâce à cet événement, le discours russe a pu instrumentaliser d'une façon des plus efficaces, la menace islamiste et ainsi associé les combattants tchéchènes à l'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden

L'instrumentalisation de la menace islamiste se répercute très rapidement dans la presse et les discours officiels russes, dès le lendemain du 11 septembre. Pour ce faire, je reprends l'analyse de Michel Duc Goninaz sur l'emploi de la notion de terrorisme dans la presse russe.

L'auteur de cet article revient tout d'abord sur la construction de la définition du mot terroriste en russe. Le mot *terrorizm* est définie dans les dictionnaires russophones comme une « *politique et tactique de terreur* » (*terror*) et l'un d'entre eux donne comme exemple « *le terrorisme militaire de Napoléon* ». Quant à la terreur, elle est définie comme « *une politique de justice sommaire (rasprava) appliquée à des adversaires politiques, au moyen de la violence, y compris jusqu'à l'élimination physique* »*²³. Les exemples donnés sont « *la terreur fasciste* » (ce qui équivaut à nazie, dans la terminologie soviétique), « *terreur gouvernementale* » ou « *terreur d'État* ». Il s'agit donc d'un phénomène collectif dont l'auteur est une instance ayant le pouvoir de réprimer des dissidents ou des rebelles, à tel point que le syntagme « *terrorisme d'État* » devrait apparaître comme un pléonasme. La définition classique de Belinski, également citée (« *système d'actions ayant pour but de terroriser l'ennemi politique en semant l'effroi dans ses rangs* »), laisse la place à une interprétation assez large : le terrorisme peut alors être le fait d'un parti ou d'un groupe doté de certains moyens pour « *semer l'effroi* ». Mais c'est le tsarisme, en butte à des attentats perpétrés par des petits groupes, voire des individus, qui va accréditer l'idée qu'un individu ou un groupe peuvent être qualifiés de « terroristes ». Lénine, qui n'aimait pas le terrorisme quand il n'était pas pratiqué par son parti, et que les dictionnaires soviétiques, encore en usage, citent volontiers, adoptera cette façon de voir, en définissant le terrorisme comme « *système de meurtres politiques isolés* », sans voir, probablement, la contradiction qui pouvait apparaître entre « système » et « isolés ». Aussi les dictionnaires soviétiques ont-ils ajouté au sens fondamental de ce terme la note suivante : « *se dit aussi des actes individuels de meurtres politiques* ». Dans l'Encyclopédie soviétique, le phénomène

23 Michel Duc Goninaz, « De quelques emplois de la notion de « terrorisme » dans la presse russe », p. 130

du terrorisme est correctement défini comme organisé par certains États*²⁴ (avec une liste détaillée des actes qui en relèvent : assassinats de dirigeants et attentats contre des édifices de l'État ennemi, attaques contre les sièges d'organisations de libération nationale etc.). Mais une seule organisation « terroriste » fait l'objet d'un article : la « fraction terroriste de la *Volonté Populaire* » (1886-87), responsable d'un attentat contre Alexandre II. Il va s'en suivre que le ou la terroriste (*terrorist ou bien terroristka*) sera défini comme « *partisan et participant d'actes de terreur individuelle* ». On comprend que le « *et* » de cette définition peut facilement s'interpréter comme *ou*. De là on passera aux adjectifs *terroristitcheski* (relatif au terrorisme, comme dans les syntagmes « acte terroriste » « méthodes de lutte terroristes », « organisation terroriste ») et *terroristski* (relatif aux terroristes, comme dans le syntagme « un groupe terroriste »), tous deux correspondant à l'adjectif français *terroriste*, et d'ailleurs pratiquement synonymes.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, bon nombres d'articles de journaux russes comme la *Komsomolskaïa Pravda* reprennent des mots avec la racine *terror* telle qu'elle est expliqué précédemment. Cependant, l'intérêt de ces articles se trouvant en annexe, c'est qu'ils reprennent des propos tenues par des leaders politiques russes qui partagent leurs points de vue sur les actions en Tchétchénie ainsi que sur les conséquences des attentats du 11 septembre.

Les articles consacrés aux événements survenus à New York se présentent ainsi, du point de vue qui nous occupe*²⁵ :

- un article de 9 lignes (condoléances du gouvernement russe) comporte 3 occurrences de cette notion sous les formes *attaque terroriste*, *lutte contre le terrorisme*, *conséquence des actes terroristes*. Notons que pour cette dernière notion, la langue journalistique emploie l'abréviation *terakty* (au singulier : *terakt*).
- un article de 15 lignes, reflétant la position du gouvernement russe, où apparaît le syntagme *des actes terroristes barbares*, dont le sens est difficile à analyser pour un lecteur naïf, en l'absence d'un exemple qui parlerait d'« actes terroristes civilisés ».
- un article mentionnant les opinions de différentes personnalités russes à partir de la question « est-ce la troisième guerre mondiale ? ». Dans chaque intervention de quelques lignes, un mot de la famille de *terror* apparaît en moyenne deux fois. Les trois interventions où ces termes n'apparaissent pas sont celles qui laissent entrevoir un esprit critique à l'égard de la politique des États-Unis. En une trentaine de lignes, on a 7 occurrences, se répartissant en *terrorisme* (2), *terroristes*-substantif (1), *terroriste*-adjectif (3), *antiterroriste* (1). Il convient de préciser que :

le mot *terrorisme* est accompagné dans ses deux occurrences de l'adjectif *international*, ce qui laisse entendre qu'il s'agit d'un complot mondial qui menace aussi la Russie ; l'adjectif *terroriste* concerne une fois le mot *akcia*, plus fort que *akt(y)* : il s'agit d'une action préméditée et concertée, ce que le vocabulaire français sur la question qualifie d'« entreprise » ; une fois la mot *deiatel'nost* (activité), encore plus large que *akcia*, puisqu'il comporte le trait sémantique « permanence », et une fois le mot *rejimy* (régimes), qui vise certains États (qui ne sont pas nommés) et qui, à la différence du français, est nécessairement péjoratif.

- un article comportant des commentaires des journalistes. En 245 lignes, on a 9 occurrences des mots en question, soit *terroristes*-substantif (5), *terrorisme* (1), *actes terroristes* (3, dont 1 sous la forme d'un syntagme adjectif + substantif, 2 sous la forme de l'abréviation *terakty*). On peut y ajouter une occurrence du substantif *prestupniki*

24 Michel Duc Goninaz, « De quelques emplois de la notion de « terrorisme » dans la presse russe », p. 131

25 Michel Duc Goninaz, « De quelques emplois de la notion de « terrorisme » dans la presse russe », p.132

(criminels-substantif) qui dans le contexte désigne les mêmes personnes que *terroristy*. On observera l'affirmation étonnante de l'un des journalistes : ce qu'ont déclenché les terroristes, dit-il, ce ne sont pas des actes de terrorisme (*terakty*), c'est la troisième guerre mondiale. On voit que la banalisation créée par l'emploi répété d'une abréviation finit par exiger la surenchère.

Le même jour, une allusion aux talibans qualifie ceux-ci de *terroristes* et donne l'occasion de rappeler un attentat qui a eu lieu à Moscou deux ans auparavant, perpétré par des *terroristes* (terme utilisé 2 fois) comme à New York et qui rend nécessaire une lutte contre les « bandits-terroristes de tout poil ». On rappelle aussi qu'au Daghestan, en 1996 et 1999, des *bandits*, qualifiés aussi de *terroristes*, aux ordres d'un *terroriste*, ont tué des innocents (sous-entendu là aussi : comme à New York).

Après avoir établi cette étude sémantique sur la presse russe, l'auteur a remarqué le glissement lexicale décrivant dorénavant les indépendantistes tchétchènes comme des terroristes, rattachant ainsi la guerre contre le terrorisme à la situation dans le Nord-Caucase.*²⁶

le glissement de sens auquel une propagande d'État nous a habitués depuis un siècle, en Russie comme en France et ailleurs : les seuls « terroristes » que l'on nomme ainsi sont ceux que l'on pourrait appeler les « terroristes au détail », qui, à la différence des « terroristes en gros » (les États) ne possèdent ni armes de destruction massive, ni même avions ou sous-marins (les auteurs des attentats de septembre 2001 aux États-Unis ont dû pirater des avions). L'amalgame auquel se livre la presse russe, qui permet d'assimiler les résistants tchétchènes aux membres d'Al-Qaïda. Les autres gouvernements ne se privent pas pour réaliser de semblables opérations à propos des Basques, des Kurdes, des Ouïgours, comme naguère des Kosovars etc.

Le message subliminal, et parfois cyniquement explicité, est clair : le terrorisme au détail appartient au domaine du Mal et ne saurait donc avoir d'autres causes que métaphysiques. Prétendre en rechercher les causes historiques, c'est déjà « comprendre », donc excuser, donc être complice. Mais cette répétition peut avoir un effet contraire au but recherché, puisqu'elle peut aboutir à la banalisation du phénomène diabolisé. Or les tenants de l'idéologie officielle répètent volontiers avec insistance qu'il ne faut pas « banaliser » ce qu'ils présentent comme appartenant au domaine du Mal.

2) Un soutien international à la répression russe en Tchétchénie

L'amalgame produit par les organes de communication officiels russes a été facilité notamment par la réaction des indépendantistes tchétchènes. Les tchétchènes, au niveau de la visibilité médiatique, ont été totalement effacés par les attentats du 11 septembre. Certains dans le camp de la guérilla ont voulu montrer qu'ils étaient les égaux des terroristes, au grand dam du chef indépendantiste Aslan Maskhadov. Les attentats se sont intensifiés : explosion d'un camion humanitaire à destination de Lermontov Iourt le 14 septembre, attaques de bâtiments officiels à Goudermès le 17 septembre, le tout perpétrées par des femmes kamikazes. Aslan Maskhadov comprit rapidement qu'un lien direct serait établi entre la résistance et le groupe d'Oussama Ben Laden. Pire, l'existence de filières tchétchènes s'étendant de l'Afghanistan à Paris fut révélé par Interpol*²⁷ en 2002. De jeunes fidèles se seraient rendus à plusieurs reprises en Tchétchénie pour y être formés à la guerre sainte afin de combattre l'infidèle russe. Deux émissaires de l'émir Khattab se seraient même rendus en Iran*²⁸ en 1996, à la fin de la première guerre, afin de tisser des liens logistiques. Pour entériner la thèse du réseau terroriste, les autorités russes affirmèrent que le courant islamique tchétchène son inspiration

26 Michel Duc Goninaz, « De quelques emplois de la notion de « terrorisme » dans la presse russe », p.133

27 Arnaud Kalika, *La Russie en guerre: Mythes et réalités tchétchènes*, 2005, p. 128

28 Giles Whittel et Michael Evans, « Chechens flee as Iran builds rebel strength », *The Times*, 5 novembre 1999

idéologique et l'essentiel de ses financements d'Al Qaïda, affirmation derrière laquelle se cache la rhétorique du choc des civilisations plaquant la Tchétchénie comme les États de la CEI à la charnière des mondes chrétiens et musulmans, zone de frottement hautement conflictuelle.*²⁹ Le problème est que les wahhabites occupent réellement l'espace nord-caucasien. Décrits comme fondamentalistes des plus dangereux, les wahhabites apparurent pour la première fois dans les médias au début des années 1990 lors de la guerre civile au Tadjikistan.

En ce qui concerne les pratiques religieuses, ils appelaient à accorder plus d'importance à une vision de l'Islam donnant la primauté à une lecture puritaine du Coran récusant l'histoire même du monde musulman. Le fondateur du hanbalo-wahhâbisme est Mohammed ben Abdelwahhab. Ce dernier était un cheikh de la tribu des Banu Tamimet un imam arabe, prônant un retour à l'islam originel. Il est considéré par ses disciples comme l'un des principaux défenseurs de l'islam authentique. Il a passé sa vie à combattre ce qu'il considérait comme du polythéisme (soufisme, chiisme, fanatisme à l'égard des personnes ou d'un *madhab* en particulier) aussi bien par les armes qu'à travers ses ouvrages (*Les Trois Fondements, Les Quatre Bases, Le Dévoilement des ambiguïtés, Cinquante questions-réponses relatives à la croyance*) dont le plus connu est le Kitâb ut-Tawîd ou *Livre de l'unicité*. Il condamne fermement toute forme d'innovation religieuse en islam et prône un retour à un mode de vie similaire à celui de l'Arabie prophétique et son islam authentique .

Il lança son appel à Huraymilla, dans l'Arabie Saoudite actuelle, en expliquant les règles de sa doctrine: réfuter tout type d'adoration destinée à autre qu'Allah. Le cheikh savait qu'Allah était Le Seul à mériter l'adoration et à qui on n'associe ni ange privilégié, ni prophète envoyé. Il dénonçait tout culte rendu à autre qu'Allah, il dénonçait le culte de la pierre, celui des arbres et celui des saints. En matière de croyance , il se conformait à celle des pieux prédécesseurs hanbalites. Il interdisait le *Tawassoul* innové qui consistait à demander une chose par intercession auprès d'une personne morte, absente ou incapable, tout en reconnaissant le *Tawassoul* licite et légiféré qui consiste à faire des invocations à Allah par l'intermédiaire de Ses noms et attributs, les œuvres pieuses... Il condamnait la construction des mausolées, l'habillage et l'éclairage des tombeaux, l'écriture sur eux et l'affectation de gardes à eux ainsi qu'une certaine forme de visite teintée d'idolâtrie telle que le massage de la tombe, le *Tawaf* autour d'elle, la prière en sa direction et l'invocation du mort... Il condamnait les innovations telles que la célébration de la naissance du Prophète ou la proclamation de l'intention à haute voix.

Appliquant la *Charia* selon lui de manière intransigeante, il a provoqué la fureur des notables et des oulémas, il dut fuir et se fixa près de Diriyah, puis conclut une alliance avec le prince Mohammed ben Saoud, prince de Dariya. L'alliance entre les deux hommes a eu un double effet. Mohamed Bin Abd-al-Wahhab trouva l'appui d'un pouvoir politique pour commencer à réformer le mode de vie et de la pensée des musulmans d'une société locale, avec l'ambition que ceci s'étende à tout l'Islam. Mohamed Bin Saoud, lui, trouvait dans cette doctrine puritaine une légitimité religieuse pour soumettre toutes les tribus voisines à son pouvoir en déclarant que désormais lui et les vrais musulmans avaient le devoir de mener le *jihad* contre tous les musulmans non wahhabites considérés comme des apostats, du fait de leur pratiques religieuses altérées par des croyances polythéistes. En bref, cette alliance entre le temporel et le spirituel n'est que le commencement d'une série d'affrontements qui vont avoir pour but de constituer un État arabe sous l'égide des Saoud mais aussi afin d'assurer le triomphe du hanbalo-wahhâbisme dans la région. Cette alliance historique permettra entre autre la fondation de l'Arabie Saoudite telle que nous la connaissons à l'heure actuelle.

Ce bref rappel de l'origine de l'école wahhâbite, s'éloignant du Caucase du Nord ainsi que de notre sujet de départ, a le mérite de montrer que les raccourcis combinant wahhabisme et intégrisme sont

29 Samuel Huntington, « The clash of civilizations ? », *Foreign Affairs*, été 1993, p.22-49

parfois trompeurs. L'intégrisme est davantage un phénomène qui entend rétablir les fondements essentiels d'une civilisation pure en l'épurant des emprunts qui lui sont étrangers*³⁰. L'infiltration de l'islamisme, à son niveau intégriste, dans le Caucase, a été favorisée par le vide juridique qui recouvrit les régions musulmanes après l'effondrement de l'URSS. Pour le Daguestan, république russe voisine de la Tchétchénie, le pouvoir est partagé entre deux couches de la société : l'ancienne nomenklatura du Parti Communiste et les chefs de milice se livrant à des activités mafieuses. Les wahhabites se seraient greffés à ce dernier groupe et exercent un pouvoir d'attraction sur la jeunesse. Ils se posent en défenseur d'un particularisme local qu'ils opposent à l'influence pernicieuse de l'Occident. Ce qui fait qu'au début des années 1990, les intégristes ne représentaient que 2% de la population daguestanaise contre environ 10% en 1999.

Dans le cas tchéchène, le terme wahhabite ressemble à une étiquette accolée à des catégories de musulmans entre lesquelles il existe d'importantes différences*³¹. Pour résumer, le succès islamiste est favorisé en Tchétchénie par le fait que son idéologie s'accorde intimement avec le nationalisme et les leaders tchéchènes ne pouvaient ne pas tenir compte de ce courant au moment où la tradition soufie, alors dominante en Tchétchénie et dont se revendique le nouveau président Ramzan Kadyrov, s'essouffait. Pour finir, il faut mentionner l'influence wahhabite par la provenance des circuits financiers qui nourrissent le conflit tchéchène. Bien que l'Arabie Saoudite soit une source de financement non négligeable, il semble que le principal bailleur de fonds de la résistance réside dans la diaspora tchéchène, notamment à Moscou, en Jordanie et en Turquie. Cette dernière pratique un double langage : bien qu'elle n'est jamais reconnue la Tchétchénie indépendante, elle accueille pourtant depuis bien longtemps d'importants investisseurs tchéchènes et par la suite une représentation officielle tchéchène ouvrit à Istanbul en 1996.

Le but de ce développement sur la situation islamiste en Tchétchénie est de montrer que cette guerre nuit à l'image de la Russie sur la scène internationale. Les événements du 11 septembre viennent à point nommer pour le nouveau pouvoir en place, représenté par Vladimir Poutine, afin d'instaurer une nouvelle politique étrangère à l'égard des États-Unis. Cette politique étrangère est motivé par des enjeux externes : doté d'une vision plus pragmatique, Vladimir Poutine a réalisé que l'opposition à l'Occident, ne pouvait que conduire à un isolement inexorable de la Russie sur la scène internationale. De plus, l'instrumentalisation de la menace islamiste par les organes de communication russes, aux lendemains du 11 septembre 2001, a permis de légitimer l'action des forces armées russes sur le sol tchéchène, alors que le camp occidental pointait d'un doigt menaçant les massacres commis lors ce conflit.

Après le 11 septembre 2001, la notion de terrorisme est devenue la référence obligée de tous les discours. Les dirigeants russes ont pu se targuer d'avoir mis en garde l'Occident contre un danger qu'il n'avait pas voulu voir. V. Poutine ne manque jamais une occasion de faire le rapprochement entre les attentats de Moscou en août-septembre 1999, qui avaient permis de justifier le déclenchement de la seconde guerre en Tchétchénie, et ceux du 11 septembre 2001. En particulier, lorsqu'il s'adresse au public occidental. En fait, Moscou s'est efforcée de montrer que les attentats perpétrés par Al-Qaïda aux États-Unis ne constituaient pas un changement profond dans les relations internationales, mais au contraire une étape dans un processus : selon Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères, «le 11 septembre a été plutôt une étape qui a influencé non pas tant la politique extérieure de la Russie que la façon de penser et le comportement des États-Unis et de l'Occident en général Autrement dit, c'est l'Occident qui a rejoint la Russie et non l'inverse.

30 Alexeï Malachenko, « Islamskie orientiry Severnovo Kavkaza » (Le facteur musulman au Caucase du Nord), Canergie Endowment for International Peace, Moscou, Gendalf, 2001

31 Olivier Roy, *L'Islam mondialisé*, Seuil, 2002

Pour les dirigeants russes, l'utilisation de cet argument présente un triple avantage : d'une part, il leur permet d'inscrire la guerre en Tchétchénie dans le cadre de la lutte mondiale contre le terrorisme et d'autre part, sur le plan intérieur, il sert à relativiser le «tournant pro-occidental», afin de ne pas donner trop de prise aux critiques des secteurs et des forces les plus anti-occidentales. Mais surtout, avec la lutte contre le terrorisme, la Russie retrouve son utilité sur le «marché» des relations internationales. Dans un monde dominé par les problèmes de la mondialisation économique et culturelle, elle ne disposait guère des ressources de la *soft power* pour espérer influencer les transformations de la scène internationale. Après le 11 septembre, elle peut faire valoir à nouveau des atouts (partage de renseignements, connaissance du terrain, situation géographique) notamment auprès des États-Unis, et (re)trouver un rôle dans un domaine, les questions de sécurité, qui lui est beaucoup plus familier.

3) Une énigme Poutine en politique étrangère

L'évolution de la politique extérieure de la Russie depuis les attentats du 11 septembre 2001 a été si remarquable et inattendu que de nombreux spécialistes comme Jacques Lévesque n'ont pas manqué parler d'une véritable « *énigme Poutine* »*³².

On peut ainsi comprendre que Poutine ait été le premier chef d'État étranger à exprimer sa sympathie à G.W Bush. Certains observateurs voient dans la guerre en Tchétchénie, vecteur de l'ascension de Poutine, et de sa détermination à ne pas lâcher prise, la principale cause de la réorientation de la politique américaine de la Russie après le 11 septembre, ce qui semble pourtant insuffisant. De même, l'hostilité de la Russie au régime des Talibans précédait de beaucoup celle des États-Unis. En avril 2000, la Russie avait affirmé qu'elle ne laisserait pas les talibans écraser complètement les forces de l'Alliance du Nord et prendre le contrôle des régions frontalières du Tadjikistan. Elle ne pouvait donc qu'approuver la volonté américaine de détruire un régime qui prêtait abri à des camps d'entraînement de combattants tchétchènes et de rebelles ouzbeks qui avaient déjà pénétré au Tadjikistan et au Kirghizstan pour gagner l'Ouzbékistan. Mais ceci ne prédéterminait pas la nature et l'importance du soutien qui allait être donné aux États-Unis.

La coopération de la Russie fut justifiée par l'importance cruciale des intérêts communs en cause, en faisant valoir que son caractère décisif allait permettre un nouveau départ dans les relations avec les États-Unis. Pour les membres de l'*establishment* diplomatique, académique ainsi que militaire, les risques géopolitiques d'une présence militaire en Asie centrale semblaient pouvoir être compensés par des avantages sécuritaires, sans parler des espoirs de partenariat privilégié avec les États-Unis, alors incontournables sur la scène internationale. Les attentes et les espoirs russes dépassaient les domaines étroitement politique et militaire. Plusieurs analystes et diplomates envisageaient un nouveau départ dans les relations économiques entre la Russie et le monde occidental.

Pourtant, comme l'a fait remarquer Peter Rutland*³³, les intellectuels libéraux russes ont été formés à l'époque de la guerre froide et ils n'ont pas cessé de considérer que l'amélioration des relations entre les États-Unis et la Russie ne pouvait se faire qu'à partir d'une base donnant/donnant. En conséquence, ils ont eu beaucoup de difficulté à comprendre la logique sur laquelle peut reposer la nouvelle politique étrangère de Vladimir Poutine qui n'a cessé de donner des gages de bonne volonté et de coopération aux États-Unis sans aucune garantie de réciprocité. L'incompréhension au sujet de ce virage en politique étrangère a nourri les hypothèses les plus invraisemblables notamment celle imaginée par les communistes et les nationalistes russes, affirmant que Poutine se serait vendu au camp qu'il combattait lorsqu'il était agent du KGB. Pour Dmitri Glinski-Vassiliev, chercheur de l'IMEMO, l'atténuation, puis la cessation des critiques américaines de la guerre de plus

32 Jacques Lévesque, « La Russie et les États-Unis après le 11 septembre 2001: « L'Énigme » Poutine », 2003, p. 177-194

33 « Putin's Levitation Act », *Russia and Eurasia Review*, 4 juin 2002, Jamestown Foundation

en plus violente en Tchétchénie ne sont pas une concession mineure faite au Président russe. De plus, au moment où Vladimir Poutine a complété la mise au pas des grands médias et où se renforcent les mesures policières, les critiques occidentales tombent en porte-à-faux face aux propos de Bush et la politique de ce dernier permet de désarmer les critiques occidentales de Poutine.

Sur le plan théorique des Relations Internationales, ce tournant de politique étrangère peut surprendre et l'hypothèse que nous pouvons formuler ici est de savoir si le choix d'une alliance avec les États-Unis, perçu comme une énigme pour les élites russes, n'est pas l'œuvre d'un choix tactique orchestré de la part du Président Poutine. En effet, il s'agirait ni plus ni moins de faire en sorte que les États-Unis endossent la responsabilité de l'*hegemon*, même dans la zone de l'étranger proche, ceci afin que la puissance qu'ils ont pu acquérir après la fin de la guerre froide finisse par jouer à leur désavantage.

En somme, la fenêtre d'opportunité mise en place par le Président Poutine aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001 ont soulevé la surprise et l'incompréhension autant du côté occidental que de celui de la société civile et de l'*intelligentsia* russe. La caution russe apportée à la croisade antiterroriste de Georges W. Bush répond à une logique stratégique dépassant les cadres de la bipolarité du XX^e siècle où les intérêts internes et externes, notamment au niveau de la Tchétchénie se confondent. Il faut voir dans cette décision, une initiative personnelle de Vladimir Poutine, arrivant à faire le deuil de la guerre froide et capable de saisir l'importance de l'émergence de nouvelles forces transnationales comme le terrorisme international. En somme, le 11 septembre doit être vue comme une opportunité présente au début du mandat de Poutine afin de permettre un retour en force de la Russie sur la scène internationale, par la carte de la coopération avec l'Occident. En clair, il s'agit d'une reconversion de la puissance russe moribonde en influence. L'énigme Poutine semble n'être que le discernement par le Président russe du changement du rapport de force dans un monde de plus en plus globalisé où la Russie peut retrouver son prestige d'avant 1989, grâce à une action plus importante de la diplomatie et du multilatéralisme.

Cependant, est ce que la présence militaire permanente en Asie centrale ne va-t-elle pas contredire cette logique multilatéraliste et ainsi réactiver le Grand Jeu russo-américain en Eurasie sous un paradigme purement réaliste ?

II) Une lutte antiterroriste conduisant à un retour du Grand Jeu dans l'Étranger Proche.

A) Retour à une rivalité russo-américaine

1) L'illusion d'un rapprochement russo-américain

Si le rapprochement de la Russie vers les États-Unis a été accueilli avec joie du côté occidental, autant l'action de Vladimir Poutine en politique extérieure a été critiquée par les hauts responsables militaires et diplomatiques russes, formés à l'école de la guerre froide. Les sujets de critique les plus fréquemment évoqués portent sur la réalité de la volonté des États-Unis de récompenser la Russie de son soutien et de la traiter véritablement en partenaire. Ainsi, Andranik Migranian, professeur au MGIMO, l'Institut des relations internationales qui forme les diplomates russes, n'est certes pas seul à estimer que Moscou développe avec Washington « *un partenariat limité fondé sur les conditions fixées par les États-Unis* » et où la Russie ne dispose que de la place de « *junior partner* ». A ses yeux, la présence américaine en Asie centrale, le retrait américain du Traité ABM, la décision de

poursuivre l'élargissement de l'OTAN, en y invitant les pays baltes, la politique américaine vis à vis de l'Irak constituent autant de justifications de cette analyse pessimiste.

Les porte-parole de la présidence et du MID justifient leurs initiatives en évoquant leur conformité aux nouveaux principes de la politique extérieure russe et en soulignant les conséquences positives. Sur le problème de l'Asie centrale, c'est le thème de la politique étrangère au service de la sécurité du pays et celui de la reconnaissance des contraintes de la Russie qui sont mis en exergue, notamment par le chef de la diplomatie : « *en quoi avons nous fait des concessions en Asie centrale, alors qu'a été éradiquée une réelle source de menace pour notre sécurité nationale aux frontières méridionales dans le cadre de la coalition internationale ?* » ; et par la suite ajouter que la Russie seule n'aurait pu répondre efficacement à ces défis. Le Kremlin défend sa position en politique extérieure avec les résultats obtenus sur la question sensible de l'ABM. L'Administration présidentielle fait savoir que la modération de sa réaction à la décision américaine de se retirer du Traité en décembre 2001, a permis à la Russie de sauvegarder ses intérêts en obtenant de Washington un nouvel accord de réduction des armements nucléaires offensifs et d'y gagner en respectabilité internationale en démontrant l'attachement de la Russie pour le nouvel équilibre stratégique des relations internationales.

Ces critiques formulées dans le débat intérieur ne restent pas sans impact sur les positions officielles de la Russie et c'est souvent au ministre de la Défense Sergueï Ivanov que revient la charge de répondre aux critiques exprimées dans le débat interne, notamment en rappelant fréquemment que la présence militaire américaine en Asie centrale n'était pas de nature à préoccuper la Russie, à condition qu'elle soit destinée à être « *temporaire* ». Mais le discours du ministre de la Défense russe ne saurait cacher que le Kremlin est en position d'attente à l'égard des États-Unis en termes de prise en compte de ses intérêts. Par la suite, il déclarait le 31 décembre 2002, que la Russie devait inclure, dans le débat interne sur les menaces militaires, l'invalidation, par les États-Unis, du Traité ABM et la poursuite de l'élargissement de l'OTAN. Ces propos tranchent avec la teneur des déclarations des officiels russes depuis 2000 et surtout juste après le 11 septembre 2001. Ces déclarations officielles montrent l'influence de ceux qui, au sein des élites diplomatiques et militaires, appellent le Kremlin à davantage de fermeté.

Bien souvent, les politiques et analystes qui regrettent le manque de réponses satisfaisantes de la part des États-Unis à la nouvelle politique extérieure de la Russie, surtout après le 11 septembre, accusent Washington de ne pas tenir compte des nouvelles réalités internationales et de poursuivre des objectifs classiques à la guerre froide : l'érosion des positions classiques de la Russie en Eurasie, la réduction de l'influence russe en Europe... Ces analyses traduisent en réalité la difficulté d'adaptation des élites politiques, diplomatiques et militaires russes qui, comme Dmitrii Trenine, affirment que les États-Unis menacent le rôle de grande puissance de la Russie.*³⁴ Ainsi, la tendance à la reconcentration du débat de politique étrangère autour d'une main tendue vers l'Amérique traduit la réactivation des réflexes d'une grande partie de l'appareil diplomatique qui reste nostalgique du rapport de superpuissance à superpuissance. Pourtant, certaines forces ne partagent pas le sentiment de ceux qui estiment que les États-Unis ne sont pas sincères d'établir un nouveau partenariat avec la Russie. Au contraire, elles estiment que les événements consécutifs au 11 septembre offrent potentiellement une occasion à Moscou de recréer un lien privilégié entre Russie et États-Unis sur une base plus équitable.

Cet ensemble de réactions négatives et positives, largement répandues dans les élites politiques, diplomatiques et militaires, dont le renouvellement ne s'effectue que lentement, va, en somme, dans le sens d'une politique étrangère très dépendante pour sa dynamique, du lien établi envers le partenaire américain. Cet étude des points de vue internes en ce qui concerne les orientations en

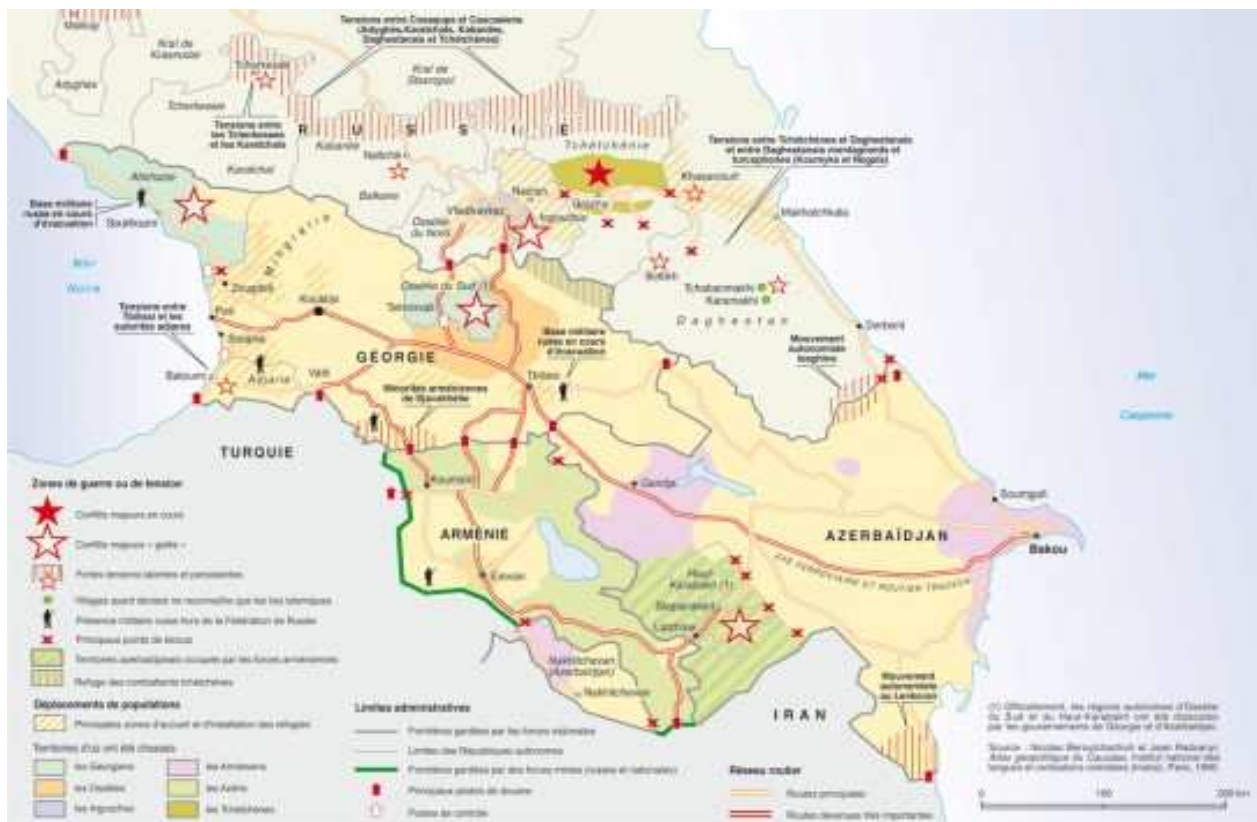
34 Dmitri Trenin, *The End of Eurasia. Russia on the Border between Geopolitics and Globalization*, Washington / Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2002

politique étrangère du Kremlin sont un premier élément de réponse en ce qui concerne la fin du partenariat russo-américain.

2) Une politique étrangère américaine «agressive»

Le deuxième élément de réponse à la fin de la coopération entamée entre les deux anciennes puissances bipolaires du XX^e siècle, est à chercher dans l'analyse de la politique étrangère américaine dans le camp russe.

Pour appuyer sur l'accélérateur des bonnes relations russo-américaines et signifier à Washington qu'elles étaient entrées dans une ère nouvelle, Vladimir Poutine a posé des gestes somme toute symboliques mais importants. En octobre, il faisait annoncer la fermeture de ce qui restait encore des installations militaires soviétiques à Cuba et au Vietnam, essentiellement des bases de surveillance. Peu importants en termes militaires, ces gestes étaient cependant relativement coûteux pour Poutine sur le plan intérieur et ils causèrent évidemment un net mécontentement à La Havane et à Hanoï. Pour la plupart des optimistes russes et sans doute pour Vladimir Poutine lui-même, les désillusions sur le partenariat entre la Russie et les États-Unis de Georges W. Bush ne tardèrent pas*. En effet, le 13 décembre, en l'absence de toute nécessité de calendrier technique, Bush annonçait le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM sans indiquer la moindre limite quant à la nature et à l'importance des systèmes antimissiles que les États-Unis entendaient développer. C'était le pire des scénarios qu'on envisageait à Moscou depuis deux ans. De plus, un mois plus tôt, dans un discours prononcé le 6 novembre à Varsovie, Bush avait laissé entendre clairement que l'OTAN était ouverte aux Républiques des pays baltes. Au début de l'année 2002, sans consultation préalable avec Moscou, les États-Unis décidaient d'envoyer un petit contingent de militaires américains en Géorgie, qui, depuis des années, cherchait un soutien plus marqué dans ses différends avec la Russie.



Ces gestes demeurèrent sans effet sur les relations russo-américaines, même au niveau de la rhétorique. Non seulement, Vladimir Poutine évitait de dramatiser ces revers sur des enjeux jusque-là tenus comme de la plus haute importance, mais il s'acharnait à en minimiser la portée. Ces événements, mais surtout le comportement du président russe entraînèrent à Moscou un mécontentement assez généralisé et facilement discernable dans l'ensemble de l'establishment politico-militaire russe. Ce mécontentement se manifestait de façon ouverte en janvier 2002, même par les voix les plus officielles. Les critiques des oppositions nationaliste et communiste, étaient apparus dès le mois de septembre, mais le contrôle de Vladimir Poutine sur les appareils et institutions politiques était suffisamment solide pour qu'il n'en ait pas résulté de menace sérieuse pour son pouvoir, à cette époque.

Pour résumer tout ce qui a été dits précédemment, avec la Lutte contre le terrorisme, la gestion de l'Asie centrale ainsi que le nouveau cadre stratégique et coopération énergétique, V. Poutine a engagé la relation russo-américaine dans une nouvelle dynamique après le 11 septembre. Il semble avoir décidé de maintenir le cap malgré les nombreuses critiques que sa politique suscite. De nombreux responsables et experts russes font valoir que la Russie a beaucoup donné et peu reçu en échange de son soutien aux États-Unis. A l'ouverture de l'Asie centrale aux forces américaines, à la fermeture des bases russes à Cuba et au Vietnam, à la coopération en matière de renseignement, Washington n'aurait répondu que par des signes négatifs: dénonciation unilatérale du traité ABM, maintien de l'amendement Jackson-Vanick³⁵, élargissement de l'Otan aux États baltes, stagnation des négociations d'adhésion de la Russie à l'OMC, incertitude sur la durée de la présence américaine en Asie centrale, tensions à propos de la Géorgie, critique de la politique de Moscou à l'égard des États appartenant selon Washington à «l'axe du mal», différends commerciaux sur le poulet et l'aluminium. Certes, l'alternance récurrente d'euphorie et de frustration peut être considérée comme l'un des grands classiques de la relation russo-américaine. Mais même les partisans de l'alliance avec les États-Unis regrettent que les gestes d'ouverture de V. Poutine aient été si peu payés de retour. Dans ce contexte, la crise irakienne, déclenchée par Washington moins d'un an après le séisme du 11 septembre aurait pu conduire V. Poutine à reconsidérer le «tournant» de l'automne 2001.

Depuis la fin des années 1990, le dossier irakien était une l'une des pommes de discorde entre Moscou et Washington. Favorable, sinon à la levée totale de l'embargo de l'Onu contre le régime de Saddam Hussein, du moins, comme la France, à une révision du régime des sanctions, la Russie était opposée, de longue date, à toute idée de recours à la force militaire contre Bagdad. Même si les facteurs politiques ne doivent pas être écartés: l'Irak était l'un des derniers témoignages de la présence soviétique au Moyen-Orient, il convient de les relativiser. En premier lieu parce qu'à l'exception de la crise de février 1998, l'influence du Kremlin sur Saddam Hussein était très limitée depuis 1991. Malgré ses efforts, en décembre 1998, la Russie n'avait pu convaincre le dictateur irakien de poursuivre la collaboration avec les inspecteurs en désarmement de l'Onu pour éviter les bombardements américano-britanniques. La relation entre Moscou et Bagdad n'avait plus qu'un très lointain rapport avec l'alliance des années 1970. Même si l'Irak demeurait un point d'ancrage pour la Russie dans une région où elle avait perdu la plupart de ses positions au cours des vingt dernières années, son utilité politique était fort limitée. D'autant que, depuis la disparition de l'URSS, Moscou s'est ouvert d'autres portes au Moyen-Orient : Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats du golfe (destination fort prisée des touristes russes). Ce sont surtout des intérêts économiques que la Russie cherchait à préserver : une dette de 8 milliards de dollars et les contrats de ses compagnies pétrolières, notamment Lukoil, très largement engagées dans le programme de l'Onu, Pétrole contre

35 Adopté par les Etats-Unis en 1974 à l'initiative des membres du Congrès Henry Jackson et Charles Vanik, cet amendement avait pour but de sanctionner l'URSS pour son refus d'autoriser l'émigration des Juifs. Il a imposé de sévères restrictions aux échanges commerciaux avec l'Union soviétique

nourriture, et dans l'exploitation à long terme de l'or noir irakien. Mis de côté pour construire la coalition antiterroriste après le 11 septembre 2001, le dossier irakien est revenu sur l'agenda de l'administration Bush fin janvier 2002, à l'occasion du discours du Président américain qui employa alors l'expression «axe du mal», à propos des États dits voyous, soupçonnés de posséder des armes de destruction massive et/ou d'entretenir des relations avec les réseaux terroristes.

Cet «*axe du mal*» est composé de trois pays (Irak, Iran, Corée du Nord) avec lesquels la Russie entretient d'étroites relations que V. Poutine a développées, en particulier avec Téhéran et Pyongyang, depuis son arrivée au Kremlin. On aurait donc pu s'attendre à une vive réaction de la part du Président russe. Certes, il a déclaré qu'il était opposé à la constitution de «*listes noires*» de pays mais, en ajoutant aussitôt que lui-même avait employé l'expression «d'arc d'instabilité» dans ses discours. Terme plus modéré, mais qui selon V. Poutine traduit une «pensée commune». De la même façon, tout en considérant que «*la voie militaire est loin d'être la seule, universelle, et certainement pas la meilleure*», il se dit prêt à travailler avec les États-Unis pour «*neutraliser*» les menaces que sont la prolifération nucléaire et les armes de destruction massive. Ce n'est pas tant la doctrine de la guerre «*préemptive*», en vogue à Washington, qui choque le Président russe que la méthode: adopter une décision unilatérale conforme à la cible choisie : l'Irak. Pour lui, le véritable ennemi ne se trouve pas à Bagdad, mais à Riyad, d'où viennent les financements des réseaux terroristes : «*15 des 19 auteurs des attentats du 11 septembre étaient saoudiens*», rappela-t-il à George W. Bush en novembre 2002. Car, à Moscou, l'idée de guerre préventive n'est pas forcément vue d'un mauvais œil. Elle a été évoquée à plusieurs reprises, à mots couverts, pour justifier une éventuelle intervention russe en Géorgie. Le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, la revendique désormais sans ambages : «*Nous ne pouvons pas exclure absolument une utilisation préventive de la force, si les intérêts de la Russie ou ses obligations envers ses alliés l'exigent*»³⁶. Concernant l'Irak, le Président russe considérait que le recours à la force ne se justifiait pas.

En février 2002, il se prononce alors en faveur du retour des inspecteurs en désarmement de l'Onu. Si V. Poutine revendique le pragmatisme comme sa marque de fabrique, son attitude avant, pendant et après la guerre en Irak, a surtout montré sa capacité à entretenir l'ambiguïté sur ses intentions, afin de garantir les acquis de sa politique d'après le 11 septembre: intégration de la Russie à l'Occident, relation renouvelée avec les États-Unis, légitimation de la guerre en Tchétchénie, partenariat énergétique. Mais dans le même temps, le président russe devait défendre les intérêts économiques russes en Irak et contenir les critiques des opposants à sa politique de rapprochement avec les États-Unis, en particulier au sein des structures militaires et diplomatiques, qui avaient subi un sérieux revers après le 11 septembre. Enfin, il lui incombait de préserver les instruments de prestige et de puissance de la Russie sur la scène internationale, en particulier le Conseil de sécurité de l'Onu. Naviguer entre tous ces écueils n'était pas chose facile, alors que l'administration Bush semblait déterminée à renverser le régime de Saddam Hussein, avec ou sans l'aval du Conseil de sécurité de l'Onu. Sans vouloir trop accorder *a posteriori* une rationalité, une logique et une cohérence à des événements qui, à bien des égards, ont montré une nouvelle fois l'importance de la gestion quotidienne, de l'improvisation et de la réactivité dans les relations internationales, on peut distinguer dans la politique russe pendant la crise irakienne quatre séquences : le consensus avec le vote de la résolution 1441 du Conseil de sécurité et le retour des inspecteurs en Irak, la modération jusqu'au moment où la Russie a fini par se rallier au «camp de la paix» à la mi-février, la tension pratiquement jusqu'à la prise de Bagdad et l'apaisement dès la fin des opérations militaires. Au cours de ces 4 séquences délimitant ce moment particulier qui va marquer la rupture entre la diplomatie russe et américaine, on peut voir qu'un rapport de force interne/externe va jouer dans la prise de décision de la Russie.

36 Nikolai Sokov, « Quod Licet Iovi. Preemptive Use of Military Force in Russian Military Policy », *PONARS Policy Memo*, n° 254, octobre 2002 ; *Nezavisimaïa Gazeta*, 3 octobre 2003

Sur le plan des rapports de force externe, il faut noter, tout d'abord, le souci affiché en permanence par V. Poutine d'éviter la confrontation avec les États-Unis. Certes, il y a eu de nombreux moments de tension entre les deux capitales avant la guerre et surtout pendant les opérations militaires: accusation lancée par Washington contre Moscou d'avoir vendu illégalement des armes à l'Irak (des lunettes de vision nocturne, des missiles antichars et des brouilleurs GPS), menaces brandies par l'ambassadeur des États-Unis en Russie à propos de l'avenir des relations bilatérales, départ mouvementé de l'ambassadeur russe à Bagdad à la veille de la chute de la capitale irakienne. Cependant, après avoir déclaré, le 20 mars, que *«l'action militaire contre l'Irak est une grave erreur politique qui menace de détruire le système de sécurité internationale existant»*, V. Poutine a pris soin de maintenir un contact personnel avec George W. Bush, lequel a envoyé à Moscou sa conseillère à la sécurité nationale, Condoleeza Rice, avant même la fin des hostilités, pour préparer l'après-guerre. Dès le 2 avril, le Président russe déclarait que *«pour des raisons politiques et économiques, la Russie n'a pas intérêt à un échec en Irak»*, ajoutant le lendemain que *«la Russie a coopéré, coopère et continuera de coopérer avec les États-Unis»*.

Le souci de Vladimir Poutine est aussi de conserver le plus longtemps possible une marge de manœuvre en entretenant l'ambiguïté sur la décision finale de la Russie. Alors que le ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a affiché une position de fermeté quasiment tout au long de la crise, Vladimir Poutine a souvent laissé planer le doute. Ainsi, le 28 janvier, devant les étudiants de l'Université de Kiev, il menaçait Saddam Hussein de *«modifier sa position, si l'Irak commence à gêner le travail des inspecteurs et de se mettre d'accord avec les États-Unis pour élaborer de nouvelles décisions, plus dures, au Conseil de sécurité»*. Le 13 février, à Bordeaux, V. Poutine déclare que *«G.W. Bush, son ami personnel, ne veut pas la guerre»*, mais que *«s'il le faut»*, la Russie aura recours à son droit de veto. Toutefois, il a retardé le plus possible le moment d'annoncer que la Russie utiliserait cette possibilité si les États-Unis et la Grande-Bretagne soumettaient une deuxième résolution au vote du Conseil de sécurité demandant l'autorisation de recourir à la force contre l'Irak. De la même façon, V. Poutine souffle le chaud et le froid depuis l'été 2003 à propos de la constitution d'une force internationale sous commandement américain. Lors d'un voyage en Italie, fin août, le Président russe a déclaré qu'il *«ne voyait rien de mal»* à une telle éventualité, à condition qu'elle soit autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le 4 septembre, le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, annonçait que la Russie *«n'excluait pas»* d'envoyer des troupes en Irak, mais que tout dépendait de la résolution du Conseil de sécurité. Avant de déclarer le contraire quelques jours plus tard : *«Nous n'en avons jamais eu l'intention»*. Autre exemple : la veille de son discours devant l'Assemblée générale de l'Onu, il a réuni le *«camp de la paix»* dans un grand hôtel new-yorkais. Mais, le lendemain, il faisait à peine mention de l'Irak à la tribune des Nations unies. Le Président russe semble désormais considérer que l'ambiguïté est la meilleure des tactiques diplomatiques, du moins celle qui lui offre la marge de manœuvre la plus large.

Pour le Président russe, il n'est pas question de placer la Russie en première ligne de l'opposition aux États-Unis. Alors que la Russie s'était retrouvée isolée face à des puissances occidentales unies lors de la crise du Kosovo, le scénario a été tout autre pendant l'hiver 2003. Les divisions transatlantiques et intra-européennes ont été providentielles pour la Russie. Son opposition à la guerre en Irak a été diluée dans les vives tensions franco-germano américaines, qui lui ont évité une confrontation directe avec Washington. Les ambiguïtés et les hésitations de la diplomatie russe tout au long de cette crise irakienne s'expliquent aussi par le fait qu'elle a voulu évaluer la profondeur des désaccords transatlantiques avant de s'engager en faveur d'un camp. Rappelons que Moscou a attendu que Paris annonce officiellement son intention de faire usage de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour lever les doutes sur sa position. Non contente de s'abriter sous le

parapluie franco-allemand, la Russie a voulu apparaître, sinon comme le trait d'union entre l'Europe et les États-Unis, du moins comme un pont et un élément modérateur des tensions transatlantiques, ce qui peut paraître inédit quand on regarde l'Histoire des relations internationales. Au moins dans les discours, V. Poutine s'est toujours employé à rappeler les intérêts communs à la Russie, à l'Europe et aux États-Unis – avant tout la lutte contre le terrorisme –, et à affirmer vouloir conserver «*l'unité*» du Conseil de sécurité sur l'Irak, même si dans les faits la Russie a aussi participé à sa division. Elle a également cherché à se présenter en médiatrice, en tentant de convaincre S. Hussein de quitter le pouvoir. Des rumeurs sur un possible exil du dictateur irakien à Moscou ont circulé. Comme en 1991, E. Primakov a été envoyé à Bagdad à la veille de la guerre, mais sans succès. A moins que sa mission n'ait eu aussi un autre objet : garantir l'évacuation du personnel russe et le rapatriement des archives à Moscou.

Mais la position de la Russie au cours de ces négociations sur l'intervention en Irak a été influencé par un rapport de force interne. Les ambiguïtés, les atermoiements et les contorsions de V. Poutine lors de la crise irakienne s'expliquent en grande partie par sa volonté, sinon d'opérer une synthèse impossible, du moins de maintenir un équilibre entre des approches opposées et des intérêts contradictoires. On peut distinguer quatre groupes ayant pesé sur la diplomatie russe dont certains ont déjà été évoqués précédemment.

Il y a, tout d'abord, les partisans d'une politique de modération à l'égard des États-Unis. Experts en relations internationales, responsables du Kremlin ou libéraux comme G. Iavlinski, ils estiment que la Russie n'a rien à gagner et tout à perdre dans une confrontation avec les États-Unis et dans la défense du dictateur irakien, fort peu reconnaissant. Il convient surtout de préserver l'essentiel: le partenariat stratégique avec Washington, fondé sur la lutte contre le terrorisme et sur la coopération énergétique.

Deuxième groupe : les opposants au rapprochement et à la politique de V. Poutine après le 11 septembre. Parmi ceux-ci, figurent une partie de l'armée et des structures de force – les *siloviki* –, les communistes et les nationalistes. A leurs yeux, la Russie devait s'opposer à l'action des États-Unis en Irak en usant de son droit de veto au Conseil de sécurité – «offert par Staline à la Russie», selon Guennadi Ziouganov –, et en renforçant ses relations avec les pays prêts à une alliance politico-militaire. Le chef du Parti communiste russe estimait, au lendemain du déclenchement de l'opération américano-britannique, que l'agression contre l'Irak «*menaçait la sécurité nationale de la Russie qui devait prendre des mesures d'urgence pour prévenir l'expansion de l'Otan en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale*»^{*37}. Pendant les trois semaines de guerre, ils furent de ceux qui prédisaient un enlèvement de l'armée américaine en Irak et une résistance acharnée, sur le modèle de Stalingrad, des troupes de S. Hussein.

Troisième groupe : les défenseurs de la ligne suivie par V. Poutine. Outre tous ceux qui auraient approuvé la politique du Kremlin, quoi qu'il arrivât, on retrouve dans ce groupe, les pro-européens pour lesquels l'axe de la paix est le prélude à une grande Europe^{*38} et ceux estimant que c'était le seul choix pour éviter un conflit à la fois avec les États-Unis et l'Europe et, ainsi, préserver l'avenir et les intérêts à long terme de la Russie. L'enjeu de la crise dépasse de loin le problème irakien : il s'agit, selon le député Vladimir Loukine, de «*créer un système de décision à l'intérieur de la communauté euro-atlantique pour garantir la paix à nos frontières, paix qui offrira les vingt à trente ans de sécurité dont la Russie a besoin pour sa modernisation*»^{*39}.

37 *Nezavisimaïa Gazeta*, 20 mars 2003

38 *Nezavisimaïa Gazeta*, 28 février 2003

39 *Moskovskie Novosti*, 19 mars 2003

Quatrième groupe : les pétroliers. Il faudrait distinguer entre les entreprises qui avaient des intérêts à défendre en Irak, en particulier Lukoil, et les autres, principalement Ioukos. En fait, les entreprises pétrolières russes dans leur ensemble étaient plutôt favorables au rapprochement avec les États-Unis. Dès le mois d'octobre 2002, Mikhaïl Khodorkovski plaidait en faveur d'un «deal» avec Washington : le soutien de Moscou contre la garantie des intérêts russes en Irak*⁴⁰. De son côté, Lukoil préférait également obtenir les assurances de Washington plutôt que d'être soumise au bon vouloir de S. Hussein. Le 12 décembre 2002, Bagdad dénonçait le contrat signé par Lukoil et Zaroubejneft pour l'exploitation du gisement de West Qurna-2, geste, semble-t-il de rétorsion provoqué par les contacts que Lukoil aurait eus avec l'opposition irakienne et aux assurances données par George W. Bush à V. Poutine, lors de sa visite à Saint-Pétersbourg en novembre : «les intérêts économiques russes en Irak [en cas de chute de Saddam Hussein] seront bien sûr pris en compte», avait déclaré le Président américain. Le voyage dans la capitale américaine, à la fin de février, du chef de l'administration présidentielle, Alexandre Volochine, avait en partie pour objet l'avenir des compagnies pétrolières russes dans l'Irak de l'après-Saddam.

A ces quatre groupes, qui ont pesé dans les choix de V. Poutine, il convient d'ajouter l'opinion publique. Contrairement aux autres grandes capitales à travers le monde, Moscou n'a guère connu de manifestations de masse contre la guerre, à l'exception de celle organisée par le parti du pouvoir, Russie unie, qui a rassemblé environ 20 000 personnes le jour... de la chute de Bagdad le 9 avril. Selon les enquêtes réalisées par l'institut *Vtsiom*, le niveau des opinions favorables aux États-Unis est redescendu à 38 % (soit à peu près le même qu'au moment de l'opération de l'Otan au Kosovo) après avoir oscillé entre 60 et 70 % depuis la fin de 1999. Mais dès le mois de juillet 2003, la cote des États-Unis était remontée à 56 % de bonnes opinions contre 38 de mauvaises*⁴¹. Dans un sondage mené après le début de l'intervention américano-britannique, 45 % se déclaraient du côté de l'Irak contre seulement 5 % en faveur des États-Unis et 46 % ni d'un côté, ni de l'autre. Toutefois, seules 5 % des personnes interrogées étaient partisans d'une aide militaire russe à l'Irak, 53 % pensaient que les rapports avec les États-Unis retrouveraient leur cours normal après la guerre et 33 % considéraient que la coalition anti-terroriste devait être maintenue. Fin avril, après la chute du régime irakien, elles étaient 43 % à soutenir la politique de la Russie pendant la guerre et 38 % à penser que celle-ci aurait dû être encore plus ferme. Certains analystes ont estimé que, se trouvant en année électorale, V. Poutine aurait souhaité ne pas heurter les sentiments anti-guerre de ses concitoyens. Mais cet argument n'est guère convaincant : en Russie, ce ne sont pas les problèmes de politique étrangère qui déterminent le choix des électeurs. En outre, V. Poutine n'a pas cherché à exciter les sentiments anti-américains d'une partie de la population. Le 3 avril, lors d'une intervention à la télévision russe, il déclara : *«Je comprends ceux qui ne peuvent contenir leur émotion, surtout quand on voit les images à la télévision, mais je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que la Russie ne soit pas entraînée dans la crise irakienne.»*

Quel bilan dresser de la politique de V. Poutine pendant la crise irakienne ? La Russie en est-elle sortie renforcée ou affaiblie ? Les observateurs russes sont partagés. Au titre des résultats positifs, la Russie a pu retrouver une certaine autonomie sans pour autant provoquer de conflit majeur avec les États-Unis et surtout sans être isolée comme après la guerre au Kosovo en 1999. Elle a su tirer le meilleur parti des divisions transatlantiques, tout en demeurant à l'intérieur du camp occidental*⁴². Pour V. Nikonov, la Russie a retrouvé du crédit dans l'opinion publique mondiale, en particulier dans les pays musulmans*⁴³. Mais ce gain risque d'être insuffisant pour compenser les «pertes» dues à la guerre en Tchétchénie. Ces résultats positifs paraissent peser d'un poids bien faible comparés à la longue liste des aspects négatifs de la position russe. Si V. Poutine a évité le pire –

40 *The Moscow Times*, 23 octobre 2002

41 Voir les sites www.vciom-a.ru et www.russiavotes.org

42 *Moskovskie Novosti*, 18-24 juin 2003

43 «Kakoï mir griadet ?», *Mejdunarodnaïa Jizn'*, n° 4, 2003, p. 16

une rupture avec les États-Unis – pour S. Karaganov*⁴⁴, le bilan n'est guère flatteur : absence d'objectifs stratégiques clairs, affaiblissement de l'Onu à laquelle pourtant la diplomatie russe est si attachée, mauvaise évaluation des capacités irakiennes par les services de renseignement russe, manque de préparation de l'après-Saddam, intérêts économiques russes en Irak mal défendus, alliance fragile avec la France et l'Allemagne, légitimation *a posteriori* de la guerre avec le vote, presque sans concession, de la résolution 1483 de l'Onu du 22 mai 2003 qui lève les sanctions contre l'Irak et donne le contrôle politique et économique du pays à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. A ces facteurs externes, certains, comme Lilia Shevtsova ou Andrei Piontkovski*⁴⁵, ajoutent des considérations intérieures : retour des forces nationalistes et des sentiments anti-occidentaux sur le devant de la scène, absence de consensus sur la politique étrangère, contraste saisissant entre les équipements et les performances de l'armée américaine en Irak et celles de la Russie en Tchétchénie.

Du point de vue russe, le bilan de la guerre en Irak est probablement moins sombre que pour d'autres. Certes, la relation avec les États-Unis a été atteinte, mais elle a résisté à l'épreuve d'une crise majeure et l'ancrage occidental de la diplomatie russe n'a pas été remis en cause. V. Poutine et G. W. Bush se sont évertués à recoller les morceaux : le premier en atténuant ses critiques et en votant les résolutions présentées au Conseil de sécurité par Washington ; le second en faisant mine de « pardonner », au travers de nombreux gestes d'égard : voyage à Saint-Petersbourg pour le tricentenaire de l'ancienne capitale impériale, séjour de V. Poutine de deux jours à Camp David – quand le Président français n'a eu droit qu'à quarante-cinq minutes d'entretien entre deux séances de l'Onu, agrémentée d'une séance de photos crispée – poursuite du partenariat énergétique. Si une détérioration des relations russo-américaines ne semble pas à l'ordre du jour, en revanche leur approfondissement se heurte à de nombreux obstacles.

Cependant, cette « crise » irakienne va montrer que cette coopération russo-américaine se révèle fragile, du fait de l'opposition de l'opinion russe à ce genre d'accord, mais aussi sur le plan diplomatique.

3) Une tension diplomatique toujours sous-jacente

Le premier élément de fragilité réside dans la trop grande personnalisation des rapports entre Moscou et Washington*⁴⁶. Ceux-ci dépendent de manière excessive des impulsions données par les locataires du Kremlin et de la Maison Blanche. Ils ne reposent pas sur des échanges et une coopération approfondie des administrations, souligne Dmitri Trenin. En outre, les ambiguïtés de la politique conduite par V. Poutine aggravent ce défaut. Les bureaucrates, note un observateur russe, reçoivent des signaux contradictoires. Ils n'ont pas de certitude sur la politique officielle: partenariat ou confrontation ?*⁴⁷ D'où la difficulté d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques à long terme. Malgré les grands projets énergétiques, les échanges commerciaux demeurent faibles : environ 7 à 9 milliards de dollars par an, soit 5 à 6 % des importations et des exportations russes, loin derrière le volume des échanges entre la Russie et l'UE élargie qui représenteront 55 % de ses exportations et 58 % de ses importations*⁴⁸. En revanche, les États-Unis sont le premier investisseur direct

44 *Izvestia*, 12 mai 2003

45 *The Moscow Times*, 10 avril 2003 et 8 mai 2003

46 *Nezavisimaïa Gazeta*, 13 octobre 2003

47 *The Moscow Times*, 16 octobre 2003

48 Les données varient en fonction des sources. Pour la DREE, les États-Unis sont le 4^e client et fournisseur de la Russie avec 5,89 milliards de dollars d'exportation et 2,57 milliards d'importations. Selon le Goskomstat, ils sont le 6^e client (4,18 milliards de dollars d'exportations) et le 4^e fournisseur (3,24 milliards de dollars). Voir aussi Viktor B. Supian, Mikhail A. Portnoi, «Rossisko-Amerikanskie ekonomicheskie otnosheniia : znachenie, problemy, perspektivy», *SChA-Kanada*, n° 4, 2002, pp. 3-21, *Nezavisimaïa Gazeta*, 15 septembre 2003. L'Allemagne et l'Ukraine sont les deux premiers partenaires commerciaux de la Russie

étranger. Mais le problème principal pour enraciner cette relation demeure la faiblesse des contacts et l'insuffisante connaissance réciproque entre les deux sociétés. Autrement dit, les relations entre les anciens ennemis de la guerre froide manquent cruellement de substance.

Deuxième obstacle : l'asymétrie de puissance. Contrairement à ce que proclament certains analystes et acteurs politiques, on n'assiste nullement à la formation d'une nouvelle Grande alliance sur le modèle de celle construite pendant la Seconde Guerre mondiale pour défaire l'ennemi commun nazi. L'inégalité structurelle en termes à la fois politiques, militaires et économiques – le PIB des États-Unis est dix fois supérieur à celui de la Russie, le revenu par habitant est cinq fois plus élevé, et ils consacrent dix à trente fois plus (en fonction des modes de calcul) à leurs dépenses militaires, mais pour à peu près la même part de PIB (autour de 3 %) – est trop importante pour cela. Elle risque même de devenir un problème. Elle produit presque mécaniquement des rapports déséquilibrés et engendre des attentes qui ne peuvent être que déçues, et donc des frustrations. La tendance à l'unilatéralisme de l'Administration Bush ne fait que mettre un peu plus en lumière la faiblesse russe et constitue une entrave au processus d'adaptation engagé par V. Poutine en offrant des arguments à ses détracteurs.

Troisième obstacle : il n'existe pas de réel consensus intériorisé par les acteurs politiques et la société sur la politique étrangère de la Russie. Le renforcement de la présidentialisation dans ce domaine, opéré par V. Poutine, présente les défauts de ses qualités. Il a permis au Président russe d'imposer sa politique, y compris à un appareil diplomatique et militaire pour le moins réticent à accepter le statut de *junior partner**⁴⁹. Mais son assise en la matière est trop fragile et il n'a pas pris la peine de l'expliquer à l'opinion publique russe. Ce qui laisse une marge de manœuvre importante aux adversaires du rapprochement avec l'Ouest*⁵⁰. Comme le souligne Lilia Shevtsova et d'autres experts, la Russie ne doit pas être considérée comme «acquise» par l'Occident. Le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, a multiplié les déclarations de moins en moins amicales à l'égard de l'Occident*⁵¹. Lors de la présentation la nouvelle doctrine militaire, il s'en est pris à l'Otan : «Si elle se maintient en qualité d'alliance militaire, gardant l'actuelle doctrine offensive, cela nécessitera une refonte profonde de la planification militaire russe, y compris des changements dans la stratégie nucléaire». A un journaliste qui lui demandait si les États-Unis sont un ami ou un ennemi, S. Ivanov a répondu : «*ils ne sont pas des ennemis. Mais ils ne sont pas des alliés, c'est certain*»*⁵².

Quatrième obstacle : les conflits potentiels. Si la crise irakienne a été surmontée, d'autres dossiers pourraient constituer des menaces autrement plus graves pour l'avenir des relations russo-américaines, parce qu'ils touchent à des intérêts vitaux de la Russie : Iran, Géorgie et Asie centrale. Sans compter des contentieux de moindre importance, mais à forte valeur symbolique : visas, différends commerciaux, entrée de la Russie dans l'OMC, levée de l'amendement Jackson-Vanick. Une montée des tensions entre les États-Unis et la Chine, ou avec la Corée du Nord, pourrait à nouveau placer la Russie face à ses dilemmes. La multivectorialité, chère au Kremlin, pourrait rapidement atteindre ses limites.

Cinquième obstacle, et non le moindre : la question des valeurs. Il ne se dresse pas seulement devant l'avenir des relations russo-américaines, mais également devant celui des rapports russo-européens. Il pourrait même devenir le problème principal, compte tenu de la tendance de plus en

49Alekseï Bogatourov, «Irakskii Krisis i strategia naviazannogo konsensusa», *Mejdunarodnaïa Jizn'*, n° 3, 2003, p.36.

50Lilia Shevtsova, *Putin's Russia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003, p. 243 ; Nikolaï Pavlov, «Voïna v Irake. Nekotorye vyvody dlia vnechneï politiki», *Mejdunarodnaïa Jizn'*, n° 5, 2003, p. 12.

51 *The Moscow Times*, 10 avril 2003

52 *Moskovski Komsomolets*, 27 octobre 2003

plus marquée à l'autoritarisme du régime de V. Poutine. Le rapprochement avec l'Europe et les États-Unis s'est opéré sur la base d'une coopération sécuritaire pour affronter une menace commune, et en s'appuyant sur les courants les plus conservateurs en Occident⁵³. En contrepartie, les critiques à l'égard de la guerre en Tchétchénie et envers toutes les formes de limitation ou de restriction des libertés fondamentales en Russie ont disparu. Paradoxe : plus la politique étrangère de V. Poutine s'occidentalise et plus son régime politique s'éloigne des principes démocratiques essentiels. Cette distorsion est source de dangers. Elle renforce les courants les plus nationalistes et les plus anti-occidentaux et elle limite l'intégration de la Russie à l'Occident et à ses institutions. Si elle ne devient pas une démocratie pluraliste, la Russie restera cantonnée dans le deuxième cercle des alliés des États-Unis et de l'UE, rendant impossible la création d'une véritable communauté de sécurité et d'un espace de paix démocratique euro-atlantique. Les relations demeureront fragiles, incertaines, menacées par la crainte d'un changement de politique à Moscou. Sur le plan économique, les investisseurs hésiteront à s'engager à long terme. De ce point de vue, le dénouement de l'affaire Ioukos sera un bon indicateur pour l'avenir.

Après un rapide tableau de l'après-11 septembre, il est clair que les relations russo-américaines ne peuvent que se détériorer, si Laurent Rucker considère que la crise irakienne n'a pas mis un terme au partenariat entre la Russie et les États-Unis, l'objectif de ce mémoire est de montrer que les événements qui ont suivis le 11 septembre sont le point de départ de la construction d'un dilemme de sécurité conduisant obligatoirement à une lutte de puissances dans la tradition néo-réaliste.

B) Un dilemme de sécurité russo-américain

1) Le principe du dilemme de sécurité

Le concept de **dilemme de sécurité** est utilisé en théorie des relations internationales et fait référence à la situation où deux États ou davantage entrent en conflit, voire en guerre, alors qu'aucun d'eux ne le souhaite. Cela est dû au fait que tout État qui augmente sa propre sécurité va diminuer celle des autres. L'expression a été inventée par John H. Herz dans son livre *Political Realism and Political Idealism* (1951). À la même période l'historien britannique Herbert Butterfield a décrit la même situation dans *History and Human Conditions* sous les termes «*situation extrêmement difficile et dilemme inextricable*».

Un exemple fréquemment cité est celui du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Selon ce point de vue, les grandes puissances européennes se sont retrouvées forcées d'entrer en guerre du fait de leur sentiment d'insécurité face aux alliances de leurs voisins, bien qu'elles ne souhaitaient pas la guerre. De plus, la mobilisation accélérée de troupes de la part de grandes puissances comme la Russie, a en retour mis la pression sur les autres États pour qu'ils mobilisent rapidement à leur tour. Cependant, certains chercheurs contestent cette interprétation sur les origines de la guerre, avançant que certains des États impliqués souhaitaient réellement le conflit.

A l'origine du concept de dilemme de sécurité se trouve le postulat réaliste de l'état d'anarchie, synonyme de l'état de guerre, parce que les relations inter-étatiques se déroulent dans un milieu dépourvu de toute autorité centrale. Chaque État se trouve en permanence, ou se perçoit comme

53Dmitri Glinski-Vassiliev, «Suffocation by Embrace. The Putin-Bush Alliance and the Cultural Threat to Western Democracy», *PONARS Policy Memo*, n°226, décembre 2001

étant en permanence, exposé au risque de voir un autre État recourir à la force armée contre lui. Chaque État est donc amené à augmenter ses capacités militaires pour parer tout risque d'attaques de la part des autres États. Or, ces préparatifs militaires suscitent dans l'esprit des autres États la crainte qu'ils soient dirigés contre eux, car ils ne peuvent jamais être sûrs que les intentions réelles de l'État qui a décidé les préparatifs militaires sont bien défensives et qu'ils ne cachent nullement des intentions offensives. De cette interaction stratégique naît alors ce que Henri Butterfield appelle « la peur hobbesienne », et John Hertz le « dilemme de sécurité »: « Partout où existe une société anarchique (...) émerge ce que l'on peut appeler le dilemme de la sécurité. Les groupes ou individus vivant dans une telle configuration doivent être, et généralement sont, soucieux de leur sécurité vu les risques d'être attaqués, assujettis, dominés, voire annihilés par d'autres groupes ou individus. Désireux de se mettre à l'abri de ces risques, ils sont amenés à acquérir de plus en plus de puissance en vue d'échapper à l'impact de la puissance d'autrui. Or, voilà qui rend les autres moins sûrs et les contraint à se préparer au pire. Étant donné que nul ne saurait jamais se sentir complètement en sécurité dans un monde composé d'unités en compétition, la lutte pour la puissance s'ensuit, d'où le cercle vicieux de la sécurité et de la puissance. »*⁵⁴

Dans le cadre de ce mémoire, le concept de dilemme de sécurité approprié est celui expliqué par Robert Jervis dans son article *Cooperation under the Security Dilemma*

L'article de Robert Jervis commence avec le passage de la chasse aux cerfs de Jean-Jacques Rousseau que ce dernier développe dans son "Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les Hommes", que Jervis reprend afin de le confronter au principe du dilemme du prisonnier. Trois individus vont à la chasse aux cerfs, s'ils coopèrent, chacun pourra manger du cerf. Si un des membres du groupe des chasseurs choisit d'aller chasser le lapin alors que les autres continuent à traquer le cerf, le groupe entier n'attrapera rien. De ce postulat découle 4 choix :

- coopérer et attraper le cerf = coopération internationale et désarmement
- chasser le lapin alors que les autres restent à leurs postes = maintenir un haut niveau d'armement alors que les autres sont désarmés
- que chacun se mettent à chasser des lapins = course aux armements et haut risque de guerre
- rester dans la même situation pendant qu'un autre chasse le lapin = rester désarmés alors que les autres s'arment

STAG HUNT

		A	
		COOPERATE	DEFECT
B	COOPERATE	1, 1	2, 4
	DEFECT	4, 2	3, 3

PRISONER'S DILEMMA

		A	
		COOPERATE	DEFECT
B	COOPERATE	2, 2	4, 1
	DEFECT	1, 4	3, 3

Ces 4 choix ont été traduits par leurs impacts en relations internationales et se regroupent avec le dilemme du prisonnier, qui n'est pas fondamentale dans notre analyse.

54 J. Hertz, « *Idealist Internationalism and the Security Dilemma* », World Politics, janvier 1950, p.157-180

En somme, bien que les acteurs partagent le même objectif, ils ne sont forcément en mesure de l'atteindre puisqu'il est nécessaire pour cela que les différents acteurs coopèrent, ce qu'ils sont prêts à faire qu'après un grand nombre d'arrangements, capables de surmonter la suspicion que les acteurs éprouvent l'un envers l'autre.

Cependant, il y a trois problèmes, non présents dans la chasse aux cerfs qui apparaissent dans les relations internationales. Tout d'abord, les États qui appliquent le statu quo restent d'être déçus plus tard car les dirigeants qui ont choisi la coopération ne peuvent pas obliger leurs successeurs à faire de même, ce qui risque de menacer à tout instant un statu quo si difficilement construit.

Le second problème est que certains États ont besoin d'agrandir leurs possessions afin de mettre la main sur certaines ressources qui leur font défaut. Notons par exemple le cas du Japon qui a dû coloniser la Mandchourie et l'Asie du sud est afin de combler son déficit en matière premières comme le pétrole. Ces ressources sont d'autant plus importantes du fait qu'elles soient primordiales si le pays veut rentrer en guerre. Un cruel dilemme s'installe alors pour le gouvernement du pays déficitaire, fait-il confiance à la coopération internationale pour obtenir ses ressources ou préfère-t-il annexer ces territoires afin de prévenir tout risque de guerre ?

Le troisième problème est celui qui nous intéresse le plus, celui du dilemme de sécurité. Il se détermine lorsqu'un État cherche à augmenter sa sécurité en augmentant sa puissance militaire, ce qui diminue la sécurité des autres États. Ces derniers seront alors obligés de trouver un moyen afin d'augmenter leur puissance, ce qui contribuera à l'instabilité du système international dans son ensemble. Une des hypothèses principales de ce mémoire est de montrer que le 11 septembre 2001 a entraîné une coopération russo-américaine dans la guerre contre le terrorisme ; par la suite, les initiatives américaines en politique étrangère font que l'armée américaine a pris position sur l'ancien espace stratégique soviétique où la Russie se revendique encore comme leader : les forces de la coalition stationnées en Afghanistan, l'ouverture de bases dans des pays d'Asie centrale, l'adhésion à l'OTAN de pays qui étaient autrefois membres de l'Union soviétique, ect... Est ce que le déploiement de la puissance américaine dans ces zones peut être considéré comme une menace pour la Russie, une menace plus importante que celle du terrorisme islamique ? Les conséquences d'une réponse affirmative voudrait qu'on assiste par la suite à un jeu de puissances dans l'étranger proche à chaque fois que les intérêts américains et russes se rencontrent.

De plus, pour qu'existe un dilemme de sécurité, qu'il y ait volonté délibérée d'un État d'en menacer un autre: le dilemme de sécurité naît de la seule structure d'incertitude propre à l'état d'anarchie internationale. Mais, le dilemme de sécurité dépend beaucoup, quant à son impact effectif, de la nature des armes concernées par la course aux armements sur laquelle il débouche concrètement en termes d'actions politique. Robert Jervis montre ainsi que la façon dont les « *moyens par lesquels un État essaie d'augmenter sa sécurité diminue la sécurité des autres* » est fonction de « *l'équilibre de l'offensive et la défensive* »*⁵⁵. Défini comme le rapport entre la facilité avec laquelle un territoire peut être conquis et la facilité avec laquelle il peut être défendu en cas d'attaque, l'équilibre de l'offensive et de la défensive influe sur l'intensité du dilemme de sécurité. Lorsque l'avantage est à l'offensive, il est plus facile de prendre le territoire de l'autre que de protéger le sien, le sentiment d'insécurité augmente, car un État qui, face à un autre État augmentant ses armements de nature offensive, ne réagit pas, s'expose à un risque accru d'agression; si, en revanche, il réagit, il prend le risque de relancer la course aux armements, avec l'escalade potentielle qui pourrait se produire. A l'inverse, lorsque domine la défensive, le sentiment d'urgence diminue: un État qui, face à un autre État augmentant ses armements de nature défensifs, ne réagit pas, ne s'expose pas pour autant à un

55 R. Jervis, « *Cooperation under the Security Dilemma* », World Politics, janvier 1978, p.67-214

risque accru d'agression, étant donné que les armes qu'acquiert son adversaire ne le menacent pas; si au contraire il réagit, il relance la course aux armements, mais comme la nature des armements est plutôt défensive, il s'agit plus à vrai dire d'une « désescalade mutuelle »*⁵⁶. Dans le meilleur des cas, le dilemme de sécurité est donc non pas neutralisé, mais seulement « atténué », grâce aux « régimes de sécurité », venant temporairement stabilisé le statu quo existant*⁵⁷.

Pour terminer le cadrage, il faut définir le cadre de la menace. Concernant l'anticipation sécuritaire, trois facteurs participent à la définition de l'image globale de la menace : la transformation perçue de cette menace, la transformation de notre environnement cognitif et la transformation de nos représentations.

1 - La transformation de la menace constitue le premier constat qui s'impose à l'observateur. La guerre froide avait opposé deux philosophies politiques radicalement opposées et durablement incompatibles. Même si la pax atomica leur avait imposé de renoncer à l'usage direct de la force, leur opposition s'était déplacée vers les domaines de « *la confrontation des idées* » et vers la périphérie du système stratégique central. Cette menace clairement identifiée était celle de l'holocauste nucléaire précédé ou suivi du franchissement de l'Elbe par les troupes du Pacte de Varsovie. La fin de la bipolarité s'est accompagnée de la disparition de cette menace. Pour la première fois dans l'histoire de la France, il n'existait plus de menaces aux frontières, mais on découvrit tout aussi soudainement que s'effondra l'Empire soviétique de nouveaux risques plus diffus et moins contrôlables. La définition de nouveaux cadres conceptuels contribua à élargir le spectre des approches de sécurité et partant le nombre de dangers potentiels. Ce changement de filtre contribua logiquement à amplifier le sentiment d'insécurité puisqu'en se dotant d'un tamis dix fois plus fin, on détecta des dangers dix fois plus petits auxquels on ne prêtait nulle attention par le passé. Cette capillarisation des menaces, pour reprendre l'expression de Didier Bigo, eut alors pour conséquence d'accroître le sentiment d'insécurité puisque s'il n'y avait plus de menaces aux frontières, il n'y avait plus de frontière pour les menaces, selon la formule désormais classique. Les trois mille morts du World Trade Center créèrent un sentiment d'effroi si absolu qu'on en oublia les dizaines de millions de morts (certes virtuels) qu'aurait provoqué « la guerre nucléaire limitée » sur laquelle aurait pu déboucher, selon Ronald Reagan, la crise des euromissiles.

2 - La transformation de notre environnement cognitif est le deuxième élément à prendre en considération pour analyser le nouveau regard que nous portons sur le monde. Durant la guerre froide, l'affrontement de deux « théogonies » qui avaient également vocation à l'empire du monde allait de pair avec le principe de non-intervention. Le système international ne faisait pas sens en lui-même tant les contradictions étaient nombreuses (opposition entre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le principe d'intangibilité des frontières, par exemple) mais les crises de la guerre froide avaient permis de mettre à jour les principes de fonctionnement d'une configuration bipolaire (création de blocs, non-intervention dans les affaires intérieures de l'autre bloc, non-participation aux querelles des alliés et impératifs de communication). Ces références ont disparu avec la bipolarité, entraînant très classiquement un double phénomène d'embellissement du passé (« *The Long Peace* » de John Lewis Gaddis) et d'inquiétude face à un avenir incertain. Le triomphe des démocraties libérales pronostiqué par Fukuyama dès l'été 89 se traduisit en effet par la montée en puissance de deux aspirations antagonistes. Tout d'abord, le succès des démocraties favorisa la diffusion d'une culture libérale de compromis faisant primer la coopération sur la compétition où « la paix démocratique » redevenait un objectif concevable. « Les dividendes de la paix », « la guerre zéro mort », la fin de la conscription dans la majorité des pays occidentaux participèrent à ce mouvement général de « *debellisation* » des sociétés occidentales. Cependant, on assista dans le même temps au nom de l'ingérence humanitaire à une réhabilitation du principe

56 Voir S. Van Evera, *Causes of War*, Cornell University Press, 1999

57 R. Jervis, « *Security Regimes* » chap.12

d'intervention en opposition au principe de non-intervention de la guerre froide. La cohabitation de ces deux principes antagonistes demeure source de confusion aussi longtemps que n'ont pas été trouvées les conditions de cohabitation dialectique de ces contraires.

3 - La transformation des représentations peut apparaître comme la résultante de l'étape précédente. Dans l'Ancien monde de la sécurité, l'opposition entre les deux rivaux de la guerre froide justifiait l'analyse trivialement réaliste d'une jungle internationale où des acteurs indépendants, égoïstes et calculateurs ne pouvaient compter que sur leurs propres forces. La scène internationale était ainsi représentée soit par des « boules de billard » (Arnold Wolfers), soit comme une arène dans laquelle les États, tels des gladiateurs, se combattaient jusqu'à la mort (Hedley Bull). Dans cet environnement, la guerre était non seulement légale, mais également légitime (Raymond Aron) puisque des acteurs mus par leurs ambitions de puissance étaient obligatoirement engagés dans un jeu à somme nulle (la puissance acquise par A était obligatoirement perdue par B). Le fait que « la sécurité » ait remplacé la puissance comme pierre angulaire de la construction théorique des Relations internationales bouleverse désormais cette construction. Il est clair que si les États sont prioritairement mus par le besoin d'assurer leur sécurité et non plus par leur désir de conforter leur puissance, les structures internationales cessent d'être fatalement anarchiques. Bien sûr, un État menacé réagira, au besoin par la force, pour faire reculer la menace qui pèse sur lui. Mais dès lors que la menace s'est estompée et que sa sécurité est confortée, un État n'a pas d'intérêt particulier à vouloir modifier les structures internationales existantes. Dès lors, la représentation dominante dans ce cadre du « réalisme néo-classique » est celle de structures internationales cessant d'être fatalement anarchiques et d'États obligés à coopérer pour conforter cette sécurité devenue « commune ». Contrairement aux approches libérales qui considèrent que la coopération apporte une prime (la sécurité est alors envisagée en termes de gain relatif), le réalisme néo-classique en arrive à considérer que la sécurité devient un gain « commun » que la coopération entre acteurs égoïstes conforte. La coopération américano-soviétique à la fin de la guerre froide parut confirmer cette option qui s'imposa comme représentation théorique dominante, que le multilatéralisme se chargea de matérialiser sur le terrain diplomatique.

Après cette mise à jour sur le concept de la menace et en ayant montré que le 11 septembre 2001 avait fait franchir une étape dans la relation des États avec la menace, la guerre américaine contre Al Qaïda réactive des menaces plus « traditionnelles » du côté de la Russie, réactivant le précédent historique du dilemme de sécurité, le Grand Jeu russo-britannique, popularisé par Rudyard Kipling.

2) Le précédent historique du Grand Jeu

Dans la mémoire littéraire et historique du Britannique un tant soit peu cultivé, la formule "*the Great Game*" (le Grand Jeu), dit immédiatement quelque chose. Avec elle, soudain, se dessinent des représentations de l'Orient lointain, au-delà de Suez, des évocations des Indes profondes, de l'Afghanistan farouche, de l'Empire en somme... et de Rudyard Kipling, son chantre. C'est en effet dans son roman, *Kim*, moins connu sous nos latitudes que *Livre de la jungle*, que Kipling forge l'expression "le Grand Jeu". Sa première occurrence est énigmatique : "*Et maintenant*", dit le héros, "*je dois m'aventurer de plus en plus loin au Nord et me livrer au "Grand Jeu"*".



Le Nord dont il s'agit, c'est le nord de l'Inde et, plus largement, ce qui l'entoure, soit la Perse à son nord-ouest, le Tibet et la Chine à son nord-est et, enfin, l'immense Asie centrale, de la Caspienne à la Mongolie, pour son septentrion proprement dit. Lorsque les Anglais, au XVII^e siècle, entreprirent la conquête du continent indien et firent de son coton la matière de leur puissance manufacturière, ils n'eurent de cesse d'assurer leur emprise. Il leur fallut, à la fois, réduire les résistances intérieures des peuples de l'Inde et mais aussi défendre leur possession contre les prétentions extérieures. Le premier grand danger qu'ils prirent au sérieux fut celui incarné par Napoléon Bonaparte. L'expédition française d'Égypte n'était-elle pas expressément conçue comme la répétition de la geste glorieuse d'Alexandre, ne s'agissait-il pas de pousser comme lui jusqu'à l'Indus et, de là, disputer à l'Angleterre la maîtrise des Indes ? Ce péril, on le sait, fit long feu tandis qu'un autre se profila qui, d'une certaine manière, dure encore. Les guerres napoléoniennes étant terminées, la Russie va, en effet, s'engager dans une grande entreprise coloniale à ses confins méridionaux et orientaux. Elle va ainsi, tout au long du XIX^e siècle, lentement mais sûrement, s'assurer des immenses espaces sibériens jusqu'aux rivages du Pacifique, guerroyer durement dans les montagnes du Caucase et parvenir, enfin, non sans mal, à vassaliser les émirats des steppes de l'Asie centrale. C'est cette puissante poussée territoriale de la Russie qui tourmente les Anglais. Ils ne manquaient pas de raison car l'Empire des tsars avait bien les Indes anglaises en ligne de mire de son expansion.

Encore en 1889, un honorable parlementaire britannique résumait ainsi la situation et l'enjeu : *"Quels que soient les objectifs de la Russie concernant l'Inde, qu'ils soient sérieux et inamicaux ou imaginaires et fantastiques, j'estime que le premier devoir d'un homme d'État britannique est de rendre toute intention hostile vaine, de veiller à la pérennité de notre propre position et à l'imperméabilité de nos frontières. Il s'agit de veiller sur ce qui est sans doute le plus noble trophée du génie britannique et l'apanage le plus splendide de la Couronne impériale."*

Le Grand Jeu fut une caractéristique stratégique des luttes d'influence entre l'Empire russe et l'empire britannique, de 1813 à la convention anglo-russe de 1907. L'Asie centrale était alors un « ventre mou », encore indépendant au début du XIXe siècle de toute métropole coloniale. Pierre Ier de Russie est le premier tsar qui se rendit compte des ressources minières de l'Asie centrale. Ses successeurs, notamment Alexandre II poursuivront la percée russe dans cette zone appelé le Turkestan par les conquêtes du Khanat de Khiva, Kokand et Boukhara.

De son côté, l'empire britannique cherchait à étendre l'Empire des Indes, et y protéger ses intérêts. La course pour la suprématie menée par ces grandes puissances impliquait une puissance régionale : la Perse, qui en 1813 sortait d'une guerre contre les Russes.

Ainsi de 1813 à 1907, l'Angleterre et la Russie deviennent ennemies, mais ne s'affrontent jamais directement, mis à part le seul épisode de la guerre de Crimée. Ce fait peut être comparable à la guerre froide du XXe siècle qui vit s'affronter deux blocs, sans conflit direct. La frontière des deux empires se rapproche de plus en plus dans le Pamir notamment, obligeant les deux empires à définir leurs frontières au début du XXe siècle.

Avide de symboles, la presse croqua tout au long du XIXe siècle des dessins satiriques mettant en scène l'ours russe, le lion de la couronne d'Angleterre et le chat (*Shah*) perse. Au fil des années, les frontières des deux empires se rapprocheront avec l'avancée russe en Asie centrale et l'avancée des Britanniques au nord des Indes. La création d'un État-tampon comme l'Afghanistan s'explique alors.

Mais, le nouveau " grand jeu " bat son plein dès la fin du XXe siècle. Avec, cette fois, au cœur des enjeux, le pétrole et le gaz. Mais la demande d'hydrocarbures n'explique pas à elle seule la bataille que se livrent les grandes puissances pour mettre la main sur les gisements des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, qui ont échappé à l'emprise de Moscou avec la chute de l'URSS, en 1991. L'or noir et l'or gris représentent aussi le moyen d'une lutte d'influence pour le contrôle du centre du continent eurasiatique. Par majors pétrolières interposées, les oléoducs sont comme de longues cordes qui permettent aux grandes puissances d'amarrer à leur giron géostratégique les huit nouveaux États indépendants (NEI) de la région.

Au XIXe siècle, le " grand jeu " désignait la lutte d'influence entre grandes puissances, par bien des aspects semblable à celle d'aujourd'hui. A l'époque, l'enjeu en était ce que l'on appelait alors " les Indes ", le joyau de la couronne britannique convoité par la Russie impériale. Le combat dure un siècle et prend fin en 1907, lorsque Londres et Saint-Petersbourg s'entendent sur le partage de leurs zones d'influence, avec la création d'un État tampon entre elles : l'Afghanistan. L'accord tiendra jusqu'en 1991. *« Aujourd'hui, si les méthodes et les idées au nom desquelles les puissances agissent ont changé, si les acteurs ne sont pas les mêmes, le but ultime demeure. Il s'agit de coloniser, d'une façon ou d'une autre, l'Asie centrale afin de se neutraliser les uns les autres. Le gaz et le pétrole sont certes convoités pour eux-mêmes, mais aussi comme un moyen d'influence »*, explique M. Muratbek Imanaliev, un ancien diplomate kirghize (et autrefois soviétique), qui préside l'Institute for Public Policy à Bichkek (Kirghizstan).

3) Le nouveau rapport de forces en Asie centrale

Dès la chute de l'URSS, les Nouveaux États Indépendants (NEI) voient dans le pétrole un moyen de nourrir leur budget et de conforter leur indépendance vis-à-vis de Moscou. A la fin des années 1980, l'entreprise américaine Chevron lorgne sur le gisement de Tenguiuz, un des plus gros du monde, situé dans l'ouest du Kazakhstan. Elle en acquiert 50 % en 1993. De l'autre côté de la Caspienne, le président azerbaïdjanais Gueïdar Aliev signe, en 1994, le " contrat du siècle " avec des sociétés pétrolières étrangères, pour l'exploitation du champ Gounechli-Chirag-Azeri.

La Russie ne décolère pas : le pétrole de la mer Caspienne lui échappe. Elle oppose alors à Bakou l'absence de statut juridique de la Caspienne, dont on ne sait si elle est mer ou lac. Moscou avait espéré que les choses se passeraient mieux avec M. Aliev qu'avec son prédécesseur, le premier président de l'Azerbaïdjan indépendant, le nationaliste anti-russe Aboulfaz Eltchibey, renversé par un putsch en juin 1993, quelques jours avant de signer d'importants contrats avec des majors anglo-saxonnes. Fin connaisseur des rouages du système soviétique, M. Aliev, ex-général du KGB et ancien membre du Politburo, négocie en secret avec les pétroliers russes pour trouver un terrain d'entente avec Moscou. Ainsi, Lukoil obtient 10 % du consortium Gounechli-Chirag-Azeri. Est et Ouest commencent à s'arracher les gisements de la zone.

Dans les années 1990, pour justifier leur pénétration dans le bassin de la Caspienne, les États-Unis gonflent leurs estimations des réserves d'hydrocarbures que celui-ci contient. Ils parlent de 243 milliards de barils de pétrole alors qu'on estime aujourd'hui ces réserves à 50 milliards de barils de pétrole et 9 000 milliards de mètres cubes de gaz, soit 4 à 5 % des réserves mondiales. Si les États-Unis ont osé ce gros coup de bluff, c'est parce qu'ils voulaient à tout prix construire le BTC [l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan].

Ce jeu d'influences s'emballe. A la faveur de la " guerre contre le terrorisme " menée en Afghanistan, à la suite des attentats du 11-Septembre, les militaires américains mettent le pied en ex-URSS. Avec la bénédiction d'une Russie affaiblie. Washington installe des bases au Kirghizstan et en Ouzbékistan, en promettant d'en repartir sitôt la gangrène islamiste éradiquée. Pour certains experts, le président Bush aurait utilisé cet engagement militaire massif en Asie centrale pour sceller la victoire de la guerre froide contre la Russie, contenir l'influence de la Chine et maintenir le nœud coulant autour de l'Iran

Washington joue aussi un rôle déterminant dans les " révolutions colorées " de Géorgie (2003), d'Ukraine (2004) et du Kirghizstan (2005), autant de graves revers pour Moscou*⁵⁸. Affolés par ces renversements de pouvoir en série, certains autocrates de la région tournent le dos aux États-Unis et se rapprochent de la Russie ou de la Chine. Le jeu s'est en effet compliqué, au fur et à mesure que Pékin a fait son entrée dans les affaires de l'Asie centrale et que l'Europe, conséquence de la guerre du gaz russo-ukrainienne de janvier 2006, a mis un coup d'accélérateur à ses projets de captation de l'or gris de la Caspienne . Pétrole, sécurité, lutte d'influence et bataille idéologique : il faut jouer sur tous les tableaux à la fois pour tirer son épingle du « Grand jeu ».

Au départ, la Russie avait un avantage certain dans ce bras de fer. En 1991, elle contrôle tous les oléoducs permettant aux NEI de transporter leurs hydrocarbures. Mais les apparatchiki devenus présidents s'escriment à ne pas mettre tous leurs œufs dans le panier russe. Une demi-douzaine

58 Vicken Cheterian, « Révolutions en trompe-l'œil à l'Est », Le Monde diplomatique, octobre 2005

d'oléoducs ne passant pas par le territoire russe ont été construits depuis la chute de l'URSS: Moscou perd ainsi de son influence politique et économique.

L'exemple du Turkménistan est emblématique des relations de la Russie avec son ancien pré carré : 40 des 50 milliards de mètres cubes de gaz qu'il a produits en 2006 ont été vendus à Moscou. Faute de choix. Mis à part un petit gazoduc inauguré en 1997, qui le connecte à l'Iran, il ne dispose que du CAC-4, un gazoduc qui débouche en Russie. En avril 2003, le président russe Vladimir Poutine peut contraindre son homologue turkmène, Saparmourad Niazov (décédé fin 2006), à signer un contrat de vingt-cinq ans pour 80 milliards de mètres cubes par an vendus au prix dérisoire de 44 dollars par unité de mille mètres cubes. Bientôt, Achkhabad tente de revenir sur ces conditions et, à cette fin, interrompt ses livraisons. L'hiver 2005, Moscou se résigne à payer 65 dollars. Car le gaz turkmène lui est indispensable, notamment pour servir à bon marché la population russe. En septembre 2006, Gazprom va plus loin et signe un contrat avec Achkhabad par lequel, pour la période 2007-2009, il s'engage à payer 100 dollars. C'est que, cinq mois plus tôt, en avril, le défunt dictateur turkmène a signé avec le président chinois Hu Jintao un document au terme duquel le Turkménistan doit fournir à la Chine, pendant trente ans, 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an à compter de 2009, et y construire un gazoduc de 2 000 kilomètres. Voilà sans doute pourquoi Gazprom a été amené à relever ses tarifs.

De retour de sa première visite officielle à Moscou en tant que président, en avril dernier, M. Gourbangouly Berdymoukhammedov invite Chevron à prendre part au développement du secteur énergétique turkmène. Jamais son prédécesseur n'avait osé solliciter une major internationale. Par ailleurs, il ne dit pas " non " aux avances européennes de corridor transcaspian. Peut-être menace-t-il de faire entrer les Occidentaux dans son jeu pour que Gazprom accepte de payer plus (il facture en effet son gaz à plus de 250 dollars aux pays européens)? La lutte que Moscou doit livrer contre le Turkménistan prouve que la Russie est loin d'être toute-puissante dans les anciennes républiques soviétiques, et que c'est le pragmatisme économique de M. Poutine et de son entourage qui prime à présent

Le 12 mai 2007, au cours d'une visite d'une semaine en Asie centrale, M. Poutine signe avec ses homologues turkmène et kazakh un accord pour la restauration du gazoduc CAC-4 et la construction d'un autre oléoduc, destinés à acheminer le gaz du Turkménistan en Russie. C'est en urgence que le président russe s'est rendu à Turkmenbachi pour décrocher cet accord, alors qu'un sommet concurrent était organisé en même temps à Cracovie, en Pologne, où plusieurs pays situés aux marges de la Russie espéraient lancer des oléoducs hostiles. Le président kazakh a même dû renoncer à s'y rendre pour accueillir M. Poutine. Comment le Kremlin est-il parvenu à ses fins ? La Russie semble avoir des arguments qui font d'elle encore, et sans doute pour longtemps, la plus puissante des grandes puissances en Asie centrale. Pékin et Bruxelles ont de quoi s'inquiéter pour leurs projets d'approvisionnement en gaz centre-asiatique.

La méthode russe a l'inconvénient d'être souvent brutale. C'est ainsi que les Européens ont ressenti la crise du gaz de 2006 entre Moscou et Kiev*⁵⁹. Le spectre de la rupture des approvisionnements a plané sur le Vieux Continent, qui importe un quart de son gaz de Russie.

Premier producteur mondial de gaz, deuxième pour le pétrole, la Russie a recouvré son aisance financière et prend des initiatives stratégiques. Le 15 mars dernier, elle signait un accord avec la Bulgarie et la Grèce pour la construction de l'oléoduc Burgas-Alexandroupolis (BAP), concurrent du BTC et qui plus est le premier que l'État russe contrôle sur le territoire européen. De même, le

59 Lire Vicken Cheterian, « *La "révolution orange" perd ses couleurs* », Le Monde diplomatique, septembre 2006.

brut coule désormais dans les 1 760 kilomètres du BTC, et le gaz dans le Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE). L'artère vitale de l'influence occidentale en ex-URSS est fonctionnelle. Elle produit ses premiers effets politiques.

Depuis cette année, la Géorgie paraît un peu moins dépendante du gaz russe, qui, il y a un an, était le seul qu'elle pouvait importer. Ainsi les augmentations spectaculaires du prix du gaz que les Russes lui ont imposées – en deux ans, il est passé de 55 dollars à 230 dollars – n'ont pas autant affecté l'économie géorgienne que Moscou l'escomptait. Les volumes fournis par le BTE, au titre des redevances, et par la Turquie, cédant à prix d'ami la part de gaz qui lui revient de ce même gazoduc, lui ont permis de composer un prix moyen acceptable*⁶⁰.

De plus, la tentative de Moscou d'imposer à l'Azerbaïdjan une hausse des prix du même ordre, dans l'espoir qu'elle soit répercutée sur les livraisons à Tbilissi, a provoqué la colère du président Ilham Aliev. Ce qui a permis à certains d'affirmer que le BTE est certainement la plus grande victoire américaine en politique internationale de ces quinze dernières années, mais aussi une réussite en matière d'endiguement de la Russie et de soutien à l'indépendance des républiques du Caucase. Ces oléoducs offrent aux États-Unis et à l'Europe la possibilité de lancer deux projets pour diversifier leurs sources d'approvisionnement et pour attirer dans leur giron politique les NEI de la zone.

Le premier, le Kazakhstan Caspian Transportation System (KCTS), destiné à évacuer le pétrole du gisement de Kachagan, le plus gros découvert dans le monde depuis trente ans. Ce dernier doit entrer en production fin 2010, et les actionnaires du consortium qui l'exploite, formé de grandes majors occidentales*⁶¹, entendent transporter ses 1,2 à 1,5 million de barils par jour via un itinéraire sud-ouest traversant la Caspienne. Pas question que l'oléoduc passe sous la mer, en raison de l'opposition russe et iranienne : une flotte de tankers fera donc la navette entre le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, où un nouveau terminal pétrolier connectera le "système" au BTC. Lequel, grâce à quelques stations de pompage supplémentaires et à l'emploi de produits dynamisant le passage de l'huile dans les tubes, devrait voir sa capacité augmenter de 1 à 1,8 million de barils par jour.

Le second projet, qui concerne l'or gris⁶², est encore balbutiant : il s'agit du "corridor transcaspien" appelé à fournir l'Europe en gaz kazakh et turkmène. Le conseiller énergie à la Commission européenne M. Faouzi Bensara cite le terme de "corridor" et non de "gazoduc" car ce projet permettrait de réfléchir à des solutions technologiques alternatives, comme encourager des investissements pour produire du gaz naturel liquéfié au Turkménistan, par exemple, lequel pourrait être ensuite transporté par bateau à Bakou. L'Union européenne ne se veut pas acteur du "grand jeu"⁶³, mais cherche des volumes supplémentaires ainsi qu'un moyen pour diversifier ces sources d'approvisionnement.

En revanche, un autre grand pipeline stratégique encouragé par Washington a peu de chances de voir le jour : il s'agit du Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI), ce fameux gazoduc que les États-Unis, avec la société pétrolière américaine Unocal, envisageaient de construire avec les talibans dans la seconde moitié des années 1990. Si Washington défendait le TAPI, c'était à la fois pour isoler l'Iran et pour affaiblir la Russie en Asie centrale. Désormais, les États-Unis entendent aussi intégrer l'Afghanistan à son voisinage tout en lui fournissant de quoi chauffer ses populations et relancer son économie, gages de sa stabilité. Dans ce but, le département d'État américain, en

60 Cf. « La Géorgie tente de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie », Bulletin de l'industrie pétrolière, Paris, 8 février 2007.

61 Les actionnaires d'Agip KCO sont Eni (18,52 %), ExxonMobil (18,52 %), Shell (18,52 %), Total (18,52 %), ConocoPhillips (9,26 %), la société nationale pétrolière kazakhe KazMunayGas (8,33 %), Inpex (8,33 %).

2005, a réorganisé sa division Asie du Sud pour la fondre avec celle de l'Asie centrale, afin de favoriser les relations à tous les niveaux dans cette aire désignée comme la "Grande Asie centrale".

De son côté, la Chine poursuit trois objectifs dans ce "grand jeu" : Sa sécurité, notamment dans la province turcophone du Xinjiang, qui borde l'Asie centrale ; la coopération avec ses voisins afin d'empêcher qu'une autre grande puissance devienne trop importante dans l'espace centre-asiatique ; et enfin son approvisionnement énergétique. En décembre 2005, la Chine inaugurait un oléoduc reliant Atassou, au Kazakhstan, à Alachankou, dans le Xinjiang.

Cette stratégie ne répond pas seulement au besoin en hydrocarbures d'un pays qui croît de 10 % par an. Elle reflète également sa vision géopolitique car son but est d'assurer sa sécurité énergétique. Alors que l'essentiel, c'est qu'offre et demande s'équilibrent au niveau mondial pour maintenir les prix. La Chine s'efforce d'obtenir à prix d'or des gisements et des oléoducs qui l'approvisionneront directement.

Investir en Asie centrale constitue aussi, pour les Chinois, une façon de s'immiscer dans les affaires de la région – pour, disent-ils, contribuer à sa sécurité. Pékin s'engage dans l'OCS pour fédérer les États membres autour de thèmes qui lui sont chers, comme la lutte contre le terrorisme ou la coopération économique et énergétique. De surcroît, l'organisation forme un bloc susceptible de se solidariser fortement en cas de déstabilisation de la zone ou si les États-Unis y gagnent en influence au point de menacer les pouvoirs en place. La vague de "révolutions colorées" dans l'espace ex-soviétique depuis 2003 l'a ainsi conduite à prendre plus nettement position contre Washington. En juillet 2005, par exemple, ses six membres soutenaient Tachkent dans son exigence de fermer la base militaire aérienne américaine de Karshi-Khanabad, ouverte dans le cadre de l'opération en Afghanistan.

En réalité, le « Grand jeu » fait l'affaire des républiques d'Asie centrale et du Caucase, qui misent sur la concurrence, entre les grandes puissances. Elles y gagnent un peu en indépendance, dans la mesure où elles peuvent dire "non" à telle ou telle pour se tourner vers une autre grande capitale. Ce qui revient souvent à surtout choisir sa dépendance. Ainsi, pendant que le Kazakhstan ouvre son économie au monde, l'Ouzbékistan la referme; et, tandis que la Géorgie joue à fond la carte américaine, le Turkménistan garde une profonde méfiance à l'égard de Washington. Par-delà ces différences, le « Grand jeu » leur permet d'être moins contraintes de suivre la voie imposée par une des puissances dominantes. Si, par exemple, le discours démocratique de l'Occident nuit aux intérêts des dirigeants centre-asiatiques ou caucasiens, ils peuvent toujours lui tourner le dos, Pékin ou Moscou n'étant guère exigeants en la matière.



C) Une puissance retrouvée en Asie centrale

1) L'expression de la puissance russe en Asie centrale

Les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont eu des conséquences directes sur les équilibres géopolitiques en Asie centrale. Cependant, si des changements sont intervenus dans le Grand Jeu pétrolier, ce n'est pas tant dans les objectifs des protagonistes qui sont restés peu ou prou les mêmes, que dans le contexte politique et psychologique qui en résulte. En fait, chacun en profite pour avancer ses pions tout en invoquant la lutte contre le terrorisme international ou bien les nouvelles relations russo-américaines.

Notre objectif dans cette partie est de montrer que la politique antiterroriste de la Russie a permis un redéploiement régional de la puissance russe. En somme, on pourrait dire que le 11 septembre 2001 a permis à la Russie de redresser son influence au sein de l'étranger proche. Nous reprendrons donc l'analyse de Anne Le Huérou dans son article *Fédération de Russie : l'antiterrorisme comme instrument de pouvoir*.

Alors que les bénéfices de la coopération internationale apparaissent de plus en plus limités au vue des positions des américains sur la scène mondiale, le pouvoir russe tire profit de l'antiterrorisme à propos de la guerre en Tchétchénie. De plus, il s'est engagé dans une politique active vers l'Est, qui lui permet de retrouver autonomie et leadership avec des alliés plus sûrs dans une zone stratégiquement importante. Si la situation post-11 septembre semblait avoir vu les États-Unis gagner de l'influence en Asie centrale, la Russie aux côtés de la Chine, occupe quelques années plus tard une place prépondérante dans la coopération antiterroriste régionale, construite autour de deux organisations: l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).



Logo de l'Organisation de Coopération de Shanghai



Déjà avant le 11 septembre, c'est à dire dès les années 2000, le nouveau président russe tente de relancer la coopération militaire et stratégique au sein de la Communauté des États indépendants (CEI) en s'appuyant sur les gouvernements prorusses d'Asie centrale. Après des débuts hésitants, le processus est relancé après le 11 septembre et l'OTSC est créée en mai 2002, regroupant la Russie et les États « amis » : Arménie, Kazakhstan, Biélorussie, Tadjikistan et Kirghizistan, rejoints par l'Ouzbékistan en 2006.



Outre la création en octobre 2002 d'un centre antiterroriste à Bichkek, sont prévus un pacte d'intervention en cas d'agression, la prise en charge d'une force de déploiement rapide avec des régiments de chaque pays et l'organisation de manœuvres avec comme objectif principal la lutte antiterroriste et celle contre le trafic de drogue en provenance de l'Afghanistan. Ce dernier point traduit les griefs à l'égard des Occidentaux, accusés d'avoir laissé se reconstituer le trafic et légitime le rôle qu'entend jouer la Russie pour y remédier. Cependant, il semble que l'OTSC ne soit une organisation qui proclame beaucoup plus d'objectifs*⁶² qu'elle n'affiche de résultats, d'autant plus qu'elle est supplantée par une autre structure, l'Organisation de Coopération de Shanghai « pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme », signée en juin 2001, ne commence ses activités officiellement qu'en 2004 : établissement à Tachkent d'un centre antiterroriste (structure régionale antiterroriste, SRAT), échanges d'informations et d'études, mais aussi opérations conjointes contre le trafic de stupéfiants et le crime organisé, considérés comme sources majeures de financement du terrorisme. Souvent perçue comme un instrument destiné à renforcer la présence chinoise en Asie centrale, l'OCS est aussi largement utilisé par l'Ouzbékistan et la Russie.

La ratification par la Russie de la convention en janvier 2003 a en effet immédiatement produit des effets, à commencer par l'établissement par la Russie d'une liste d'organisations terroristes dont l'activité devait être interdite sur le territoire russe. L'existence de cette liste a favorisé une vaste campagne répressive, contre les membres des organisations répertoriées, étendue à une lutte contre les organisations religieuses perçues comme une menace pour la sécurité de l'État russe. Parallèlement, l'organisation de Shanghai a facilité l'extradition de nombreux Ouzbeks de Russie vers l'Ouzbékistan, souvent après des actions des services secrets ouzbeks (SNB) et au mépris par la Russie du respect des règles de la Convention européenne des droits de l'homme*⁶³. Ainsi, les différents pays signataires de Shanghai s'ajustent-ils en mutualisant à la hausse les cibles de la lutte antiterroriste.

Tout comme la coopération avec les États-Unis et l'UE, c'est lorsqu'elle sert les objectifs politiques internes des États que la coopération antiterroriste fonctionne le mieux. L'intensification de la coopération avec les pays d'Asie centrale, principalement l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, a permis à la Russie de trouver des alliés en phase avec sa vision du terrorisme ainsi que des réponses à y apporter. Intensifiant sa politique de coopération régionale, le gouvernement russe entend toutefois, sur le dossier de l'antiterrorisme, comme sur d'autres aspects de la politique internationale, conserver une place stratégique dans les arènes multilatérales légitimes de la coopération internationale. Au nom de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la Russie renforce sa position régionale tout en apparaissant comme un intermédiaire incontournable pour l'Occident. Au sein du GAPI, la Russie coordonne l'activité de l'un de ses groupes régionaux, le Groupe euro-asiatique (EAG), créé en 2004 et qui a fait du financement du terrorisme l'un des

62 Anne Le Huérou, *Fédération de Russie: l'antiterrorisme comme instrument de pouvoir*, pp.260-273

63 A plusieurs reprises, la Russie n'a pas respecté des jugements de la CEDH à valeur suspensive contre l'extradition d'Ouzbeks vers l'Ouzbékistan

volets importants de son plan d'action stratégique. Ce faisant, le gouvernement russe offre au GAFI la possibilité d'accéder à des pays qui jusqu'alors ne s'investissaient pas sur le terrain, comme la Biélorussie, les États d'Asie centrale et la Chine. De plus, la Russie compte toujours tirer profit de sa position géostratégique pour faciliter la coopération entre l'OTAN et les différentes organisations mises en place dans l'espace eurasiatique. L'objectif de la Russie derrière la guerre contre le terrorisme est de jouer la carte d'une coopération limitée avec les pays occidentaux tout en poursuivant ses propres intérêts avec ses partenaires asiatiques.

2) Une lutte de puissance inégale dans le Grand Jeu

De nos jours, la notion de dilemme de sécurité commence à faire l'objet d'approches d'inspiration constructiviste, soulignant que tout autant que leur sécurité physique, les États ne cherchent à assurer leur sécurité ontologique, relative à leur identité, à la façon dont ils se conçoivent sur le long terme, en routinisant leurs relations avec autrui.*⁶⁴ Cependant, dans le cadre de ce mémoire, l'approche strictement réaliste paraît plus pertinente car, avec l'apparition de forces militaires américaines en Asie centrale, l'extension de l'OTAN et la dispute des marchés énergétiques, ce sont les intérêts de la Russie qui sont menacés. L'identité eurasiatique chère à Alexandre Guelievitch Douguine (en russe : Александр Гельевич Дугин), n'est pas remise en cause: la preuve réside dans le poids toujours aussi important de la langue russe, considérée encore comme la langue de référence, dans les pays de l'Asie centrale, ainsi que l'influence des chaînes de télévisions russes dans la région. Ainsi, en ce qui concerne la notion de dilemme de sécurité d'un point de vue constructiviste, l'ennemi de la Russie n'est pas l'Amérique, mais plutôt la Turquie qui mobilise une activité diplomatique dans la région basée sur l'identité turcophone et la place de l'Islam.

Pour revenir aux conséquences du 11 septembre 2001, il est nécessaire de citer les thèses de Barry Buzan de l'École de Copenhague. Buzan postule lui aussi que l'anarchie internationale confronte tout État au dilemme de sécurité. Il estime cependant que les réalistes ont tort d'appréhender les problèmes de sécurité d'un État au niveau de l'analyse systémique: autant cette approche est valable pour les superpuissances dont la sécurité est effectivement en jeu au niveau du système international dans son ensemble, autant elle se relève inadaptée à l'étude des problèmes de sécurité des autres États. En effet, le réseau global d'interdépendance dans laquelle est ancrée leur sécurité est, de façon significative, médiatisé par les effets de la géographie. Mais, c'est dans ses voisins, avec lesquels il partage une histoire, qu'un État voit d'abord une menace pour sa sécurité. Désireux de proposer un outil analytique soulignant cette dimension régionale de la sécurité, Buzan forge alors dans *People States and Fear* la notion de complexe de sécurité, modèle d'anarchie miniature défini comme « *un groupe d'États dont les soucis primordiaux de sécurité sont si étroitement liés que la sécurité d'aucun d'entre eux ne saurait être séparée de celle des autres.* »*⁶⁵ En somme, Buzan souligne la persistance de résidus régionaux « *d'anarchie immature* », malgré l'évolution du système international vers une gouvernance sécuritaire relativement pacifique. Pour Buzan, le dilemme de sécurité est dans l'ensemble atténué dans chaque zone sensible, mais cela n'empêche qu'il existe d'autres problèmes de sécurité. Tout au contraire, la maturation de l'anarchie permet de mieux se rendre compte que la sécurité militaire, qui concerne la survie des États pris dans l'interaction de leurs capacités offensives et défensives et des perceptions de leurs intentions respectives, n'est qu'une dimension parmi d'autres de la sécurité, à côté de:

- la sécurité politique, qui concerne la stabilité institutionnelle des États, leurs systèmes de gouvernement et la légitimité de leurs idéologies

64 J. Mitzen, « *ontological security in world politics: State identity and the security dilemma* », *European journal of international relations*, 12 juillet 2006, p.341-370

65 B. Buzan, *People, State and Fear*, p.190

- la sécurité économique, relative à l'accès aux ressources, marchés et finances nécessaires pour maintenir de façon durable des niveaux acceptables de bien-être et de pouvoir étatique.
- La sécurité environnementale, portant sur la sauvegarde de la biosphère locale et planétaire comme support en dernier ressort de toute activité humaine
- la sécurité sociétale ou la permanence des schémas traditionnels de langage et de culture ainsi que de l'identité et des pratiques nationales et religieuses.

En ce qui concerne notre étude sur le 11 septembre 2001, c'est bien la sécurité économique, sous son apparence purement énergétique, qui nous intéresse le plus. L'action de la Fédération de Russie face aux États-Unis, qui eux interviennent en Afghanistan au nom d'une sécurité humanitaire afin de protéger la population mondiale de la menace terroriste, consiste donc à garder le contrôle des sources et des moyens de transport du pétrole et du gaz naturel, indispensable à son économie de plus en plus engagée sur la question de la rente. La Russie emploie des atouts divers afin de garder le contrôle de l'étranger proche, nous avons vu précédemment le recours à Gazprom afin de maintenir l'influence russe, mais aussi l'utilisation d'organisations régionales qui ont été réactivées à la suite du 11 septembre. Dans un sens, les outils du multilatéralisme sont des atouts de la puissance russe afin de contrer le *soft power* américain exercé dans la région. Pourtant, la Russie peut aussi adopter des outils plus réalistes de la puissance, comme cela a été démontré dans la guerre contre la Géorgie en 2008. Il s'agit d'analyser le conflit en Ossétie du sud comme le point culminant du dilemme de sécurité russo-américain où les affrontements d'influence et de puissance russe ainsi qu'américaines, ont atteint leurs paroxysmes, déclenchant une intervention de type militaire de la Russie.

Comme au XIX^{ème} siècle, tout se semble se dérouler suivant les règles du « Grand jeu » géopolitique opposant les impérialismes. Sauf que les Américains ont pris la place des Britanniques et que les Russes ont perdu leur empire. Le Caucase, considéré comme la porte de l'Orient et donc de l'Asie centrale est devenu le terrain d'affrontement de ce choc de puissances, d'autant plus que ces rivalités prennent appui sur des conflits latents dû à la mosaïque identitaire que rassemble le Caucase. Les États-Unis s'intéressent plus particulièrement à la Géorgie, en particulier pour 3 raisons:

- Le pétrole d'Azerbaïdjan et l'acheminement des hydrocarbures d'Asie centrale. Les Américains ont soutenu l'organisation de l'acheminement du pétrole et du gaz de la Caspienne ainsi que de l'Asie centrale en contournant la Russie par le Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le Bakou-Tbilissi-Erzurum.
- Une alliance avec la Géorgie permettrait d'offrir un « balcon stratégique » par rapport à l'Iran et l'Irak, ainsi qu'un relais vers l'Afghanistan.
- Un moyen d'entraver la renaissance de la Russie comme puissance régionale. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont favorisé la création de l'axe de coopération mer Noire-Caucase dit GUAM et prôné une adhésion rapide de l'OTAN de la Géorgie.

En 2005, à Tbilissi, George W. Bush présentait la Géorgie comme un modèle, puisqu'avant « *la révolution pourpre en Irak, la révolution orange en Ukraine, la révolution des cèdres au Liban, il y a eu la révolution des roses en Géorgie* », et que la Géorgie était à l'avant-garde du « *désir de liberté qui enflamme le cœur des jeunes, à travers le Caucase, l'Asie centrale, le Grand Moyen-Orient.* » Le jeune président Mikheïl Saakachvili était parfaitement en phase avec ce discours. Représentatif de la nouvelle génération des élites géorgiennes, il considère que la Géorgie doit s'arrimer à l'Occident et que ce lien passe par l'OTAN d'abord et l'Union européenne ensuite. De ce point de vue, il est resté dans la continuité de son prédécesseur Édouard Chevardnadze. Mais il a été

plus loin, comme s'il avait voulu lier son pays directement à Washington, attirant les reproches des gouvernants russes parlant de la Géorgie comme le 52ème État de l'Union. Une image de ce rapprochement concerne l'avenue qui conduit à l'aéroport de Tbilissi qui a été rebaptisé « *George W. Bush* ». Cependant, son statut d'allié favori a été mis à mal par l'aventure d'août 2008.

le 7 août 2008 à 23h30, le président géorgien donnait l'ordre à ses troupes de marcher sur Tskhinvali, la capitale de la province sécessionniste d'Ossétie du Sud. Au cours de cette opération, les Géorgiens ont attaqué le quartier général des troupes russes présentes sur le territoire ossète comme « forces d'interposition » au titre des accords russo-géorgiens du 15 mai 1994. Les Russes, après s'être assurés de la maîtrise totale de l'espace aérien, ont contre-attaqué avec des troupes mécanisées et des parachutistes venus d'Ossétie du Nord. Les forces géorgiennes ont dû reculer et les Russes sont entrés en Géorgie proprement dite, au sud de l'Ossétie, mais aussi à partir de l'autre région séparatiste, l'Abkhazie. Dès le 10 août, malgré le retour des troupes géorgiennes d'élite basées en Irak, les Russes ont occupé Gori, coupant l'axe routier et ferroviaire est-ouest vital pour la Géorgie. Le 11, ils contrôlaient la côte de la mer Noire entre le port de Poti et l'Abkhazie, ayant au passage détruit la petite flotte militaire géorgienne et ils avaient pris la base aérienne géorgienne de Senaki. Le 12, la défaite géorgienne était consommée tandis que le moindre mouvement de char ou d'hélicoptère russes déclenchait la panique à Tbilissi, à moins de 30 kilomètres.

Le président français Nicolas Sarkozy, venu à Moscou en tant que président de l'Union européenne, a obtenu un cessez-le-feu, respecté par l'armée russe dès que celle-ci a eu fini d'assurer sa mainmise sur les points stratégiques qu'elle jugeait utile d'occuper. A la mi-octobre, les Russes évacueront leurs positions de Poti et de Gori, pour se replier de derrière les limites des provinces sécessionnistes, tout en gardant sous leur contrôle des gorges de Kodori en Abkhazie et la ville d'Akhalgori en Ossétie, ainsi qu'en ayant considérablement renforcé leurs effectifs permanents sur place.

Soutenue et encouragée par les États-Unis, la Géorgie avait accéléré sa marche vers l'OTAN et réformé en un temps record son armée. La Russie, incapable de freiner l'évolution de la politique extérieure géorgienne vers une plus grande intégration dans les structures euro-atlantiques, décida en effet, d'accroître son appui aux régions séparatistes géorgiennes. Avec la Géorgie dans l'OTAN, la Russie courait le risque de voir toute la région du Sud-Caucase basculer dans le camp occidental et de perdre définitivement le contrôle des livraisons de matières premières mais aussi des voies de transit énergétiques à destination des marchés occidentaux.

La responsabilité exactes des autorités américaines dans le déclenchement du conflit reste encore inconnue, mais on peut néanmoins constater qu'en contribuant à une augmentation exponentielle des dépenses militaires géorgiennes (de 50 millions du temps de E. Chevardnadze à 567 millions de dollars en 2007), elles ont encouragé Tbilissi dans le choix de la guerre et n'ont pas su, en dépit d'avertissements publics de Condoleezza Rice, retenir le gouvernement géorgien. Au lendemain de cette guerre éclair, les États-Unis sortent affaiblis dans la région, n'apparaissant même pas comme les médiateurs de ce conflit puisque Moscou a jugé plus préférable d'écouter les propositions de l'Union Européenne.

Pour la Russie, cette intervention lui a permis de faire main basse sur des portions stratégiques du territoire géorgien, mais aussi d'obtenir une pause dans l'élargissement de l'OTAN aux zones appartenant autrefois à l'URSS. Mais le conflit russo-géorgien de l'été 2008 témoigne d'une situation où le dilemme de sécurité russo-américain né après le 11 septembre, par acteurs indirects, a conduit l'un des deux grands acteurs à une démonstration de puissance afin de garantir sa sécurité dans la zone hautement stratégique du Caucase. Cette intervention russe a pris la forme d'une opération militaire permettant de contribuer à un retour à la puissance et à l'hégémonie russe dans le Caucase, même s'il est loin d'être complet et définitif.

3) Une diplomatie russe, une alternative à la politique étrangère américaine

Le dernier point traité à propos de la rivalité russo-américaine produite au cours de la « guerre contre le terrorisme », vient de la politique de puissance que mène la Russie au niveau international, dans le but de faire contrepoids au *leadership* américain. J'y parlerai de la diplomatie russe au Moyen-Orient, mais tout particulièrement avec l'Iran.

Comme il a été postulé dans la première partie de ce mémoire, il semblerait que Vladimir Poutine, avant tout autre chef d'État, aurait pris conscience en bon pragmatique, de l'évolution du système international et de la prise en compte de forces transnationales, dont le terrorisme n'en est qu'un avatar. Ce jugement l'a conduit à tendre la main vers Washington, et après que la rupture ait été consommé entre les deux anciennes superpuissances bipolaires, la Russie se dote d'outils non réalistes de la puissance afin de soutenir la compétition avec les États-Unis.

La Russie, tout comme la Chine, a toujours réfuté la notion d'État voyou (*rogue state*) utilisée par l'Administration Bush pour qualifier les États menaçants la sécurité internationale. Au Moyen-Orient, mais aussi au delà, le Kremlin déploie une politique de séduction à l'égard de l'islam, dont le but est triple: d'abord assurer que les régions musulmanes du pays ne soient pas déstabilisées par un islam rigoriste, ensuite améliorer son image dans le monde musulman, sérieusement écornée par les massacres commis en Afghanistan puis en Tchétchénie, et tirer parti de l'américanisme qui s'est répandu dans le monde arabo-musulman après l'invasion américaine de l'Irak en 2003 pour se poser en médiateur entre les mondes occidental et musulman.

Chez les dirigeants russes, le sentiment s'est répandu que l'islam tend à prendre une place croissante dans les relations internationales. En tant qu'État principalement européen avec une importante minorité musulmane, le recensement de 2002 évaluant la communauté musulmane à environ 20 millions de personnes: soit un citoyen russe sur sept, la Russie pense avoir une vocation historique afin de jouer ce rôle de médiateur⁶⁶. L'exécutif russe s'est d'ailleurs montré très critique vis-à-vis de la stigmatisation de l'islam par l'Occident, Vladimir Poutine déclarait en 2008 que: « *des tentatives sont faites pour diviser le monde sur une base religieuse et ethnique, et pour creuser un fossé d'incompréhension entre les communautés chrétiennes et islamiques. Un conflit de civilisations est virtuellement imposé à travers le monde.* »⁶⁷ En 2005, la Russie devient membre observateur de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Dans le Caucase du Nord, majoritairement musulman, la Russie a permis une large islamisation de la Tchétchénie tout en s'assurant du caractère inoffensif de l'islam pratiqué et de la loyauté sans faille de la république à l'égard du pouvoir fédéral. En parallèle, Moscou a mis sur pied en 2006 un groupe de réflexion baptisé « *Vision stratégique: Russie-Monde islamique* », où se côtoient annuellement politiciens russes et moyens-orientaux.

Les efforts de Moscou ont permis d'améliorer son image dans le monde arabo-musulman, ce qui a eu un impact positif sur les populations musulmanes de Russie. L'administration Poutine (2000-2008) a mis un terme à la politique de passivité de l'ère Eltsine. En effet, la Russie montre un grand intérêt pour les opportunités qu'offrent notamment le Moyen-Orient. Le commerce est à l'ordre du jour de chacun des voyages de Vladimir Poutine et de Dmitri Medvedev. L'analyse faite à Moscou est que le potentiel économique du Moyen-Orient impose à la Russie d'y être présente. En revendiquant de façon plus visible une relation privilégiée avec le monde arabo-musulman, la Russie entend profiter de l'affaiblissement des États-Unis dans la région afin de se présenter comme un contrepoids. Sous couvert de « *renforcement de la multipolarité dans le monde* », autrement dit de développer des pôles de résistance à l'unilatéralisme américain⁶⁸, la Russie souhaite tirer parti

66 A. Malashenko, « Russia and the Muslim World », in *Working Paper*, N°3, Canergie Moscow center, 2008, p.17

67 V. Poutine, sommet mondial des leaders religieux, Moscou, 3 juillet 2008

68 Position clairement exprimée lors d'un discours de V. Poutine à la conférence sur la sécurité de Munich en février 2007

de l'hostilité à la politique extérieure américaine dans le monde musulman. Cette dernière a été attisée par les échecs militaires de Washington en Afghanistan et en Irak, ainsi que par son incapacité à résoudre le conflit israélo-palestinien. A cet égard, le Kremlin fait preuve d'un zèle diplomatique sur la scène proche-orientale, qui l'a conduit à siéger parmi le Quartet tout en nouant des liens étroits avec le Hamas, dont le chef politique, Khaled Mechal, a été invité à plusieurs reprises à Moscou. Ces initiatives reflètent surtout une ambition de profiter du discrédit diplomatico-stratégique américain sur le théâtre moyen-oriental pour élaborer un discours politique destiné à rehausser le statut de la Russie et de faire d'elle une grande puissance mondiale, capable de contrer les États-Unis dans diverses régions où elle dispose d'intérêts.

La Russie utilise ainsi le dossier iranien dans ses rapports avec les États-Unis. « *L'entente stratégique* » russo-iranienne*⁶⁹ et la crise nucléaire iranienne servent les Russes dans leur projet de puissance. Cela permet aussi à Moscou de manifester sa détermination à résister aux injonctions américaines. Du fait de l'importance de ce dossier dans la vie internationale, la Russie a la possibilité de montrer qu'elle est un acteur indépendant, qu'elle représente une alternative au *soft power* américain et qu'elle pèse sur les évolutions internationales. De son côté, Téhéran voit en Moscou un contrepoids dans ses rapports de force avec la Maison Blanche. Globalement, le Kremlin a intérêt à ce que perdurent les tensions entre les États-Unis et l'Iran. Celles-ci favorisent entre autre le recours de l'Iran à la Russie et permettent de conserver les prix du pétrole à un niveau élevé.

Avec cette observation sur l'inconstance de la politique étrangère russe après le dilemme retrouvée lors de l'épisode de la guerre en Irak, on peut cependant ajouter que la Russie se heurte à l'enracinement des États-Unis au Moyen-Orient sur les plans militaires et économiques. Moscou n'est pas en mesure de supplanter Washington dans la zone, ni d'ailleurs l'ambitionne. L'objectif de ce développement était de montrer que la rupture entre Moscou et Washington a conduit la diplomatie russe à prospecter une nouvelle politique étrangère dont les objectifs sont souvent en confrontation avec les États-Unis, voire en rivalité, alors que la guerre contre le terrorisme survenue au lendemain du 11 septembre devait faire coopérer main dans la main la Russie et l'Amérique.

III) Les politiques sécuritaires comme instrument de pouvoir de l'État russe.

L'objectif de cette dernière partie consiste à confronter les événements qui ont succédé au 11 septembre 2001 à une analyse sociologique de l'État. Nous avons vu dans les parties précédentes que l'action de Vladimir Poutine après les attentats des Tours Jumelles a pu se lire comme une politique étrangère répondant à des impératifs externes et internes. De plus, nous avons tenté de démontrer que la vision russe du 11 septembre 2001 doit se lire dans une optique sécuritaire, en opposition principalement à l'action des États-Unis. Mais est ce que les questions sécuritaires n'ont-elles pas contribué au renforcement de l'autocratie sous le mandat de Vladimir Poutine. Est ce que le 11 septembre n'est pas à replacer dans la logique de construction des régimes autoritaires au cours de l'Histoire. Une relecture des sociologues comme Perry Anderson et Theda Skocpol paraît des plus appropriés.

A) Une légitimation étatique de la lutte contre la terreur

69 Clément Therne, *L'entente stratégique russo-iranienne*, IFRI, mai 2006

1) Le terrorisme comme socle de l'autorité de Vladimir Poutine

Si on se concentre sur l'aspect strictement temporel du 11 septembre 2001, on remarque que cet événement s'est produit alors que Vladimir Poutine venait à peine d'être nommé Président de la Fédération de Russie. Même si avant son élection en 2000, il avait participé à la gestion des affaires du pays, comme directeur du FSB, puis comme Premier ministre de Boris Eltsine, il était loin de disposer de la marge de manœuvre que détient la fonction de Président russe. De plus, sa connaissance des affaires politiques restaient encore vagues. Étant devenu lieutenant-colonel au KGB, après l'université de droit à Leningrad, Vladimir Vladimirovitch Poutine n'a jamais appartenu à la classe des *apparatchiks* durant l'Union Soviétique. Comme chacune de ses bibliographies le laissent entendre, personne en Russie, n'aurait pensé que ce jeune et obscur bureaucrate ne devienne, par la suite, le premier personnage de Russie. D'après les écrits du politologue de l'IFRI Thomas Gomart, la carrière politique de Vladimir Poutine a été fulgurante. Nommé à la tête du FSB (service fédéral de sécurité) en juillet 1998, il devient chef du gouvernement en août 1999. A la suite de la démission surprise de Boris Eltsine en décembre 1999, il assure l'intérim présidentiel. Élu en mars 2000, puis réélu en mars 2004, Vladimir Poutine s'impose comme la pièce centrale du système politique russe. Par la suite, après l'élection de Dmitri Medvedev en mars 2008, il réoccupe le poste de Premier ministre. Depuis les élections de mars 2012, il est à nouveau élu Président de la Fédération, pouvant faire deux mandats dont la durée est passée de 4 à 6 ans. En somme, Poutine peut espérer se maintenir au pouvoir jusqu'en 2024. En modifiant la Constitution et en l'interprétant à la lettre, Vladimir Poutine s'est ouvert un nouvel horizon de temps: celui d'une génération appelée la « *génération Poutine* »^{*70} (2000-2024). Sous la gouvernance de Poutine, la Russie se considère comme l'héritière directe de l'URSS victorieuse de l'Allemagne et rivale des États-Unis. Mais Vladimir Poutine a su convaincre jusqu'aux émeutes de décembre 2011 parce qu'il a su redéployer tout une logique impérialiste où se mêlait l'héritage tsariste et soviétique.

Comme nous l'avons vu précédemment, le 11 septembre 2001 survient au moment où l'autorité de Vladimir Poutine est encore balbutiante. Pour certains chercheurs experts des questions russes comme Thomas Gomart, Poutine a pu s'imposer comme *primus inter pares* en Russie par trois actes symboliques:

- La reprise des opérations en Tchétchénie: Cette seconde guerre contribue directement à l'ascension de Poutine, dans la mesure où elle lui permet d'offrir une revanche à des forces armées humiliées par la défaite de 1996.
- Le naufrage du sous-marin *Koursk*: Le *Koursk* symbolise le point déclinant de la puissance navale russe, devenue obsolète et dangereuse. Là encore, Vladimir Poutine va habilement exploiter l'orgueil du haut commandement pour rééquilibrer les relations civilo-militaires.
- Le 11 septembre 2001: En apportant son soutien à Georges Bush, le Président russe manifeste son sens tactique: il est un des premiers dirigeants internationaux à comprendre les conséquences immédiates du paradigme stratégique introduit par Al-Qaïda.

Avec ces trois événements, on peut rapidement dégager que l'un des traits principaux de la spécificité du pouvoir russe réside dans l'équilibre des relations civilo-militaires, qui s'enracinent dans une tradition de puissance en octroyant aux structures de force un rôle-clé. En Russie, ces relations sont triangulaires entre le Kremlin, le haut commandement militaire et les services de sécurité^{*71}. Ainsi, le 11 septembre 2001 se retrouve rapidement relié au conflit tchétchène par le glissement sémantique que nous avons vu précédemment: les combattants indépendantistes

70 Thomas Gomart, Vladimir Poutine, mâle dominant de tous les Russes ?, *revue des deux mondes*, janvier 2012, p.52

deviennent des terroristes. On peut supposer que les autorités russes sont les plus à même de distinguer ce genre d'activité car c'est la société russe qui a été une des premières à connaître ce nouveau genre de terreur avec les nihilistes vers la fin du XIX^{ème} siècle. Ce terme péjoratif apparaît dans « *Père et Fils* » (1861) de Tourgueniev pour désigner Bazarov, le héros sombre et amer qui ne croît en rien. On l'emploie ensuite pour qualifier les jeunes révolutionnaires russes des années 1860 comme Netchaïev, qui ne reconnaissent aucune autorité et nient toutes les valeurs reconnues, contrairement aux révolutionnaires, qui croient au peuple. Le nihilisme débouche sur le radicalisme politique, sur une esthétique du sacrifice meurtrier et fait de la terreur une finalité politique. Par extension, le nom de « nihiliste » a été donné à tous les mouvements révolutionnaires anti-tsaristes qui ont prôné le terrorisme.

Le 1^{er} mars 1881, à Saint-Pétersbourg, le révolutionnaire russe Rysakov lance une bombe sur le carrosse du tsar Alexandre II. Le convoi s'arrête et l'empereur en sort indemne. C'est alors que Grinevietzki s'élance et fait exploser sa bombe entre lui et le tsar; tous deux meurent sur le coup. L'assassinat d'Alexandre II, après six tentatives ratées, produit un écho en Europe qui donne au terrorisme une résonance nouvelle.

L'attentat politique orchestré par « *la Volonté du peuple* » a d'abord été un geste individuel de désespoir. En 1878, la jeune Vera Zassoulitch décide toute seule de tirer sur le chef de la police de Saint-Pétersbourg, Trepov, coupable d'avoir fait fouetter à mort un détenu. Le comité exécutif de la Volonté du peuple se lance alors à l'assaut du régime tsariste. En abattant Alexandre II en 1881, il pense provoquer la révolte paysanne, sans succès. Par la suite, les cinq organisateurs de l'attentat sont pendus et la répression décapite le reste de l'organisation. Pourtant, les cercles révolutionnaires ne se détachent que très difficilement des traditions terroristes de la Volonté du peuple. En 1883, Plekhanov, le « père » du marxisme russe, prône la lutte terroriste contre le tsarisme dans le premier programme de son groupe « *l'Émancipation du travail* » fondé en exil à Genève, et persévère dans ce positionnement idéologique jusqu'en 1887.

C'est dans ce contexte de violence politique novatrice que le successeur d'Alexandre II, Alexandre III (1881-1894) crée une police politique, l'Okhrana, et en 1885, il interdit même la constitution d'associations étudiantes. C'est sous la répression de son règne que le frère aîné du futur Lénine, Alexandre Oulianov va être exécuté pour avoir tenté, avec une poignée d'étudiants, d'attenter à la vie du tsar. Cette rapide parenthèse historique sur les prémices du terrorisme en Russie est intéressante dans la réponse que l'État russe va accorder à ces nouveaux foyers de violence. Dans cette guerre contre le terrorisme transnationale, la deuxième hypothèse de ce mémoire est de montrer que l'État russe en tire une nouvelle source de légitimité afin d'engager la Russie encore plus profondément dans le virage de la *verticale du pouvoir*.

2) Le tournant de la Tragédie du Beslan en 2004

La prise d'otages de l'école de Beslan par un commando tchétchène en septembre 2004 n'est pas le premier acte terroriste ciblant des civils perpétré sur le territoire russe. Et, comme les précédents, il est intimement lié au conflit tchétchène. Mais la force du sentiment provoqué par la mort brutale de 317 otages, dont 186 enfants, se transformera vite en sentiment de force pour le Kremlin. Pourtant, la gestion de la crise par les autorités russes interpelle, tout autant que l'efficacité de ses politiques antiterroristes mises en œuvre par les autorités russes. Les questions autour de ce tragique événement sont nombreuses mais celle qui nous préoccupe est dans quelle mesure cette tragédie, souvent comparée au choc provoquée aux États-Unis par les attentats du 11 septembre 2001 a-t-elle imprimé un nouveau tournant dans la lutte contre-terroriste du Kremlin et plus largement, dans la

71 Thomas Gormart, *Russian Civil Military Relations: Putin's legacy*, Canergie Endowment for International Peace, Washington, 2008

stratégie de Verticale du pouvoir menée par Vladimir Poutine depuis son accession au pouvoir en 2000 ?

La prise d'otages de Beslan commence le 1er septembre 2004 lorsque des terroristes séparatistes tchétchènes armés prennent des centaines d'enfants et d'adultes en otage dans l'école numéro 1 de Beslan en Ossétie du (fédération de Russie) dans le cadre de la seconde guerre de Tchétchénie. Le 3 septembre après trois jours de siège, une explosion dans l'école dont l'origine reste encore non élucidée provoque un mouvement de panique des enfants, sur lesquels les preneurs d'otage tirent, et une intervention à brûle-pourpoint plutôt chaotique des *spetsnaz* russes. Selon le bilan officiel, il y aurait eu 344 civils tués, dont 186 enfants.

Le 1er jour, plus de quarante terroristes armés de fusils et de lance-grenades volés lors de l'attaque en Ingouchie firent irruption dans l'école numéro 1 située en Ossétie du Nord. Ils prirent en otage plus de 1000 personnes, dont 770 enfants. Les terroristes exécutèrent rapidement une douzaine de personnes, des hommes adultes, dont ils jetèrent les corps dans la cour de l'école. Pendant les deux premiers jours, les terroristes harcelèrent les autorités en exigeant que les négociations soient menées par les présidents d'Ingouchie et d'Ossétie du Nord en fonction. Néanmoins chaque personnalité qui se présentait à l'école était autorisée à repartir avec quelques otages. C'était une façon pour les terroristes de montrer qu'ils étaient prêts à discuter. Ainsi l'ex-président ingouche Rouslan Aouchev fut-il autorisé à entrer dans l'école et en ressortir avec vingt-six personnes. Toutefois, les rebelles refusaient de parler aux journalistes, déclarant que ces derniers pouvaient être des informateurs du FSB.

Au troisième jour de la prise d'otages, rien ne laissait présager un assaut. Il y avait un relâchement dans le cordon de soldats qui verrouillait le périmètre de l'école. De plus, les équipements militaires demandés par les équipes sur place n'avaient même pas encore été acheminés. Alors que les rebelles ont autorisé l'entrée d'une ambulance avec à son bord quatre médecins du ministère des Situations d'urgence, deux explosions retentirent dans le gymnase où avaient été rassemblés les otages. C'était le vendredi 3 septembre à 13h05. Les explosions avaient pratiquement détruit le toit et une partie de l'un des murs du gymnase. Paniqués, les enfants tentèrent de fuir. Les terroristes se mirent à tirer, en réponse, les *spetsnaz* lancèrent l'assaut. Quand la fusillade commença, les officiers du Centre des opérations spéciales du FSB, pourtant formés à gérer les situations de prise d'otages, furent complètement pris au dépourvu par le cours des événements. Il y avait pourtant suffisamment de *spetsnaz* dans la zone; mais deux groupes d'assaut sur dix se trouvaient ce moment là à trente kilomètres de la ville, où ils se livraient à une simulation d'assaut contre un bâtiment semblable à l'école de Beslan. Les officiers qui se trouvaient à proximité de l'école ne portaient même pas de gilets pare-balles. Quand les enfants se mirent à fuir sous les feux des terroristes, les *spetsnaz* n'eurent d'autre solution que d'attaquer l'école. L'opération tourna rapidement à l'affrontement de rue. Quelques volontaires locaux, le plus souvent des parents des otages, pénétraient dans l'école pour en ressortir en portant des enfants dans les bras. D'autres couraient sous le préau, des armes à la main. En vérité, les combats se sont poursuivis jusqu'à 23h15, heure à laquelle la dernière déflagration se fit entendre, provenant d'un obus tiré par un char de la 58^e armée. Ce tir visait les trois derniers rebelles, cachés dans le sous-sol de l'école. Le bilan des morts établi est de 334 otages, dont 186 enfants.

Les événements de Beslan ont braqué la lumière sur la capacité des services de sécurité russes à réagir à une prise d'otages d'envergure et à résister au terrorisme. De plus, ils ont contribué à montrer l'engagement des autorités russes dans la guerre contre le terrorisme, déclarée quelques années plus tôt. Au lendemain du drame, le Président Poutine s'adressa à la nation en ces termes: *« une terrible tragédie s'est déroulée sur notre sol. Nous vivons dans des conditions héritées de l'effondrement d'un grand État. Nous avons manifesté de la faiblesse. Et les faibles se font frapper. »* Il conclut son allocution en annonçant que, *« dans un futur très proche, une série de mesures complexes sera élaborée afin de renforcer l'unité du pays. »* L'objectif est clair: il s'agit

d'affirmer l'autorité de l'État russe ainsi que sa grandeur qui ne sauraient plier sous les menaces terroristes. En écho aux déclarations du Président Bush trois ans plus tôt, Vladimir Poutine annonce « *l'entrée en guerre* » de la Russie « *contre le terrorisme* ». Dans la foulée, son chef d'état-major, le général Iouri Balouïevski, proclame sa volonté de « *frapper les bases terroristes où qu'elles se trouvent dans le monde* ». Par ailleurs, les chefs de file de la rébellion tchétchène voient également leur tête mise à prix.

La rhétorique guerrière, de circonstance au vu des événements, mais pas vraiment nouvelle dans les discours de Vladimir Poutine, n'est pas restée sans réponse. Mais l'ampleur de la tragédie de Beslan, symbole de l'échec de l'État à garantir la sécurité de ses citoyens, impose surtout de réformer les « organes », c'est à dire les ministères des forces : Intérieur, Défense, Sécurité extérieure, FSB et FSO. La particularité de ces services est qu'ils disposent tous d'unités antiterroristes. Il faut attendre l'année 2006 avant que n'aboutisse la loi censée répondre aux dysfonctionnements révélés lors de la prise d'otages, c'est à dire des responsabilités brouillées, une chaîne de commandement mal définie, mais aussi la concurrence entre les différents ministères. Lorsque la tragédie de Beslan s'est déroulé, le ministère de l'Intérieur (MVD) et le FSB étaient en pleine période de réforme. Achevée en juillet 2005, la réforme consacre l'autorité opérationnelle du MVD, mais elle a surtout permis l'envoi d'un plus grand nombre de forces militaires dans les zones soumises au terrorisme. Unis dans l'effort, le MVD, le FSB et les GrOU (groupes de directions opérationnelles dirigés par le MVD) lancent de multiples opérations de liquidations en Tchétchénie, voire au delà de ses frontières.

Sur le plan politique, les réformes engagées à la suite de Beslan relèvent d'une stratégie globale de restriction des libertés plus que de la lutte contre le terrorisme. Comme le déclarait Vladimir Poutine dans son discours du 13 septembre 2004: « *de l'efficacité déployée dans la mobilisation de toutes les ressources de l'État et de la société dépend la réussite du combat contre la terreur, notre principal et commun objectif* ». En d'autres termes, Vladimir Poutine préconise une lecture typiquement hobbesienne du rôle sécuritaire de l'État envers la société. Dans la ligne de mire du président russe, c'est le pouvoir législatif qui est visé. Ainsi, une réforme du mode de scrutin rend beaucoup plus dépendant l'élection des élus du parti au pouvoir. Il en va de même pour les gouverneurs régionaux, qui sont dorénavant nommés par le président alors qu'ils étaient jusque-là élus au suffrage universel. La lutte antiterroriste permet en outre de renforcer le contrôle militaire et politique sur les régions, et plus particulièrement sur le Nord-Caucase. Le renforcement de l'autorité de l'État s'opère également aux dépens de la liberté d'opinion et en particulier de la presse. Là aussi cette tendance s'inscrit dans un précédent: la prise d'otages du théâtre de la Doubrovka avait auparavant permis d'accélérer le processus de mise au pas des médias. En novembre 2002, les parlementaires votaient une loi limitant fortement la liberté des médias d'informer le public sur les opérations antiterroristes en cours. Cette mise au pas va devenir complète dans les années suivant le drame de septembre 2004.

3) L'engrenage des réformes politiques face au danger terroriste

La vision russe du 11 septembre 2001 a donc un aspect externe et interne. Si les autorités russes insistent sur la dimension internationale du terrorisme, c'est principalement autour de la notion « d'ennemi intérieur » que se sont construits discours et pratiques. Cet antiterrorisme à usage interne a considérablement aidé le gouvernement à créer un consensus national au sujet de la guerre en Tchétchénie et à engager toute une série de réformes pour consolider son pouvoir.

La qualification de « *lutte antiterroriste* » pour les opérations militaires dans le Nord Caucase permet aussi aux autorités russes de priver la partie adverse de toute légitimité dans une perspective de négociations et de règlements politiques du conflit, dont l'enjeu central est celui du statut de la Tchétchénie et la question de l'indépendance. Dans l'appréciation de ce conflit, la société est donc tenue à l'écart de ces vastes opérations: présentées comme « *antiterroristes* », elles seraient strictement techniques et réservées aux seuls professionnels. De par la faiblesse des critiques

formulées contre les actions commis en Tchétchénie, l'opinion publique a largement adhéré, ou tout du moins ne s'est pas opposée, au discours du pouvoir.

Ce discours et ces pratiques ne renvoient pas qu'à une simple rhétorique opportuniste. Ils constituent la vision du monde du président russe telle qu'il l'a notamment développée dans son livre d'interviews *A la première personne*^{*72}: selon lui, la résistance en Tchétchénie ferait partie d'une conspiration internationale visant à instaurer un califat qui inclurait le Grand Moyen-Orient, l'Asie centrale mais aussi le Nord-Caucase russe et les régions de la Moyenne-Volga. La nouvelle doctrine militaire proposée en 2003 avance un nouveau type de menace, conforme à cette vision du monde: la menace transfrontalière, qui correspond aux situations où « *des menaces sont intérieures sur la forme, mais extérieures sur le fond. Parmi de telles menaces, il faut en premier lieu inclure le terrorisme international.* »^{*73}

Quant à ce qui nous intéresse le plus ici dans le cas de notre sujet, le dispositif antiterroriste lui-même, une nouvelle législation, en préparation depuis la crise d'otages du Beslan, a été adoptée en mars 2006. Remplaçant la loi de 1998 et ses amendements^{*74}, ce nouvel arsenal législatif définit un « *régime d'opération antiterroriste* » dont la déclaration est obligatoire mais non soumise au contrôle du Conseil de la Fédération ainsi que de la Douma d'État et dont la durée n'est limitée que par la « *disparition du danger terroriste* ». L'article 11, qui fixe le régime juridique de l'opération, légalise les écoutes téléphoniques, la fouille des lieux privés sans mandat de perquisition, la coupure des communications, les opérations généralisées de contrôle d'identité, l'interdiction des manifestations publiques, et autorise le déplacement temporaire de la population habitant sur le territoire de l'opération antiterroriste en cas de nécessité.

Parallèlement, à un niveau plus opérationnel, un Comité antiterroriste national (NAK), composé des chefs des « *structures de force* » (ensemble des institutions en charge du maintien de l'ordre, de la défense et de la sécurité) et des présidents des deux Chambres du Parlement, est chargé de coordonner, sous la direction du FSB, l'application de cette politique de lutte contre le terrorisme. Cette mesure confirme le rôle prépondérant des services de sécurité dans la mise en œuvre de l'action étatique. On peut observer par ailleurs une décentralisation des responsabilités en matière antiterroriste par la création de « *groupes opérationnels* », qui coordonnent localement l'action des troupes des ministères de force et qui sont habilités par la loi de 2006 à mobiliser les forces armées en dehors du contrôle politique de l'exécutif fédéral. Cette disposition spéciale peut opportunément permettre d'écarter un responsable local qui aurait failli à sa tâche lors d'une opération.

Progressivement, l'extension de l'argument de la lutte contre le terrorisme va permettre au pouvoir d'engager un certain nombre d'actions et de politiques visant tant les institutions que des secteurs de la société qu'il cherche à contrôler. La liberté de la presse a été la première touchée, que ce soit par la limitation de son accès au terrain tchétchène ou, plus généralement, par des opérations de reprise en main des médias. Le secteur associatif et notamment les organisations de défense des droits de l'homme ont également été victimes de cette politique, l'État s'appuyant sur la législation antiterroriste pour persécuter des ONG accusées de soutenir les « *terroristes* ».

Les politiques dites « *antiterroristes* » ont en outre permis de justifier de nombreuses réformes administratives et politiques aboutissant à la montée en puissance dans différents rouages de l'État des « *élites en uniforme* »: des responsables issus des services en charge de l'ordre et de la sécurité contribuant au renforcement du pouvoir exécutif et fédéral par rapport aux pouvoirs régionaux et législatifs. De même, l'histoire de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme en Russie montre qu'elle a joué un rôle important dans le renforcement du pouvoir central: ainsi, le

72 *Ot pervovo litsa: razgovory s Vladimirom Poutinom* (A la première personne: conversations avec Vladimir Poutine), Vagrius, Moscou, 2000

73 Anne Le Huérou, Fédération de Russie: l'antiterrorisme comme instrument de pouvoir, *La découverte*, 2008, pp.260-273

74 Voir Otto Luchterhandt, « Russia adopts new counter-terrorism law », *Russian Analytical Digest* N°2,20 juin 2006

Service fédéral du monitoring financier (FSFM), fonctionne comme une agence de renseignements. Fort de plusieurs centaines de membres et présent dans les régions, cet organisme accumule et traite les informations sur les transactions économiques en Russie, qu'elles soient privées ou publiques: flux bancaires, opérations financières et patrimoniales... Cette instance va jouer un rôle crucial dans la domestication des milieux d'affaires, en contribuant par exemple à « l'affaire Khodorkovski »

B) La lutte antiterroriste et l'appareil sécuritaire russe, une étude du rôle de la bureaucratie dans la conception du pouvoir

1) Une histoire de la conception de l'État en Russie

« *La Russie n'est pas un État, c'est un univers.* » Cette phrase attribuée à la grande tsarine Catherine II et reprise par les historiens et philosophes russes jusqu'à notre époque. Elle résume parfaitement l'approche particulière que l'on adopte au cours de l'analyse de l'État russe. Dans le cas de la Russie, l'État est d'abord et avant tout la puissance impériale face au monde extérieur, tandis que l'État comme forme de gouvernement, de l'époque tsariste à celle de la toute-puissance des chefs communistes, reste l'affaire du petit groupe d'hommes qui décident au sommet.

Depuis le XV^e siècle, la Russie s'est construite en empire territorial et non en État-nation. L'expansion a été continue, les princes de la Moscovie cherchant à repousser les limites du territoire vers des frontières géographiques sûres. Après les invasions mongoles, la Moscovie n'a pas eu le temps de se donner des institutions, elle devenait déjà le cœur d'une entreprise impériale. Dès les conquêtes d'Ivan le Terrible au XVI^e siècle, les prises des khanats de Kazan et d'Astrakhan sur la Volga: l'histoire de l'État russe et celle de l'empire sont une seule et même histoire. Et dès cette époque, l'empire est déjà multiethnique et multireligieux.

Par la suite, l'expansion transforme la Russie en un empire continental atteignant le Pacifique dès le XVII^e siècle. Au XVIII^e siècle, le tsar règne sur la Sibérie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Baltique et les steppes kazakhes. Au XIX^e siècle, l'empire englobe aussi le Caucase, l'Asie centrale et l'Extrême-Orient. L'expansion vers l'ouest et le sud-ouest, de la Baltique au Caucase, impliquait l'intégration de nations européennes, le plus souvent organisées en États, telles que la Géorgie et la Lituanie. Elle fut difficile, en particulier dans le Caucase où la forte résistance entraîna l'armée impériale russe dans des combats longs et meurtriers. La poussée russe vers l'Europe répondait d'abord à un désir d'ouverture et d'entrée dans le processus de modernisation du monde occidental. Elle ne s'expliquait pas en priorité par des préoccupations de sécurité militaire. Il faut attendre les campagnes napoléoniennes pour voir l'Empire russe menacé d'occupation et voir les dirigeants russes puis soviétiques rechercher la formation d'un glacis protecteur grâce à l'occupation de la Pologne.

En revanche, la conquête vers l'est et le sud-est, jusqu'au Pacifique et aux monts d'Asie centrale, de Mongolie et de Chine, était motivée en premier lieu par la quête de frontières naturelles sûres, et en second lieu par la recherche de terres de peuplement ainsi que par l'attrait des ressources de Sibérie. L'un des moteurs de la colonisation des terres kazakhes et sibériennes était le *moujik*, le paysan russe fuyant le servage, ou libéré, qui marchait vers la Sibérie et la steppe. L'aventurier et le commerçant étaient aussi des pionniers de la conquête de l'Est. Il faut se rappeler que c'est l'expédition conduite par l'hetman des Cosaques du Don Ermak Timofeievitch, financée par la famille marchande des Stroganov*⁷⁵, qui a apporté la Sibérie à Ivan IV. Le peuplement russe de ces contrées inhospitalières en Asie résultait souvent d'une colonisation sauvage, sans règle établie et sans tracé de frontières. L'administration tsariste prenait position plus tard pour imposer la loi du tsar*⁷⁶.

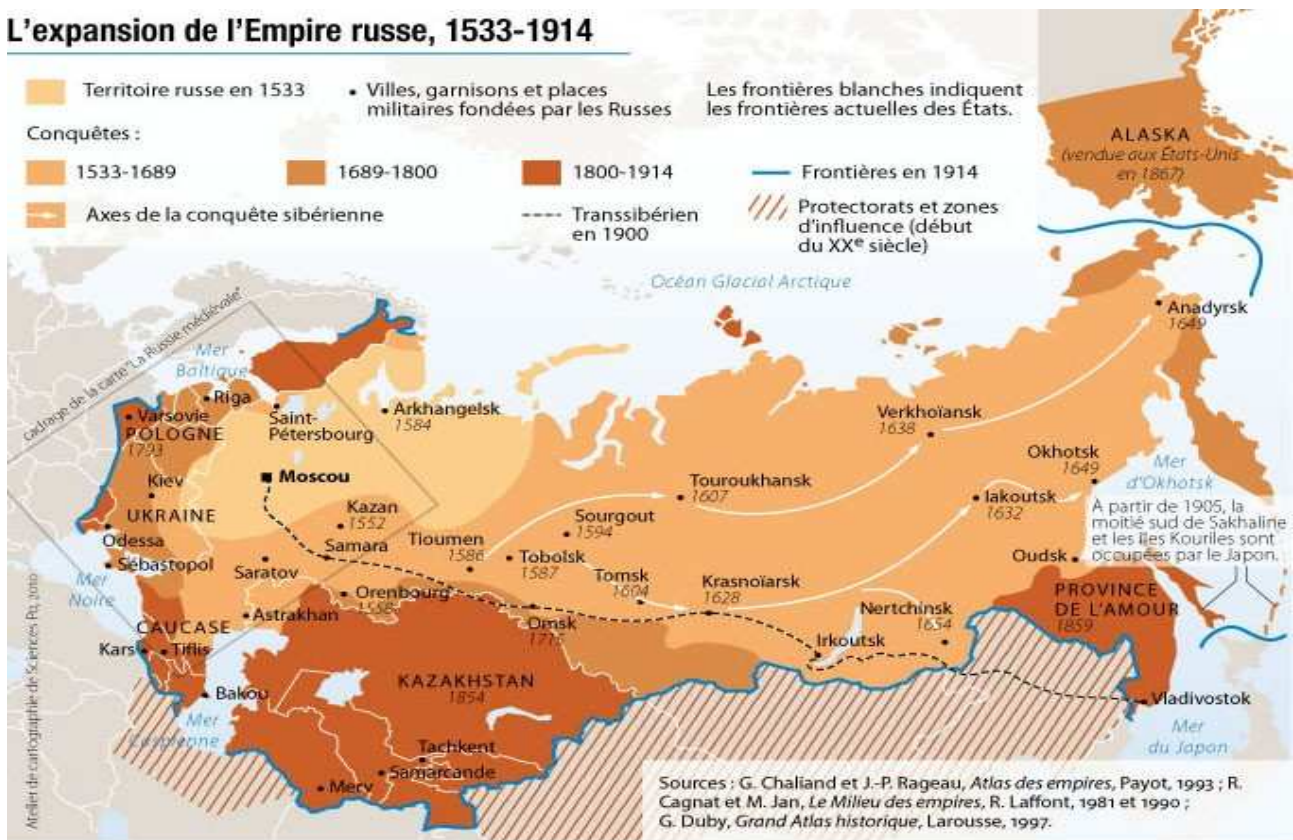
75 Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire d'Eurasie*, Fayard, 2005, p.43

76 Richard Pipes, *Russia Under the Old Regime*, Londres, 1974

Après la fin de l'occupation tatar, et avec les conquêtes d'Ivan le Terrible, l'histoire russe prend le rythme de la construction impériale. Le mouvement continu vers l'agrandissement et la puissance n'empêche pas pourtant l'installation de fragilités et de déséquilibres. Au sein de cet espace immense, le pouvoir tsariste avec ses administrations et son armée, n'est pas un pouvoir rassurant, il n'apporte pas une solide fondation au peuple, mais agit plutôt comme un couvercle qui peut s'écraser d'en haut sur les destins individuels.

Cette histoire complexe, où sont inextricablement liées des réalités opposées: l'enfermement et l'infini du territoire, la toute-puissance de l'empereur agissant comme le lieutenant de Dieu sur terre et la diversité des peuples ainsi que des ressources, l'attrait de l'Europe et la spécificité de la Grande Russie, Tous ces éléments aspectuels fournissent un élément de réponse sur le rapport particulier des Russes à l'autorité, leur procurant ainsi une dépendance mais aussi de la défiance envers l'État et le pouvoir.

L'expansion de l'Empire russe, 1533-1914



SciencesPo.

d'après Marie-Françoise DURAND, Philippe COPINSCHI, Benoit MARTIN, Patrice MITRANO, Delphine PLACIDI-FROT, *Atlas de la mondialisation, dossier spécial Russie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010

Atelier de cartographie de Sciences Po, 2010, www.sciences-po.fr/cartographie



Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre. Pour toute autre utilisation, contacter : carto@sciences-po.fr
 Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either whole or partial, contact : carto@sciences-po.fr

L'historien américain Marc Raeff met l'accent sur « l'inconscience des élites et du peuple du caractère impérialiste de leur pays. La conquête d'un empire à l'est et au sud-est s'est produite d'une façon tellement lente, on peut presque dire « organique », que les Russes s'en sont à peine rendus compte. Il est vrai que les conquêtes du Caucase et de l'Asie centrale ont été, elles, bien remarquées par les contemporains. Mais, tout comme la plupart des conquêtes coloniales en

*Afrique et dans le Sud-Est asiatique au XIX^e siècle, elles représentaient souvent des initiatives militaires locales et servaient à nourrir le romantisme exotique et guerrier d'une petite élite sociale et artistique. Cette inconscience explique l'étonnante ignorance de la création, sans parler de la nature, de cet empire même dans les milieux éduqués, ainsi que la conviction que l'assimilation des indigènes à la civilisation russe était à la fois chose naturelle, inévitable et désirable. »*⁷⁷*

A aucune période de l'histoire tsariste puis soviétique la Russie ne s'est conçue en métropole entourée de colonies. La communauté « nationale » était l'ensemble impérial, toutes ethnies et provinces confondues. L'expansion a encouragé la construction « d'une nation impériale », au détriment d'une identité strictement russe. Le Russe se sentait russe parce qu'il parlait russe, qu'il appartenait à l'Empire de Russie et qu'il était sujet du tsar et orthodoxe. L'idée nationale était avant tout impériale. Après 1917, le pouvoir communiste a prolongé, tout en la transformant en profondeur, cette notion de communauté impériale-nationale par l'idéologie du « peuple soviétique ». La Russie n'a donc jamais été un État-nation et cette option semble tout aussi impossible au XXI^e siècle, même si l'idéologie développée par le régime Poutine ces dernières années entraîne les Russes dans cette conception d'une « Russie pour les Russes », qui accompagne l'idéologie d'une « voie spécifique russe » de modernisation. Ce slogan, d'ailleurs apparaît de plus en plus fréquemment dans le discours des jeunesses poutiniennes, les *Nachi* (les « Nôtres ») et chez certains responsables du parti politique dominant, *Единая Россия* (Russie unie).

Donc, la question du nationalisme en Russie, hier et aujourd'hui, est indissociable de l'histoire impériale de l'État*⁷⁸. Russie et empire, Russie soviétique et URSS se confondaient. Les Russes représentaient un peuple sans habitus propre, et dont la langue, ne les distingue pas des autres peuples de l'empire. La nature autoritaire des régimes tsariste et soviétique, l'absence de libertés publiques, l'absorption de la société par l'État ont fait de la conscience nationale le domaine réservé des élites. Le paysan obéissait au tsar et à Dieu. L'Église orthodoxe et la croyance religieuse formaient le socle du régime absolutiste.

Lorsqu'on observe la sémantique russe, on remarque que les conceptions du pouvoir se reflètent dans la langue russe. Ainsi, il n'y a pas d'État russe à proprement parler. Dès les débuts de l'expansion au XV^e siècle, la Moscovie, ou *Rous'* (littéralement la terre des Russes) moscovite est multiethnique et multireligieuse. Avec la conquête de Kazan en 1552, puis d'autres villes sur la Volga, Ivan le Terrible intègre à son domaine des peuples turcs et finnois, à quelques centaines de kilomètres de Moscou. La *Rous'* devient *Rossia*, ou Empire de Russie. *Rossia* est le terme générique pour nommer l'ensemble multinational rassemblé autour du tsar. Ce terme désigne l'État impérial et n'a pas de connotation ethnique alors que le mot *Rous'*, apparu au IX^e siècle pour désigner les territoires des tribus slaves de l'Est, a donné l'adjectif *rousskii*, qui a un sens ethnique et linguistique. La langue russe distingue bien ce terme, propre au peuple russe, de l'adjectif *rossiiskii* qui se rapporte à l'État, et à tous les habitants de la Russie impériale (*Rossia*). La difficulté pour l'exposition de ces distinctions fondamentales est que les deux termes sont habituellement traduits en français par le même mot: « russe ». Aujourd'hui comme à l'époque tsariste, l'adjectif *rossiskii* est synonyme de « national » ou « d'État » (*gosoudarstvennii*).

L'espace national est donc traditionnellement « l'espace impérial ». Et l'espace politique, le *gosoudartsvo*, se construit sur cette base, territoriale et autocratique. Le mot *gosoudartsvo* est traduit par « État », mais son étymologie est tout autre. Le *gosoudar* est le « souverain », le *gosoudartsvo* est le « domaine du souverain », comme le royaume est le domaine du roi*⁷⁹. Pour

77 Marc Raeff, « un empire pas comme les autres », p. 323-324

78 « le mythe du nationalisme russe », dans Pierre Birnbaum, *Sociologie des nationalismes*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p.85-102

79 Sur l'autocratie et le souverain, voir Aleksandr Akhiezer, Igor Kliamkine, Igor Iavenko, *Historiia Rossii: konets ili novoe natchalo?* (« Histoire de la Russie: fin ou nouveau commencement? »), Moscou, Fondation Liberal'naia

ainsi dire, ce serait comme si, en français, on ne distinguait pas le mot « *État* » de celui « *de royaume* ».

En somme, cette interrogation revient à la question présente dans les travaux de Marie Mendras, à savoir est ce qu'il existe un État russe ?*⁸⁰

2) Le rôle des administrations et du FSB après 9/11

Ce sont donc les administrations qui incarnent le mieux la permanence d'un État russe, gérant du mieux possible l'immensité de ce territoire. Depuis 1991, la Russie a connu deux grands cycles de transformation administrative de l'État, de l'économie et du rôle des bureaucraties. Pendant les années eltsiniennes, les administrations tentent de survivre et sauvent l'État d'une désintégration bien engagée en 1991-1993 avec la banqueroute du pays entier. Elles le font pour des raisons variées, selon leur nature, leur fonction, leurs moyens, mais la plupart d'entre elles ne disparaissent pas à cause de la sortie du communisme. Au contraire, les administrations profitent de la disparition des structures du parti communiste pour reprendre la pleine possession de leurs compétences administratives, jusqu'alors dépendantes du Parti. Tout au long des années 1990, la faiblesse de l'État central et du pouvoir politique eltsinien n'a pas mis en danger les administrations mais leur a permis au contraire de se renforcer tout en s'adaptant à l'économie de marché. Les élites administratives, au niveau local et national, ont étonnamment bien résisté après 1991. Les hommes ont parfois changé de fonction: un directeur de kolkhoze est devenu maire, un ancien secrétaire du Parti a pris la tête d'une entreprise en reconversion, un ancien du KGB local agit comme intermédiaire entre les administrations et les groupes industriels ou financiers. Mais ils ont dans leur grande majorité conservé leur appartenance aux structures de direction et de gestion du pays. Peu d'institutions ont été démantelées, à l'exception des organes dirigeants du parti communiste.

Dans les années 2000, les élites administratives sont remises sous la coupe de l'appareil du Kremlin, des services de renseignement et des « *structures de force* », avec la collaboration d'une partie significative des juges et des patrons de médias.

Quand Vladimir Poutine a pris les commandes de l'État en 2000, il s'est engagé à en restaurer l'autorité et l'efficacité. Il a également promis la sécurité, mais a nourri le conflit en Tchétchénie, favorisant ainsi les attentats terroristes. Le nouveau credo de l'équipe récemment installée au Kremlin, la « *démocratie souveraine* », se résume en ces termes: la Russie est grande et puissante, son économie se porte bien, la stabilité règne à l'intérieur des frontières et le pays ne doit pas se soumettre aux conseils d'autres gouvernements étrangers. L'idéologue en chef de la nouvelle doctrine, Vladislav Sourkov dévoile la signification de cette formule. En deux mots, l'essence de la politique intérieure et extérieure est posée, tout comme le lien étroit entre les deux domaines. La souveraineté, c'est l'indépendance nationale et la protection contre les ingérences sans aucune contrainte, en se préservant au mieux des obligations multilatérales ou internationales; la démocratie, c'est le consensus politique et social entre le pouvoir, les élites et le peuple, sans opposition ni contestation.

Pour comprendre l'esprit et les méthodes qui prévalent depuis le début de la présidence Poutine en 2000, il importe de rappeler les circonstances qui ont permis à Vladimir Poutine de succéder à Boris Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie. Pendant le premier mandat de Boris Eltsine, la Russie a connu une remarquable ouverture et une réelle démocratisation de la vie publique, principalement à travers le pluralisme des médias et des élections concurrentielles. Cependant, il se produit dans le même temps, une lente dégradation des institutions démocratiques, tendance qui s'accélère pendant le second mandat eltsinien, de l'été 1996 à Noël 1999. Réélu grâce au soutien

Missiia, 2006

80 Voir article de Marie Mendras, Existe-t-il un État russe ?, *Politique Étrangère*, N°1, 1992

financier des oligarques et au zèle de certaines administrations, mais malade et peu présent au Kremlin, Boris Eltsine laisse s'installer un « régime de cour » au sommet de l'État. Le krach financier d'août 1998 fait exploser la bulle moscovite et démontre les carences du gouvernement.

C'est dans ce contexte dégradé de fin de règne que Vladimir Poutine est choisi comme dauphin. Toute la rhétorique « d'ordre » prônée depuis l'arrivée au pouvoir de l'ancien directeur du FSB, se construit sur une dépréciation du gouvernement précédent. Dès qu'est émise la moindre critique sur la dérive autoritaire, les défenseurs du régime répondent: tout est mieux que le chaos d'avant. Et pourtant, Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir grâce à la nouvelle guerre en Tchétchénie et aux attentats de septembre 1999. La destruction de la Tchétchénie est le « péché originel »*⁸¹ du régime Poutine. Même les conseillers les plus proches de Vladimir Poutine ont reconnu que le climat d'insécurité créé par les attentats de 1999 et la relance de la guerre fournissaient l'ingrédient indispensable à l'ascension du chef du FSB*⁸². Avec l'amalgame entre la Tchétchénie et le terrorisme international révélé lors du 11 septembre 2001, les autorités russes font savoir que la démocratisation n'est plus la priorité. Seule la sécurité du pays et de la société prime, même au-delà des libertés civiques. Cette décision pourrait ne pas se révéler perturbatrice du processus de démocratisation entamée en Russie.

Après tout, à la suite des événements du septembre 2001, les démocraties occidentales, à commencer par les États-Unis ont renforcé leur pouvoir exécutif afin de lutter le plus efficacement possible contre le terrorisme transnational. Bon nombre de ces mesures étaient en totale inadéquation par rapport aux droits de l'homme, comme les tortures à la prison américaine de Guantanamo ou les « vols de la CIA », affrétés spécialement pour escorter des présumés terroristes, localisés en Europe, dans des prisons de haute sécurité américaines. Cependant, la particularité du système étatique russe veut que la guerre contre le terrorisme soit pensée, conçue et engagée de manière différente que dans tout autre État. En somme, les événements du 11 septembre 2001 ont nourri une spirale du terrorisme en Russie, déjà ébranlée par le problème tchétchène. La crise de la prise d'otages de l'école de Beslan en 2004, va servir de prétexte à un renforcement des administrations, en particulier les fameuses « structures de force », qui bénéficient d'une proximité avec le nouveau président russe, qui a fait carrière dans ces services. Le discours antiterrorisme correspond à une reprise en main de la Russie par les services de sécurité comme le FSB, qui vont bénéficier de pouvoir accru au fur et à mesure que les attentats terroristes s'intensifient.

3) Une stratégie de « Verticale du Pouvoir »

Tout d'abord, il faut nuancer ce qui a été dit précédemment. La reprise en main du pays par l'État, donc, les administrations, n'a pas été uniquement provoquée par les impératifs d'une guerre contre le terrorisme.

Le 13 septembre 2004, au cours d'une émission télévisée, le Président russe Vladimir Poutine a annoncé, parmi d'autres réformes politiques, la suppression des élections des représentants du pouvoir exécutif dans les régions de la Fédération de Russie. Depuis 2005, ces représentants, généralement appelés gouverneurs, sont désignés par le Président sur proposition de la *douma* régionale. Cette décision a été présentée par les autorités russes comme une mesure antiterroriste après la tragique prise d'otages de Beslan, en Ossétie du Nord. Ce passage à la nomination des gouverneurs parachevait la politique de recentralisation amorcée en 2000, en réaction au processus spontané, et peu maîtrisable, de régionalisation engagé dans les années 1990. Cette politique s'est traduite par un vaste ensemble de mesures destinées, pour le pouvoir fédéral, à reprendre le contrôle

81 Iouri Levada, « les Russes et le terrorisme », *Esprit*, août-septembre 2002

82 Entretiens informels de Marie Mendras avec des proches conseillers du Kremlin, conférence Valdaï, septembre 2004 et septembre 2005

des principaux leviers du gouvernement et a conduit à recentraliser simultanément les modes de régulation, les ressources et les structures administratives.

La « verticale du pouvoir » ou *vertikal vlasti* dans sa langue d'origine, commence à Moscou et descend au niveau inférieur, régional ou républicain, par le renforcement des représentations des administrations fédérales dans les provinces. Administrations fiscales, tribunaux, services de sécurité, police et armée doivent être soustraits à la subordination envers les gouverneurs de régions ou les maires de grandes villes et remis sous contrôle direct des services centraux. Pour cela, le gouvernement Poutine essaie avant tout d'assurer le paiement régulier des salaires des fonctionnaires afin que ces derniers dépendent moins du bon vouloir des administrations locales.

Les réponses institutionnelles que l'équipe Poutine a choisies au printemps 2000 pour contrer l'autonomie à long terme nuisible des gouverneurs étaient, d'une part, la création de sept superdistricts (okrougs) rassemblant chacun dix à quinze provinces, d'autre part la réorganisation du Conseil de la Fédération ainsi que le droit de limoger des gouverneurs élus au suffrage universel. Le Président russe a instauré par oukase un nouveau niveau bureaucratique, celui des « *représentants plénipotentiaires* »*⁸³ (*polnomotchnye predstaviteli*) répartis dans sept grands districts, chargés de superviser les agences fédérales territoriales et sanctionner les activités des gouverneurs. Le pays est désormais divisé en sept grands districts administratifs: Russie centrale, Nord-Ouest, Sud, Volga, Oural, Sibérie et Extrême-Orient. A noter que sous le mandat de Dmitri Medvedev, un nouveau district fédéral a été créé, celui du Nord-Caucase.




 [District fédéral central](#) (ou du Centre ; [Moscou](#))

 [District fédéral du Sud](#) ([Rostov-sur-le-Don](#))


 [District fédéral du Nord-Ouest](#) ([Saint-Pétersbourg](#))

 [District fédéral extrême-oriental](#) (ou d'Extrême-Orient ; [Khabarovsk](#))

83 « Polredy Prezidenta » (« les représentants du président »), Université de Moscou, *Naouchnye doklady*, n°3, janvier 2001

 [District fédéral sibérien](#) (ou de Sibérie ; [Novossibirsk](#))

 [District fédéral de l'Oural](#) ([Iekaterinbourg](#))

 [District fédéral de la Volga](#) (ou de Privoljié ; [Nijni Novgorod](#))

 [District fédéral du Nord-Caucase](#) ([Piatigorsk](#))³

Ces districts se structurent en appareils bureaucratiques dotés en principe de prérogatives étendues de contrôle. Des administrations publiques ont commencé à adopter ce découpage en sept grands régions, comme la Prokouratura fédérale (l'équivalent russe, mais non similaire du Parquet), le ministère de la Justice, les monopoles naturels (comme le gaz et l'électricité) ou toutes les autres antennes des services fédéraux territoriaux, qui ont ouvert des « *représentations* » dans chacun des sept centres administratifs de ces nouveaux appareils administratifs. Un « *inspecteur fédéral* » doit être nommé dans chaque province. Cinq des sept « *superreprésentants* » nommés alors sont des officiers de l'armée ou des services. Le message est donc clair: les forces de l'ordre et les services ont vocation à agir au cœur du système de gouvernement du pays, à faire respecter les lois fédérales. En 2001, les compétences de l'exécutif central et des régions dans les domaines où ils étaient supposés agir conjointement ont commencé à être délimitées. Selon l'article 72 de la Constitution de Russie, il existe 26 domaines de compétence conjointe, de l'enseignement à l'écologie, lesquels ont été à l'origine de profonds désaccords entre le « Centre »^{*84} et les régions durant les années 1990. Une Commission dirigée par le chef adjoint de l'administration présidentielle, Dmitri Kozak, a présenté à la Douma un projet très détaillé de délimitation des compétences du Centre, des régions et des organes d'auto-administration locale dans tous ces domaines. Mais la réforme s'est heurtée au désaccord de certaines institutions fédérales. Finalement, la Commission Kozak a élaboré une nouvelle loi fédérale « *sur l'auto-administration locale* » qui a été adoptée par la Douma en 2003. Prévoyant l'étatisation de l'administration locale, cette loi modifiait non seulement les prérogatives des municipalités, mais aussi leur mode de financement. Pour résumer, la loi se concentrait davantage sur la définition de la responsabilité des municipalités que sur la reformulation de leurs moyens d'action. Cette réforme n'avait pour objectif que de brider encore plus les administrations locales au profit de Moscou. Ainsi avec les réformes qui ont suivi la prise d'otages de Beslan, la politique de recentralisation a été achevée en 2005. A l'exception des républiques ethniques du Nord-Caucase (en particulier la Tchétchénie sous le contrôle de Ramzan Kadyrov), toutes les régions de Russie sont désormais soumises à Moscou, tant au niveau politique, qu'économique et administratif.

Bien avant les événements du 11 septembre 2001, puis la prise d'otages de Beslan, les membres des services de sécurité ont été associés à l'exercice du pouvoir par le président en place. La politique de recentralisation des pouvoirs politiques engagée afin de faire contrepoids à la politique de décentralisation jugée calamiteuse du président Boris Eltsine, a été accélérée avec le discours antiterroriste de la nouvelle équipe du Kremlin.

Ces dernières années, le Kremlin semble avoir sensiblement changé d'approche en matière de terrorisme. Il s'agit aujourd'hui moins de prévenir des actes de violences à l'encontre des civils que de préserver l'État des menaces qui sont dirigées contre lui. La loi sur « *la lutte contre le terrorisme* », adoptée par Boris Eltsine en 1998, définissait le terrorisme de manière suivante: « *Violence ou menace de recours à la violence à l'égard de personnes physiques ou d'organisations, ainsi que destruction (ou détérioration) ou menace de destruction de biens susceptibles de mettre en péril la vie des gens, de causer des dégâts matériels importants et de provoquer d'autres conséquences dangereuses pour la société dans le but de déstabiliser la sécurité* ».

⁸⁴Pour une analyse théorique, voir Fritz W. Sharpf, « The Joint Decision Trap: Lessons from German Federalism and European Integration », *Public Administration*, 66 (3), 1988, p. 277-304.

*nationale, d'intimider la population et d'inciter les autorités à prendre des décisions favorables aux terroristes ou à satisfaire leurs exigences financières (ou autres) illégales. Atteinte à la vie d'un homme politique ou d'un activiste de la société civile afin de mettre fin à son activité politique (ou autre) ou de se venger de ses actions.*⁸⁵ »*

En 2006 était adoptée une nouvelle loi « *sur les contre-mesures à opposer au terrorisme* ». La définition qu'elle proposait était tout à fait différente de celle qui prévalait huit ans plus tôt: « *Le terrorisme est une idéologie de la violence et une pratique visant à influencer les décisions politiques prises par les autorités de l'État, les autorités municipales ou les organisations internationales en terrorisant la population et au moyen d'autres formes d'action violente illégale* »*⁸⁶.

L'accent est donc désormais mis sur le fait que le terrorisme prend pour cible l'État. Auparavant, on considérait qu'il était dirigé contre les citoyens. Il faut d'ailleurs noter que la dénomination complète de la division antiterroriste du FSB est la suivante: « *Service de défense du régime constitutionnel et pour la lutte contre le terrorisme* », la notion de « *régime constitutionnel* » est par ailleurs entendue comme le système politique en place dans le pays. Les mesures prises dans le cadre de la guerre contre le terrorisme vont renforcer les prérogatives du FSB, service successeur de l'ancien KGB. A partir du 6 mars 2006, le Président Poutine signe la loi « *sur la lutte antiterroriste* ». Cette loi fait du FSB l'instance chargée de diriger la lutte antiterroriste et institue le Comité national antiterroriste (le NAK), une structure interministérielle dirigée par le directeur du FSB. Le NAK a pour fonction de coordonner les activités antiterroristes de tous les services de sécurité. Pour finir, le 5 et 7 juillet 2006, le FSB obtient le droit de tuer les terroristes à l'étranger, ce qui a permis aux agents de la Direction de lutte contre le terrorisme du FSB d'agir au Qatar, en Azerbaïdjan, en Turquie et en Géorgie. Même si ces nouveaux pouvoirs ont été acquis après la prise d'otages de Beslan, le FSB a rapidement été impliqué dans la lutte contre le terrorisme. En effet, la création de la Direction de défense du régime constitutionnel et de lutte contre le terrorisme a été créée le 28 août 1999, mais c'est en 2001 que le FSB est chargé, parmi bon nombre d'autres services, d'opérer en Tchétchénie, principal foyer du terrorisme en Russie. Le discours des autorités russes au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 a conduit à une guerre inexorable de l'État russe face aux indépendantistes tchétchènes, qualifiés de terroristes dans la presse russe. Cette lutte a provoqué une extension des prérogatives des services de sécurité, principales incarnations de l'État au sein de la société russe.

Cependant, cette lutte antiterroriste a également eu pour effet de renforcer le contrôle sur la société russe, dans son ensemble, en particulier les opposants politiques. Par exemple, en septembre 2008, le nouveau Président russe Dmitri Medvedev a réformé la structure du ministère de l'Intérieur, en supprimant le département chargé de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, pour créer un département s'occupant de la lutte contre l'extrémisme. En d'autres termes, des milliers d'officiers de police, habitués à s'occuper des bandits et des terroristes, ont été redirigés vers un nouvel ennemi: les extrémistes, un terme que l'État russe utilise pour décrire non seulement les groupes d'individus organisés selon des revendications raciales ou religieuses mais aussi les mouvements d'opposition au pouvoir politique en place ainsi que les syndicats indépendants.

C) Une légitimité charismatique acquises lors d'un processus de révolutions sociales

1) Une forme d'autocratie particulière

85 Loi fédérale n°35-FZ « *sur la lutte contre le terrorisme* », signée par le président de la Fédération de Russie Boris Eltsine, le 25 juillet 1998

86 Loi fédérale n°35-FZ « *sur la lutte contre le terrorisme* », 6 mars 2006

Dans son article *La Russie de Poutine ou la démocratie à l'ombre de l'autocratie*, le sociologue américain Perry Anderson reprend un portrait du pays tel qu'il le décrivait dans son ouvrage de référence sur l'origine des régimes autoritaires en Europe.

Tout d'abord, il met l'accent sur la popularité de Vladimir Poutine au sein de la société russe. A en croire les sondages parus au cours de l'année 2008, il faisait office de dirigeant national le plus populaire. Depuis son accession au pouvoir, voici sept ans, il a toujours bénéficié du soutien de plus de 70% de sa population, très loin devant tout autre homme politique contemporaine. A titre de comparaison, Nicolas Sarkozy ne recueillait que 41% d'opinions favorables, Bush 28% et Brown 31%. La popularité et l'autorité de Poutine provient du contraste avec le dirigeant précédent. D'un point de vue occidental, le régime Eltsine était loin d'être un échec grâce à la tentative de démocratisation ainsi que la libéralisation de masse des fleurons de l'industrie soviétique. D'un point de vue strictement local, la situation paraissait différente pour la plus grande partie de la population. Aux yeux de la plupart des Russes, l'administration Eltsine déclencha une vague de corruption et de criminalité, trébucha chaotiquement d'une crise politique à l'autre, présida à une baisse sans précédent du niveau de vie et à un effondrement de l'espérance de vie, humilia le pays en s'inclinant devant les puissances étrangères, ruina le rouble et s'acheva par une banqueroute. En quelques chiffres de 1999, selon les statistiques officielles, le PIB avait baissé de quelque 40% en dix ans et le taux de mortalité augmenté de 50%. De plus, les recettes de l'État avait diminué de moitié quand le taux de criminalité avait doublé^{*87}.

Par rapport à l'équipe au pouvoir précédente, Poutine eut la chance d'arriver au pouvoir alors que les cours du pétrole décollaient. Avec le soudain envol des recettes d'exportation du secteur énergétique, la reprise économique fut rapide et continue avec une croissance du PIB qui a largement dépassé les 7% par an depuis 2000. Pour les Russes ordinaires, cela s'est soldé par une amélioration tangible du niveau de vie. Si, avec moins de 400 dollars par mois, le niveau du salaire réel moyen est demeuré très bas, il a doublé sous la présidence Poutine. Cette augmentation est de loin de principal facteur de soutien dont il jouissait jusqu'aux manifestations de novembre-décembre 2011. A une relative prospérité, Poutine a ajouté la stabilité. Les secousses gouvernementales, les affrontements avec le Parlement et les moments d'hébétude présidentielle appartiennent désormais au passé. L'administration n'est pas forcément devenue beaucoup plus efficace, mais l'ordre, sauf dans le Nord-Caucase, a été rétabli. Par ailleurs, la fierté nationale, mise à l'épreuve par la dépendance externe qu'a connu la Russie durant la période Eltsine a été rétabli. Le temps est révolu où le FMI dictait le budget et où le ministère des Affaires étrangères était à peine plus qu'un consulat américain. Libérée de sa dette extérieure et de sa tutelle diplomatique, la Russie semble redevenue un État indépendant.

Prospérité, stabilité, souveraineté: le consensus national autour de Poutine repose sur la satisfaction de ces préoccupations primordiales^{*88}. Par la suite, la notion de charisme entre en ligne de compte. Quand il est arrivé au pouvoir, Poutine ne laissait pas apparaître une once de charisme, mais c'est la Présidence qui l'a changé. Pour Max Weber, la domination charismatique était par définition extra-institutionnel: c'était un genre de magie qui ne pouvait être que personnelle. Dans la Russie post-moderne, la mise en spectacle du nouveau Président russe a contribué à lui apporter le charisme qui lui faisait défaut au départ. Sitôt installé à la Présidence, Poutine a cultivé deux attributs qui lui ont donné un aura agissant sur la société russe. Le premier est l'image d'une autorité ferme, au besoin implacable. Dans l'histoire de la Russie, l'ordre imposé brutalement a plus souvent suscité l'admiration que la crainte. A l'ébriété d'Eltsine, Poutine répond par la sobriété. Au caractère fantasque de son prédécesseur, Poutine répond par des dehors réservés. Progressivement, cette réserve s'est muée en assurance tranquille, interrompue par de vives saillies. Vladimir Poutine a su maîtriser l'art du spectacle. Sa communication multiplie les mises en scène pour construire l'image

87 Voir Padma Desai, *Conversation on Russia Reform from Yeltsin to Putin*, Oxford, 2006, p.33

88 Perry Anderson, *La Russie de Poutine, le débat*, 2008, p.147

d'un superhéros russe, aussi à l'aise dans les vallées de l'Altaï que dans les réunions au sommet du G8. Vladimir Poutine joue ainsi tous les rôles: archéologue, chasseur de tigres, d'ours, plongeur, nageur, motard, automobiliste, pilote de Formule 1, skieur, judoka, chanteur, explorateur et pilote d'avion. Le Président russe est, selon les câbles de l'ambassade américaine en Russie révélés par Wikileaks, une sorte de Batman (Dmitri Medvedev étant Robin) défendant la Russie contre les agresseurs.

Mais son charisme possède un autre aspect, moins évident, car il agit au niveau culturel grâce à sa maîtrise de la langue russe. Là encore, le contraste avec les anciens dirigeants russes est de taille. De tous les chefs d'État soviétiques, puis russes, seul Lénine était capable de s'exprimer dans un russe d'homme cultivé. Étrangement, le prestige de Poutine est donc aussi intellectuel. En somme, Perry Anderson résume son développement en disant que c'est « *l'union apparente de la poigne et de l'esprit qui a saisi l'imaginaire populaire russe* ».

En ce qui concerne la question des oligarques qui avaient une très grande autonomie et influence au cours de la période Eltsine, Poutine, s'il voulait un gouvernement plus fort que celui de son prédécesseur, ne pouvait laisser ces derniers profiter en paix de leurs pouvoirs acquis. Après les avoir prévenus qu'ils pouvaient garder leurs richesses du moment qu'ils restaient à l'écart de la politique, il a brisé les trois magnats les plus ambitieux: Gousinski, Berezovski et Khodorkovski. Poutine a par la suite remplacé sous la coupe de l'État des pans entiers de l'industrie pétrolière et transformé le monopole gazier du pays en un conglomérat géant. En reprenant le contrôle d'une partie des commandes de l'économie, l'État a renforcé ses moyens d'action. À l'Ouest, ces changements ont suscité une certaine inquiétude dans la presse économique, où s'exprime souvent la crainte d'un étatisme qui compromettrait la libéralisation des années 1990. En réalité, les marchés ne sont pas en danger. L'État russe s'est renforcé en tant qu'agent économique, mais il ne s'agit aucunement de socialiser l'économie russe dans son ensemble.

Le système politique qui s'est constitué depuis le départ d'Eltsine est donc un mélange de nouveauté et de continuité^{*89}. Poutine n'a fait que resserrer et centraliser une administration étatique, déjà en œuvre sous son prédécesseur, pour en faire un appareil de pouvoir plus cohérent. Cependant, il a renforcé les effectifs des services de sécurité. Le budget du FSB, principal successeur du KGB dans la Russie post-communiste, a triplé. Le nombre de postes de l'administration fédérale occupés par d'anciens membres des services de sécurité a continué de croître. Plus de la moitié des principaux hommes de pouvoir de la Russie viennent aujourd'hui de ses appareils de répression. Le nouveau régime est dominé par un réseau de secrétaires généraux du Kremlin et de ministres au « *profil de sécurité* »^{*90} qui dirigent aussi les plus grandes entreprises publiques cotées en bourse. Une des personnalités les plus caractéristiques de ce nouveau corps de politiciens est Sergueï Yakounine, ancien officier du KGB a été à la fois vice-ministre des Transports en 2000 et président des chemins de fer russes entre 1991 et 2007. Tout mariage de ce genre entre profits et pouvoir engendre naturellement la corruption. D'après Perry Anderson, la corruption semblait plus répandue que sous Eltsine^{*91}. Par la suite, il fait une comparaison avec la Chine où la corruption est un fléau que déteste la population. En revanche, pour la Russie, la corruption qui sévit à tous les niveaux de la société ne semble guère susciter d'indignation active. Le point de vue courant est qu'un fonctionnaire qui demande des pots de vin vaut mieux qu'un fonctionnaire qui sévit. Là encore, l'affirmation du sociologue américain peut être sujet de débats au vu des manifestations de la fin d'année 2011 où les participants revendiquaient le départ de Vladimir Poutine, principal instigateur de la corruption à grande échelle en Russie.

Pour finir, il faut finir sur le rapport de forces politiques dans le pays. Le parti du Président, Russie unie et ses divers alliés, sans autre programme plus spécifique que le soutien inconditionnel à

89 Perry Anderson, La Russie de Poutine, *le débat*, 2008, p.150

90 Economist Intelligence Unit, Russia: *country Profile*, 2006, p.9

91 Perry Anderson, La Russie de Poutine, *le débat*, 2008, p.151

Poutine, détenait environ 70% des sièges à la Douma, soit suffisamment pour réécrire la Constitution si besoin. Pour autant, on ne voit pas se profiler un État de parti unique. En effet, d'autres formations politiques continuent à s'opposer à la politique de Poutine, comme le parti communiste russe (KPRF), le parti Russie juste (SR), le parti libéral-démocrate (LDPR) et enfin le parti libéral Iabloko.

Pour beaucoup de sociologues russes ou chercheurs russophones, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine constitue un virage vers le passé, dans le sens d'un retour de l'autocratie russe traditionnelle, après une période de démocratisation et de libéralisation eltsinienne. Il est vrai que dans la description de la Russie de Poutine par Perry Anderson se retrouve des éléments caractéristiques de l'autocratie que le sociologue américain a relevé dans son ouvrage sur les autoritarismes. Par exemple, la description des *siloviki*, les commis de l'État issus des rangs de l'armée ou de la police secrète, par la suite propriétaires ou actionnaires dans les plus grandes entreprises russes, fait écho aux *Pomistie*^{*92}, les services de la bureaucratie sous Ivan le Terrible, qui en plus détenaient la propriété foncière directement des mains du Tsar.

Mais pour autant, le nouvel homme fort de la Russie a une position des plus ambiguës en ce qui concerne l'appartenance culturelle. En effet, bien que nostalgique du passé soviétique, notamment en disant que: « *la disparition de l'URSS a été la plus grande catastrophe de la fin du XX^e siècle* », et bien que le président russe ait grandi lui-même dans la glorification du modèle social communiste, c'est sous la présidence Poutine, puis Medvedev que la glorification du passé tsariste a été réactivé. En l'espace de quelques années, la Russie a engendré une culture de masse obsédée par des versions postiches du passé dynastique. Boris Akounine, qui est l'auteur qui se vend le mieux, écrit des romans policiers dont l'action se situe dans le dernier tiers du XIX^e siècle^{*93}.

Les films relatant le passé tsariste comme *le barbier de Sibérie*, *l'Arche russe* d'Alexandre Sokourov, mais aussi *l'Amiral* (en russe : Адмиралъ), film historique russe de 2008 d'Andreï Kravtchouk, racontant l'histoire d'Alexandre Vassilievitch Koltchak, amiral devenu l'un des chefs des Armées blanches pendant la guerre civile en Russie et qui, en 1919, fut nommé *Gouverneur suprême* de la Russie sur un vaste territoire comprenant l'Oural, la Sibérie et l'Extrême-Orient russe. De plus, le film n'est pas la seule tentative de remise en cause des jugements de l'histoire soviétique. Deux statues de Koltchak ont été érigées à Saint-Pétersbourg (dans le bâtiment principal des cadets de la Marine) et à Irkoutsk. Dans cette ville, une statue de plus de cinq mètres représentant l'amiral Alexandre Koltchak, grand chef des forces armées *blanches* durant la guerre civile russe, a été inaugurée fin décembre 2004, le jour du 130^e anniversaire de sa naissance. La statue réalisée par Viacheslav Klykov a été érigée dans l'enceinte de la cathédrale de Znamensk, où sont enterrées de nombreuses personnalités de l'Histoire de Russie. Une plaque à la mémoire de l'amiral a aussi été inaugurée à Omsk sur ce qui fut le bâtiment de l'état-major des *blancs* lors de la guerre civile russe. Pour finir, le gouvernement russe a débaptisé une île dans l'Arctique pour lui donner le nom de: île Kolchak.

92 Voir l'ouvrage de Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, 1974, le chapitre consacré à la Russie

93 Voir Stephen Lovell et Birgit Menzel, *Reading for entertainment in Contemporary Russia*, Munich, 2005, pp.96-97



Pour résumer ce qui a été dit précédemment, le tableau culturel qu'offre la société ainsi que le pouvoir russe actuel laisse penser que les schémas traditionnels ne sont pas entièrement respectés car on peut voir que les autorités russes mélangent, sous forme de propagande, à la fois l'héritage soviétique et tsariste. Ce mélange des héritages culturels laisse penser que le régime politique en place ne prône aucune idéologie particulière et qu'il cherche à se rattacher à tous événements glorieux du passé russe pour promouvoir une politique de puissance à l'extérieur. L'État russe autorise donc la critique, qui n'est pas censurée sur l'Internet russe, ainsi que l'esprit de libre entreprise.

Ainsi, les analyses purement historiques faisant de la période de Vladimir Poutine un strict retour vers la Russie autoritaire doit être nuancé. C'est dans cette optique que les travaux de la sociologue américaine Theda Skocpol peuvent être repris afin de montrer que le régime autoritaire de Vladimir Poutine n'est pas la conséquence d'une tradition russe pour les pouvoirs forts, surtout si le pays était menacé par le danger terroriste, mais la conclusion d'un processus de révolution sociale qui a commencé avec la chute de l'URSS.

2) La chute l'URSS comme nouveau cas de révolution sociale

Libéralisme économique et durcissement politique semblent constituer les traits marquants de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Le temps des réformes, amené par Mikhaïl Gorbatchev, laisse la place à une réaction conservatrice sous V. Poutine et ses « *tchékistes* ». Dans cette question sur le rôle du 11 septembre 2001 en Russie, on ne peut échapper complètement à la question sur l'origine de l'autocratie, à savoir si les attentats des deux tours jumelles ont justifié un durcissement du régime politique en Russie. Effectivement, l'assimilation des terroristes tchéchènes aux membres d'Al-Qaïda ont permis d'augmenter le contrôle des « *structures de forces* » russes sur l'ensemble de la société, renouant avec une tradition historique qui veut que la sécurisation de la société, notamment sous Ivan IV, permette d'étendre les compétences du pouvoir politique en place.

Cependant, la relecture de la période Poutine comme un retour vers le passé autocratique de la Russie doit être nuancé, notamment par le concept de révolutions sociales, conduisant à un retour vers un pouvoir fort.

Considérons la définition que donne Skocpol de la révolution sociale : des « *transformations rapides, fondamentales des structures de l'État et des classes d'une société, accompagnées et en partie réalisées par la révolte des couches issues des bas-fonds de la société* »*⁹⁴. Cette définition montre que les « *révolutions sociales* » diffèrent :

- 1) des « *rébellions* » qui « *n'entraînent pas de changements structureaux* », même si elles « *impliquent la révolte des classes inférieures* »;
- 2) des « *révolutions politiques* » qui « *transforment les structures étatiques, mais pas les structures sociales* » et qui « *ne résultent pas nécessairement de conflits de classes* »;
- 3) des « *révolutions sociales manquées* » qui ne produisent pas de « *transformations rapides et fondamentales* » des « *structures de classes et étatiques* », bien qu'il s'agisse de « *révoltes venant des couches inférieures* ».*⁹⁵

Le concept de révolution sociale de Skocpol est donc très fermé. Pour remplir toutes les qualifications, il faut répondre à deux critères sévères. D'abord, il faut présenter « des transformations rapides et fondamentales » des « structures étatiques et de classes », et ensuite y ajouter les « révoltes des couches inférieures ». La « rébellion », la « révolution politique » et la « révolution sociale manquée », qui ne répondent ni à l'un ni à l'autre de ces critères, sont refusées à l'entrée du club.

Au début des années 1970, Theda Skocpol entame, à l'université de Harvard, une thèse en sociologie historique comparée sur les révolutions française, russe et chinoise. L'entreprise paraît pour le moins ambitieuse et audacieuse. En effet, en quoi ces révolutions, bourgeoise-libérale pour l'une, communistes pour les deux autres, qui prennent place dans des contextes et à des époques radicalement différents, sont-elles comparables ? Ensuite, y a-t-il question plus classique et, à l'époque, plus importante que celle des causes, de la nature et des effets des phénomènes révolutionnaires, de la violence politique et de l'action collective en général ? Une multitude d'approches, à vocation théorique plus ou moins universelle, se disputent cet objet de prédilection, à commencer par le marxisme.

Le mérite de la thèse de Skocpol, remaniée et publiée en 1979 sous le titre *States and Social Revolutions*, est de parvenir à lever ces obstacles. À partir d'une délimitation du phénomène révolutionnaire à la fois suffisamment restreinte (il s'agit, ici, de révolutions *sociales* qui, à la différence des révolutions seulement politiques, se traduisent par une transformation rapide des structures politiques et sociales) et globale (puisqu'elle considère les causes et les conséquences) pour rendre possible et pertinente la comparaison transhistorique et transnationale entre ces trois révolutions, Skocpol fait l'hypothèse que, dans ces trois cas, des « *régimes autocratiques et protobureaucratiques, prenant place dans des sociétés dominées par l'agriculture ont subi, sous le coup d'une crise des structures étatiques, d'un conflit entre élites et de révoltes populaires, une transformation rapide qui en ont fait des États-nations centralisés, bureaucratiques, incorporant les masses* »*⁹⁶. Au marxisme, Skocpol reprend ses hypothèses sur l'importance des conflits et de la lutte des classes ; à Weber, sa conception de l'État comme « *organe administratif et coercitif potentiellement indépendant des intérêts et structures socio-économiques* », afin de montrer, à l'aide de comparaisons « *négligées* » avec l'Angleterre, l'Allemagne et le Japon, que ces trois révolutions sont moins le produit d'idéologies ou de groupes, qui cherchent délibérément à renverser le régime politique et l'ordre social en place, que le produit, d'une part, d'un conflit entre

94 Th. Skocpol, *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics »), pp. 4, 33, 287

95 Th. Skocpol, *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics ») pp. 4-5

96 Th. Skocpol, *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics »), p. 5

paysans et propriétaires fonciers, et surtout, d'autre part, de l'effondrement administratif et militaire de l'État sous la pression intérieure (conflit entre élites) et extérieure (compétition économique internationale, conflit militaire).

Cette approche du phénomène révolutionnaire est novatrice. Elle tranche avec le formalisme anhistorique de la plupart des théories de la violence politique en resserrant la comparaison sur un petit nombre de cas étudiés en détail et sur des périodes longues. Elle rompt aussi avec l'image volontariste, implicite dans la plupart des approches, qui font des révolutions le produit intentionnel de certains groupes cherchant, en conscience, à remplacer un ordre social et politique par un autre. Enfin, elle déplace partiellement le point focal de l'analyse des révolutions, traditionnellement centré, dans l'analyse marxiste, sur l'antagonisme socio-économique des classes, vers trois éléments clés: le rôle capital de la paysannerie; l'importance du contexte économique et politique international ; le rôle de l'État, de ses représentants et des pressions externes et internes auxquelles ils sont soumis.

Le sujet de notre mémoire traite de la période tardive dans l'Histoire de la Russie. On ne peut comparer les révolutions de 1917 avec la désintégration de l'Union soviétique dans les années 1990. Cependant, on peut considérer la chute de l'URSS de 1991 comme une véritable révolution sociale car la chute du vaste empire soviétique a conduit à la destruction du modèle économique planifié et collectif qui perdurait depuis Staline. D'après Theda Skocpol, les révolutions sociales « *ont transformé les organes d'État, la structure des classes sociales et des idéologies dominantes.* »⁹⁷. De plus, elle ajoute plus loin que les révolutions sociales « *transforment rapidement et fondamentalement les structures étatiques et de classes d'une société, elles s'accompagnent et elles s'accomplissent en partie d'en bas par des révoltes de classes.* » La différence qui tient entre les révolutions sociales et politiques est que ces dernières « *transforment les structures étatiques sans modifier les structures sociales et ne s'accomplissent pas nécessairement à travers un conflit de classes.* »

La postérité impute la chute de l'Union soviétique à un réveil des nations différentes incorporées dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, mais il faut noter que la contestation qui va surgir suite à la Perestroïka, prend racine sur une situation économique déjà sclérosée par l'immobilisme des dirigeants soviétiques successifs à maintenir la conduite d'une économie planifiée, donnant la priorité au complexe militaro-industriel, sans se soucier de l'économie de production. Ainsi, les taux de croissance n'ont cessé de diminuer en URSS depuis les années 1950.

Le refus de s'attaquer aux problèmes de structure joue un rôle capital dans la grave crise qui s'installe, au cœur de l'économie soviétique, à partir du milieu des années 1970. Cette crise se traduit par une accumulation de symptômes: brutale cassure des taux de croissance, effondrement des gains de productivité, baisse de la productivité du capital, déséquilibre structurel entre l'offre et la demande qui entraîne la formation d'une véritable « *économie de la pénurie* »⁹⁸*. Celle-ci est alors l'aspect le plus visible de la vie quotidienne des Soviétiques: magasins d'alimentation vides, produits manufacturés...

Cette crise structurelle résulte de plusieurs facteurs:

- une démographie défavorable, notamment en ce qui concerne l'évolution de la population active. A partir de la seconde moitié des années 1970, il devient impossible de maintenir

97 Th. Skocpol, *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics »), p. 20

98 Terme emprunté à Janos Kornai dans son article, Socialisme et économie de la pénurie, *Economica*, 1984

coûte que coûte la croissance en ayant recours, comme par le passé, à de nouvelles embauches.

- Une exploitation toujours plus vers l'est des ressources naturelles, et notamment énergétiques, qui accroît considérablement les coûts de production, aggravant encore davantage le problème, toujours crucial en URSS, des transports.
- Un vieillissement des équipements et du stock du capital.
- Le poids, de plus en plus lourd, des dépenses militaires dans une conjoncture de « *course aux armements* »: à la fin des années 1970, l'URSS consacre près de 20% de son PNB aux dépenses militaires.
- Une crise de l'organisation du travail. Ce dernier facteur semble l'élément crucial de la crise comme le souligna en 1983, le « *rapport de Novossibirsk* ». Pour Tatiana Zaslavskaïa et ses collaborateurs, l'origine de la crise réside dans l'incapacité du système soviétique à assurer l'utilisation efficace du potentiel humain et intellectuel de la société. Le système est resté, pour l'essentiel, inchangé depuis les années 1930: une centralisation excessive, une planification trop directive, une régulation bureaucratique de toutes les formes de stimulation matérielle des travailleurs, ainsi qu'une interdiction de toutes les initiatives privées.

On touche ici le problème fondamental du système: les travailleurs ont pour seul horizon admissible d'activité le secteur socialiste. Toute initiative personnelle est considéré comme relevant de l'économie parallèle. Le retour sur les caractéristiques économiques du système soviétique ont pour but de montrer que la chute de l'Union soviétique, en plus d'un réveil des nationalités, signifie aussi la volonté d'abandonner un système économique communiste qui ne fonctionne pas.



En janvier 1991, et apparemment à l'initiative des chefs militaires, l'armée soviétique intervient dans les Pays baltes, à Vilnius d'abord puis à Riga. La vague d'indignation qui déferle sur le monde après le massacre provoqué à Vilnius, et le défilé à Moscou de centaines de milliers de manifestants

qui réclament la démission du Président soviétique conduisent M. Gorbatchev à prendre la mesure de la force du sentiment nationaliste qu'il avait jusqu'alors sous-estimée. Comprenant qu'il est vain de s'opposer au mouvement qui pousse les peuples de l'Union soviétique à vouloir désormais se diriger eux-mêmes, à faire leurs propres lois, à gérer leur économie comme ils l'entendent, il se résout à préparer un nouveau projet d'Union qui prendrait en compte leurs aspirations et permettrait, s'il est accepté, de sauver ce qui peut l'être encore de la cohésion de l'Union soviétique. Pourtant, il est déjà trop tard et le pays va être confronté à une série d'événements qui vont conduire à l'effondrement pacifique de la puissance soviétique. Les soixante dix années de régime communiste ont mis en lumière un modèle soviétique incapable à satisfaire les besoins de la population et qui depuis Brejnev était miné par la dépendance de l'URSS à l'égard des pays capitalistes.

La *Glasnost* et la *Perestroïka* ont déstabilisé l'État à un moment crucial. Gorbatchev se devait d'entreprendre des réformes politiques de plus en plus profondes pour appuyer les réformes économiques. Mais la montée des nationalismes dans les républiques allogènes et la proclamation de l'indépendance de la Russie par Boris Eltsine, quelques mois après l'échec peu glorieux du coup d'État de 1991, conduisent à la désintégration de l'URSS.

En somme, la chute de l'Union soviétique en 1991 peut bien résulter d'un processus de révolution sociale. En effet, le modèle économique et les instances politiques disparaissent soudainement, mêmes si on retrouve un certain dirigisme économique dans la Russie post-soviétique et que de nombreuses figures du parti communiste se retrouvent à la tête des nouveaux appareils étatiques, en Russie et dans les États périphériques, les pays membres de l'URSS ont connu une profonde refonte de leur système politique et économique.

En ayant admis qu'une révolution sociale s'est manifestée en 1991, nous pouvons poursuivre le raisonnement de Sckocpol, en démontrant qu'un régime autoritaire ne pouvait qu'apparaître suite aux profonds bouleversements qu'a connus la Russie après la chute de l'URSS .

3) Poutine ou une inspiration bonapartiste du pouvoir.

Pierre Hassner, grand sociologue français membre du CERI (Sciences-Po) a émis son point de vue sur la Russie de Poutine dans une Conférence prononcée en novembre 2007 à Washington devant le "National Endowment for Democracy " (une fondation bi-partisane pour la promotion de la démocratie dans le monde)*⁹⁹.

Tout d'abord, il présente le paysage sociologique qui concerne les recherches sur la nature du pouvoir politique dans la Russie de Poutine. Selon lui, les analystes de la Russie sont menacés aujourd'hui par différentes formes de déterminisme. Déterminisme économique comme celui de l'auteur russe Dimitri Trenin qui se dit optimiste sur l'avenir de la Russie parce que le capitalisme et la montée de la classe moyenne finira par y imposer l'État de droit. D'autres auteurs croient que la Russie ne deviendra jamais démocratique parce que sa culture est fondamentalement autoritaire. Un troisième groupe, principalement composé d'Américains, croient au déterminisme politique : puisque tout le monde veut la démocratie et le marché, ceux-ci peuvent s'imposer du jour au lendemain dans n'importe quel pays quel que soit sa culture ou son état de développement économique.

Il est vrai que le régime de Poutine est plein de contradictions. Tout en présentant une série d'aspects extrêmement inquiétants, on ne peut pas dire qu'il ait coupé tous les ponts avec le monde extérieur ni qu'il ait rendu impossible une évolution de la Russie dans une direction plus positive si les circonstances changent. Quel que soit le jugement final, on ne peut pas ignorer les arguments de ses défenseurs qui soulignent la popularité dont il est l'objet en Russie, les améliorations qu'il a amenées dans certains domaines, en comparaison avec la situation catastrophique qu'il a trouvée

99 Voir site internet : <http://www.boulevard-exterieur.com>

quand il est arrivé au pouvoir, et le fait que son régime autoritaire n'est pas tout à fait comparable à un régime de terreur totalitaire.

Beaucoup de Russes et certains Occidentaux soulignent qu'une majorité de la population russe soutient Poutine, même si les sondages et les élections ne reflètent pas entièrement la réalité. A leurs yeux, ceci est suffisant pour parler de la Russie comme d'une forme de démocratie, plus en phase avec les traditions russes que le modèle pluraliste occidental. Selon les défenseurs de Poutine, il n'est pas hostile au pluralisme en tant que tel mais il réclame le droit de choisir un modèle différent, également imparfait mais plus adapté aux circonstances présentes en Russie. Ils citent les précédents de Pierre le Grand et Alexandre Nevsky, mais aussi de Franklin Roosevelt, qui s'était battu lui aussi contre les oligarques de son temps et qui avait lui aussi effectué un troisième puis un quatrième mandat.

Une autre comparaison, implicite dans certains commentaires sympathiques qu'on trouve en France, évoque le précédent de Charles de Gaulle. Comparaison très choquante mais qui prend prétexte de la tentative de Poutine de réclamer une forme de continuité avec le passé tsariste et soviétique, comme le général de Gaulle l'avait fait avec le passé de la Révolution et de l'Ancien régime, unifiant l'histoire de France dans une tradition bonapartiste.

Ainsi, la description de Vladimir Poutine comme une figure bonapartiste n'est pas totalement dénuée de sens et présente une alternative à ceux qui prônent la « *dépendance au sentier* », ce qui ne peut conduire qu'à une conception du pouvoir autocratique en Russie. Tout d'abord, il est vrai que les deux personnages disposent du même type de charisme au sens webbérien du terme. D'après la définition du sociologue Max Weber: « *nous appellerons charisme la qualité extraordinaire (à l'origine déterminée de façon magique tant chez les prophètes et les sages, thérapeutes et juristes, que chez les chasseurs et les héros guerriers) d'un personnage, qui est, pour ainsi dire, doué de forces ou de caractères surnaturels ou surhumains ou tout au moins en dehors de la vie quotidienne, inaccessibles au commun des mortels; ou encore qui est considéré comme envoyé par Dieu ou comme un exemple, et en conséquence considéré comme un « chef ». Bien entendu, il est tout à fait indifférent de savoir comment la qualité en question devrait être jugé (...), ce qui importe seulement, c'est de savoir comment la considèrent effectivement ceux qui sont dominés charismatiquement, les adeptes.* »*¹⁰⁰

Arrivé au pouvoir, suite à la désignation de l'ancien Président russe Boris Eltsine, Vladimir Poutine va développer, notamment grâce à une mise en scène télévisuel très savante, son charisme personnel. Il fait figure d'homme fort du pays, capable de tenir tête aux oligarques, aux dirigeants étrangers, aux terroristes tchéchènes, ainsi qu'aux ours et aux tigres. Il bénéficie depuis peu d'un véritable culte de la personnalité de la part d'une partie de la jeunesse russe, en particulier chez les jeunes filles. Par la suite, comme Napoléon Bonaparte, c'est le phénomène guerrier qui a permis à Vladimir Poutine de construire son prestige, notamment en déclarant une deuxième guerre au gouvernement indépendantiste tchéchène. De plus, au cours de la guerre de l'été 2008 contre la Géorgie, Vladimir Poutine, alors qu'il était Premier Ministre, s'est rendu dans le Caucase, afin de prendre personnellement les commandes des opérations militaires.

Il serait pourtant peu pertinent de s'appuyer uniquement sur une comparaison entre les deux personnages, mais il existe également une similitude dans les revendications de ces deux figures politiques. Dans l'histoire française des idées politiques, le bonapartisme demeure, malgré des recherches fructueuses, une doctrine non identifiée. Pour René Rémond, il établit une tradition autoritaire et protestataire dont les manifestations ultérieures seront tour à tour le boulangisme, l'anti-dreyfusisme, l'Action française, les Ligues des années trente, le régime de Vichy, le poujadisme et le Front national. Par simplification et généralisation abusive, on peut même jusqu'à lui attribuer une responsabilité dans la naissance du fascisme, surtout si l'on postule, à la suite de

100Max Weber, *Économie et société*, éditions Plon, 1971, p.320

Zeev Sternhell, que la droite révolutionnaire française en est l'amorce. Mais, dans sa biographie sur Napoléon III, le spécialiste universitaire français du fascisme italien, Pierre Milza, explique au lecteur qu'« *il est tentant de comparer l'Empire autoritaire et le régime mussolinien : surtout pour qui [...] a longuement étudié le second et s'intéresse aux antécédents du fascisme* »^{*101}. Il importe au préalable de définir le bonapartisme.

Le mot “ *bonapartisme* ”, écrit Frédéric Bluche, apparaît en 1814. Utilisé d'abord par les royalistes, qui parlent surtout des “ *buonapartistes* ”, le mot conserve une nuance péjorative jusqu'en 1848, date à laquelle les partisans de Louis-Napoléon, en l'adoptant, lui donnent son véritable sens. Il a pour synonymes « *impérialiste* », « *plébiscitaire* » ou, plus rarement, « *napoléoniste* »^{*102}. Ces appellations désignent le soutien et la défense de la politique d'un membre de la famille Bonaparte. Toutefois, ni Napoléon I^{er}, ni Napoléon III ne sont des idéologues. Certes, il existe une doctrine napoléonienne sous le Consulat et l'Empire, même si celle-ci n'est pas une construction abstraite, car Napoléon lui-même l'aurait récusé à ce titre. Son principal handicap est l'absence de théoricien bonapartiste après l'Empire. Par voie de conséquence, le bonapartisme n'est pas né de la légende napoléonienne. Il puise ses éléments dans la doctrine du premier Empire, simplifiée et schématisée sous la Restauration. Cette absence d'idéologie se retrouve sous le second Empire puisque P. Milza estime que le bonapartisme « *est davantage une praxis, une pratique de gouvernement, vaguement théorisée après coup...* »

Selon J.-Ch. Petitfils, Le bonapartisme est encore (en 1848 – 1849) un centrisme instable, pouvant aussi bien verser dans un bonapartisme de gauche, populaire, démocratique et anticlérical, que dans un bonapartisme de droite, conservateur, clérical, défenseur de la propriété contre la menace des idées d'extrême-gauche. Il ne se confond en tout cas avec aucune des deux traditions de la droite, Cette dualité appartient à la nature même du bonapartisme, d'où une lecture biaisée et simpliste qui en fait le prototype du « *populisme* », d'autant qu'il « *cherche à s'enraciner dans les milieux populaires en faisant éclater le carcan des cadres traditionnels, en éliminant les influences patriarcales, les liens de la clientèle* ». Bref, pour J.-Ch. Petitfils, « *voter [...] pour les candidats bonapartistes signifie bien souvent voter contre l'emprise des notables et pour le maintien des conquêtes de la Révolution* »^{*103}. C'est un vote d'opposition aux cadres sociaux de la société traditionnelle. On comprend mieux la raison qui incita René Rémond à caractériser sa troisième droite autour d'« *un amalgame d'éléments originellement hétérogènes, mais qui a acquis une cohérence et une consistance propre sous le signe de l'autorité et du nationalisme** »^{*104}. Dans le chapitre V de son ouvrage de référence, les Droites en France, le bonapartisme met tout particulièrement en avant la personne du souverain, l'exercice solitaire et autoritaire du pouvoir. Il est également marqué par le mépris des hiérarchies naturelles et la recherche permanente du soutien des masses populaires, à travers notamment la pratique du plébiscite. Le bonapartisme, tel qu'il a été pratiqué en particulier par Napoléon III, reconnaît le suffrage universel même s'il se méfie des partis politiques et du parlementarisme. Néanmoins, R. Rémond reconnaît que le bonapartisme n'est ni de droite ni de gauche. Il récuse pour lui-même ces étiquettes et refuse d'entrer dans une classification qu'il entend précisément dépasser et abolir.

L'ambiguïté du bonapartisme augmente encore quand on se penche sur sa conception de l'État et des rapports sociaux. Prenant acte de la Modernité individualiste et de la perte de sens des communautés d'appartenance traditionnelles, ce qui prime, aux yeux du futur Napoléon III dans *L'Extinction du paupérisme*, c'est ce que nous appelons l'intégration des “ masses ”. Dans cette

101 Pierre Milza, *Napoléon III*, Perrin, 2004, p. 259

102 Frédéric Bluche, *Le bonapartisme. Aux origines de la droite autoritaire (1800 – 1850)*, Nouvelles Éditions latines, 1980, p. 12.

103 Jean-Christian Petitfils, *La droite en France (De 1789 à nos jours)*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1983, p. 21.

104 René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982, p. 107

brochure, on y lit : « *Aujourd'hui, le régime des castes est fini : on ne peut gouverner qu'avec les masses; il faut donc les organiser pour qu'elles puissent formuler leurs volontés et les discipliner pour qu'elles puissent être dirigées et éclairées sur leurs propres intérêts.* » On ne peut que constater que le bonapartisme se sépare des conceptions libérales, l'évolution naturelle des sociétés ne peut s'accomplir de manière harmonieuse que si elle est organisée et encadrée par une forme de pouvoir qui en assure le plein épanouissement.

Fort de cet étatismes directif et de cet « *illibéralisme démocratique* »*¹⁰⁵ (P. Milza), « Louis-Napoléon n'a pas attendu d'être empereur pour proclamer, dans un texte datant de 1839, « *qu'un gouvernement n'est pas (comme tels le prétendent) un ulcère nécessaire, mais c'est plutôt le moteur bienfaisant de tout organisme social* ». L'État bonapartiste ne saurait être un « *simple veilleur de nuit* » en charge des classiques fonctions régaliennes (défense, justice, sécurité publique, etc.), tels que le souhaitent les défenseurs de l'orthodoxie libérale. Il est appelé à légiférer en matière économique. Selon Louis-Napoléon Bonaparte, Il a surtout un rôle primordial à jouer en matière de crédit, de commandes et de travaux d'intérêt public. Napoléon III assigne à l'État un rôle moteur dans le financement et la gestion de l'entreprise.

Cependant, pour René Rémond, le bonapartisme, même si certains de ses courants se situent à gauche, est un des trois courants de la droite*¹⁰⁶. Il s'individualise dans le refus de la division entre les partis, au profit de l'affirmation de la grandeur et de l'unité nationale, s'opposant ainsi au front de classe des socialistes, aux luttes partisans du parlementarisme, à la césure censitaire de l'élitisme libéral orléaniste ou à l'antimodernisme réactionnaire du légitimisme. Cette idéologie politique valorise un chef plébiscitaire auquel les circonstances permettent, pour sauver la patrie de la désunion, d'instaurer un exécutif concentré dans ses mains qui fusionne les élites dans une autorité hiérarchique.

Ce retour sur la notion du bonapartisme, expérience strictement française, peut être retranscrite dans le cadre du régime politique de Poutine. En effet, tout comme Napoléon Bonaparte, Vladimir Poutine apparaît comme un sauveur dans la situation politique de la Russie, surtout grâce à un certain vide de personnalités politiques savamment orchestrés par les autorités du Kremlin. Même si d'autres partis politiques existent, Vladimir Poutine se place au dessus du jeu strictement politicien, à un point tel que pendant la campagne présidentielle de 2011, il a refusé de tenir des débats avec les autres candidats les laissant se confronter entre eux (cf conférence de Marie Mendras). Sa personne présente à elle seule un programme politique: la loi de l'ordre et de la grandeur nationale.

De même, Vladimir Poutine a renforcé les revendications nationalistes russes. Selon le sociologue Lev Goudkov, les Russes sont nationalistes sans s'identifier à un projet national. L'ambivalence reste donc un trait marquant de la société d'aujourd'hui. Au cours de la campagne présidentielle 2011, le candidat Vladimir Poutine a réactivé certains thèmes propres au nationalisme russe, notamment en déclarant se considérer lui-même comme un véritable nationaliste russe une manifestation «patriotique» massive organisée à Moscou le 23 février. Ce jour férié est l'une des dates les plus importantes du calendrier russe, en l'honneur des défenseurs de la patrie luttant contre l'envahisseur. Déjà, un peu plus tôt dans la semaine du 23 février, au cours d'une rencontre avec des politologues, il aurait admis être «*un véritable nationaliste russe, au bon sens du terme*». C'est un politologue proche du Kremlin, Gleb Pavlovski, qui a rapporté la citation. Vladimir Poutine a employé le mot *rousski* qui signifie l'appartenance ethnique russe, et non le mot *rossiïski*, habituellement employé par les officiels, et qui englobe toutes les ethnies cohabitant au sein de la Fédération russe. Par la suite, le premier ministre a rappelé que la Russie était par définition un pays multiethnique, mais il s'est aussi prononcé pour un durcissement des mesures de contrôle de la

105 Pierre Milza, *Napoléon III*, Perrin, 2004, p.96

106 René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982, p. 37.

migration intérieure. Un thème cher aux nationalistes russes (rousski), qui veulent chasser de Moscou et de la Russie européenne les citoyens de la fédération originaires du Caucase. Pourtant, dans la logique d'une pensée bonapartiste, Vladimir Poutine pense au nationalisme dans un processus de grandeur nationale.

L'idée politique de Napoléon Bonaparte, « l'Autorité dans la Démocratie » semble faire parvenir le même message que la doctrine de Vladimir Poutine: « la démocratie, c'est la dictature de la loi »*¹⁰⁷. Ainsi, la caractère autoritaire n'est plus à démontrer, tout comme sa volonté de centraliser l'action de l'État et qu'il s'appuie ou du moins s'appuyait au début d'un fort consensus populaire. Mais il y a également une similitude entre les deux personnages politiques au niveau du contexte d'arrivée au pouvoir.

Dans l'ouvrage de Sckocpol, *États et Révolutions sociales*, la Révolution française est décrite comme une période chaotique allant bien plus loin que le processus de révoltes politiques, puisque le modèle économique de production agricole encore largement féodal en 1789, tombe de lui-même en une nuit par la suppression des privilèges de la noblesse. Le modèle social décliné en trois classes disparaît lui aussi comme référence en ce qui concerne l'influence au sein du tissu social. Comme le dit Karl Marx dans sa brochure *La Guerre civile en France*, les soulèvements politiques et sociaux de la révolution réussirent certainement à éliminer ces « décombres moyennâgeux »*¹⁰⁸, dont l'existence dépendait de l'État monarchique et qui simultanément limitaient le fonctionnement efficace de l'absolutisme royal. On balaya les privilèges et les droits seigneuriaux, laissant l'économie agraire dominée par de petits et moyens propriétaires, munis de droits exclusifs sur leurs terres. La Nation, c'est à dire l'ensemble des citoyens officiellement égaux devant la loi, dépouillés des distinctions d'états et de corporations, remplace la monarchie héréditaire de droit divin comme source symbolique de souveraineté politique légitime. Finalement, c'est l'entrée en guerre de la France contre l'Autriche au mois d'avril 1792 qui donne le coup de grâce à la phase libérale de 1789-1791. Cette guerre entraîne jusqu'en 1815 la nation française dans une série de conflits à travers l'Europe. Elle déclenche un processus de centralisation gouvernementale et de mobilisation politique du peuple qui culmine d'abord dans la Terreur des Montagnards (1793-1794), puis dans la dictature de Napoléon Ier. Marcel Reinhart le résume d'ailleurs assez bien en une formule: « *La guerre révolutionnaire la Révolution.* »*¹⁰⁹

Après la disparition de l'URSS, l'histoire du nouvel État russe est celle d'un conflit permanent entre le gouvernement et le Parlement. A son arrivée au pouvoir en 1991, le Président Eltsine opte pour un régime démocratique et une économie de marché. Vainqueur par la suite de l'opposition du Parlement, surtout par l'action du bombardement, Eltsine doit s'engager dans une épreuve de force face aux revendications des nationalistes tchéchènes dans le Nord-Caucase. Le gouvernement russe redoute en outre une contagion des idées indépendantistes qui menacerait la Russie d'éclatement avec d'autres peuples, comme les Tatars, réclamant leur indépendance. Les conséquences pour la Russie de la première intervention en Tchétchénie sont redoutables, les divisions au sein du pays et de l'armée sont accentuées et la position de Boris Eltsine affaiblie. Plusieurs militaires de haut rang démissionnent et de nombreux appelés refusent de se présenter à la conscription. L'opinion publique condamne à 80% la guerre en Tchétchénie et les représentants à la *Douma* déclarent cette guerre illégale. Le 3 août 1996, le général Lebed signe, au nom du Kremlin, des accords de paix avec la Tchétchénie, dont le statut ne doit toutefois être déterminé qu'après le 31 décembre 2001. La guerre qui a duré 20 mois et causé de nombreux morts, en majorité civils, n'a fait qu'aggraver une situation économique et sociale.

107Phrase prononcée par Vladimir Poutine dans un de ses premiers discours officiels après son élection en mars 2000

108Extrait de Karl Marx, *la Guerre civile en France*, dans Marx-Engels, *Œuvres choisies*, tome1, p.549, éditions du Progrès, Moscou, 1952

109Hampson, *Social History*, p.132

En effet, le but affiché du Président est de conduire la Russie vers l'économie de marché. Lorsqu'il se trouve en position de force, il prend des mesures de libération des prix et de privatisation. Mais il va se retrouver freiner par les conséquences économiques et sociales de ces mesures avec une inflation gigantesque, la hausse des prix ainsi que le chômage, encore inconnu à l'époque soviétique. En 1995, l'inflation se situe à 4% par mois, une production à -5% et un déficit du budget ramené à 5% du PNB*¹¹⁰, mais ces résultats sont dus en grande partie au prêt accordé à la Russie par le FMI, ce qui accroît l'endettement du pays. En somme, la société russe apparaît comme la grande victime des réformes économiques. Les revenus ont chuté de 12% en 1995 et plus d'un quart de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté. Cette société appauvrie a également perdu ses repères: l'effondrement du communisme, les drames de la libéralisation économique ont fait disparaître les points d'ancrage traditionnels. Les Russes sont à la recherche de nouvelles valeurs. Certains se rapprochent des Églises auprès desquelles ils recherchent une aide spirituelle, d'autres ne cherchent qu'à s'enrichir. La misère alimente le nationalisme russe qui se traduit par la chasse aux Caucasiens qui sont expulsés de Moscou, aux musulmans d'Asie centrale, voire à l'Occident, accusé de vouloir humilier et soumettre la Russie. Pour finir, la crise sociale est accrue par le retour vers la « *vieille Russie* »*¹¹¹ des Russes qui s'étaient expatriés vers la Sibérie où ils participaient à la mise en valeur de ces terres lointaines et peu hospitalières. Avec la fin de l'économie planifiée, cette exploitation est abandonnée, leur retour marquant l'arrêt provisoire de la grande aventure sibérienne et une recentralisation vers la Russie d'Europe de l'espace habité ainsi qu'exploité. Enfin, le retour des Russes nourrit le sentiment très vif dans la population, du déclin de la puissance russe et contribue à alimenter le nationalisme, voire l'ultranationalisme.

En août 1998, une très grave crise financière secoue finalement la Russie et le rouble, en chute libre, est fortement dévalué. La crise financière se double d'une crise sociale et politique. L'effondrement de la monnaie et l'incapacité de l'État à rembourser ses dettes prouvent à l'évidence la faillite de la politique libérale, encouragée jusque là par l'Occident.

Ce portrait de la période Eltsine montre que la Russie était dans une situation de post-révolution sociale où les cadres sociaux datant de l'époque soviétique s'étaient écroulés et que la société russe, en choisissant le modèle démocratique et libéral peinait à en inventer de nouveaux. Vladimir Poutine arrive sur la scène du pouvoir, il ne remet pas en cause les acquis de la période eltsinienne, que ce soit les privatisations économiques, ni le nouveau modèle social. Son principal objectif a été de rétablir l'ordre, notamment en voulant résoudre l'insurrection tchétchène en lançant une deuxième guerre de Tchétchénie. Vladimir Poutine a tiré l'enseignement de l'effondrement qui a suivi l'extraordinaire période gorbatchévienne et a choisi de ne pas réformer en profondeur*¹¹². Il a verrouillé le système de pouvoir et mis en place un mode de contrôle étroit des ressources nationales, tout particulièrement les matières premières qui rapportent à l'État plus de la moitié de ses revenus d'exportation. La manne pétrolière et gazière, et l'aisance qu'elle a apportée au budget russe, a permis à Vladimir Poutine de consolider son pouvoir. Les Russes vivent mieux, ils sont devenus des consommateurs. Ils tiennent à conserver cette liberté de choisir un mode de vie qui n'est pas dicté d'en haut comme à l'époque soviétique. Après des décennies de tragédies, de ruptures et de misère, une existence un peu plus confortable est appréciée; on ne leur demande rien en échange, si ce n'est de ne pas s'immiscer en politique. Une majorité de Russes tolèrent le régime en place plus qu'ils ne le soutiennent. Ils n'imaginent pas d'alternative au système politique car ce dernier occupe l'espace public et empêche les esprits critiques de mobiliser la société au-delà de la sphère Internet. Dmitri Medvedev, président intérimaire, n'a jamais été une alternative, car le système de pouvoir exclut le pluralisme, la concurrence et donc l'alternance. Vladimir Poutine garde aussi l'image d'un leader à

110 Chiffres fournis Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire du XX^e siècle*, éditions 2005, chapitre 12

111 Terme souvent utilisée par les historiens pour définir la Russie d'Europe, véritable cœur de ce qui a formé par la suite l'empire russe

112 Marie Mendras, *la Russie vingt ans après*, magazine l'Histoire n°369, p.66

poigne qui a su redonner à la Russie, après l'effondrement des années 1990, un peu de sa puissance passée.

Finalement, la pratique autoritaire du pouvoir par le système Poutine résulte plus d'une situation de révolution sociale, où la société, en manque de repère et à la recherche de nouvelles valeurs, évoluait dans un certain désordre. Le Président Poutine apparaît donc comme une figure d'un héros providentiel, ayant pour but de rétablir l'ordre, qui est sa principale revendication idéologique, encore aujourd'hui. L'autoritarisme de Poutine n'est pas uniquement la conséquence d'une tradition autocratique russe, qui donne chef de l'État, tsariste et soviétique, le contrôle de l'ensemble des pouvoirs politiques. Ainsi, une justification du rassemblement des prérogatives étatiques dans les mains de Vladimir Poutine ne peut être uniquement dû à la nécessité d'une guerre contre le terrorisme, qui a débuté le 11 septembre 2001. Pourtant, ce n'est pas une raison pour disqualifier l'impact du 11 septembre 2001 dans la justification de l'autoritarisme. Là encore, avec un raisonnement de révolution sociale, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 sont rattachés aux revendications tchéchènes, qualifiés alors eux aussi de terroristes. C'est dans le contexte d'une guerre violente dans le Nord-Caucase que Vladimir Poutine va justifier la reprise en main de l'État, puis de la société russe dans sa totalité. Après une période de reprise en main de la Russie, Vladimir Poutine semble être confronté, avec les manifestations de 2011, à de nouvelles revendications de la société russe: celles de la modernisation du pays et de la lutte contre la corruption, deux facteurs portés principalement par les classes moyennes de Moscou et de St Pétersbourg, et qui ont été laissés de côté par l'administration Poutine, puis Medvedev. La nouvelle équipe au Kremlin: Vladimir Poutine comme Président et Dmitri Medvedev comme Premier ministre vont devoir surmonter ces revendications afin de pouvoir pérenniser le maintien au pouvoir de cette élite politique et économique au sommet depuis les années 2000.

Conclusion

Pour conclure, l'objectif de ce mémoire ayant pour thème la vision russe du 11 septembre 2001 était de savoir si cet événement, véritable séisme dans la politique étrangère, avait modifié les orientations politiques de la Russie. Autrement dit, comme le remarque Frédéric Charillon, la politique étrangère se nourrit et mélange les éléments de politique interne avec les éléments caractéristiques des Relations Internationales. En considérant la politique sous l'aspect de l'étude des politiques publiques, les faits internationaux majeurs influencent l'opinion publique ou des groupes de pression au sein des frontières bien délimitées d'un État, les politiciens se retrouvent obligés de conduire des projets politiques afin de satisfaire les exigences de l'opinion publique. Ainsi, la guerre en Libye en 2011 peut être étudiée sous l'angle des politiques publiques car elle fait intervenir différents facteurs comme la pression de certains groupes de la société civile qui ont réussi à rallier à leur cause l'opinion publique. Par la suite la décision politique favorable à un épisode guerrier est rempli par différentes administrations que ce soit le quai d'Orsay ou bien le ministère de la Défense. Avec les études d'Allison, on peut ajouter que ces différentes administrations peuvent se retrouver en conflit et ainsi en position d'instrumentaliser les politiques publiques pour le profit de leurs services.

En ce qui concerne la position de la Russie au lendemain du 11 septembre 2001, ces attentats terroristes ont permis à la Russie récemment sous la présidence de Vladimir Poutine de développer une nouvelle approche en politique étrangère. En effet, lorsque le tout jeune Président russe décide de se rapprocher du camp occidental en condamnant le terrorisme transnational, il s'agit d'une première. Tout d'abord, il est le premier à parler du caractère transnationaliste du terrorisme,

tournant la page théorique de la bipolarité et reconnaissant l'existence d'autres forces non étatiques pouvant avoir un impact plus ou moins direct sur la conduite des Relations Internationales. Mais, il prône une ligne politique qui n'est pas partagée par l'ensemble des décideurs russes. Ainsi, la politique de main tendue par Poutine au Président G. W. Bush, se traduisant par une coopération russe afin de permettre l'invasion de l'Afghanistan talibane par les forces de la coalition occidentale, va attirer la désapprobation des hauts gradés et diplomates russes, encore enfermés dans le schéma de la bipolarité stricte, propre à la période de guerre froide. Mais, le choix diplomatique de Vladimir Poutine peut se comprendre lorsqu'on étudie la situation intérieure de la Fédération de Russie en cette année 2001. La reprise de la guerre contre les indépendantistes tchétchènes était rapportée par les ONG occidentales présentes sur place. L'opinion publique américaine et européenne commençait à formuler des jugements de valeur et déjà certains gouvernements condamnaient publiquement la répression engagée par les forces militaires russes dans cette petite république du Nord-Caucase. La véritable habileté du Président russe a été de démontrer le lien entre les actions des combattants tchétchènes dans le Caucase avec les attentats orchestrés par Al-Qaïda. Par la suite, la presse russe, relais du Kremlin, a présenté les chefs de guerre tchétchènes comme des terroristes et cette connexion n'a pas été remise en cause par les chefs d'État des autres pays, notamment le Président Bush. Bien que ce parallèle ne soit pas des plus irréfutables car il est difficile de considérer les figures de l'opposition armée tchétchène comme des extrémistes religieux de l'ampleur d'Oussama Ben Laden, il permet au gouvernement russe d'avoir les mains libres dans les opérations se déroulant dans le nord-Caucase, sans qu'il ne puisse y avoir d'ingérence de la part des autres membres du système international. En somme, la politique de main tendue de Vladimir Poutine ainsi que son engagement dans la guerre contre le terrorisme ne représentait qu'une opération de communication diplomatique ne visant qu'à légitimer une politique de répression sur une partie de son territoire et qui était devenue par ailleurs son cheval de bataille alors qu'il n'était que Premier ministre de Boris Eltsine.

Pourtant, la coopération entamée par la Russie envers les forces de l'OTAN, n'avait pas pour seul objectif que la légitimation d'une opération militaire sur son propre territoire. Le gouvernement russe attendait également des gains diplomatiques de cette réconciliation entre les deux anciens rivaux du temps de la guerre froide. se traduisant par de véritables concessions de la Russie en Asie centrale, ainsi que dans ce qu'on appelle l'étranger proche, n'a pourtant pas eu l'effet escompté. En effet, les États-Unis ont pourtant choisi d'adopter une diplomatie agressive en pérennisant l'installation de bases en Asie centrale, en proposant l'intégration dans l'OTAN d'anciens pays de l'Union soviétique, mais surtout en se retirant du traité ABM. La volonté de l'administration Bush de maintenir la création d'un bouclier antimissiles nucléaires est vu comme une menace pour la Russie. Bien que le rapprochement de Vladimir Poutine avec les autres dirigeants internationaux a permis à la Russie de renforcer les exportations pétrolières et gazières, la rupture entre les deux puissances est consommée avec l'invasion de l'Irak par les États-Unis et ses alliés en 2002. Par la suite les diplomates et militaires russes ont influencé le choix du Président dans la conduite de la politique étrangère du pays et on peut voir par la suite l'émergence d'une diplomatie de la seconde voie où la Russie, profitant d'une position neutraliste, va nouer des relations étroites avec des pays, rangés dans le camp de l'Axe du mal par la nouvelle diplomatie américaine. Le choix de la Russie de conserver des liens avec des pays comme la Corée du Nord, la Syrie, la Libye ainsi que l'Iran à qui elle a fourni l'uranium nécessaire au programme nucléaire iranien, fait de ce pays, ni en Orient, ni en Occident par définition, un acteur incontournable de la scène internationale. Du moins, il ne peut plus être mis de côté dans les négociations internationales, et les actuels débats sur une intervention en Syrie montrent que la Russie avec Vladimir Poutine a pleinement réussi son retour dans le concert onusien, mais aussi qu'elle promeut de nouveaux principes diplomatiques, comme notamment celui de la non ingérence.

En ce qui concerne les relations russo-américaines, alors que les attentats du 11 septembre laissait apparaître une Union sacrée des deux anciens adversaires de la guerre froide, le jeu des puissances a

rapidement repris le dessus. Comme l'a théorisé l'École de Copenhague avec Barry Buzan, la question de la sécurité des États dans une zone géographique précise conduit à une rivalité de puissance entre les États. Ainsi, chaque État va se sentir en position d'insécurité alors que son voisin augmente ses capacités offensives, c'est à dire militaires, en les légitimant dans une perspective strictement défensive. Dans le cadre de ce mémoire, les attentats du 11 septembre 2001 vont permettre aux États-Unis de prendre pied dans la région d'Asie centrale. Le déploiement militaire en Afghanistan va s'accompagner d'une installation américaine dans certains pays de « l'étranger proche ». Face à cette quasi violation de territoire, la Russie ne peut s'empêcher de renforcer ses relations avec les autres pays d'Asie centrale en introduisant des clauses militaires dans les différentes organisations régionales présentes dans cette zone. La rivalité russo-américaine se traduit également par l'apparition d'une compétition pour les approvisionnements gaziers, la sécurité énergétique est le nouvel enjeu de ce nouveau Grand Jeu russo-américain. De même, la question de la Géorgie peut être considéré comme une exacerbation de cette rivalité russo-américaine. L'intervention de l'armée russe en Géorgie durant l'été 2008 s'imposait pour l'administration Medvedev afin de maintenir son emprise sur les républiques sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, mais aussi afin de mettre un frein à l'interventionnisme américain dans le Caucase, région charnière dans la route des hydrocarbures provenant de la Caspienne. Face à la pression des militaires russes en Géorgie, l'administration Bush n'a pas été en mesure d'apporter une réponse à la résolution du conflit. Seule le président français Nicolas Sarkozy s'est élevé contre l'offensive russe, mais elle n'a pas été d'un grand impact.

Ce mémoire avait également pour objectif de répondre à une question mettant en jeu la nature du régime politique de Vladimir Poutine. En effet, il s'agissait de savoir si le 11 septembre 2001 intervenait directement dans le virage autoritaire engagé par Vladimir Poutine dès le début de sa présidence. Comme le prévoit la formulation de ce genre de question, la réponse ne peut pas être aussi directe. En effet, l'engagement dans la guerre contre le terrorisme a permis aux autorités russes de renforcer son contrôle sur le reste de la société, notamment en renforçant les prérogatives des services de sécurité russes, mais cette stratégie en faveur des administrations, correspond également à une volonté de recentralisation des pouvoirs politiques (la Verticale du pouvoir) par rapport au centre, c'est à dire Moscou. Il apparaît difficile de dire quel élément prime sur l'autre. On peut néanmoins affirmer que le processus de recentralisation des pouvoirs fédéraux a profité de l'engrenage terroriste, notamment après la tragédie de Beslan, considérée comme le 11 septembre russe, afin de promouvoir une série de lois constitutionnelles établissant définitivement la suprématie du pouvoir exécutif fédéral par rapport à l'autonomie des différentes provinces.

En revenant sur une Histoire de l'État en Russie, on a pu remarquer que les organismes étatiques ont toujours joué un rôle dans la construction impériale. En somme, dans le processus de construction étatique, c'était le tsar, le souverain, puis le Parti bolchevik, qui jouait le rôle de repère pour le reste de la société. Dans les territoires conquis, la bureaucratie était par définition la seule représentante de l'État. Dans un pays au territoire s'étendant sur l'ensemble de l'Eurasie, aux groupes ethniques multiples, où le concept de nation n'a pas émergé durablement, la bureaucratie devient le seul marqueur étatique pour l'ensemble du pays. Ainsi, quand Marie Mendras remet en question l'existence d'un « État russe », elle veut signifier par là qu'un consensus national n'a jamais rassemblé l'intégralité des peuples constituant la Fédération de Russie. Le renforcement des pouvoirs étatiques ne pouvait passer que par une extension des prérogatives des administrations dans les régions russes.

De plus, l'objectif de ce mémoire était d'apporter une alternative au sempiternel débat sur la trajectoire autoritaire de la Russie, à savoir s'il existe vraiment une tradition autocratique du pouvoir en pays russe, justifiée par le besoin sécuritaire de la société. Si le 11 septembre 2001 déchaîne bien une série d'événements conduisant à un renforcement du pouvoir exécutif, il faut pourtant analyser en profondeur le régime Poutine pour voir qu'il ne recopie pas exactement les régimes autocratiques

tsaristes et soviétiques. Malgré un régime autoritaire, la liberté d'expression demeure ainsi que l'esprit d'entreprise. Le régime en place se revendique autant de l'héritage soviétique que tsariste, principalement au niveau culturel. On ne peut donc pas parler d'une autocratie traditionnelle reposant sur un besoin sécuritaire. L'interrogation s'est poursuivie en introduisant un parallèle entre la situation de la Russie contemporaine à celle d'une période post-révolution sociale. En effet, en renouant avec une littérature sociologique des années 60-70 et avec des auteurs comme Theda Skocpol, la désintégration de l'Union soviétique en 1991 a provoqué une situation quasi-anarchique en Russie. En plus de perdre de nombreux territoires, les Russes ont dû faire face à une crise sociale, provoquée par la chute du modèle de production communiste, puis une crise économique provoquée une politique de libéralisation du gouvernement Eltsine. L'épisode russe prouve par ailleurs qu'une politique de libéralisation économique ne mène pas forcément à la libéralisation du système politique, c'est à dire, à l'adoption du modèle démocratique. La situation de la Russie nécessitait un retour à l'ordre, surtout après la crise économique. En somme, Vladimir Poutine apparaît plus comme une figure politique stabilisatrice permettant le retour de l'ordre dans la Russie. Tout comme la période de Révolution française, toute révolution sociale découle sur une période de troubles, conduisant elle-même à une réaction autoritaire. Ainsi, le régime de Vladimir Poutine a bénéficié à ses débuts d'une grande popularité au sein de la société russe car il a été pour le pays un facteur de stabilité.

Il est vrai qu'à l'épisode des élections législatives puis présidentielles des années 2011-2012, qui ont vu la réélection de Vladimir Poutine, pour un quatrième mandat de Président de la Russie, ont mis fin à la popularité et à la proximité du maître du Kremlin avec la population russe, et principalement les classes moyennes. On peut supposer qu'après avoir redressé le niveau de vie des Russes, apporté la croissance grâce aux revenus des exportations de gaz et de pétrole, le régime politique n'a pas réussi à moderniser les infrastructures du pays datant de l'époque soviétique ainsi que mis un terme à la corruption endémique dans le pays. Il se peut que les manifestants à Moscou et à St Saint-Petersbourg pensent que l'exemple européen, ayant toujours attiré l'attention de la Russie, puissent devenir applicables dans leur pays et c'est la raison pour laquelle ils cherchent en finir avec un homme, un régime politique, qui représente par sa corruption un frein à la modernisation des institutions politiques. Pourtant, l'objectif, même s'il semblait éloigner par la perspective historique du 11 septembre 2001 revient sur l'origine du régime Poutine, ainsi que sur l'origine des régimes autoritaires par la relecture d'auteurs présentant des analyses socio-historiques comme Perry Anderson et Theda Skocpol, voire Richard Pipes.

Pour aller plus loin, ce mémoire présente une certaine vision des conséquences du 11 septembre 2001. Ici le choix de la question sur la nature de l'autoritarisme et de la démocratie s'est imposé de même que les questions sécuritaires afin de respecter le cadre d'une analyse dans le cadre des Relations Internationales. Mais la formulation de ce sujet pouvait aussi revenir sur les conséquences de la perception de l'Islam en Russie, suite au 11 septembre 2001. Mais étudier l'Islam en Russie impliquerait de se détourner d'une étude sociologique proprement dite tournée vers les Relations Internationales. En effet, de par la spécificité ethnique de l'Islam en Russie, l'étude serait rapidement tournée vers une posture ethnographique nous éloignant d'une étude de sociologie politique, orientée vers les Relations Internationales.

En résumé, ce mémoire avait pour objectif de revenir sur l'origine du centralisme du pouvoir exécutif russe en établissant comme hypothèse que le 11 septembre 2001 a conduit en partie vers un schéma de confiscation des pouvoirs au profit de la sécurité de la société. Mais, avec la réélection de Vladimir Poutine en mars 2012, la Russie se retrouve confrontée à une série de manifestations alors que tous les yeux des acteurs internationaux se retrouvent braqués sur elle notamment en ce qui concerne la question syrienne. La question sur l'origine de la démocratie et l'autoritarisme en Russie ne semble pas définitivement tranchée et risque encore d'évoluer au cours du temps.

BIBLIOGRAPHIE

Théorie des Relations Internationales

Ouvrages

- Battistella Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009.
- Buzan Barry, *People, States & Fear: The National Security Problem in International Relations*, Prentice-Hall, 1991
- Buzan Barry, *Regions and Powers: The Structure of International Security*, Cambridge University Press, 2003
- Buzan Barry, Lene Hansen, *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge University Press, 2009
- Charillon Frédéric (dir) *Politique Étrangère, Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2002
- Mearsheimer, John J, *The Tragedy of Great Power Politics*, WW Norton & Co, 2001
- Olivier Nay (dir), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 2008.
- Roche Jean-Jacques, *Relations Internationales*, 5ème édition, Paris, lextenso éditions, 2010

Ouvrages généraux sur la Russie

Ouvrages

- Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, Paris 2010
- Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire d'Eurasie*, Fayard, Paris, 2005
- Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie inachevée*, Fayard, Paris, 2000
- Heller Michel, *Histoire de la Russie et de son empire*, Champs histoire, Paris, 1999 (2ème édition)
- Marie Mendras, *Russie l'envers du pouvoir*, Odile Jacob, 2008
- Mendras Marie, *Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque*, Paris, CERI/Autrement, 2003
- Kalika Arnaud, *L'empire aliéné: le système du pouvoir russe*, CNRS Éditions, Paris, 2008
- Stanziani Alessandro, *Bâtisseurs d'empires: Russie, Chine et Inde à la croisée des mondes, XV^e-XIX^e siècle*, Raisons d'agir, Paris, mai 2012

Périodiques

- Arkhangelski Alexandre, « Entre Géographie et Histoire: la Russie du XXIème siècle », *Le Débat*, n° 149, Février 2008, pages 129-148
- Lynch C. Allen, « Putin ex machina: la Russie post-soviétique dans une perspective comparative et historique », *Revue internationale de politique comparée*, 2011, volume 18, pp. 141-160
- Mendras Marie (dir), « La Russie de Poutine », *Pouvoirs*, n°112, Janvier 2005
- Soldatov Andreï, Borogan Irina, « Russia's New Nobility », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2010, volume 89 numéro 5, pp 80-96
- Zoubov Andreï, « Les Russes et leur vision du monde », *Outre-Terre*, n°4 mars 2003, pp 28-36
- Géopolitique de la Russie, *Diplomatie, les grands dossiers*, n°5, octobre-novembre 2011

Ouvrages sur la politique étrangère de la Russie

Ouvrages

Catherine Durandin, *Que veut la Russie ?*, François Bourin Editeur, 2010

De Tinguy Anne (dir), *Moscou et le Monde: l'ambition de la grandeur : une illusion*, CERI autrement, Paris, 2008

De Tinguy Anne, *Contribution à l'étude de la puissance dans le monde de l'après-guerre froide. Le cas de la Russie*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2003

Périodiques

Allevione Jessica et Celeste A. Wallander, « La Russie face à la mondialisation: la voie du Trans-impérialisme », *IFRI Politique étrangère*, N°1, Printemps 2007, pp. 83-96

Baranovsky, Svetlana Lomidzé, « 11 septembre : une vision russe », *Politique étrangère*, N°1 – 2002, pp 9-20

Bujon de l'Estang François, « La politique étrangère russe et ses démons », *Revue des deux mondes* n° 3720. octobre-décembre 2010

Delcour Laure, « Comment la Russie voit-elle le Monde? Éléments d'une politique étrangère en mutation? », *Revue internationale et stratégique*, Armand Colin, 2007, N°68 pp. 133-141

De Tinguy Anne, Vladimir Poutine et l'Occident : l'heure est au pragmatisme", *Politique étrangère*, 3, juillet-septembre 2001.

Lévesque Jacques, « La Russie et les États-Unis après le 11 septembre 2001: « l'énigme Poutine » », in Anne-Marie Le Gloannec et Aleksander Smolar, *Entre Kant et Kosovo*, Presses de Sciences-Po, 2003, pp. 177-194

Macha Fogel, « A quoi joue la Russie au Moyen-Orient ? », *Slate.fr*, 13 mai 2010

Thomas Gomart, « un dialogue transatlantique sur la Russie », *IFRI Politique étrangère*, N°1, Printemps 2007, pp. 79-81

Thomas Gomart, « Politique étrangère russe: l'étrange inconstance », *Politique Étrangère*, n°5, 2007

Mark N Katz, « la politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », *IFRI, Russie.Nei. Visions* n°49, avril 2010

Mendras Marie, «La Russie en mal de politique étrangère », *Pouvoirs*, 88, 1999, pp.107-120

Julien Nocetti, « La Russie au Moyen-Orient: une politique de puissance aux moyens limités », *Moyen-Orient*, n°8, octobre- Décembre 2010

Rucker Laurent, « La politique étrangère russe A l'Ouest, du nouveau ! », *Le Courrier des pays de l'Est*

n° 1038, Août 2008, pp 24-41

L'État en Russie

Ouvrages

Anderson Perry, *Lineages of the Absolutist State*, Verso (nouvelle édition), juillet 1974

Ivan le Terrible, *Lettres à un félon: Correspondance entre le Tsar et le Prince Andreï Kourbski passé à l'ennemi*, éditions l'œuvre, Paris, Janvier 2012

Le Huérou Anne, Fédération de Russie: L'Antiterrorisme comme instrument de pouvoir, in Didier Bigo, *au nom du 11 septembre*, éditions la Découverte, Paris, 2008, pages 260-273
Mendras Marie, *Comment fonctionne la Russie ?*, éditions Autrement CERI, Paris, août 2003
Pipes Richard, *Russia under the old regime*, Penguin edition PP History, septembre 2011
Sckocpol Theda, *États et révolutions sociales: la révolution en France, en Russie et en Chine* (trad), Fayard, Cambridge, 1979

Périodiques

Anderson Perry, « La Russie de Poutine ou la Démocratie à l'ombre de l'Autocratie », *Le Débat*, n°149, février 2008, pages 145-169
Dominique David, « D'une Étrange Russie », *S.E.R Études*, Tomes 402, Janvier 2005, pages 9-18
Favarel-Garrigues Gilles, « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir », *l'Économie Politique*, n°21, Janvier 2004, pages 6-16
Gelman Vladimir, Le retour du Léviathan: la politique de recentralisation en Russie depuis 2000, *Critique internationale*, Presses de Sciences-po, n°34, Janvier 2007, pages 103-125
Gloaguen Cyrille, Forces armées et politique: une longue passion russe, *Hérodote*, n°116, Janvier 2005, pages 111-137
Lomidzé Svetlana et Shevtsova Lilia, La Russie de Vladimir Poutine: un virage vers le passé?, *IFRI Politique étrangère*, n°5 2007, pages 75-88
Matejko Alexander, Richard Pipes, Russia under the old Regime, revue d'études comparatives Est-Ouest, 1976, volume 7 N°3, pp. 262-267
Mendras Marie, « Existe-t-il un État russe ? », *Politique Étrangère*, N°1, 1992, pp. 25-34
Mendras Marie, la question de l'État: la recentralisation impossible, *critique internationale*, 2001, n°3, pp.145-157
Nikolski Véra, « La légitimation du rôle présidentiel de Vladimir Poutine », éditions La Découverte, *Réseaux*, 2010 n°164, pp. 197-224
Privalov Kirill, « La Recette russe: la Démocratie Autoritaire », *Le Débat*, n°130, Mars 2004, pages 45-62
Rucker Laurent et Walte Gilles, « Russie 2003: sous contrôle, mais pourquoi faire ? », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1041, Janvier 2004, pages 6-39

les relations entre les États-Unis et la Russie

Ouvrages

Brzezinski Zbigniew, *le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde* (trad), Pluriel, 1997
Géronimo Jean, *La pensée stratégique russe : entre réforme et inertie. Moscou face à l'Amérique, sur l'Echiquier eurasien*, Edition SIGEST, 16 mai 2011
Sidorov Piotr J. Singh Gregory, *Russian-American Security* (Russian Political, Economic and Security Issues), Nova Science Pub Inc, Avril 2009

Périodiques

Richard J Barnet, « America and Russia: The Rules of the Game: U.S.-Soviet Relations: The Need for a Comprehensive Approach », *Foreign Affairs*, été 1979

- Nikonov Vatcheslav, « la Tentation d'un occident non occidental », *Le Débat*, 2004, n°130 pp. 89-103
- Rahr Alexander, « Moscou-Washington: l'Ouest avant tout », *Outre-Terre*, N°7, Février 2004, pp. 115-118
- Smith Julianne, « La relation OTAN/Russie : moment de vérité ou déjà vu ? », *Politique Étrangère*, Avril 2008 (Hiver)
- Zagoria Donald, America and Russia: "The Rules of the Game: Into the Breach New Soviet Alliances in the Third World", *Foreign Affairs*, été 1979

Ouvrages sur le terrorisme

Ouvrages

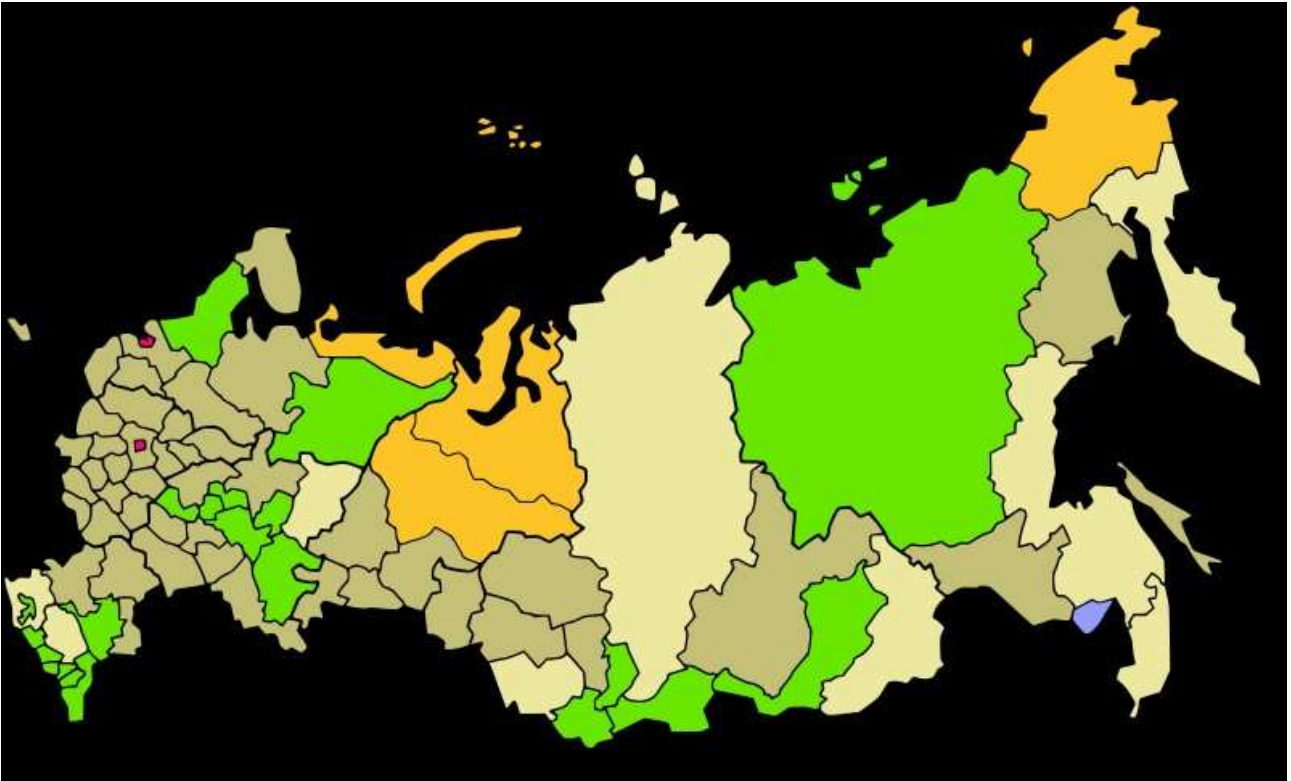
- Bigo Didier, *Au nom du 11 septembre...*, éditions La Découverte, Paris, 2008
- Filiu Jean-Pierre, *Les Neuf Vies d'Al-Qaïda*, Fayard 2009
- Filiu Jean-Pierre, *Les frontières du jihad*, Fayard, 2006
- Kepel Gilles, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, Paris, 2000.
- Kepel Gilles et J-P. Milelli, *Al-Qaïda dans le texte*, Presses universitaires de France, 2005.
- Roy Olivier, *Les Illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme*, Le Seuil, Paris, 2002
- Roy Olivier, *L'Islam mondialisé*, Le Seuil, Paris, 2002
- Roy Olivier et Mariam Abou Zahab, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Autrement, Paris, 2002

Périodiques

- Abellard Alain (dir), La décennie Ben Laden, *Le Monde hors série*, juillet/ »septembre 2011
- David Dominique et Stephen R. di Rienzo, « Terrorisme: une forme d'expression de la puissance », *IFRI Politique étrangère*, N°2, été 2006, pp. 375-384
- Duc Goninaz Michel, "De quelques emplois de la notion de "Terrorisme" dans la presse russe", *L'esprit du temps Topique*, n°83, Février 2003, pages 129-134
- Moniak-Azzopardi Agnieska, « Les Religions et l'Etat en Russie », *Le courrier des Pays de l'Est*, 2004, N°1045, pp. 28-38
- Kim Lane Scheppele, "Le Droit de la Sécurité Internationale, Le terrorisme et l'empire sécuritaire de l'après-11 septembre 2001", *Acte de la Recherche en sciences sociales*, n°173, mars 2008, pages 28-43
- Körbel Thomas, « La Russie peut-elle apaiser le Caucase du Nord ? », *Actualités de la Russie et de la CEI*, IRIS, juin 2009
- Le Huérou Anne et Amandine Regamey, « La guerre russe en Tchétchénie: discours antiterroriste et légitimation de la violence », *Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC)*, avril 2008
- Saffrais Guylaine, Russie: "les zones d'ombre" du massacre de Beslan, in Didier Bigo... *Au nom du 11 septembre...*, Cahiers libres, 2008, pages 350-32
- Semenoff-Tian-Chansky, "L'Islam en Russie, un danger pour le Kremlin?", *Politique étrangère*, 1998, n°1, pp. 109-123
- Zarifian Philippe, "le terrorisme global et le régime de guerre", *La Découverte revue du MAUSS*, n°20, février 2002, pp.195-203

ANNEXES

Carte administrative de la Russie



21 Républiques

9 Kraïs

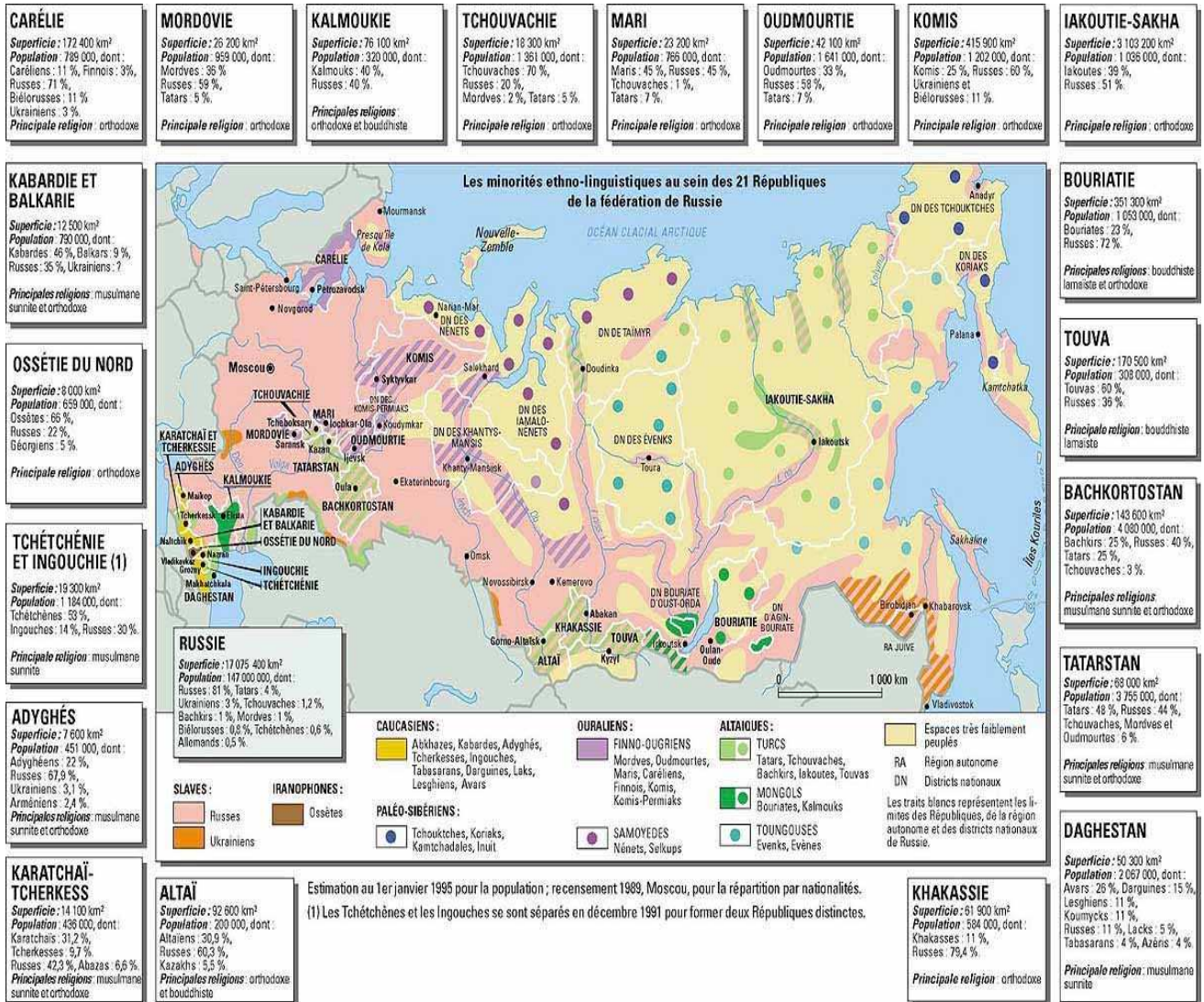
46 Oblasts

2 Villes fédérales

1 Oblast autonome

4 Districts autonomes

Carte, composition ethnique de la Russie



Articles de la presse russe

I) 12 septembre 2002 1:00

Это не теракты, а третья мировая война, которую уже начали террористы

Наш корреспондент в Нью-Йорке Андрей Баранов передает из города, тонущего в дыму, крови и панике

Вчера террористы нанесли массированные удары по Соединенным Штатам Америки. 8 часов 45 минут утра (16.45 по московскому времени) первый самолет «Боинг-737», угнанный из Бостона вместе с 58 пассажирами, по касательной врезался на уровне 80 - 85 этажей в один из двух «близнецов» - зданий Международного торгового центра, расположенного в нижней части центра города - на Манхэттене. Каждое из них насчитывало 110 этажей, высота - 450 метров. Они были «визитными карточками» города: были, потому что их больше нет. В момент воздушных терактов большинство работающих в этих зданиях, а также посетителей (наверху находились смотровые площадки для туристов) были уже в небоскребах. В разгар дня там обычно находились до 40 тысяч человек в каждом. На южном здании был размещен коротковолновый ретранслятор, поэтому тут же была нарушена система национальной связи.

Через 18 минут второй самолет (о котором известно, что он направлялся со 116 пассажирами в Лос-Анджелес) врезался во второго «близнеца» на уровне 50-го этажа. Начался сильнейший пожар, люди сотнями выпрыгивали из окон, многих волной выбрасывало с колоссальной высоты. Город мгновенно заволокло дымом и пеплом, солнце померкло.

20 минутами позже - после второй атаки - третий неопознанный пока самолет рухнул на здание Пентагона в Вашингтоне, и сразу стало очевидно, что разрушения колоссальны. К тому времени в министерстве обороны США уже больше часа шел рабочий день. Западное крыло здания на высоте 5 этажей было разбито всмятку.

Еще через 10 минут прошло сообщение, что взрыв произошел и на Капитолийском холме, где расположен конгресс. Оно, правда, судя по всему не подтвердилось. 5 минутами позже автомобиль был взорван перед зданием госдепартамента США - тоже в столице.

В это же время поступило сообщение о том, что в районе Нью-Йорка может находиться еще один самолет-камикадзе. Только тогда власти объявили о закрытии воздушного пространства страны и о том, что с этого момента все объекты, находящиеся в воздухе без разрешения, будут сбивать. Заметим: система ПВО бездействовала все это время, и только через 1 час 45 минут после первого взрыва самолеты-истребители были подняты в воздух.

Сам президент в момент начала атаки находился во Флориде и ступил на порог школы, где должен был выступать. Все, что он смог сказать в ту минуту: «Это национальная трагедия».

Через 1 час 50 минут после начала этого кошмара пришло сообщение о том, что четвертый самолет, «Боинг», угнан - и тоже с пассажирами на борту. Его сбили над Пенсильванией, предполагая, что он направляется для проведения еще одного теракта в Вашингтоне. Впрочем, появилась и информация о том, что примерно в тот же период произошло еще 8 авиакатастроф, но до сих пор неясно, так ли это, или все же дело обошлось паническими слухами.

К счастью, направлявшийся в это время в Нью-Йорк лайнер «Аэрофлота» был своевременно направлен в Канаду.

В хаосе и панике прервалась связь со столицей США. Вся информация из ослепшего и оглохшего от взрывов Нью-Йорка по каналам компьютерной связи также стала недоступна, техника вырубилась. (Наш корреспондент Андрей Баранов раз за разом с трудом пробивался по телефону, чтобы передать в «Комсомолку» все новые подробности. - Прим. ред.).

Во всем воздушном пространстве США был разрешен пролет единственному невоенному самолету - лайнеру президента США, который срочно вылетел из Флориды. Остальное политическое руководство страны к тому времени уже находилось в бункере в штате Вирджиния. Но президент туда не прибыл, отправившись на одну из военных баз.

Число жертв, как предполагает мэрия Нью-Йорка, только в «близнецах» может исчисляться 50 тысячами человек. Увы, это еще не предел, сейчас, в первые часы после атаки, невозможно предположить даже, о каком порядке цифр мы говорим.

Военные базы на территории США приведены в состояние боевой готовности. США закрыли границу с Мексикой, через которую могут уйти предполагаемые террористы. Особые меры безопасности предприняты вокруг АЭС, вблизи нефтепроводов и военных лабораторий, причастных к разработке химического и бактериологического оружия.

А ВС США приведены в состояние «Дельта» - это третья степень готовности. Четвертая предполагает начало боевых действий. Непонятно только, против кого.

От редакции: передав в Москву этот материал, наш корреспондент остался в районе трагедии. Завтра мы расскажем о том, что творилось этой ночью на улицах Нью-Йорка.

СВИДЕТЕЛЬСТВО ОЧЕВИДЦА

На моих глазах тела вываливались из окон

«У нас самолет врезался в здание напротив, в Торговый центр» - это сообщение я прочла в электронном письме своей подруги Даши Смирновой. Она работает в здании международного финансового центра, стоящего напротив южного «близнеца». Тут же набрав ее номер телефона, я услышала следующее:

- Я сижу в нескольких метрах от окна, все помещение просматривается насквозь. Мы, сидя на 44-ом этаже, уже привыкли к тому, что между зданиями летают самолеты. И вдруг услышали страшный грохот - просто заложило уши. Показалось, что все предметы на столе подпрыгнули. В ушах стоял звон. Я повернулась к окну и увидела, что соседнее здание горит. Чернокожая Нэнси орала, что в здание врезался самолет. Что она видела, как он заруливал. Потом мы увидели, как из здания стали вываливаться люди. Я так и не поняла, сами они прыгали или нет. Мы просто видели, как тела летели вниз. Это было так страшно, совсем рядом. Потом все стало темно. Мы перестали видеть стену здания...

На этом моменте связь обрубилась. «Сотовый» тоже не отвечал...

Зинаида ЛОБАНОВА.

А В ЭТО ВРЕМЯ В ВАШИНГТОНЕ...

Пентагон вспыхнул как факел

Ничего более кошмарного Америка, пожалуй, не видела за всю свою историю. Когда

двухмоторный, похожий на пассажирский самолет обрушился на Пентагон, в первые секунды это приняли за катастрофу - совсем рядом находится аэропорт имени Никсона.

Огромный черный столб дыма взвился близ северного сектора самого крупного в мире офиса, где базируется штаб сухопутной армии. Вслед за тем началась паническая эвакуация 34 тысяч сотрудников военного ведомства.

Сразу же после этого неизвестный самолет был замечен в воздушном пространстве над Белым домом. И агенты секретной службы выпроводили на улицу всех его обитателей.

Вслед за тем опустели конгресс, госдепартамент и другие столичные здания, потенциально могущие стать мишенью для террористов. Столица парализована. Вашингтонское метро и центр города закрыты.

Андрей КАБАННИКОВ. (Наш соб. корр.). Вашингтон.

...И В МИРЕ

В Лондоне эвакуировали обитателей нескольких небоскребов, а также всех служащих из здания фондовой биржи в Сити. Власти английской столицы опасаются, что своей следующей мишенью террористы выберут их город.

В Турции приведена в степень повышенной готовности американская авиабаза Инджирлик. Именно отсюда самолеты ВВС США осуществляют разведывательные полеты на север Ирака.

В Польше под усиленную охрану взяты посольства США и Израиля. А в местных аэропортах обыскивают всех пассажиров.

Мексика отменила полеты своих авиакомпаний в США, а также приостановила все финансовые операции с американскими долларами на своей территории.

Лишь в Брюсселе в штаб-квартире НАТО не принималось никаких дополнительных мер безопасности, весь персонал работал в обычном режиме. И это несмотря на то, что здание находится в непосредственной близости от международного аэропорта Завентем.

Среди пострадавших россиян нет

Среди сотрудников российских загранучреждений в Нью-Йорке и членов их семей пострадавших в результате террористических актов нет, заявил постоянный представитель России при ООН Сергей Лавров. Он сообщил, что постоянное представительство в тесном контакте с Генеральным консульством России в Нью-Йорке принимает все меры для выяснения через соответствующие местные власти, имеются ли среди погибших российские граждане.

Звонок в «КП» из Израиля

В редакции раздался телефонный звонок.

- Ребята, я звоню из Хайфы. Только что мне звонил по мобильнику друг. Он штурман,

служит в ВВС Израиля. Сказал: «Мы летим бомбить палестинцев!»

Выдавал ли он желаемое за действительное? Возможно...

Андрей ПАВЛОВ.

ВОЗВРАЩАЯСЬ К НАПЕЧАТАННОМУ

Два года назад «Комсомолка» предупреждала о воздушной атаке террористов.

Из интервью с Юсефом Бодански, экспертом конгресса США по терроризму, октябрь 1999 года: «В его (Усамы бен Ладена. - Ред.) планы входили атака штаб-квартиры ЦРУ с помощью летчика-смертника и начиненного взрывчаткой самолета, одновременный взрыв в воздухе сразу 11 американских пассажирских самолетов...»

Андрей КАБАННИКОВ.

КАК НАШИ?

Есть ли среди пострадавших россияне?

Среди сотрудников российских загранучреждений в Нью-Йорке и членов их семей пострадавших в результате террористических актов нет, заявил постоянный представитель России при ООН Сергей Лавров. Он сообщил, что постоянное представительство в тесном контакте с Генеральным консульством России в Нью-Йорке принимает все меры для выяснения через соответствующие местные власти, имеются ли среди погибших российские граждане.

ВЕРСИИ

Как действовали террористы

Террористы, угнавшие пассажирские самолеты, которые затем атаковали здания в Нью-Йорке и Вашингтоне, сначала убили пилотов. Такие предварительные версии дают следователи, пытающиеся воссоздать картину произошедшего.

Захватив контроль над лайнерами, преступники предположительно отключили позывные, которые позволяют наземным службам следить за ними.

Высказывается мнение, сообщает «Интерфакс», что теракты такого размаха готовились по меньшей мере год, причем для этого было необходимо просочиться в ключевые точки, занимающиеся обеспечением безопасности в США.

2) 12 septembre 2001

Путин позвонил Бушу 11 сентября. Сразу после полуночи

Как и год назад, Президент РФ оказался первым в череде соболезнующих американцам

«Позагорать на работе» побывавшему в Сочи российскому премьеру не удалось. [Михаил Касьянов](#) доложил [Владимиру Путину](#) о результатах экономического развития страны за 8

месяцев текущего года. Встреча продолжалась в резиденции «Бочаров ручей», где сейчас проводит отпуск ВВП, до сумерек. Единственной данью сочинской жары стало то, что собеседники сняли пиджаки, оставшись, правда, при галстуках.

Как сообщил президенту Касьянов, рост экономики продолжился, его темпы составили 3,8 - 4%, инфляция - 9,9%. Бюджет исполняется в соответствии с прогнозами.

Премьер также отчитался о том, как правительство помогает регионам в погашении задолженности по зарплате работникам бюджетной сферы. Такое поручение было получено им от президента. С 3,2 млрд. рублей в августе задолженность удалось снизить до 0,95 млрд. рублей в сентябре. При этом сейчас долг регионов работникам сферы образования равен 80 млн. рублей. ВВП не снял вопрос со своего контроля, предложив премьеру не ослаблять внимания к чувствительным для народа проблемам.

А вчера, 11 сентября, сразу после полуночи, ВВП позвонил [Дж. Бушу-младшему](#). Повод - годовщина со дня атаки террористов на США.

- Я хотел переговорить с тобой именно сегодня, - сказал Бушу Путин, - в России говорят, что время все лечит, но есть вещи, которые мы не можем и не должны забывать. Мы совсем недавно вспоминали тех, кто погиб у нас в Москве три года назад в результате взрыва в жилых домах, а сегодня вместе с вами вспоминаем тех, кто погиб в Вашингтоне и Нью-Йорке год назад. Я хочу в этот день еще раз сказать тебе слова соболезнования, выразить не просто сочувствие, но и поддержку со стороны российского народа народу американскому.

В ответ Дж. Буш сказал, что США помнит, что в прошлом году, в день трагедии, Владимир Путин первым позвонил ему, и он считает знаменательным, что через год, в День памяти, Президент России также первым передал слова сочувствия народу Америки.

Елена ОВЧАРЕНКО. (Наш спец. корр.). Сочи.

ЭХО ТРАГЕДИИ

Венок из России - на месте разрушенных «близнецов»

Вчера Америка скорбела по погибшим ровно год назад в результате террористической атаки. Вместе с ней, без преувеличения, скорбел весь мир - в траурных церемониях приняли участие главы стран, правительств и министры иностранных дел, съехавшиеся в Нью-Йорк на 57-ю Генассамблею ООН, которая открылась во вторник. Делегацию России возглавляет министр иностранных дел РФ Игорь Иванов, который вчера же провел двухсторонние встречи с президентом Афганистана Хамидом Карзаем и своими коллегами из Испании, Турции и Болгарии.

А накануне на месте, где стояли разрушенные 11 сентября прошлого года башни-«близнецы», был возложен венок, на ленте которого написано: «Жертвам террора во всем мире от России». Кстати, на «граунд зеро», как называют место трагедии, венки возлагать нельзя - их предлагают относить к траурной стене в расположенный рядом Бэттери-парк. Но, узнав, что выразить свое сочувствие американцам хотят россияне, тоже познавшие ужас террористических атак, местные секьюрити сделали для них исключение.

- Мы думали, что написать на ленте, и решили, что в этот день надо выразить скорбь по всем погибшим от рук террористов не только в Америке, но и в других странах мира. Ведь и в

России в сентябре мы вспоминаем о погибших в Москве под развалинами взорванных домов мирных жителей, - сказал «КП» Дмитрий Якушкин, исполнительный директор Российско-Американского совета делового сотрудничества, организации, решившей в этот день выразить свою солидарность с Нью-Йорком. Между прочим, по ее же предложению посольство США в Москве 11 сентября возложило венок в переходе на Пушкинской площади - в память о погибших там от рук террористов россиян.

Евгений УМЕРЕНКОВ. (Наш соб. корр.). Нью-Йорк.

...А В ЭТО ВРЕМЯ В ВАШИНГТОНЕ

Вице-президент США укрылся в бункере

Еще в понедельник вечером высокопоставленных сотрудников Белого дома неожиданно вызвали на работу прямо с мемориального концерта в Центре имени Кеннеди. Оказалось, ЦРУ получило новую информацию о том, что «Аль-Каида» намеревается по-своему отметить 11 сентября.

На следующее утро президент Буш распорядился повысить уровень тревоги в вооруженных силах и госучреждениях США до степени, обозначенной оранжевым цветом. Он означает весьма высокую опасность атаки. Выше - только красный, когда неминуемая атака ожидается в определенном месте.

Сведения о планах террористов нанести новый удар по Америке будто бы получены от одного из функционеров «Аль-Каиды», захваченного в плен двумя месяцами раньше. Атака готовится где-то в Южной Азии. Госдепартамент немедленно закрыл не менее 15 посольств и консульств США в этом регионе.

Беспрецедентные меры безопасности принял и Вашингтон. К патрулирующим небо истребителям добавились наземные подразделения, вооруженные «Стингерами». Вице-президент Ричард Чейни отменил все выступления и встречи и отбыл в секретный бункер, откуда будет руководить Америкой в случае гибели ее президента.

Джордж Буш ничего не стал менять. По программе он должен был побывать во всех трех местах, отмеченных прошлогодними актами террора, и завершить день речью в Нью-Йорке.

Андрей КАБАННИКОВ. (Наш соб. корр.).

3) 12 septembre 2001

Кто взрывал на Гурьянова, тот добрался и до Америки?

Вчера мир видел прелюдию третьей мировой войны. Или ее начало? Америка, оплот стабильности и безопасности, оцепенела от ужаса, ожидая новых и новых атак террористов. В истории такого еще не было. Отдельные теракты, какими бы кровавыми они ни были, не имеют ничего общего с произошедшим. Тщательно спланированная и с фанатичным остервенением начатая неизвестными пока террористами война против США непредсказуема по своим последствиям.

Все ведущие страны мира, в том числе Россия, привели в состояние боевой готовности свои вооруженные силы и службы безопасности, ожидая внезапного удара невидимой террористической армии.

Возможность такого - теоретически - допускалась. Тут же вспомнили, что накануне саммита «восьмерки» в Генуе Усама бен Ладен пригрозил именно этим сценарием: падающие на Америку самолеты. Специалисты по борьбе с терроризмом то и дело предупреждали: массированная атака террористов-камикадзе возможна. Но политики, отдавая распоряжения об усилении мер безопасности, все же называли самые мрачные их сценарии «фантастичными». Лучше бы они не ошиблись...

После вчерашнего дня ситуация в мировой политике радикально изменится. Терроризм, уже обозначенный как одна из основных сегодняшних угроз миру, стал главным врагом мирового сообщества. Именно против него будут брошены все силы и средства доселе «благополучных» стран. После взрывов в Москве Европа и Америка еще могли спать спокойно. После терактов в Нью-Йорке и Вашингтоне спокойно не будет спать никто.

Америка, безусловно, ответит на этот кошмар. И если кто-то возьмет ответственность за него на себя - ему тоже будет объявлена война. Самая настоящая, с использованием всей военной мощи супердержавы. Уже вчера в США чуть не в голос говорили: если выяснится, что к этому причастен Афганистан, его просто сметут с лица земли. И тем странам, которые хоть в какой-то мере поддерживают террористов или даже просто подозреваются в этом, тоже несдобровать. Реакция может принять цепной характер, и сетования Запада о «необоснованном применении силы» Россией в борьбе с чеченскими террористами сменится на призыв «мочить» их даже в известном нам месте. Война с терроризмом теперь будет вестись только на уничтожение. Со вчерашнего дня мы все живем в новой эпохе, хотя пока и не знаем, как ее назвать. И роль спецслужб и армии, нравится это или нет, в ней заметно возрастет. А споры России и США по поводу ПРО, возможно, будут вестись на других условиях.

В охватившем мир столбняке страха может случиться все что угодно. Недоразумение, ошибка или даже «шутка» какого-нибудь идиота способны сейчас спровоцировать не просто «инцидент», а новую трагедию с непредсказуемыми масштабами и последствиями.

Но уже ясно: акция камикадзе не просто мастерски спланирована. Были подготовлены пилоты, способные и готовые вести к цели огромные машины. Лайнеры были захвачены специальными группами, которые смогли преодолеть нештучную систему безопасности аэропортов. Нет, хилым движениям и национальным радикальным группам это не под силу. Существовал международный заговор, а не операция, придуманная кучкой идейных ненавистников «американского империализма».

Лидерам мировых держав сейчас необходимо хладнокровие. Дай Бог, им его хватит. Иначе этот кошмар не остановить.

МНЕНИЕ

Мировая война? Да, но против террористов и варваров!

Рухнули не только башни Всемирного торгового центра.

Трагический крах потерпела политика, которую в течение многих лет проводила Америка в отношении бандитов и террористов. На словах осуждая терроризм, Штаты тем не менее ловко манипулировали этим кровавым понятием. Они осуждали нас за жесткую позицию по отношению к бандитам в Чечне. Они заигрывали с исламскими «отморозками» на Балканах. Они хотели бы сохранить «исламский фактор» в сложной системе мировых сдержек и противовесов. «Фактор» ответил им звериным оскалом.

Крах потерпела и самовольно присвоенная себе Америкой роль «мирового жандарма». Самодовольного, слегка разжиревшего копа обыграли отомобилизованные, безжалостные и бесчеловечные камикадзе. Они прибыли в Америку, они захватили ее самолеты, они пожертвовали сотнями ее граждан. «Мировой жандарм» не помог даже себе.

Крах потерпела теория защиты от «звездных» и иных малопонятных войн, в подтексте которых - опасения насчет подлинных намерений России. Противоракетная оборона бессильна против самолетов, которые угоняют из мирных аэропортов. Лазеры бессильны против бен ладенов и хаттабов.

Во мне нет ни грана злорадства. Но, дорогие американцы, на которых неожиданно свалилось то, что уже ощутили на себе москвичи с Каширки и улицы Гурьянова: может, хоть сейчас вы поймете, кто ваши враги и где они.

Мы все вместе ввалились в пыли рухнувших зданий и гексогеновом дыму в новую реальность. Некоторые говорят: в третью мировую войну. Надеюсь, это не так: у цивилизованных людей на этой планете должно хватить ума, чтобы, объединившись, противостоять варварам.

Владимир КОНСТАНТИНОВ.

4) 12 septembre 2001

Россия выразила соболезнование США

Президент РФ Владимир Путин выступил вчера вечером с телеобращением, в котором выразил искреннее глубокое соболезнование всем пострадавшим и семьям погибших в результате террористической атаки на США. Произошедшее, сказал президент, «выходит за рамки национальных границ. Это наглый вызов всему человечеству, по крайней мере всему цивилизованному человечеству, и то, что произошло сегодня, лишний раз подчеркивает актуальность предложения России объединить усилия международного сообщества в борьбе с террором, с этой чумой XXI века».

МЧС России выразило готовность направить свои подразделения спасателей в США, чтобы оказать помощь в ликвидации последствий терактов.

5) 12 septembre 2001

Через 45 минут после первых взрывов Президент России собрал в своем кабинете совещание силовиков

Разговор продолжался около часа. Президент дал силовикам указания о проведении «профилактических мероприятий». Каких именно? Это держится в строгом секрете.

Но, как сообщил вчера в интервью «КП» руководитель пресс-службы ФСО России Сергей Девятов, «в связи с проведением варварских террористических актов, направленных как против мирных людей, так и органов государственной власти в США, Федеральная служба охраны предприняла все необходимые меры по обеспечению охраны, безопасности и нормальной деятельности высших органов государственной власти страны и первых лиц государства».

Кстати, подобная работа ФСО не является проявлением паники - это вполне адекватная реакция госохраны по обеспечению нормального работы властных структур в кризисной ситуации. Внешне обстановка в Кремле вчера выглядела спокойной. Лишь допоздна горели окна почти во всех кабинетах - с работы никто не спешил.

6) 12 octobre 2001

Особенности интернациональной охоты на Усаму

Лучшие силы спецслужб США из ЦРУ, ФБР, Агентства национальной безопасности (АНБ), Разведуправления минобороны (РУМО) уже несколько лет задействованы в операции, цель которой - захватить или уничтожить бен [Ладена](#). Года два назад к ним подключилась большая группа из английской так называемой «сигнальной» разведки (МИ-6), а в последнее время и спецы из разведки военного ведомства. Еще задолго до начала антитеррористической операции в Афганистане американцы и англичане активизировали свои легальные и нелегальные сети в этой стране. Помимо кадровых разведчиков, замаскированных под сотрудников различного рода коммерческих, культурных, миротворческих организаций и фондов «неангло-американского происхождения», к операции подключена целая армада журналистов, якобы представляющих СМИ мусульманских стран (многие из них имеют даже соответствующую азиатскую или латиноамериканскую физиономию). Сейчас эта разветвленная сеть работает в определенных ей секторах Афганистана, собирая малейшие сведения о местонахождении террориста № 1. Наряду с этим в Афганистан в конце сентября тайно проник большой отряд американских и английских военных разведчиков, проводниками которых стала «офицерская» группа российского ГРУ (более 20 человек), выполнявшая задачи в этой стране в период с 1979 по 1989 год. В составе отряда - специалисты по

радиоэлектронному прослушиванию, авианаводчики, радисты, геодезисты, подрывники, переводчики (отлично знающие язык пушту). Основной район работы отряда - южные районы Афганистана, где до 11 сентября находилась штаб-квартира Ладена.

Следят ли за Беней из космоса?

Над Афганистаном сейчас находится военно-космическая группировка США, состоящая из 4 спутников-шпионов, которые непрерывно ведут наблюдение за земной поверхностью и передают изображение в Центр космической разведки США. Разрешающая способность телескопа такова, что она позволяет ясно отличить тюрбан от противотанковой мины. ВКС (военно-космическая разведка США) в дневное время наблюдает перемещения даже небольших отрядов талибов в различных районах страны. Особое внимание уделяется горным штабам талибов, где может находиться Усама. Одновременно ведется тотальное прослушивание эфира в радиосетях талибов. Тембр голоса Ладена записан в специальном компьютерном спектре, что позволяет радиоэлектронной технике мгновенно запеленговать его.

Но Бенья дурачит своих врагов тем, что заранее записал свои «команды» и «переговоры» на магнитофонные ленты, которые его помощники выбрасывают в эфир через передатчики в различных местах Афганистана, что сбивает с толку разведку антитеррористической коалиции.

Может ли убить бен Ладена «умная» бомба или ракета?

Вероятность прямого попадания ракеты или «умной» бомбы в укрытие Ладена очень мала (несмотря даже на то, что американские лазерные корректируемые бомбы и ракеты способны попадать в круг, не превышающий 5 метров, а с лазерным наводчиком, установленным на земле, цель поражается фактически в «ноль» - то есть отклонение не превышает 1 м). У американцев есть специальные бомбы, способные проникать в землю или скальные породы на глубину до 15 метров. Но убежища Ладена (как и всех полевых командиров) устроены так, чтобы максимально сбить мощь взрывной волны, это достигается за счет «ломаного» устройства подземных ходов). Кроме того, если бомба полностью разрушает главный ход в убежище, то всегда есть запасной, через который и выбираются оставшиеся в живых обитатели. Обычно подземные штабы талибов представляют собой разветвленную «инфраструктуру» многоэтажных помещений, в которых находятся узлы связи, продсклады (с холодильными камерами), медпункты, комнаты отдыха, столовые, «святая» комната для намаза, резервуары с питьевой водой, душевые, аккумуляторные отделения и дизельные электростанции. На расстоянии

1 - 2 км от основного обязательно оборудуется запасной КП, который находится в законсервированном состоянии до первой необходимости.

Даже если американцы с помощью сильнейших телескопов запеленгуют один из штабов Ладена и направят на него бомбу или ракету - успех не может быть гарантирован. Дело в том, что программа, которая закладывается в крылатую ракету «Томагавк» или, скажем, «суперточную» авиабомбу типа AGM-84, включает в себя все важнейшие детали рельефа местности. Строго ориентируясь на них, ракета или бомба идет на заданную цель. Но если изменить рельеф местности вокруг входа в убежище с помощью нескольких взрывов, сместить валуны, посадить дерево, то электроника сбивается с толку, поскольку в ее памяти «портрет» цели выглядит по-другому. Из-за этого случаются значительные отклонения (именно так во время агрессии НАТО в Югославии сербы дурачили «умные» бомбы, заставляя их рваться иногда за 100 - 500 метров от цели. Многие из них разносили в пух и прах надувные танки и пушки, принимая их за настоящие).

Когда же «замочат» Усаму?

Ракетно-бомбовые удары по местам возможных укрытий Ладена дают лишь гарантию, которую спецы оценивают как 1000:1 (то есть один шанс из тысячи). А если учитывать, что УБЛ постоянно перемещается, то вероятность его уничтожения таким способом еще меньше - это все равно что пытаться ловить рыбу рваным бреднем (американская разведка насчитала свыше 120 талибских горных баз и штабов, в которых может укрываться враг № 1). Но кто сказал, что «белая лиса» будет подставлять себя именно в лысых горах? Гораздо надежнее укрыться в многолюдных городах, куда не падают бомбы и ракеты. Наиболее реальный (хотя и самый трудный) способ - наземная разведка: Усаму и его личную охрану (более 100 человек) американская и английская разведки опутывают сетями осведомителей из числа местных духовных и военных талибских авторитетов. Поиски следов великого разбойника ведутся и в сопредельных странах, среди его сподвижников. Из тех 40 млрд. долларов, которые конгресс США выделил на проведение операции, американская разведка готова выложить 1 млрд. для подкупа людей, способных дать точную наводку.

Виктор БАРАНЕЦ.

Бен Ладен прячется в четырехэтажном бункере

Где скрывается террорист № 1 Усама бен Ладен? Этот вопрос занимает сейчас всех: и Пентагон, чьи самолеты «утюжат» Афганистан, и сотрудников спецслужб ведущих стран мира, и простых людей, которые со страхом ждут новых терактов со стороны бен Ладена. «Комсомолке» стало известно, что штаб-квартира Усамы находится под Кандагаром. Там прямо в горе оборудован бункер. Есть сведения, что проектировали это убежище немецкие архитекторы. Строилось оно с таким расчетом, чтобы выдержать даже атомную

бомбардировку.

Добраться до штаб-квартиры можно по единственной ведущей сюда дороге. Другого пути нет - вокруг минные поля, «колючка» и бетонные заграждения. Для охраны оборудованы несколько стационарных постов, откуда простреливается вся близлежащая территория.

Бункер имеет несколько уровней. По некоторым данным - четыре подземных этажа. Есть подземный ход, который ведет к взлетно-посадочной полосе. Западным спецслужбам известно о местонахождении еще четырех бункеров бен Ладена в различных районах Афганистана. По стране бен Ладен и его немногочисленная охрана передвигаются на двух джипах исключительно по ночам. Причем во время движения отключаются все радиоэлектронные приборы и мобильные телефоны.

ЗВЕЗДЫ ГОВОРЯТ

Что сулит Марс политикам?

В номере от 21 сентября «Комсомолка» опубликовала прогноз доктора астрологии, сотрудника Института практической астрологии Павла Максимова, который предсказал начало военной операции в Афганистане в первых числах октября. Прогноз подтвердился: в воскресенье, 7 октября, американцы и англичане обрушили мощь своих бомб и ракет на Кабул, Кандагар, Джелалабад и другие афганские города. Война, о необходимости которой так долго говорили в Вашингтоне, началась. Когда и, главное, чем она закончится, точно не может сказать никто. И президент США Джордж Буш, и террорист-миллионер Усама бен Ладен заявляют о своей готовности к долгой беспощадной битве до победного конца. Россия напрямую в боевые действия не вступает, но и оставаться в стороне от конфликта, понятное дело, тоже не может. В этой сложной ситуации многое зависит от конкретных личностей, и в первую очередь от трех главных действующих лиц планетарной драмы - Джорджа Буша, Усамы бен Ладена и Владимира Путина. Кому из них благоволят звезды в ближайшие месяцы и годы? Что ждет их в будущем? С этим вопросом мы и обратились к доктору Павлу Максиму, который по нашей просьбе составил личные гороскопы президентов США и России, а также неуловимого Усамы.

Террорист № 1 Усама бен Ладен родился 28 июня 1957 года в Джидде (Саудовская Аравия) около 6 часов утра. Из сочетания этих данных - времени и места рождения - следует, что он:

- человек очень эмоциональный, обладает неплохим природным чутьем и аналитическими способностями. Об этом говорят сильное влияние Луны и

Меркурия в его гороскопе.

Столь же сильные Плутон и Марс указывают на развитую волю. Но соединение Марса с Ураном приводит к импульсивному, взрывному проявлению воли. Луна в созвездии Рака свидетельствует о приверженности традициям и любви к своему народу. Сатурн в Стрельце - идеологическая твердость.

Бен Ладен не силен в стратегии, в перспективном планировании. Его гороскоп говорит о том, что Усама яркая личность. Но ему по плечу скорее решение локальных задач, нежели мнимое мировое господство.

- Удастся ли Бушу поймать или «замочить» Усаму?

- Это вряд ли. Сейчас бен Ладен находится на гребне славы, и это продлится весь следующий год. А вот 2003 год таким успешным для Усамы уже не будет. Очевидно, что бен Ладен нужен сейчас Америке как противник. Однако ослабнет Америка, и о Бен Ладене постепенно забудут.

- А что будет с самим Бушем (нынешний президент США родился 6 июля 1946 года в Нью-Хэвене, штат Коннектикут, около восьми часов утра)?

- Буш гораздо слабее бен Ладена по внутренней личностной энергетике. Он сосредоточен на своих взглядах и действиях, поэтому ему трудно увидеть объективную картину происходящего в мире. Плохо обстоят дела у Буша и с планированием. Он склонен к тому, чтобы вваливать все проблемы и неудачи на плечи других людей. Только не надо представлять его дебилом, как это иногда пытаются делать. У президента США неплохие умственные и художественные способности. Он, кстати, мог бы стать преуспевающим бизнесменом. Но как лидеру страны ему не хватает цельности.

Критическим для него станет 2003 год. Тогда Буш может сойти с политической сцены вместе с бен Ладеном. Не в один день, конечно, но примерно в один и тот же год.

- Ну а что сулят звезды Владимиру Путину, который появился на свет в Ленинграде 7 октября 1952 года. Время рождения - 9.30 утра.

- Путин умеет подчинять себе массы людей, обладает обаянием, взвешенностью, ответственностью. Он ясно видит ближайшие перспективы и планирует свои действия, учитывая интересы народа. Путин склонен к жестким, порой силовым методам решения проблем, к некоторой тоталитарности. Но страна у нас такая, любим мы это. И, видимо, Путин как раз тот лидер, который отражает нынешнее состояние России. Вселяет оптимизм и

его осторожная позиция в нынешнем афганском кризисе.

Первый год его президентства был самым сложным и опасным. Но дальше позиции Путина будут только укрепляться, и он имеет все шансы остаться у власти и после 2004 года.

- Есть ли какая-то связь между гороскопами Путина, бен Ладена и Буша?

- Бен Ладен является для Путина источником тревоги и опасности, но лишь потенциальной и вряд ли реальной.

А вот астрологические карты Буша и бен Ладена имеют заметное сходство. Между нашими героями возникла конкуренция, причем не только политическая, но и психологическая, эмоциональная. По определенным показателям бен Ладен, как я уже говорил, сильнее Буша.

Не менее интересно в этом смысле и взаимодействие гороскопов Путина и Буша. Здесь есть сознательный конфликт, но это скорее конфликт мировоззрений, которые эти люди представляют. Но есть и подсознательное притяжение между Луной Буша и Солнцем Путина. Отношения между двумя президентами станут плодотворными, если Буш будет более мягким, склонным к компромиссу, а Путин, напротив, станет твердо придерживаться своей линии. Вот только согласится ли Буш на это...

Беседовала Ольга ВАНДЫШЕВА.

**LA REELECTION DE VLADIMIR POUTINE
CARNETS DE VOYAGE DES OBSERVATEURS**

Observatoire de la Russie (CERI)

Compte-rendu de conférence

13 mars 2012

Chemsa Tortchinski

(assistante de recherche au CERI-Sciences Po)

Le 4 mars 2012, Vladimir Poutine a été (ré)élu président de la Fédération de Russie au premier tour avec 63,6% des suffrages au terme de plusieurs mois d'intense vie politique en Russie, marqués par des manifestations de grande ampleur dans les grands centres urbains au lendemain des élections législatives du 4 décembre 2011. De l'avis de tous les observateurs (y compris institutionnels comme la mission OSCE ou celle du Parlement Européen), la campagne électorale n'a été ni juste, ni équilibrée, entachant de fait l'ensemble du processus électoral.

Quatre observateurs ont exposé leur analyse du vote, à Moscou et dans plusieurs localités de province : Kathy Rousselet et Chemsa Tortchinski, observatrices de la mission OSCE, la première à Vyborg, la seconde dans la région de Krasnoïarsk ; Marie Mendras, en mission de recherche à Moscou et à Tver ; Alexis Prokopiev, coanimateur du mouvement russe « Pour des élections justes » en France, qui a voté à Moscou. Marie Mendras a rappelé le contexte politique et social, souligné les traits marquants de la campagne et du scrutin et expliqué les raisons pour lesquelles Vladimir Poutine a choisi de « passer en force », préférant un plébiscite avec 63,6% des voix,

entaché d'irrégularités et d'intimidations, à une victoire honnête avec une courte majorité au premier tour ou à l'issue d'un second tour.

LE CONTEXTE POLITIQUE ET LA CAMPAGNE

Plusieurs candidats de l'opposition, dont Grigori Iavlinski, leader du parti Iabloko, ont vu l'enregistrement de leur candidature refusé par la Commission électorale centrale. Les principaux médias, et singulièrement les chaînes de télévision, ont clairement avantagé le candidat Poutine en termes de visibilité comme en termes de soutien. Les moyens de l'État, appelés « ressources administratives », ont été mis à la disposition du candidat Poutine.

La campagne a toutefois été marquée par une irruption de la mobilisation citoyenne à Moscou, Saint-Pétersbourg et dans les grands centres urbains à travers tout le pays. La fraude massive qui a entaché les élections législatives aussi bien que l'assurance démontrée par Vladimir Poutine en septembre 2011 de sa future réélection a provoqué un sursaut d'orgueil d'une partie de la population. La teneur des revendications, à la fois citoyennes et politiques, donne la mesure du problème : on réclame plus que des élections justes et transparentes, on demande le respect et la dignité selon les termes du blogueur Alexeï Navalny.

Le pouvoir politique n'a pas entravé la tenue des manifestations, mais a cherché à y répondre notamment par l'organisation de contre-manifestations visiblement pilotées par le pouvoir lui-même. Les slogans et contre-slogans ont rapidement pris une tournure assez radicale attaquant la personne de Vladimir Poutine d'un côté, dénonçant les révolutionnaires menaçant la mère Patrie de l'autre. Le couple Poutine/Medvedev a joué une partition étrange, jouant tour à tour de la carotte et du bâton. Medvedev lance plusieurs projets de réforme et tente de négocier avec les leaders de l'opposition, Poutine moquant les manifestants et en appelant aux patriotes prêts « à mourir au porte de Moscou » pour défendre la patrie en danger, selon la formule lancée à une foule bien organisée au stade de Loujniki.

En l'absence d'une campagne juste et équitable et au vu des signaux envoyés à la fois par les discours de Poutine et les résultats des sondages pré-électorales, la question est de savoir si Poutine opterait pour une victoire nette, mais discutable au premier tour ou s'il prendrait le risque d'un second tour qui en cas de victoire renforcerait sa légitimité. La soirée du dimanche 4 mars a offert sa réponse : une victoire nette au premier tour et un grand bain de foule en plein centre de Moscou, littéralement en état de siège si l'on en juge par l'importance du dispositif policier. La fraude a été distillée de façon ciblée en fonction de l'enjeu et du rapport de force au niveau local. Moscou et Saint-Pétersbourg, ainsi que les capitales régionales comme Samara ont été le théâtre d'opérations massives de fraude. Les carrousels moscovites, ces bus d'électeurs qui votent à la ronde, sont venus de loin (de la région de Toula notamment) pour éviter à Poutine un résultat humiliant dans la capitale fédérale. Cette élection a fait l'objet d'une surveillance toute particulière comme le démontre le nombre des citoyens qui se sont enrôlés et formés comme observateurs avec le soutien d'association comme Golos ou la ligue des électeurs et comme le montre aussi les dépenses de l'État pour équiper de caméras la quasi totalité des bureaux de vote en un temps record.

Les manifestations, en réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes autour de revendications non pas économiques, mais bien politiques et citoyennes, constituent un changement sans précédent de la dynamique sociale. Une partie de la société russe semble être sortie de sa torpeur, conduite par la frange la plus éduquée, urbanisée et aisée de la population, qui est entrée dans la vie active sous Poutine et n'a pas connu l'époque soviétique.

Si l'enthousiasme et la détermination semblent être retombées après l'élection, on constate cependant un nouvel investissement en politique, notamment aux élections locales et le maintien d'un noyau dur d'activistes qui continuent à témoigner dans les différents centres urbains de leur mécontentement et de leur volonté d'un changement du cours politique.

LE QUATRIEME MANDAT DE VLADIMIR POUTINE

Empêcher l'alternance à tout prix

Le résultat est indéniable : Vladimir Poutine a une nouvelle fois balayé toute possibilité d'alternance. Il se maintient au pouvoir à l'issue d'un quatrième cycle électoral –législatives précédant la présidentielle- qui fait suite aux élections de 1999-2000, 2003-2004 et 2007- 2008. Il a donc obtenu en réalité un quatrième mandat, et non un troisième. En mars 2008, Dmitri Medvedev a obtenu officiellement plus de 70% des voix après la victoire de Vladimir Poutine à la tête du parti Russie unie aux législatives de décembre 2007. Il était la doublure choisie par Poutine et les hommes influents du régime pour occuper le siège présidentiel pendant un intermède quatre ans, évitant ainsi une révision constitutionnelle « autoritaire » qui aurait fait sauter la contrainte de l'article 81 : un président ne peut pas exercer plus de « deux mandats successifs ». En votant pour Medvedev, les électeurs savaient qu'ils gardaient Poutine au sommet de la pyramide.

Le 4 mars au soir, devant une foule amenée par cars entiers à Moscou, Vladimir Poutine laisse percer la tension des semaines passées, l'immense soulagement d'avoir obtenu ce qu'il voulait, et la rancune contre ceux qui l'avaient provoqué depuis l'automne 2011. Quand il crie « nous avons gagné ! », « je vous l'avais promis », il pense « j'ai gagné ! », même contre ses propres citoyens, contre ceux qui m'ont trahi, contre ceux qui doutent que la Russie puisse exister sans lui. Avec Medvedev à ses côtés, il pleure de contentement et de rage, il a gagné ce combat politique qui l'avait pris de court en décembre, quand il s'était trouvé en sérieuse difficulté. Avec ce résultat plébiscitaire, il a testé la loyauté des chefs, la servilité des médias et des administrations, le « bon fonctionnement » de la machine électorale et judiciaire. Il tient désormais sa revanche. La victoire à l'arraché du 4 mars a été plus qu'une *SpetsOperatsia* (opération spéciale) car le défi était plus difficile à relever qu'au cours des précédents rendez-vous électoraux de 2007- 2008, de 2003-2004 ou de 1999-2000. En effet, cette victoire vient après une défaite et une humiliation, celle du 4 décembre 2011, quand il a fallu imposer les 49% de Russie unie dans des conditions aberrantes. Le parti du pouvoir n'avait probablement obtenu honnêtement qu'environ 30% des votes, avec une participation moyenne réelle en-dessous des 50%.

Personne, ni en Russie ni à l'étranger, ne considère la Douma actuelle comme représentative. Le 4 décembre a été un désaveu cinglant pour le « parti du pouvoir ». On pourrait dire que Poutine s'en arrange bien, puisqu'il veut un Parlement soumis à l'exécutif, à un détail près : les législatives sont traditionnellement la répétition générale de l'élection présidentielle. Elles ont permis l'élection de Medvedev en mars 2008. C'est pourquoi ce combat est d'abord à analyser du point de vue de l'équipe Poutine. Au cours de la précédente conférence de l'Observatoire de la Russie, le 15 février dernier, nous avons écouté trois personnalités d'exception, représentant une société civile active, des journalistes de qualité, et un jeune représentant de l'opposition libérale. Aujourd'hui, l'angle d'analyse que nous avons choisi pour cette conférence est celui du combat de Poutine et des autorités : les armes utilisées, les plumes perdues, afin d'aborder la question de la reprise en main par un pouvoir qui veut effacer les humiliations et les affronts des dernières semaines.

En dépit d'une conjoncture défavorable, le pouvoir a su retourner la situation, avec des moyens très critiquables. Cependant, pour le clan Poutine, la violence politique fait office de légitimité, celui qui gagne est le meilleur, donc le plus légitime. Leur conclusion semble être la suivante : les années ont passé, les instruments de gouvernement du pays et de contrôle de la population se sont émoussés, il faut renforcer les outils et les méthodes, mais il serait trop risqué d'en changer.

2011 : annus horribilis

Depuis le printemps 2011, la Russie est traversée de doutes et de tensions dans la perspective du prochain cycle électoral qui doit consacrer le grand retour de Poutine aux commandes du pays. La préparation de la nouvelle *spetsoperatsia* s'accélère à l'automne 2011 lorsque le 24 septembre, au cours du congrès de Russie unie, Poutine s'attribue d'autorité la présidence et procède, face

caméra, à la distribution des rôles avec Dmitri Medvedev, alimentant le mécontentement d'une population qui se voit flouée du droit de choisir son président. La crise est ouverte au lendemain des élections législatives du 4 décembre. Si les habitudes de fraudes et de manipulations électorales sont classiques, elles sont rendues plus voyantes sous l'effet d'Internet : enregistrées, accumulées, archivées et exposées. L'atmosphère change, surtout dans les grandes villes. On observe une plus grande vigilance citoyenne qui se ralentit toutefois pendant les fêtes de Nouvel An et du Noël russe. Les opposants partent en vacances, aux quatre coins du monde, et le soufflé commence à retomber.

À partir de la mi-janvier, l'équipe Poutine reprend la main. Dès le début février, la riposte est prête: propagande intense, medias complètement dévouées à la "bataille" électorale. L'opposition démocratique s'essouffle et l'idée que Poutine sera élu s'impose très vite, en partie grâce aux promesses de campagne, tout autant qu'à la dissuasion et la peur diffusée par le pouvoir, en partie grâce aux fraudes. Le pouvoir a repris la main en imposant son rythme, son agenda, ses méthodes et en forçant les oppositions, la société civile à s'inscrire dans le mode dicté par le Kremlin. Poutine a dépolitisé le sens de l'élection en surexposant les autres acteurs et en montrant leur inutilité et leur médiocrité, leur usure et leur manque de projet. Ainsi, il retourne sa position en projetant sur les autres sa propre incapacité: on oublie que c'est lui Poutine qui est usé après 12 ans au pouvoir, que c'est lui qui n'a pas su moderniser le pays, que c'est lui qui a capturé la vie publique et affaibli les institutions politiques. On oublie que c'est lui qui a interdit toutes alternatives et réprimé les opposants et dissidents, empêchant l'émergence d'un "shadow cabinet", d'une alternative crédible. La victoire a été possible grâce à un système sans alternative, *bezalternativnaia sistema* et à la désinstitutionalisation, autrement les fondements du système Poutine.

Passer en force : modes et méthodes

Pour passer en force, les autorités ont choisi les modalités du combat :

1) Il était d'abord crucial d'asséner la vérité suivante : Poutine n'est pas un candidat comme les autres. Il n'est pas un politicien, mais le leader, celui qui a géré le pays, l'a préservé du chaos, de la crise, des menaces étrangères. Il ne débat pas, il laisse les autres se débattre. Il utilise la violence politique, en prétendant que ses détracteurs sont violents et dangereux, et agissent en hors-la-loi. Il est le garant de la loi et de la tranquillité, la contestation est un mal.

2) Poutine étouffe, ridiculise, marginalise les autres. Les Ziouganov, Jirinovsky, Mironov apparaissent comme des acteurs hystériques qui crient à la télévision et s'apostrophent les uns les autres. Ils tentent de faire de la politique, mais ils sont dans un théâtre coupé de la réalité du pouvoir que Poutine occupe seul. Quant à Mikhaïl Prokhorov, il est le candidat nouveau, le bouffon du roi. Il n'est pas non plus un homme politique et permet de canaliser une partie des votes protestataires non communistes et non nationalités.

3) Le système repose sur la dépolitisation, et donc la délégitimation, de la fonction de Président de la Russie. L'année 2011 et le cycle électoral qui s'achève signent la mort politique de Medvedev, dans son identité tant désirée d'homme politique (par lui et par l'intelligentsia qui espérait un poutinisme à visage humain), contribuant un peu plus à dépolitiser le processus électoral. Il est désormais moqué par les Russes comme un bon *natchalnik* (fonctionnaire) qui a rempli sa mission et s'apprête à en remplir une autre à partir de mai: premier ministre de Poutine, un homme loyal qui continue à obéir.

4) Le système repose également sur la désinstitutionalisation. Les opposants, ou même les hommes pris de doute à l'intérieur du sérail, sont incapables de passer du stade de la critique (exprimée sur Internet, à travers les manifestations ou les médias) au stade de l'action politique en l'absence d'institutions, de canaux reconnus par lesquels défier le pouvoir en place et proposer une alternative.

5) L'image de l'ennemi hors de Russie comme moyen de détourner la responsabilité. Poutine joue de la figure de l'ennemi intérieur comme réponse aux manifestants et à l'opposition, accusée d'être payée par des puissances étrangères. Au caractère spontané des manifestations, il oppose une foule aux ordres. À l'ouverture de la société au politique, il répond par la menace du désordre et du risque de révolution.

6) Les pressions sur les élites. Le comportement des élites économiques, administratives, culturelles, est ce qui inquiète le plus le sommet du pouvoir, car ce dernier dépend de la loyauté et de la richesse produite par les élites. Les relations sont complexes et fragilisées par la moindre incertitude. La cooptation de Mikhaïl Prokhorov dans le jeu politique s'explique en partie par le besoin de tenir les personnalités qui prétendent proposer une alternative. Beaucoup d'annonces sont faites par le pouvoir, les promesses ne sont pas toujours tenues, et l'économie russe ne retrouvera pas un niveau de croissance de 7% dans les deux-trois ans à venir.

Les fraudes ou le choix d'une victoire par la force

La grande question que pose le résultat du 4 mars est de savoir pourquoi Poutine a préféré une victoire malhonnête au premier tour à une victoire plus modeste soit au premier tour avec un peu plus de 50% des voix, soit au second avec une confortable majorité contre Ziouganov ?

Plusieurs techniques de manipulation du vote ont été utilisées : le rajout de listes supplémentaires d'électeurs, le vote à répétition d'électeurs munis des procurations permettant le vote à distance. Les fraudes, orchestrées avant, pendant et après le vote, s'ajoutent à une campagne partielle, dans un contexte politique non démocratique. Enfin, une partie importante du vote ne se passe pas dans les urnes des bureaux de vote. Le moment le plus délicat étant la transmission des protocoles aux commissions électorales territoriales et leur saisie informatique dans le programme Gas Vyborny, opération au cours de laquelle s'effectue la manipulation des chiffres. On peut citer à cet égard l'exemple devenu folklorique des républiques du Caucase ou de Mordovie où les résultats avoisinent pratiquement les 100% assurant automatiquement quelques millions de voix au Kremlin. Ainsi, les cameras installées dans les bureaux de vote pour discréditer toute accusation de fraude, étaient là avant tout pour attirer l'attention sur la journée du vote et impressionner la population par le démon de la technologie. En réponse, on a assisté à une implication sans précédent de la société civile par le nombre des observateurs et l'activisme d'associations citoyennes.

Le soulagement

Au lendemain de cette élection, l'atmosphère est tendue. Personne n'attend rien de bon dans les mois qui viennent, mais on espère intérieurement que la page se referme sur cet épisode de vie au grand air et qu'on puisse se protéger de nouveau à l'intérieur du bocal. La situation est préoccupante car cet écrasement de l'alternative est à la fois accepté par une moitié de Russes et refusé absolument par 15 à 20% de la population, créant une fracture politique et sociale. Or, le climat a changé car on a respiré un autre air. Poutine a été vraiment atteint, les élites ont vacillé et beaucoup de citoyens ont espéré. Ces dernières années, les disparités sociales et régionales ont peut-être été un avantage pour le régime, car il paraît plus facile de contrôler des univers très divers qui communiquent peu entre eux. Mais ces diversités et cloisonnements témoignent aussi d'une grande impuissance. L'équipe poutinienne ne saura pas rassembler un pays fragmenté et inquiet.

LA JOURNÉE DE L'ÉLECTION / OBSERVATIONS ET TÉMOIGNAGES

Les observateurs ont été nombreux à suivre la journée électorale : les observateurs russes, récemment formés et mobilisés essentiellement dans les centres urbains, représentant les partis ou la société civile, et les observateurs étrangers accrédités auprès du gouvernement russe, envoyés par l'OSCE ou le Parlement Européen. Les conditions d'observation étaient à chaque fois particulières selon le lieu d'observation, les conditions d'observation et le statut de l'observateur. Les différents témoignages présentent un tableau contrasté de la situation sur le terrain qui permet d'en souligner la complexité et de rappeler l'influence des équilibres politiques locaux sur la conduite des processus électoraux.

Moscou en état de siège : observateurs vigilants, carrousels et forces de l'ordre

Ce qui ressort du témoignage des observateurs à Moscou et sa région, comme celui d'Alexeï Prokopiev, citoyen russe résidant en France, qui a voté à Moscou ou de Piotr Moszyinski journaliste à Radio France Internationale, qui couvrait l'événement à Saint-Pétersbourg, c'est la tension qu'il a régné au cours de la journée, le nombre des infractions constatées et, parallèlement, la grande mobilisation des observateurs locaux. Si Alexeï Prokopiev dit n'avoir pas vu de fraudes, il souligne le grand nombre d'infractions procédurales comme des urnes mal scellées, des listes d'électeurs non reliés, des obstructions à observer. Il a ainsi été privé de prendre des photos à l'intérieur du bureau de vote. Il témoigne également de l'atmosphère d'état d'urgence qui règne dans la capitale où de nombreuses forces de sécurité ont été concentrées.

L'observation loin de la capitale : la fracture ville/campagne

La situation décrite par Kathy Rousselet et Chemsia Tortchinski, observateurs de courte durée pour l'OSCE¹ est différente comme l'est déjà le terrain : Vyborg, une commune urbaine et son district au Nord Ouest de Saint-Pétersbourg, près de la frontière finlandaise; Kansk, une ville de 100 000 habitants à 250km à l'Est de Krasnoïarsk, et les districts qui l'entourent (Kansky et Ilansky). Si, dans les deux cas, peu de fautes de procédures ont été constatées par les observateurs, les conditions d'observation ont variées sur quelques grands points : l'accès aux protocoles, la composition des commissions de bureaux de vote, l'attitude de la commission électorale territoriale, les enjeux électoraux et la conscience même de citoyens. Ainsi, à Vyborg, la proximité de la Finlande a une influence certaine sur la population qui se réclame davantage de la culture politique de son voisin européen, louant la tranquillité du processus électoral. Kansk, tournée vers l'Est, vers la Chine, semble percevoir avec difficulté ce qui se passe à Moscou et dans les grandes villes. Krasnoïarsk n'a pas fait preuve d'une très grande mobilisation citoyenne.

A Vyborg

Vyborg est une petite ville construite autour de son usine de papier et des villages aux alentours. Dans cette région, proche de la frontière avec la Finlande, les acteurs politiques insistent volontiers sur leur proximité avec la culture politique de leur voisin européen. Un souci de professionnalisme est également mis en avant. Une formation a été donnée aux membres des commissions locales. D'après un entretien avec un représentant d'une association locale, la campagne électorale a été très peu animée. L'objectif de l'observateur OSCE diffère de celui du chercheur ou de l'expert. Dans le temps, extrêmement court, qu'il a sur le terrain, il ne peut guère s'interroger sur le contexte de l'élection. Son travail porte avant tout sur les procédures électorales et les techniques de vote. Les formulaires à remplir, élaborés à partir des normes internationales, attirent parfois l'attention sur des questions qui ne sont pas nécessairement un enjeu majeur pour le pays observé, alors que d'autres questions mériteraient peut-être une observation plus approfondie. La nécessité de répondre à un nombre important de formulaires implique une durée de présence dans chacun des bureaux de vote relativement courte, en particulier lorsque l'on souhaite observer des bureaux de vote tant à la campagne qu'à la ville. L'observation et les conclusions dépendent aussi du profil même de l'observateur, de sa profession, de son expérience d'observations électorales dans d'autres parties du monde (qui donnent du relief à certains aspects tout en l'amenant éventuellement à banaliser certaines pratiques), de son expérience du terrain russe qui donne bien

évidemment accès à des réalités qui échappent à l'observateur qui ne pratique que l'anglais et qui ne connaît pas le pays.

Le jour de l'élection, les observateurs OSCE n'ont à aucun moment été empêchés d'observer les procédures. Le président de la commission électorale territoriale, TIK, tout comme les membres des différentes commissions se sont montrés coopératifs. Nous avons pu observer l'ensemble du processus électoral. Les commissions électorales étaient généralement présidées par des membres de Russie unie et/ ou des personnes liées à l'administration du raion de Vyborg. La TIK est située dans les bâtiments de l'administration du raion, là où se situe aussi le siège local de Russie unie. Le personnel enseignant est très nombreux parmi les membres des commissions locales. Les relations interpersonnelles de longue date entre membres de la commission, et éventuellement certaines positions hiérarchiques, peuvent également contribuer au contrôle social. Contrairement à ce que prévoyaient les observateurs long séjour dans la région, il y avait des observateurs locaux dans l'ensemble des bureaux de vote observés, mais les observateurs Russie unie et Russie juste étaient plus présents. Les observateurs locaux semblaient, en revanche, peu mobilisés; certains ont été rémunérés. Peu avaient une expérience de l'observation électorale. La TIK prenait quelques libertés avec les règles lorsqu'il s'agissait de corriger des résultats incohérents (dans les premières lignes du procès-verbal). Plutôt que de renvoyer le président de la commission dans son bureau de vote, afin d'établir un nouveau procès-verbal et le faire signer par les autres membres de la commission, les membres de la TIK ont parfois fait corriger le procès-verbal sur le champ. L'entrée des résultats dans le système informatique *Gas Vybory* s'est passée de façon transparente, du moins au moment de notre observation.

A Kansk

La journée de l'élection dans la ville de Kansk a surtout été marquée par l'enjeu qu'a constitué l'élection du nouveau maire de Kansk au suffrage populaire. L'élection locale a semblé prendre le dessus sur l'élection présidentielle en termes de suspens, d'intérêt et de tension. Deux candidats s'affrontaient, les seuls candidats validés par la commission électorale territoriale : le directeur du fond de retraite, membre de Russie unie, et la directrice du lycée de la ville, présentée par Russie juste. Au cours de la journée du samedi et du dimanche, les observateurs ont pu constater que le candidat de Russie unie dominait totalement l'affichage électoral. Il était impossible de ne pas voir ni d'oublier le nom et le visage du candidat, qui recouvrait littéralement la ville, tandis que son adversaire était pratiquement invisible. Les ressources administratives n'ont visiblement pas manqué au candidat du parti du pouvoir, mais elles n'ont pas joué en sa faveur, à la surprise générale. Le président de la commission électorale territoriale s'est même trouvé impliqué quelques semaines auparavant dans un scandale politique où il a été accusé de vouloir nuire à la candidature de la représentante de Russie juste, en annonçant dans les médias qu'elle comptait se retirer de la course à l'élection. Les observateurs s'expliquent ainsi le manque de coopération et la nervosité du président de la commission électorale territoriale à leur égard. Il a refusé de remettre le protocole et de laisser les observateurs assister à la saisie informatique. Le résultat de l'élection locale a constitué une surprise par l'ampleur de la victoire de la candidate Russie juste (68% contre 22%) y compris pour ses partisans. Parallèlement, le résultat en faveur de Vladimir Poutine se situe un peu au-dessous du chiffre national.

À cet égard, le bureau de vote le plus intéressant qu'il a été donné d'observer, un centre de pré détention des prisonniers en attente de leur procès, donne une appréciation particulière du processus électoral. Dans ce bureau de vote, dont l'entrée est très contrôlée, les prisonniers votent sur commande, ils votent tous (taux de participation de 100%) et il n'y a pas de caméras pour des raisons de sécurité. C'est une population, évidemment fragile, sur laquelle pèse la pression des autorités. Malgré des demandes répétées le samedi pour assister au vote des prisonniers, ces derniers avaient déjà voté le dimanche lorsque les observateurs sont arrivés. En plus des prisonniers, ce bureau de vote concentre également les électeurs sans domicile fixe. Il a été difficile d'avoir des explications précises sur la manière dont la liste de ces électeurs et leur enregistrement avaient été rendus possibles. Il est remarquable de constater que le pourcentage

des suffrages apportés à Poutine est certes plus élevé que dans les autres bureaux de vote de la ville (autour de 68%), mais moins élevé que dans certains bureaux de votes du district de Kansk (où les résultats ont parfois dépassé les 80%). S'agissant de l'élection du maire, la candidate obtient son plus bas score dans le centre de pré-détention, mais l'emporte tout de même avec 54% des suffrages. Il est donc important de juger des résultats de l'élection présidentielle à la lumière de l'élection locale.

Il faut également souligner qu'à l'élection législative du 4 décembre, la région de Krasnoïarsk n'a pas brillé par son activisme pro-Russie unie. Le parti du pouvoir a obtenu autour de 36% des suffrages, tandis que le parti communiste et Russie juste dépassaient les 20%. La ville de Kansk avait fait à peine mieux avec 40% des suffrages pour Russie unie. Dans le district de Kansk, les variations sont étonnantes puisque dans certains villages, le résultat de Poutine se situe au-dessous de 25% et dans d'autres, il dépasse les 80%. Les observateurs locaux se sont avérés peu nombreux et peu motivés. Ils représentaient le plus souvent le parti communiste ou LDPR. Les plus impliqués ont été rencontrés à Kansk et dans le cadre de l'élection du maire. Un seul observateur représentant la société civile a été croisé dans un bureau de vote de la ville, mais son investissement était minimal. Aucun des observateurs rencontrés dans la dizaine de bureaux de vote visités n'a porté de critiques ou de commentaires négatifs sur le déroulement du scrutin.

Le contraste entre les bureaux de vote en zone rurale ou en zone urbaine était saisissant, en raison du sentiment d'isolement très fort qui règne dans les villages (moins de 200 habitants, voire moins de 100 habitants). Ces zones sont sinistrées par la fermeture des derniers Kolkhozes et vivent des subventions publiques. Mais, cette situation a produit aussi bien un fort soutien qu'un désaveu de Poutine selon les villages, ce qui nécessiterait de se pencher sur les situations économiques, sociales particulières et sur les acteurs politiques locaux. Cette situation très contrastée marque, selon les observateurs, la diversité du terrain et des dynamiques locales. Ainsi, cela conduit une même instruction, celle de faire gagner Poutine, à produire des effets très différents, selon le lieu où elle s'applique, en raison de la multitude des facteurs en jeu. Les manifestations des grands centres urbains ont paru loin la nuit du vote, alors que l'ensemble de la commission territoriale, dont le président est un membre de Patriotes de Russie et l'un de ses membres les plus actifs un membre de Russie juste, avait les yeux rivés sur la première chaîne et le discours de Poutine sur la place du Manège. Les manifestations ont également semblé loin quand, à l'hôtel *loug* de Kansk, la directrice s'est félicitée de la victoire de Vladimir Poutine et a voulu rassurer les observateurs de l'OSCE que « le peuple était pour Poutine et qu'il célébrait sa victoire ». *Chemsa Tortchinski*.

Annexe : Résultats de l'élection présidentielle du 4 mars 2012

-Rapport final de la mission d'observation électorale de l'OSCE :
<http://www.osce.org/odihr/elections/86981>

-Rapport de l'association Golos: <http://www.golos.org/elections/2012-03-04>

-Projet : « Svodnyj Protokol »: <https://svodnyprotokol.ru/pages/about>

Table des Matières

Sommaire	3
Introduction	4
I) La construction d'une coopération russo-américaine	12
<u>Deux puissances liées par une même menace</u>	12
<i>Un retour sur les relations russo-américaines</i>	12
<i>le 11 septembre comme élément modificateur de la politique étrangère américain</i>	14
<i>La nécessité d'un rapprochement</i>	15
<u>La période de coopération et de nouvelle détente</u>	17
<i>Un virage dans la politique étrangère russe</i>	17
<i>Des « concessions » russes en Asie Centrale</i>	19
<i>Coopération énergétique et nouveau cadre stratégique</i>	22
<u>Le véritable intérêt de la Russie dans la guerre mondiale contre le terrorisme</u>	25
<i>l'indépendantiste tchétchène ou la nouvelle figure du terroriste</i>	25
<i>Un soutien international à la répression russe en Tchétchénie</i>	30
<i>Une énigme Poutine en Politique étrangère</i>	33
Une lutte antiterroriste conduisant à un retour du Grand Jeu dans l'Étranger Proche	34
<u>Fin 2004, le retour à une rivalité russo-américaine</u>	34
<i>L'illusion d'un rapprochement russo-américain</i>	34
<i>Une politique étrangère américaine « agressive »</i>	36
<i>Une tension diplomatique toujours sous-jacente</i>	42
<u>Un dilemme de sécurité russo-américain</u>	44
<i>le principe du dilemme de sécurité</i>	44

<i>le précédent historique du Grand Jeu</i>	48
<i>le nouveau rapport de forces en Asie Centrale</i>	51
<u>Une puissance retrouvée en Asie centrale</u>	55
<i>L'expression de la puissance russe en Asie centrale</i>	55
<i>Une lutte de puissance inégale dans le Grand jeu</i>	57
<i>Une diplomatie russe, une alternative à la politique étrangère américaine</i>	61
III) Les politiques sécuritaires comme instrument de pouvoir pour l'État russe	62
<u>Une légitimation étatique de la lutte contre la terreur</u>	62
<i>Le terrorisme comme socle de l'autorité de Vladimir Poutine</i>	63
<i>Le tournant de la tragédie de Beslan en 2004</i>	64
<i>L'engrenage des réformes politiques face au danger terroriste</i>	66
<u>La lutte antiterroriste et l'appareil sécuritaire russe, une étude du rôle de la bureaucratie dans la conception du pouvoir</u>	67
<i>Une histoire de la conception de l'État en Russie</i>	68
<i>Le rôle des administrations et du FSB après 9/11</i>	71
<i>Une stratégie de « Verticale du pouvoir »</i>	72
<u>Une légitimité charismatique acquise lors d'un processus de révolution sociale</u>	75
<i>Une forme d'autocratie particulière</i>	75
<i>La chute l'URSS comme nouveau cas de révolution sociale</i>	79
<i>Poutine ou une inspiration bonapartiste du pouvoir</i>	83
Conclusion	89
Bibliographie	92
Annexes	116